

مجلس الوزراء

REPRODUCTION INTERDITE

IX
LEMESSY

LEMESSY, 3 milliards
de chiffre d'affaires, 3 milliards
de chiffre d'affaires, 3 milliards
de chiffre d'affaires, 3 milliards

DES INGÉNIEURS
MINICO-COMMERCEAUX

Le général Lebed
parie
sur la chute
prochaine
de Boris Eltsine

ALORS que l'incertitude règne
sur l'état de santé de Boris Eltsine,
son opposant numéro un, le gé-
néral Lebed, fait sa rentrée sur la
scène politique russe. Dans un en-
tretien accordé au Monde et à plu-
sieurs journaux étrangers, lundi
13 janvier à Moscou, il a estimé
probable la tenue dans les mois à
venir d'une élection présidentielle
anticipée. Il se déclare candidat à la
succession de Boris Eltsine et as-
sure qu'il ne remettra pas en cause
les privatisations et l'orientation de
la Russie vers l'économie de mar-
ché. Selon lui, l'élargissement de
l'Est se fera cet été, mais les Oc-
cidentaux, « vainqueurs de la guerre
froide, ne devraient pas chercher à
vaincre la Russie totalement ».

Lire page 2

irs Conseils

Archives
sous surveillance

LES DÉCLARATIONS de
Roland Dumas sur les archives
« personnelles » de François
Mitterrand, dans nos éditions du
7 janvier, ont profondément cho-
qué le monde des archivistes fran-
çais. Le souci des proches du pré-
sident disparu de protéger sa mé-
moire en contrôlant une part des
archives de sa présidence est vivement
critiqué par Jean Le Potier,
président de l'Association des
archivistes français.

De plus, Perrine Canavaggio,
chef du service des archives de la
présidence de 1974 à 1994, affirme
que, de 1991 à 1995, certains docu-
ments « ont été soustraits au circuit
normal de l'archivage ».

Lire les points de vue page 13
et notre éditorial page 14

s en Organisation
es d'Information

La préhistoire
au prétoire

JEAN-MARIE CHAUVET

DEUX ANS après sa découverte,
la grotte Chauvet à Vallon-Pont-
d'Arc (Ardèche) est au centre d'un
imbroglio judiciaire. Ses décou-
vres, Jean-Marie Chauvet et deux
autres spéléologues, ainsi que
les propriétaires des terrains
s'opposent à l'état à propos des
retombées financières de l'explo-
itation touristique de ce sanctuaire
où figurent les plus anciennes
peintures rupestres connues.

Lire page 19

0147-115-700 F

Le Monde

Le Monde

CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16165 - 7 F

MERCREDI 15 JANVIER 1997

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

La Belgique aurait servi de « plaque tournante » au trafic de farines animales britanniques

Un député UDF met aussi en cause les contrôles français dans l'affaire de la « vache folle »

LA MISSION d'information de
l'Assemblée nationale sur l'encé-
phalopathie spongiforme bovine -
la maladie de la « vache folle » -
s'est réunie, mardi 14 janvier, pour
examiner le rapport préparé par
Jean-François Mattei, député
(UDF) des Bouches-du-Rhône. Ce
document, fruit d'une soixantaine
d'auditions de personnalités poli-
tiques, scientifiques et profession-
nelles, n'a pas pour objet « d'ac-
cuser des coupables », précise son
auteur, mais de « chercher à
comprendre ».

L'un des passages les plus viru-
lents de ce pré-rapport, dont Le
Monde dévoile le contenu, concerne
l'importation en France, à
partir de 1988, de farines de
viandes considérées comme dan-
gereuses - et qui ont été prohibées
l'année suivante - en provenance
de Grande-Bretagne via l'Irlande
ou la Belgique qualifiée de
« plaque tournante ». M. Mattei
n'hésite pas, à ce propos, à parler
de « circuits de blanchiment » et de



cargaisons « truquées ». Outre des
attaques visant les autorités eu-
ropéennes et le gouvernement
britannique, le document de
M. Mattei dénonce les dysfonc-
tionnements qui ont caractérisé
l'attitude des organismes de re-
cherche « qui se sont trop peu mobi-
lisés », ainsi que la manière dont
travaillent les services chargés des
contrôles.

La commission d'enquête consti-
tuée sur le même sujet au Parle-
ment européen a entendu de son
côté, lundi, le rapport oral de Ma-
nuel Medina Ortega (socialiste, Es-
pagne), qui a prononcé un réquisi-
toire contre la Grande-Bretagne, le
conseil des ministres de l'Union et
la Commission de Bruxelles. Ce-
pendant, M. Medina ne conclut
pas à la censure de la Commission,
qui devrait être demandée par une
soixantaine d'eurodéputés, mais
ne devrait pas recueillir la majorité
nécessaires pour être adoptée.

Lire page 6

L'Amérique face à l'assassinat d'une reine de beauté âgée... de six ans

WASHINGTON
de notre correspondant

C'est l'un de ces faits divers très médiatisés
qui, en captivant l'imagination de l'Amérique,
compromettent le travail des policiers chargés
de l'enquête. « Ce dont nous ne voulons pas,
c'est d'une autre affaire O. J. [Simpson] »,
confient-ils. Trop tard, apparemment : l'as-
sassinat de la petite JonBenet Ramsey, le
26 décembre 1996, dans des conditions mys-
térieuses, est en passe de devenir un événe-
ment télévisé presque aussi inévitable que le
deuxième procès californien de l'ancienne
gloire du football. Tous les ingrédients du
« succès » sont réunis : richesse, beauté, sexe
et violence.

JonBenet était une reine de beauté de six
ans, qui s'imposait dans toutes les compéti-
tions où les enfants sont affublés comme des
grandes personnes pour être aussi glorieuses
que les vedettes de Hollywood, et gagner
presque autant d'argent qu'elles. Ils ap-
prennent à rire, à danser, à chanter, prenant
poses et mimiques de stars. Des milliers de
dollars sont dépensés pour affiner leur appa-

rence, parfois avec l'aide de la chirurgie es-
thétique. Leur vie est réglée par des impres-
saires, même si ceux-ci sont souvent leurs
parents.

L'enjeu est en effet de taille : le chiffre d'af-
faires de cette « industrie » atteint environ
1 milliard de dollars par an. JonBenet était
une poupée Barbie grandeur nature, mal-
leable comme le sont parfois les enfants, que
l'on pouvait coiffer, maquiller, transformer à
loisir. Et tuer. La petite fille a été sexuellement
abusée, son crâne a été fracturé, ses cris ont
été étouffés avec du ruban adhésif, et elle est
morte étranglée avec une corde de nylon. Son
corps a été retrouvé au sous-sol de la maison
de quinze pièces de ses parents, située à
Boulder, non loin de Denver, dans le Colora-
do.

Depuis, les chaînes de télévision diffusent
régulièrement des clips montrant la gracieuse
petite Miss Colorado 1995 en costume de
vamp, visage angélique entouré de boucles
blondes... Deux semaines plus tard, le mys-
tère reste entier : c'est la mère de JonBenet,
Patricia, qui a découvert une demande de

rançon au montant curieusement faible et
précis (118 000 dollars, environ
649 000 francs), et c'est le père, John Bennet
Ramsey, qui a retrouvé le corps, dans une
pièce sans fenêtre. Aucun suspect, ou bien
trop. Quinze personnes avaient les clés de la
maison, et cinquante invités étaient venus la
veille.

Mais les enquêteurs s'intéressent aussi aux
parents (seuls présents au moment du
drame), lesquels, après une interview en di-
rect sur CNN, se sont plongés dans un mys-
tisme qui n'a d'égal que celui de la police, non
sans avoir loué les services d'avocats, d'en-
quêteurs privés et d'un spécialiste en commu-
nication. La personnalité de Patricia Ramsey
ne peut laisser indifférent : ancienne Miss
Virginia 1977, littéralement obsédée par les
concours de beauté, elle a semé l'inquiétude
en affirmant qu'« un tueur est en liberté ».

Trente policiers ont été chargés de cette
enquête pas comme les autres. A Boulder, ce
fut le seul meurtre en 1996...

Laurent Zecchini

Début de grève générale en Corée

Alors que le conflit avait tendance à
s'essouffler, l'accord passé entre les
deux syndicats du pays a redonné de la
vigueur au mouvement de grève gé-
nérale entamé en Corée du Sud. p. 4

Record à la Bourse de Paris

Les perspectives de reprise écono-
mique ont dopé l'indice CAC 40, qui a
dépassé son niveau de 1994. p. 15

La fuite de M. Parretti

Suite à son départ précipité pour l'Ita-
lie, Giancarlo Parretti ne comparait pas
devant la justice française dans
l'affaire MGM Crédit lyonnais. p. 8

Des pesticides dans l'air breton

L'INRA a découvert une nouvelle forme
de pollution de l'air en Bretagne : les
produits phytosanitaires. p. 11

Prières pour Vitrolles

Les représentants des quatre prin-
cipales communautés religieuses ap-
pellent, mardi 21 janvier, la population
à la réflexion, douze jours avant les
élections municipales. p. 12

Le numérique perce aux Etats-Unis

Plus de 4 millions de téléspectateurs
américains sont déjà abonnés aux
chaînes numériques. p. 26

Manifestation monstre à Belgrade

L'opposition a réuni à Belgrade la plus
grosse manifestation jamais organisée
contre le président Milosevic, à l'oc-
casion du Nouvel An orthodoxe. p. 3

Orient : l'assiette de l'extrême

La cuisine orientale est entrée dans les
mœurs. Reste à en découvrir les sa-
veurs les plus rares en suivant notre
« gourme » Jean-Pierre Quélin. p. 21

Les musées veulent séduire le profane

Après la chute de 1995, la fréquentation
des musées français a légèrement
progressé en 1996. Désormais, les
conservateurs recherchent de l'argent
et des visiteurs. p. 23

● Luc Ferry, Transmettre l'histoire de la philosophie. ● Joël Roman, Les archaïsmes d'un enseignement. ● François de Bernard, Cousin, père fondateur. ● Frédéric Pascal, La difficile notation. ● Marc Couty, Montaigne et moi. ● Anne Andreu, Les philosophes écrivent l'écran. Pascal Bouchard, La gloire de mes profs. ● Marc Giuliani, Le désarroi des professeurs. ● Macha Séry, Comme un roman. ● Roger-Pol Droit et Patrick Vermeren, Le mythe de l'exception française. ● Nicolas Truong, Le malentendu. ● Philippe-Jean Catinchi, Autopsie d'une inflation sémantique. ● Marc Dupuis, De Kant à Kanterbrin. ● Yves-Marie Labé, La philo dans une lucarne. ● Bernard Soubrier, Initié au « métier de vivre ». ● Valérie Marange, Guerre et paix dans le monde des concepts. ● J. Michel Besnier, Le manteau d'Arlequin de la poésie française. ● Michel Serres, Qu'est-ce que l'identité ? ● Nicolas Truong, Conseils à un débutant, avec Jacques Bouveresse, Jean-François Lyotard, Cornélius Castoriadis, Monique Canto-Sperber. ● Fabrice Hervieu, PHILOSOPHIE

UNE NOUVELLE FORMULE QUI DONNE À RÉFLÉCHIR

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

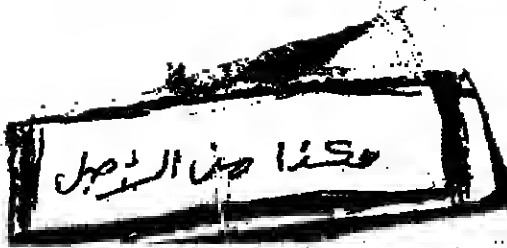
Les socialistes piégés par les retraites

LES SOCIALISTES n'ont pas de
chance. Autour des quelques idées-
forces - semaine de trente-cinq
heures, engagement de créer sept
cent mille emplois pour les jeunes
chômeurs en deux ans, réforme de la
fiscalité - qu'ils déclinaient dans leur
projet économique et social, adopté le
15 décembre 1996, ils pensaient
avoir trouvé des orientations sus-
ceptibles de reconquérir l'opinion.
Rien n'indique que Lionel Jospin ne
réussira pas ce pari autour de son
nouveau « réalisme de gauche »,
mais la popularité de la revendica-
tion de la retraite à cinquante-cinq
ans, née du conflit des chauffeurs-
rouliers, que personne n'avait vu ve-
nir, apparaît comme un grain de
sable dans sa machine programmatique.

Elle joue pour le Parti socialiste le
rôle d'un miroir le renvoyant,
comme les syndicats, à ses hésita-
tions, à ses silences ou à ses contra-
dictions sur l'importante question
des retraites. Elle illustre la difficulté
de mettre en œuvre une « culture de
la responsabilité », établissant la syn-
thèse entre son ancienne culture de
gouvernement et son actuelle
culture d'opposition.

Dans son projet économique, le
PS ne consacre que quinze lignes à
la question de la retraite. Il affirme
sa volonté de « créer les conditions
d'une retraite pleinement vécue en
garantissant l'avenir des régimes de

Michel Noblecourt
Lire la suite page 14
et nos informations page 7



INTERNATIONAL

LE MONDE / MERCREDI 15 JANVIER 1997

CANDIDAT Le général Lebed, tenu à l'écart de la vie politique depuis son éviction du poste de secrétaire du Conseil de sécurité, en octobre 1996, estime, dans un entretien accordé à

plusieurs journaux étrangers, dont *Le Monde*, qu'une élection présidentielle anticipée se déroulerait dans quelques mois en Russie. ● **PRÉTENDANT** à la succession de Boris Eltsine,

malade et « incapable de gouverner » à ses yeux, l'artisan des accords de paix en Tchétchénie affirme qu'il cherchera les voix des « 80 % de la population » qui vivent « sous le

seuil de pauvreté ». Il veut contribuer à l'émergence d'une « classe moyenne » et se dit favorable à l'économie de marché. ● **LE CHEF DE L'ÉTAT**, quant à lui, a adressé, lundi,

un message à son homologue biélorusse, Alexandre Loukachenko, avançant l'idée d'un référendum sur la réunion des deux États « sous une forme ou une autre ».

Le général Lebed parie sur une élection présidentielle anticipée en Russie

L'homme des accords de paix en Tchétchénie fait son retour sur la scène politique intérieure. Il se déclare candidat à la succession de Boris Eltsine, toujours hospitalisé, qu'il estime physiquement incapable de gouverner

MOSCOU
de notre correspondante
« L'incapacité physique de Boris Eltsine à gouverner sera évidente pour tous dans deux mois au maximum », a déclaré, lundi 13 janvier, Alexandre Lebed, le plus populaire des candidats déclarés à la succession du président russe. Cette conviction, affichée lors d'un entretien accordé à plusieurs journaux étrangers dont *Le Monde*, est récente : début janvier, le général pronostiquait une élection présidentielle « dans le courant de l'année » – supposant ainsi que le premier ministre, Viktor Tchernomyrdine, qui, selon la Constitution, assure l'intérim en cas d'incapacité prolongée du président, pourrait annoncer un scrutin à la fin de l'été (en tenant compte des trois mois prévus pour l'organisation du scrutin).

Mais la nouvelle hospitalisation de Boris Eltsine se prolonge et Alexandre Lebed, revenu maintenant à son rôle de « rebelle », se prépare à une échéance plus rapide. Il a affirmé qu'il n'aura « pas de peine » à ramasser les « 250 millions de dollars » nécessaires, selon les médias russes, à la campagne d'un candidat à la présidence. Et cela, sans avoir à faire alliance avec

un des autres ténors du jeu politique actuel, qui, contrairement à lui, disposent de moyens financiers et contrôlent tous les médias qui comptent.

Ainsi, alors que la rumeur disait le général Lebed enclin à se rapprocher du maire de Moscou, Iouri Loujkov, il a affirmé que ce « représentant par excellence du finisme capitaliste nomenklaturiste » sera, au contraire, son « principal rival » lors de la présidentielle. Il n'a pas non plus l'intention, a-t-il dit, de promettre le poste de premier ministre à l'un des deux autres candidats potentiels qui se bousculent, avec M. Loujkov, pour une troisième place dans les sondages : Viktor Tchernomyrdine et Guennadi Zinuganov, le chef du Parti communiste. Tous deux sont des « cartes déjà jouées, comme M. Gorbatchev ». Le premier ministre finira par « servir de bouc émissaire » aux maîtres actuels du Kremlin, le chef communiste « sera chassé dans moins de deux mois de la tête de son parti ». Un parti, a souligné Alexandre Lebed, dont la direction est divisée et dont la base va se scinder en trois parts inégales : une petite gauche radicale, une autre, pas très grande, ira à [Vladimir] Jirinovskij et la troisième, de loin la principale, me sui-

ra ». Le candidat Lebed a déclaré qu'il envisageait de s'allier à des figures extérieures à l'« oligarchie » au pouvoir (c'est-à-dire une cinquantaine de banquiers et politiciens apparentés, dont une partie au moins pourrait soutenir plusieurs candidats dont le général). Ce dernier a cité comme alliés potentiels deux ex-candidats à la présidence, l'ophtalmologiste-homme d'affaires, Sviatoslav Fiodorov et l'opposant démocrate, Grigori Iavlinski – « s'il ne dit pas trop de bêtises », a précisé le général. Autre allié évoqué : Iouri Maslouchov, un communiste qui dirigea le Gosplan sous Gorbatchev et mit au point, en 1996, la version « moderne » du programme économique du PC russe. « Un homme très intelligent », a indiqué M. Lebed, tout en s'affirmant lui-même « bien sûr » partisan de l'économie de marché. Mais en Russie, « le seul marché qui se soit installé est le marché des pots-de-vin ». Il faut donc « une période transitoire où l'État aura à intervenir pour délier les capacités de travail des gens, pour permettre le retour des capitaux qui ont fui et pour commencer à créer une classe moyenne ».

Promettant de ne pas remettre en cause les privatisations, il a cependant estimé que les proprié-

taires actuels des entreprises doivent « donner du travail aux gens, assurer leurs besoins sociaux et payer des impôts ». S'ils ne le font pas, ils doivent « se faire rembourser leurs millions et partir ».

« La Russie n'est pas mûre pour la démocratie à l'occidentale, qui ne correspond pas totalement à ses traditions »

Une ambiguïté semblable se retrouve dans son discours politique : « La Russie, dit-il, n'est pas mûre pour la démocratie à l'occidentale, qui ne correspond pas totalement à ses traditions ». Il se déclare pourtant partisan d'« une seule dictature, celle de la loi, comme dans tout pays démocratique civilisé ». Il s'affirme enfin, non pas « social-démocrate » (« en Russie il n'y a rien à partager »), mais « républicain » – comme le

nom du parti qu'il vient de créer. Mais, d'ores et déjà, le « profil Lebed » est défini aussi bien par son discours que par son opposition, voulue ou imposée, au maire de Moscou – le candidat actuellement le plus probable du pouvoir en place au cas, désormais envisageable, où celui-ci ne pourrait éviter une présidentielle anticipée. Alexandre Lebed cherchera les voix des « 80 % de la population passés sous le seuil de pauvreté » contre la « très fine couche des prétendus amis des réformes ». Il sera aussi le candidat des provinces contre les capitales (« Moscou, Saint-Petersbourg et Nijni-Novgorod concentrent 95 % des capitaux bancaires », s'insurge-t-il), et celui des tenants d'une politique industrielle (c'est-à-dire, en Russie, du complexe militaire-industriel), contre les lobbies des exportateurs de gaz et de pétrole.

Ce qui ne signifie pas que ce militaire ait épousé les thèses « impérialo-chauvines » dont le Kremlin joue si volontiers depuis au moins quatre ans. Bien au contraire. A ceux qui, en Occident, le perçoivent encore comme un nationaliste populiste imprévisible – ou, plus récemment, comme un « bon sens » à un bêteur de clichés nationalistes.

Sophie Shihab

Parmi les quatre prétendants à la succession, Alexandre Lebed reste le favori des sondages

● Alexandre Lebed : favori des sondages, l'ancien officier paratroporteur, quarante-six ans, a annoncé, il y a plus de deux ans déjà, qu'il visait la présidence. Il garde depuis un comportement de candidat, qu'il n'a pas abandonné durant ses quatre mois (18 juin-17 octobre 1996) passés à la tête du Conseil de sécurité, prix de son ralliement à Boris Eltsine entre les deux tours de la présidentielle de 1996. Il était arrivé troisième au premier tour avec 15 % des voix, soutenu en sous-main par l'entourage du président sortant, qui lui a donné un large accès aux médias durant la campagne. Une fois son but atteint, l'équipe au

pouvoir s'est retournée contre lui. Limogé sous les applaudissements de toute la classe politique, il est accusé d'être incapable de forger des alliances et des compromis. Les télévisions sous contrôle lui sont hostiles et sa popularité a déjà légèrement faibli.

● Iouri Loujkov : maire de Moscou depuis cinq ans, Iouri Loujkov a été réélu en juin 1996 avec 90 % des suffrages. Mais il aura fort à faire pour séduire le reste de la Russie, traditionnellement réticente à ce qui vient de Moscou. Néanmoins, les analystes lui prêtent l'intention d'être le candidat du pouvoir à la prochaine présidentielle, même si

cet énergique sexagénaire, dont la maîtrise est un des premiers groupes financiers du pays, s'est, jusqu'à ce jour, gardé d'avouer de telles ambitions.

● Viktor Tchernomyrdine : premier ministre depuis quatre ans, l'ancien président du géant industriel Gazprom, cinquante-neuf ans, aurait des chances d'être élu président s'il ne manquait pas tant de charisme. La machine du pouvoir serait en effet prête à fonctionner en sa faveur si elle estimait qu'il avait la moindre chance. Favori des milieux d'affaires occidentaux, cet opposant converti à l'orthodoxie du Fonds monétaire international n'hésite pas

à s'allier aux communistes, puissants au Parlement, avant les votes annuels du budget.

● Guennadi Zinuganov : si un bon tiers des électeurs a voté pour Boris Eltsine, au premier tour de la présidentielle de juin 1996, un petit tiers a voté pour le chef du Parti communiste russe. Mais sa défaite a accentué la dynamique de déclin qui frappe une formation dont les électeurs sont en majorité des retraités. Plus nationaliste que marxiste-léniniste, Guennadi Zinuganov, cinquante-trois ans, n'a pas su amener son parti à la social-démocratie comme ses collègues d'Europe de l'Est, et son avenir semble compromis.

Depuis son lit d'hôpital, Boris Eltsine relance l'union avec la Biélorussie

MOSCOU
de notre correspondante
A en croire les nouvelles diffusées par le Kremlin, Boris Eltsine n'est pas, comme le disent ses opposants ou comme le craignent ses partisans, à l'article de la mort. Bien au contraire. Selon le service de presse de la présidence, le chef de l'Etat russe dirige même très activement le pays depuis son lit de la « clinique centrale » du Kremlin, un établissement situé à l'ouest de Moscou et réservé, hier comme aujourd'hui, à « l'élite ».

Muet et invisible depuis une semaine, Boris Eltsine « travaille sur des documents » pendant une durée indéterminée, a annoncé son service de presse. Ce même service précise que le président « a téléphoné », lundi 13 janvier, à son premier ministre Viktor Tchernomyrdine pour lui parler « du budget » (toujours en déficit), « de l'économie » (assez déprimée) et « de la criminalité » (plus que jamais florissante).

Malgré sa maladie, le président ne manque à aucun de ses devoirs. Selon le Kremlin, il a même envoyé, lundi, un télégramme de félicitations aux journalistes de l'occasion de « la journée de la presse russe ». A en croire la version officielle, diffusée par l'agence locale Interfax, ce sont dans les médecins qui « insistent pour garder le président à l'hôpital », alors que l'on note « une amélioration intense de la normalisation de ses principaux indicateurs de santé ».

MAINTIEN DU VOYAGE À LA HAYE
Tout en admettant qu'il ne faut pas être « trop optimiste » sur la date de sortie du président, son porte-parole, Sergueï Iastrjembki, assure que, contrairement à ce qui avait été précédemment annoncé, l'agenda du chef de l'Etat, notamment son voyage prévu pour le 4 février à La Haye, est maintenu. Même si toute réunion de travail lui est encore interdite, Boris Eltsine reçoit « plusieurs fois par jour » la visite de sa femme, Naina, qui est hospitalisée dans le même établissement, à cause d'une infection non déterminée.

Souffrant officiellement d'un « gros rhume » qui s'est transformé en double pneumonie – et qui n'a, explique-t-on, « rien à voir » avec ses problèmes cardiaques –

le maître du Kremlin ne se contente pas d'espérer les affaires courantes. Lundi, il a même lancé une initiative politique et géopolitique de taille : le porte-parole du Kremlin a ainsi annoncé que Boris Eltsine avait envoyé une lettre à son homologue biélorusse, Alexandre Loukachenko, en « sautant la question d'un référendum sur l'union des deux pays forme ou sous une autre » de la Russie et de la Biélorussie. La date du référendum n'est pas précisée mais « il s'agit d'une idée stratégique », a précisé le porte-parole du président. L'union entre les deux pays est censée être « une riposte » à l'extension de l'OTAN à l'Est, a précisé Sergueï Chakhrail, conseiller du président russe.

RIPOSTE
Mais, à en croire certains observateurs, il s'agit surtout d'une riposte à ceux qui estiment que le président est incapable de diriger le pays. « Même si l'idée en soi n'est pas mauvaise, c'est un truc politique, venant prétendument de son entourage, pour chercher à détourner l'attention », a déclaré au *Monde* l'opposant tatar, Alexandre Lebed. « C'est une nouvelle tentative de montrer que le président est encore vivant. Ils n'ont rien pu trouver de plus intelligent », a assuré à l'AFP Andreï Piontkovski, analyste au Centre d'études stratégiques de Moscou. Mais, sur la scène internationale, le « geste » de Boris Eltsine – qui aurait eu « une résonance extraordinaire », selon les médias officiels – tombe mal. Le Conseil de l'Europe vient en effet de suspendre, lundi, le statut d'invité spécial de la Biélorussie, estimant que sa nouvelle Constitution « ne respecte pas les standards démocratiques minimaux ».

Sur la scène intérieure russe, les propositions d'union attribuées à Boris Eltsine font la « une » des journaux, remplaçant les articles sur la vacance du pouvoir. Sous le titre « la température du corps est normale », le quotidien *Komsomolskaja Pravda* écrit : « Si le patient de l'hôpital décidait de nouer ses lacets tout seul, les canons de tous les services de presse envieraient des jeux d'artifice ».

Jean-Baptiste Naudet

Profitez des prix et services du 1^{er} réseau de magasins 100 % informatique.

6 982,74 TTC

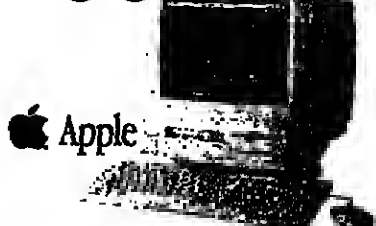
5790 FHT



Macintosh Performa 5260/100
PowerPC 603e à 100 MHz
12 Mo RAM/DD 800 Mo/CD 4x
moniteur 14" Multiréseau intégré
+ logiciel ClarisWorks

7 983,72 TTC

6620 FHT



Macintosh Performa 5300/100
PowerPC 603e à 100 MHz
8 Mo RAM/DD 1,2 Go/CD 4x
moniteur 15" Multiréseau intégré
+ nombreux logiciels

24 710,94 TTC

20490 FHT



Power Macintosh 9500/200
PowerPC 604e à 200 MHz
16 Mo RAM/DD 2 Go/CD 4x
+ carte vidéo 2 Mo



L'informatique au service des professionnels

IC Paris Boulevard - 75004 Paris - Tél. : 01 44 78 26 26 - Fax : 01 42 72 06 04 - IC Paris Miro Valley - 75015 Paris - Tél. : 01 40 58 00 00 - Fax : 01 45 77 95 71 - IC Paris Vendôme - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 90 90 - Fax : 01 42 55 90 91 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 90 91 - Fax : 01 42 55 90 92 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 90 92 - Fax : 01 42 55 90 93 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 90 93 - Fax : 01 42 55 90 94 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 90 94 - Fax : 01 42 55 90 95 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 90 95 - Fax : 01 42 55 90 96 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 90 96 - Fax : 01 42 55 90 97 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 90 97 - Fax : 01 42 55 90 98 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 90 98 - Fax : 01 42 55 90 99 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 90 99 - Fax : 01 42 55 91 00 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 00 - Fax : 01 42 55 91 01 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 01 - Fax : 01 42 55 91 02 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 02 - Fax : 01 42 55 91 03 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 03 - Fax : 01 42 55 91 04 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 04 - Fax : 01 42 55 91 05 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 05 - Fax : 01 42 55 91 06 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 06 - Fax : 01 42 55 91 07 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 07 - Fax : 01 42 55 91 08 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 08 - Fax : 01 42 55 91 09 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 09 - Fax : 01 42 55 91 10 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 10 - Fax : 01 42 55 91 11 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 11 - Fax : 01 42 55 91 12 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 12 - Fax : 01 42 55 91 13 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 13 - Fax : 01 42 55 91 14 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 14 - Fax : 01 42 55 91 15 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 15 - Fax : 01 42 55 91 16 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 16 - Fax : 01 42 55 91 17 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 17 - Fax : 01 42 55 91 18 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 18 - Fax : 01 42 55 91 19 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 19 - Fax : 01 42 55 91 20 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 20 - Fax : 01 42 55 91 21 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 21 - Fax : 01 42 55 91 22 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 22 - Fax : 01 42 55 91 23 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 23 - Fax : 01 42 55 91 24 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 24 - Fax : 01 42 55 91 25 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 25 - Fax : 01 42 55 91 26 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 26 - Fax : 01 42 55 91 27 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 27 - Fax : 01 42 55 91 28 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 28 - Fax : 01 42 55 91 29 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 29 - Fax : 01 42 55 91 30 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 30 - Fax : 01 42 55 91 31 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 31 - Fax : 01 42 55 91 32 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 32 - Fax : 01 42 55 91 33 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 33 - Fax : 01 42 55 91 34 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 34 - Fax : 01 42 55 91 35 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 35 - Fax : 01 42 55 91 36 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 36 - Fax : 01 42 55 91 37 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 37 - Fax : 01 42 55 91 38 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 38 - Fax : 01 42 55 91 39 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 39 - Fax : 01 42 55 91 40 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 40 - Fax : 01 42 55 91 41 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 41 - Fax : 01 42 55 91 42 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 42 - Fax : 01 42 55 91 43 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 43 - Fax : 01 42 55 91 44 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 44 - Fax : 01 42 55 91 45 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 45 - Fax : 01 42 55 91 46 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 46 - Fax : 01 42 55 91 47 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 47 - Fax : 01 42 55 91 48 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 48 - Fax : 01 42 55 91 49 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 49 - Fax : 01 42 55 91 50 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 50 - Fax : 01 42 55 91 51 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 51 - Fax : 01 42 55 91 52 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 52 - Fax : 01 42 55 91 53 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 53 - Fax : 01 42 55 91 54 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 54 - Fax : 01 42 55 91 55 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 55 - Fax : 01 42 55 91 56 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 56 - Fax : 01 42 55 91 57 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 57 - Fax : 01 42 55 91 58 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 58 - Fax : 01 42 55 91 59 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 59 - Fax : 01 42 55 91 60 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 60 - Fax : 01 42 55 91 61 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 61 - Fax : 01 42 55 91 62 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 62 - Fax : 01 42 55 91 63 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 63 - Fax : 01 42 55 91 64 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 64 - Fax : 01 42 55 91 65 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 65 - Fax : 01 42 55 91 66 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 66 - Fax : 01 42 55 91 67 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 67 - Fax : 01 42 55 91 68 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 68 - Fax : 01 42 55 91 69 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 69 - Fax : 01 42 55 91 70 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 70 - Fax : 01 42 55 91 71 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 71 - Fax : 01 42 55 91 72 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 72 - Fax : 01 42 55 91 73 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 73 - Fax : 01 42 55 91 74 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 74 - Fax : 01 42 55 91 75 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 75 - Fax : 01 42 55 91 76 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 76 - Fax : 01 42 55 91 77 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 77 - Fax : 01 42 55 91 78 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 78 - Fax : 01 42 55 91 79 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 79 - Fax : 01 42 55 91 80 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 80 - Fax : 01 42 55 91 81 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 81 - Fax : 01 42 55 91 82 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 82 - Fax : 01 42 55 91 83 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 83 - Fax : 01 42 55 91 84 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 84 - Fax : 01 42 55 91 85 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 85 - Fax : 01 42 55 91 86 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 86 - Fax : 01 42 55 91 87 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 87 - Fax : 01 42 55 91 88 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 88 - Fax : 01 42 55 91 89 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 89 - Fax : 01 42 55 91 90 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 90 - Fax : 01 42 55 91 91 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 91 - Fax : 01 42 55 91 92 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 92 - Fax : 01 42 55 91 93 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 93 - Fax : 01 42 55 91 94 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 94 - Fax : 01 42 55 91 95 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 95 - Fax : 01 42 55 91 96 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 96 - Fax : 01 42 55 91 97 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 97 - Fax : 01 42 55 91 98 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 98 - Fax : 01 42 55 91 99 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 91 99 - Fax : 01 42 55 92 00 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 92 00 - Fax : 01 42 55 92 01 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 92 01 - Fax : 01 42 55 92 02 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 92 02 - Fax : 01 42 55 92 03 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 92 03 - Fax : 01 42 55 92 04 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 92 04 - Fax : 01 42 55 92 05 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 92 05 - Fax : 01 42 55 92 06 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 92 06 - Fax : 01 42 55 92 07 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 92 07 - Fax : 01 42 55 92 08 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 92 08 - Fax : 01 42 55 92 09 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 92 09 - Fax : 01 42 55 92 10 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 92 10 - Fax : 01 42 55 92 11 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 92 11 - Fax : 01 42 55 92 12 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 92 12 - Fax : 01 42 55 92 13 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 92 13 - Fax : 01 42 55 92 14 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 92 14 - Fax : 01 42 55 92 15 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 92 15 - Fax : 01 42 55 92 16 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 92 16 - Fax : 01 42 55 92 17 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 92 17 - Fax : 01 42 55 92 18 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 92 18 - Fax : 01 42 55 92 19 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 92 19 - Fax : 01 42 55 92 20 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 92 20 - Fax : 01 42 55 92 21 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 92 21 - Fax : 01 42 55 92 22 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 92 22 - Fax : 01 42 55 92 23 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 92 23 - Fax : 01 42 55 92 24 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 92 24 - Fax : 01 42 55 92 25 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 92 25 - Fax : 01 42 55 92 26 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 92 26 - Fax : 01 42 55 92 27 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 92 27 - Fax : 01 42 55 92 28 - IC Paris - 75001 Paris - Tél. : 01 42 55 92 28 - Fax : 01 42 55

Une manifestation monstre de l'opposition célèbre dans Belgrade le Nouvel An orthodoxe

Des centaines de milliers de personnes, beaucoup de bruit, pas de police

Le ministère serbe de la justice a demandé lundi 13 janvier à la commission électorale de Nis, deuxième ville du pays, de reconnaître « immé-

diatement » la victoire de l'opposition aux municipales. Le gouvernement se heurte depuis plusieurs jours à l'insoumission des pouvoirs lo-

caux. A Belgrade, une manifestation monstre de l'opposition a eu lieu dans la nuit de lundi à mardi, à l'occasion du Nouvel An orthodoxe.

BELGRADE

Belgrade était en folie, à l'approche de minuit. Les rues du centre-ville ont littéralement été prises d'assaut, lundi 13 janvier, par une marée humaine qui semblait sortir de nulle part. Plusieurs centaines de milliers de personnes ont ainsi répondu à l'appel des dirigeants de l'opposition, qui souhaitaient fêter la nouvelle année serbe en organisant la plus grande manifestation contre le régime de Slobodan Milosevic depuis le début des manifestations, il y a presque deux mois.

Un parti largement tenu, par le nombre et par le bruit, avec un assourdissant concert de sifflets, de trompettes et de pétards, et une mobilisation qui a sans doute atteint en fin de soirée son record absolu. A tel point qu'au moins une vitrine a explosé sous la pression de la foule, blessant quelques personnes, au cours de cette soirée de délire, d'incommensurables cobles et de multiples bousculades.

Certains manifestants ont ensuite entrepris une marche dans les rues de la ville. Les étudiants, de leur côté, s'organisaient en cortège au son des tambours, alors que d'autres protestataires

poursuivaient la fête avec les orchestres qui se sont succédés sur le podium installé par l'opposition. La police anti-émeutes était apparemment totalement absente et seuls quelques agents de la circulation tentaient tant bien que mal de barrer la route aux rares voitures qui s'avançaient dans ce capharnaüm.

Dès la fin de l'après-midi, sur la place de la République - rebaptisée « place de la Liberté » par les manifestants -, des centaines de badauds avaient assisté au montage de la sono et de la scène qui

devait accueillir artistes et dirigeants politiques. Visiblement soucieux de ne pas répéter l'expérience malheureuse de la panne sonore qui avait un peu gâché la soirée de Noël, les organisateurs avaient fait appel à une équipe de professionnels. Une cinquantaine de haut-parleurs et un appareillage technique de qualité avaient été mis en place, entourés par des barrières métalliques. Toute la journée, la radio indépendante B-92 avait relayé l'appel de l'opposition avec, en fond musical de circonstance, la chanson des

Beatles *Come Together* (voezez ensemble).

En début de soirée, des dizaines de milliers de manifestants ont convergé vers le centre de la capitale. Une population de jeunes et de moins jeunes s'est mêlée autour des feux de Bengale, des lances de ballons; certains se perdaient dans la foule dans une improbable recherche d'amis ou de familles égarées.

Peu avant minuit, le compte à rebours des dernières secondes de l'année finissante a été lancé, depuis la scène, par deux dirigeants de l'opposition, Zoran Djindjic et Vuk Draskovic, la troisième responsable de la coalition, Vesna Pesic, se trouvant en visite à Paris à l'invitation du Parti socialiste français.

« C'est la victoire de la Serbie, et Belgrade est à nouveau au centre du monde », s'est exclamé Zoran Djindjic. Moins enflammé qu'à son habitude, Vuk Draskovic a simplement souhaité que « cette année la Serbie sorte de la prison où elle est toujours enfermée ». Les discours politiques se limitèrent presque exclusivement à ces deux remarques, comme s'il s'agissait avant tout de ne pas briser la fête.

Denis Hautin-Guiraut

Vesna Pesic à Paris

Vesna Pesic, présidente de l'Alliance civique, l'un des partis de la coalition d'opposition, est arrivée lundi 13 janvier à Paris, à l'invitation du Parti socialiste français. Avant de quitter Belgrade, M^{me} Pesic a estimé que la communauté internationale devait agir sur le président serbe - comme elle l'a fait avec le leader des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic -, en le déclarant inéligible à toute fonction politique : « Il faut punir Milosevic personnellement. Lui faire comprendre que l'époque du pouvoir absolu est révolue ». Elle a été reçue par le ministre des affaires étrangères, Hervé de Charette, qui a déclaré : « La France, amie de la Serbie, est aussi amie de la démocratie en Serbie » et « fait pression pour que la crise trouve une issue démocratique ».

Vendredi, les dirigeants de l'opposition doivent être reçus à Rome par des membres du gouvernement italien. Le porte-parole du département d'Etat a indiqué que les Etats-Unis « envisageaient d'accroître leur aide aux groupes démocratiques » en Serbie.

L'orthodoxie face à ses démons

QUE L'ORTHOXODIE redevenne un acteur politique majeur dans des pays comme la Roumanie ou la Serbie ne cesse d'étonner. En Serbie, tardivement mais fermement, l'épiscopat a pris fait et cause pour l'opposition contre le régime Milosevic. En Roumanie, le nouveau président chrétien-démocrate, Emil Constantinescu, doit dans une certaine mesure au soutien de l'Eglise sa récente élection. En Russie,



ANALYSE

le puissant patriarcat de Moscou, dernière institution à avoir gardé les frontières soviétiques (à l'exception de la Géorgie), est courtois, comme on l'a vu lors de la dernière élection présidentielle, par tous les personnels politiques depuis le Parti communiste de Guennadi Ziouganev jusqu'à l'extrême droite de Vladimir Ilinovskii.

A Belgrade, le ralliement à l'opposition de l'Eglise orthodoxe n'efface pas le souvenir de son adhésion aux projets de « Grande Serbie » ni celui des visites de son patriarche à Pale, aux côtés de Radovan Karadzic et de Ratko Mladic. Et, si la hiérarchie a condamné les pires exactions de la guerre, elle reproche surtout aujourd'hui à Slobodan Milosevic d'avoir « trahi » ses engagements d'hier.

De même que, face à la dislocation yougoslave, l'Eglise serbe était apparue comme un recours national, de même, dans la Russie chaotique d'aujourd'hui, le nationalisme trouve ses meilleurs relais dans le clergé orthodoxe. Si le patriarche de Moscou, Alexis II, s'est interposé lors du coup d'Etat de 1993, il a fort à faire pour freiner les tendances chauvines, anti-occidentales et même antisémites dans une Eglise et un pays qu'épouvantent la modernité occidentale, le prosélytisme des sectes américaines et le réveil brutal des Eglises uniates (deux rites byzantins, mais sous la juridiction de Rome), hier liquidées par Staline.

RESTAURATION

Faut-il s'inquiéter de cette renaissance, sur les décombres du communisme, d'une orthodoxie crispée et orgueilleuse, dont témoigne par exemple la restauration de la fameuse cathédrale Saint-Sauveur de Moscou, autrefois transformée en un musée de l'athéisme ? On ne saurait oublier tout ce que la plupart de ces pays doivent à la religion : leur alphabet, leur langue, leur culture. Comme le catholicisme en Pologne, c'est l'orthodoxie qui, en Russie, en Serbie, en Grèce, fut le garant de l'identité et de la continuité nationales.

Elle renoue donc aujourd'hui avec ce rôle d'acteur historique, mais avec tous les risques

de cette tragique culture de survie qui lui a été léguée, dans les Balkans par trois siècles d'occupation ottomane et en Russie par soixante-dix ans de goulag soviétique, avec son cortège de persécutions et de compromissions qui babilent encore tous les esprits. Les chefs religieux qui, peu ou prou, consciemment ou sous la contrainte, ont cautionné les activités du KGB à Moscou ou de la Securitate à Bucarest sont toujours en place, alors que les courants ouverts, libéraux et favorables à un aggiornamento de leur Eglise sont marginalisés.

L'expérience de la diaspora a souvent été source de « purification » pour l'orthodoxie. C'est ce qui se passe pour les communautés orthodoxes des anciens patriarcat de Jérusalem, d'Alexandrie, d'Antioche, qui ne vivent plus aujourd'hui que sous perfusion. Fuyant les conflits proche-orientaux et la pression de l'islamisme, elles émigrent en masse en Amérique du Nord et du Sud, en Europe, en Australie, où elles font l'apprentissage de sociétés démocratiques, pluralistes, laïques.

Entre ces compromis passés, en Occident, avec une sécularisation qu'elle n'a jamais connue et la nostalgie d'Eglises nationales repliées sur elles-mêmes et hostiles à toute évolution, l'orthodoxie doit affronter un choix bistorique.

Henri Tincq

Le syndicat Podkrepa soutient les contestataires bulgares

Revendiquant 500 000 adhérents, il a lancé un appel à la grève générale contre le régime

SOFIA

Engagée depuis plusieurs semaines dans un bras de fer avec le pouvoir socialiste dont elle veut obtenir le départ, l'opposition bulgare accentue de plus en plus sa pression et bénéficie à présent du soutien de Podkrepa, l'un des grands syndicats du pays. Lundi 13 janvier, l'organisation a ainsi lancé un appel à la grève générale prévue pour mercredi.

La décision de Podkrepa - attendue depuis plusieurs jours - pourrait bien faire pencher définitivement la balance du côté des contestataires. Plusieurs fois depuis la chute de Todor Jivkov et du communisme, en 1989, ce syndicat - l'un des organismes fondateurs de l'Union des forces démocratiques (UFD), principale force d'opposition - a démontré son pouvoir de mobilisation. Revendiquant 500 000 membres sur une population active de 3 millions de personnes, Podkrepa se dit aujourd'hui capable de paralyser le pays en bloquant notamment les transports, un secteur dans lequel ce syndicat est particulièrement actif.

Reprenant le mot d'ordre de l'UFD, les syndicalistes réclament

« l'organisation cette année d'élections législatives anticipées ». « Les socialistes ont stoppé les réformes et détruit le pays », martèle Constantin Trenchev, le bouillant président de Podkrepa. Pour cet ancien dissident anti-communiste, collectionneur d'armes, qui ne se déplace jamais sans son pistolet, « le Parti socia-

lisme ne s'occupe que de sa propre survie, il s'agit de vérifier s'ils oseront, mercredi, déserteur leurs lieux de travail. Avec un taux de chômage qui approche 20 % de la population active, un emploi - aussi mal payé soit-il - devient une denrée de plus en plus rare.

La présence, lundi après-midi à Sofia, de plusieurs dizaines de milliers de manifestants ayant ré-

Selon le principal responsable de l'organisation, le pays en est « au même stade de développement économique et social qu'un pays africain. La différence est qu'ici il fait froid... »

liste bulgare est incapable de résoudre la crise ».

« On ne peut plus continuer comme ça. La Bulgarie est au même stade de développement économique et social qu'un pays africain. La différence est qu'ici il fait froid ». « Si le parti a recours à la violence, nous répondrons par la violence ». « Les socialistes n'ont plus rien à perdre », affirme M. Trenchev. Il reste cependant à

pondre comme la veille et les jours précédents à l'appel de l'UFD, donne toutefois une indication de détermination des Bulgares à poursuivre leur mouvement de contestation. D'autant que les manifestations se sont étendues à plusieurs villes de province. Cela malgré les efforts de la télévision publique nationale - principal média du pays - à assomoir les manifestants à une poignée d'irresponsables.

Christophe Châtelot

Dix-neuf villageois égorgés au sud d'Alger

ALGER. Dix-neuf villageois, dont des femmes et des adolescents, ont été égorgés et, pour certains, décapités à la fin de la semaine par des islamistes, dans deux petits villages isolés au sud d'Alger, ont indiqué, lundi 13 janvier, des témoins. Cette double tuerie porte à 106 au minimum le nombre de civils massacrés depuis début novembre, dans la seule région de Blida (50 kilomètres au sud d'Alger), première ville de garnison du pays, d'après des bilans partiels.

Au douar Tabinat, au pied de la montagne, dans la commune de Bouinan, quatorze personnes de trois familles - dont des femmes, quatre adolescents et un vieillard - ont été décapités à coups de hache dans la nuit de dimanche à lundi. A quelques kilomètres de là, à Ouled Chebel, cinq jeunes filles d'une même famille avaient été égorgées samedi. Ces nouveaux massacres sont survenus au deuxième et troisième jour du ramadan, le mois de jeûne musulman, marqué depuis quatre ans par une recrudescence des violences des groupes armés. - (AFP)

Des lettres piégées adressées à Londres au quotidien saoudien « El Hayat »

LONDRES. Deux agents de sécurité ont été blessés, lundi 13 janvier, par l'explosion d'une lettre piégée adressée au siège du quotidien saoudien *El Hayat*, à Londres. Scotland Yard a procédé à l'explosion contrôlée de trois autres colis suspects. Quelques heures plus tard, trois lettres piégées adressées au bureau du journal aux Nations unies, à New York, étaient découvertes et désamorçées, selon un porte-parole de l'ONU. Quatre lettres piégées adressées au bureau du journal à Washington avaient été interceptées il y a une dizaine de jours et une cinquième adressée au journal avait été interceptée dans un centre de tri postal de Washington. Toutes ces missives portaient le cachet de la poste égyptienne, mais le Caire affirme qu'il s'agit d'un cachet falsifié. Dans un éditorial publié mardi en première page, *El Hayat* affirme ignorer l'identité des expéditeurs, d'autant qu'aucune menace ni aucun avertissement ne lui ont été adressés.

AFRIQUE

■ BURUNDI : 122 réfugiés burundais, sur un total de 126, qui venaient d'être « refoulés » de Tanzanie, ont été tués par l'armée burundaise, a indiqué lundi 13 janvier Héros Mize, chef de la délégation de Bujumbura du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés. Kofi Annan, le secrétaire général de l'ONU, s'est déclaré choqué par le massacre de réfugiés par des soldats au Burundi. - (AFP)

■ NIGER : les affrontements de samedi à Niamey entre forces de l'ordre et manifestants de l'opposition ont fait au moins 26 blessés, dont un grave, a annoncé, dimanche 12 janvier, le ministre de l'Intérieur. Trois dirigeants de l'opposition, Mahamane Ousmane, Mahamadou Issoufou et Tandja Mamadou, ont été mis en résidence surveillée. - (Reuters)

ASIE

■ CORÉE DU NORD : Pyongyang a accepté de participer à une réunion organisée à l'initiative de la Corée du Sud et des Etats-Unis pour préparer un accord de paix quadripartite dans la péninsule, a annoncé, lundi 13 janvier, un responsable du ministère sud-coréen des affaires étrangères. La réunion se tiendra le 29 janvier à New York. - (AFP)

■ TAIWAN : le dalaï-lama a accepté l'invitation d'une organisation bouddhiste de Taiwan à se rendre dans l'île nationaliste en mars, ont affirmé, lundi 13 janvier, les responsables de cette organisation. - (AFP)

EUROPE

■ CROATIE : l'ONU a salué les concessions faites aux Serbes de Slavonie orientale par le gouvernement de Zagreb, dans un mémorandum consacré aux élections du 16 mars prochain dans cette région, passée aux mains des Serbes sécessionnistes lors de la guerre de 1991 et qui va réintégrer la Croatie. Le mémorandum prévoit notamment que les Serbes auront le droit de voter dans la circonscription où ils résident avant la guerre, ainsi que l'exemption de service militaire pour les « objecteurs de conscience ». - (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ IRAK : en visite depuis lundi 13 janvier à Paris, où il a été reçu le jour même par le premier ministre, Alain Juppé, le vice-premier ministre irakien, Tarek Aziz, devait s'entretenir mardi avec le ministre des affaires étrangères, Hervé de Charette.

300 TAPIS PRECIEUX A DES PRIX EXCEPTIONNELLS

LA GALERIE YVES MIKAELOFF
SOLDE TOUTES
SES COLLECTIONS
DE TAPIS MODERNES

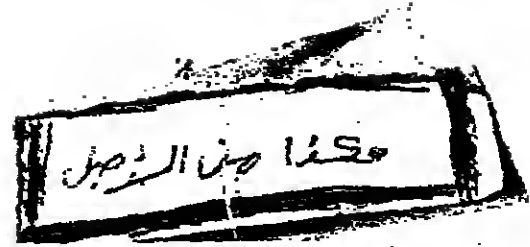
10, rue Royale
75008 Paris

Métro : Concorde/Madeleine

du 15 janvier au 14 février 1997 inclus
Visites tous les jours de 10 h à 19 h
Nocturnes privées jusqu'à 22 h les mercredi et vendredi

ENTRÉES LIMITÉES EN NOCTURNE
Téléphoner pour rendez-vous

(33) 01 42 61 64 42



Le conflit en Corée du Sud rebondit avec un début de grève générale

Alors que les arrêts de travail s'étendent et que des manifestations ont lieu dans la capitale, les autorités s'irritent de l'« ingérence » des syndicalistes étrangers

Le conflit social a été relancé en Corée du Sud, mardi 14 janvier, avec le ralliement de la centrale « officielle » au mouvement de grèves déclenché en début d'année par le syndicat « radical ». Cette action commune

était prévue pour durer pendant deux jours. Mardi, le métro, les bus et les banques fonctionnaient toutefois normalement et les rues de la capitale étaient tranquilles. Le calme régnait également à U-

san, berceau du groupe Hyundai et foyer traditionnel de militantisme syndical. Les dirigeants syndicaux estiment que la grève pourrait être davantage suivie mercredi puisqu'elle touchera les télécommunica-

tions, ainsi que les services des bus et du métro. Les autorités coréennes s'irritent de ce qu'elles qualifient « d'ingérence » des syndicalistes étrangers qui sont venus soutenir à Séoul leurs collègues coréens. Plus-

sieurs milliers de « cols-blancs » sud-coréens convergent, mardi 14 janvier en fin de matinée, vers la cathédrale de Myongdong, haut-lieu du mouvement démocratique à Séoul.

SÉOUL

de notre envoyé spécial

C'est avec une certaine lenteur qu'a commencé, à l'aube du mardi 14 janvier, la grève de deux jours lancée par les deux confédérations syndicales coréennes pour protester contre la nouvelle loi sur le travail. Un million de travailleurs devaient progressivement participer à ce mouvement qui, si le gouvernement n'a fait aucune proposition mardi à minuit, devrait se durcir et s'étendre pour atteindre son point culminant mercredi 15 janvier.

Mardi, en milieu de journée, les arrêts de travail étaient encore peu sensibles à Séoul, notamment dans les transports. Une bonne partie des banques avaient cependant cessé le travail à partir de midi. Cent mille employés de banques devaient participer à ce débrayage qui est le plus important de l'histoire du pays dans ce secteur.

Selon la Fédération des syndicats confédérés (FKTU), seule organisation reconnue par les autorités, 700 000 adhérents (sur 1,2 million)

des secteurs des banques, de la chimie, de la métallurgie et de l'automobile, participent au mouvement de grève qui a commencé mardi à 4 heures du matin.

Une partie (200 000) des 500 000 adhérents (300 000 selon le ministère du travail) que revendique la Confédération coréenne des syndicats (KCTU), non reconnue par le gouvernement, suivent, depuis une semaine, une grève partielle dans différents secteurs. La KCTU menaçait de lancer, mercredi, une grève illimitée dans les métros de Séoul (où elle dispose de 9 300 adhérents) et de Pusan, ainsi que dans les télécommunications. Les taxis et les employés des autobus devaient également se mettre en grève mercredi.

Le gouvernement a annoncé des mesures destinées à limiter l'effet des grèves dans les transports urbains avec, notamment, la mobilisation des employés non syndiqués et des militaires. Plusieurs manifestations étaient prévues dans la soirée de mardi, et le centre de Séoul

était quadrillé par les cars de la police antiémeute pour contenir ce que les syndicalistes qualifient de « plus grand mouvement de grève de l'histoire nationale ». C'est en tout cas la crise sociale la plus grave de la présidence de M. Kim Young-sam.

Ce mouvement se déroule sous le regard attentif de l'étranger,

mais le soutien des organisations syndicales internationales à la lutte que mènent leurs homologues coréens irrite les autorités de Séoul. La presse locale rapporte le « vif déplaisir » de la présidence de voir des étrangers se mêler aux affaires intérieures de la Corée.

Depuis quelques jours, des grands journaux avaient donné le

ton en critiquant le soutien qu'apportent aux grévistes la délégation de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) arrivée à Séoul. Le lendemain, le quotidien populaire Chosun Ilbo écrivait dans son éditorial que les délégués étrangers n'avaient pas une vision juste de la réalité coréenne.

Désormais, l'ensemble de la presse se fait l'écho de l'irritation du ministère du travail. En particulier, les quotidiens en langue anglaise destinés à la communauté étrangère. « On n'a jamais vu une situation pareille : c'est une affaire intérieure à la Corée », avait déclaré un haut fonctionnaire de cette administration. D'autres vont jusqu'à parler d'« ingérence » dans les affaires coréennes.

Selon le Korea Herald, un des quotidiens de la communauté étrangère, citant un haut fonctionnaire de la présidence qu'il ne nomme pas, les autorités comptent « mettre en garde les délégués étrangers contre les activités illégales auxquelles ils se livrent » et « pourraient

prendre des actions légales à leur encontre » sans toutefois préciser lesquelles. Le président du parti gouvernemental, Lee Hong-koo, participe à cette campagne contre l'« ingérence étrangère » allant jusqu'à parler de l'« identité ambiguë » de ces étrangers. Outre les délégués de la CISL, se trouvent actuellement à Séoul, M. John Evans, secrétaire général du conseil pour les questions syndicales de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE).

Les dirigeants coréens semblent oublier que la globalisation dont le président brandit l'étendard implique une mondialisation non seulement des marchés mais aussi du champ social dont les questions du travail sont un élément. Cette levée de bouclier contre l'« ingérence étrangère » semble surtout dénoter leur nervosité devant le développement d'une crise qu'ils ont des difficultés à maîtriser.

Philippe Pons

« Vous ne saurez jamais, Monsieur le Président, combien la vie est dure pour nous »

SÉOUL

de notre envoyé spécial

Un crucifix, porté par un prêtre en aube blanche, face à un mur de bouillottes et de têtes de guerriers teutoniques casqués et couverts de masques à gaz, qui bloquent la procession aux chandelles, à peine sortie de la cathédrale de Myongdong : telle était l'image peu armée que donnait, dans la soirée du lundi 13 janvier, le centre de la capitale d'un pays qui s'enorgueillit d'être passé de la dictature à la démocratie. Les fidèles, massés derrière une centaine de religieux, agitaient leur chandelle dans le vent de la nuit en scandant : « Nous sommes une manifestation pacifique, laissez-nous passer ». Puis les chants religieux alternèrent avec des « A bas Kim Young-sam ! ». Après de longues palabres, les prêtres en retournèrent à la cathédrale.

Cette procession faisait suite à une réunion de prière organisée par la commission Justice et Paix. Au lieu de se tenir dans la cathédrale elle-même, l'office avait été célébré sur un autel en plein air placé à côté de la tente des dirigeants syndicaux contre lesquels ont été délivrés des mandats d'arrêt et qui campent ici depuis trois semaines. De chaque côté d'une statue de la Vierge Marie, se détachant sur le ciel de la nuit, avaient été déployées deux banderoles, « Kim Young-sam et son parti seront jugés par l'histoire ! » et « A bas la loi sur le travail ! ».

Cinq cents prêtres venus de tous les pays

étaient réunis. Devant une assistance de deux mille fidèles bravant le froid et la nuit, en présence des dirigeants syndicaux le front ceint de leur bandeau rouge, le Père Chang Young-ju a rappelé dans son homélie que cette réunion de prière était destinée à manifester l'opposition de la communauté catholique à la loi sur le travail récemment adoptée par le gouvernement.

« NOUS N'ACCEPTONS PAS LES DICTATURES »

Tout à tour grave et d'une ironie mordante, il déclara : « La cathédrale fut un lieu de refuge. Elle veut toujours l'être, mais sachez qu'elle n'est plus inviolable », faisant ainsi allusion à l'intervention de la police en 1996 pour arrêter des syndicalistes. « Ailleurs on peut s'exprimer, poursuivre-t-il, ici, tout ce qui ne va pas dans le sens du pouvoir est illégal ». Puis, suscitant les rires, il ajouta : « Je ne suis pas psychologue, mais le président semble avoir perdu la tête, et c'est inquiétant pour le pays. Si ne change pas, il faudra lui appliquer ses propres lois et le licencier ». « Nous nous sommes trompés sur le président et il doit savoir que nous n'acceptons pas les dictatures », déclara, pour sa part, le Père Moon, connu pour la violence de ses diatribes contre le pouvoir et qui suscita un tonnerre d'applaudissements.

Les traits tirés, portant son enfant dans le dos à la manière asiatique, la jeune femme d'un gréviste vint lire une lettre ouverte au président : « Mon mari travaille douze heures par jour, et

pourtant nous arrivons à peine à vivre. C'est la première fois qu'il fait grève. Vous ne saurez jamais, Monsieur le Président, combien la vie est dure pour nous. Ne le rendez pas plus pénible avec cette loi ». Tout aussi éloquent, un vieil homme, dont le fils, alors étudiant, avait été arrêté et était mort sous les tortures de la police en 1986, dénonça la restauration des pouvoirs de l'ex-KCIA : « Ne permettez jamais que l'on revienne en arrière », exhorta-t-il.

Aucun membre de l'épiscopat ne participa à cette réunion de prière, mais le fait qu'elle ait lieu à la cathédrale lui donnait l'aval du cardinal Stephen Kim, archevêque de Séoul. Cette messe ne pouvait manquer de rappeler, un bref instant, celles qui sonneront le glas du régime Marcos. La différence est grande, certes : la Corée n'est pas un pays à majorité chrétienne, comme c'est le cas des Philippines, mais l'Eglise y jouit d'un grand poids moral car elle a toujours été du côté des opprimés du temps des régimes musclés.

Le lendemain commençait la première phase d'un mouvement de grève qui pourrait paralyser les principaux secteurs de l'économie. Les prêtres repartis, les syndicalistes, le pas du visage couvert d'un foulard et armés de barres de fer, ont repris position à l'entrée des accès à la cathédrale. Veillée de prière, veillée d'armes.

Ph. P.



Les « dragons » asiatiques n'ont pas dit leur dernier mot

PÉKIN

de notre correspondant

L'économie jusqu'ici surprenante de vitalité de deux des fleurons du « miracle asiatique », Hongkong et Taïwan, connaît-elle un palier, voire un essouffissement ? Comme le suggère Chris Patten, le gouverneur de la colonie britannique (Le Monde du 11 janvier), les Occidentaux, qui ont eu tendance à exagérer ce « miracle », commettraient une nouvelle erreur en s'imaginant, à observer des redressements sociaux comme il s'en produit actuellement en Corée du Sud, qu'il se défait aujourd'hui.

Pour une part, le tassement de la croissance asiatique apparaît comme une conséquence logique de sa propre dynamique. L'Asie « gagnante » n'en est plus à remplir ses caisses à l'aide d'exportations massives de produits bon marché. La première firme taïwanaise à avoir atteint la carrure d'une entreprise d'échelle mondiale est le fabricant de matériel informatique Acer, domaine qui suppose des investissements d'une tout autre nature que le prêt-à-porter de qualité inférieure ou la chaussure. Conclure d'un ralentissement du taux de croissance du PIB que les « dragons » seraient victimes de leur succès serait négliger la transformation qualitative subie par l'économie.

Un trait important de ces sociétés est devenu l'interdépendance de leurs économies. Le phénomène est frappant dans le seul secteur des services liés au voyage : il y a dix ans, moins de la moitié des visiteurs séjournant dans ces pays provenaient de la région elle-même ; ils sont 60 % aujourd'hui, sur un total de près de 80 millions de voyageurs enregistrés en 1995, un chiffre qui a lui-même plus que doublé en une décennie.

Certains des paramètres de la croissance sont, certes, directement touchés par des goulets d'étranglement. Taïwan semble ainsi éprou-

ver des difficultés sérieuses à s'affranchir de contraintes foncières pénalisantes : les industries y ont de plus en plus de mal à acquérir des terrains en raison de leur coût élevé. Inversement, le boom immobilier à Hongkong est de nature bien plus spéculative que rationnelle et va suivre les aléas de la psychologie du territoire en fonction des circonstances qui suivront la rétrocession, le 1^{er} juillet.

Une autre rançon du succès est une délocalisation intra-régionale qui accentue les difficultés dans la gestion de la main-d'œuvre. Hongkong manque de travailleurs peu qualifiés mais dispose d'un réservoir immense, et par là même inquiétant en termes d'immigration, sur le continent. Pour sa part, Taïwan a connu une telle croissance du niveau de vie en dix ans que l'industrie éprouve des difficultés à employer des ouvriers devenus ultra-productifs sur les salaires.

La faculté d'adaptation des économies asiatiques « battantes » militent cependant pour une approche sobre de leurs difficultés actuelles. Un peu partout, les gouvernements ne sont pas mécontents de voir par moments le jeu de la croissance se calmer, les pauses facilitant les redéploiements. Derrière la façade de libéralisme de Taïpei ou de Hongkong, un certain « dirigisme doux » a permis aux autorités d'orienter l'économie dans les voies les plus propices à l'enrichissement.

Confrontée à une fragilité que nourrissent des difficultés politiques souvent occultées, l'Asie de la croissance n'apparaît, en fin de compte, ni comme l'Eldorado qu'on aurait aimé y voir ni comme le théâtre probable d'un imminent « krach » désastreux. Ses sautes d'humeur doivent être mesurées à l'aune de son début de réussite et de son potentiel, encore singulièrement vivace.

Francis Deron

Le nouveau code du travail bride les libertés syndicales

SÉOUL

de notre envoyé spécial

Les dispositions de la nouvelle loi sur les relations de travail sont-elles conformes, comme l'affirme le gouvernement, aux normes internationales ? Elles ne le sont en rien, estime catégoriquement le professeur Park Young-ki, directeur de l'Institut pour le travail et la gestion à l'université Jéssu-Sogang, à Séoul.

D'abord, la loi repousse l'application du principe du pluri-syndicalisme, explique-t-il, en n'autorisant la création de nouveaux syndicats qu'en 2002 et en ne légalisant l'existence de la Confédération coréenne des syndicats, créée en 1995, qu'en l'an 2000. Ensuite, contrairement aux demandes répétées de l'OIT, elle ne reconnaît pas aux employés du secteur public, en particulier aux enseignants, le droit de former des syndicats. Enfin, elle limite de fait le droit des travailleurs à la négociation collective en réduisant l'impact de la grève : en cas d'arrêt du travail, l'entreprise peut en effet recourir à des employés temporaires.

Les restrictions au pluri-syndicalisme et à la formation de syndicats dans le secteur public ont été introduites en 1963 sous le régime de Park Chung-hee. La nouvelle loi autorise, sur le papier du moins, les activités politiques des syndicats, mais « dans le cadre des loi existantes » : or, celles-ci sont suffisamment contraignantes pour que la loi sur le travail ne puisse être « libérale » en la matière. Le professeur Park ne minimise en rien le déclin de compétitivité auquel sont confrontés les entrepreneurs coréens. « Mais le gouver-

nement ne semble avoir identifié qu'une seule cause à cette crise : les coûts salariaux. Ils y contribuent, mais ils ne sont pas les seuls. » M. Park cite « le coût des transports et les taux d'intérêt et une gestion souvent peu efficace ».

EMPLOI À VIE

La « flexibilité » que la nouvelle loi introduit dans la répartition des heures de travail revient à permettre « d'employer les salariés en fonction des commandes et à la discrétion de la direction », poursuit M. Park. Légèrement, les Coréens travaillent 44 heures par semaine. Au-delà, ce sont des heures supplémentaires. Aux termes de la nouvelle loi, la direction peut concentrer le travail sur certaines périodes (jusqu'à 48 heures ou 56 heures sur une semaine) pourvu que, sur deux semaines, la moyenne des 44 heures soit respectée. Enfin, la nouvelle loi autorise des licenciements économiques en masse, et non plus sur une base individuelle, afin de faire face à des ajustements structurels et d'augmenter la productivité.

Aux termes des dispositions précédemment en vigueur, la marge de manœuvre de la direction était limitée, et les licenciements conduisaient souvent à des actions en justice. Les employeurs souhaitent avoir moins de salariés à contrat à durée limitée, dont il est difficile de se débarrasser, et davantage de temporaires, dont le contrat à durée limitée, renouvelable si nécessaire, est facile à rompre lorsqu'il arrive à expiration.

La notion d'« emploi à vie », dont l'Occident a fait une caractéristique de l'emploi au Japon ou en Corée, conduit à des malentendus. L'« emploi à vie » signifie simplement que le salarié bénéficie d'un contrat de travail à durée indéterminée. Il n'est en rien un droit. Il a été institué en période de quasi plein emploi afin de fixer une main-d'œuvre mobile. Difficile, les dégraisages ont néanmoins toujours été possibles. Ce système d'emploi et les avantages qui s'y attachent est en outre loin d'être généralisé : il prévaut essentiellement dans les grandes entre-

prises. Ailleurs, dans les PME, c'est la « loi d'airain » de la rentabilité qui règne, en Corée comme au Japon, et dans ce secteur, la mobilité de la main-d'œuvre a toujours été forte.

En ce qui concerne les salaires, ils ont assurément fortement augmenté au cours de la dernière décennie (de 15 % à 20 % selon les années). Mais ce serait une erreur de mettre l'ensemble des salaires coréens au niveau des pays industrialisés. Si dans l'automobile les salaires coréens sont comparables à ceux des Britanniques, ailleurs – dans le textile, par exemple – c'est loin d'être le cas. A fortiori dans le monde des petits ateliers. Le salaire minimum (pour 8 heures peodant 24 jours) est équivalent à 2 800 francs, et ce n'est qu'en 1995 qu'a été introduite l'assurance-chômage (70 % du dernier salaire pendant trois mois) dont peuvent théoriquement bénéficier tous les travailleurs.

Les grands conglomérats dont les noms scandent l'expansion de la Corée à travers le monde ne sont que la partie émergée de l'iceberg du monde du travail : 800 000 salariés sont employés dans des entreprises de plus de 1 000 personnes alors que 3,5 millions le sont dans des PME de moins de 100 employés (dont 2,4 millions dans des entreprises de moins de 50 personnes). Le taux de syndicalisation est proportionnel à la taille de l'entreprise : 80 % dans celles qui ont plus de 1 000 employés et 12 % dans celles de moins de cent employés.

Ph. P.

Pas de paiement des heures de grève

Outre la non-reconnaissance du principe de liberté d'association par la formation de nouveaux syndicats, la nouvelle loi sur le travail limite la portée de l'action syndicale : « Les employeurs ont le droit de remplacer les grévistes par des travailleurs qualifiés au cours d'un conflit syndical » (art. 43). Si le principe « pas de travail, pas de paie » existe ailleurs, le législateur coréen a expressément interdit aux syndicats de négocier avec la direction, comme cela se fait souvent en Occident, le paiement des heures non travaillées pour fait de grève : « Les employeurs ne sont pas obligés de payer les salaires des grévistes et les syndicats ne peuvent demander le paiement des heures non travaillées ou de déclencher une nouvelle grève à cette fin » (art. 44).

سجل من السجل

de grève générale

à la capitale.

des grèves et des manifestations de protestation ont éclaté à la capitale, Lima, après la prise d'assaut de l'ambassade du Japon.

Les grèves ont touché tous les secteurs de l'économie, du transport aux services, en passant par l'éducation et la santé. Des milliers de manifestants ont défilé dans les rues de Lima, brandissant des drapeaux et des banderoles. Les forces de l'ordre ont tenté de disperser les manifestants, mais ceux-ci ont refusé de se laisser intimider. Les négociations entre le gouvernement et les représentants des grévistes ont échoué, et les grèves ont continué.



Les dragons asiatiques n'ont pas dit leur dernier mot

Les dragons asiatiques n'ont pas dit leur dernier mot. Cette phrase est répétée plusieurs fois dans une colonne de texte à gauche de la page, accompagnée de petites images et de dessins.

Au Pérou, les négociations sont bloquées entre les autorités et les preneurs d'otages

Un mois après la prise d'assaut de l'ambassade du Japon à Lima, le gouvernement et le commando sont dans l'impasse, chacun restant ferme sur ses exigences

LIMA
de nos envoyés spéciaux
L'espoir n'aura duré que quelques heures qui séparent une conversation enjouée d'une rafale de mitraille. En fin de semaine dernière, Domingo Palermo, ministre péruvien de l'éducation chargé par le président Fujimori des « discussions » - le mot « négociations » est tabou - avec le commando du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA) qui occupe la résidence de l'ambassadeur du Japon depuis le 17 décembre 1996, confiait à des journalistes que les choses étaient en bonne voie. Lundi 13 janvier, le chef du commando, Nestor Cerna, dissipait par quelques dizaines de coups de feu tirés vers le ciel toutes les spéculations sur un règlement rapide du problème. Un mois après l'occupation de l'ambassade, le sort des soixante-quatorze otages est loin d'être réglé.

Les autorités péruviennes n'avaient pourtant pas ménagé leur peine pour créer un climat d'euphorie. Silencieuses depuis le début de la crise, elles étaient brusquement sorties de leur réserve en multipliant les ouvertures vers les journalistes, jusqu'à soigneusement tenir à l'écart de toute explication officielle. Le gouvernement entendait ainsi montrer qu'il avait les choses bien en main. La négociation avec les « terroristes » était, selon les autorités, en bonne voie dans la mesure où le chef du commando avait compris qu'il n'obtiendrait jamais la libération de ses camarades empiégés.

Il n'a fallu que quelques heures pour faire voler en éclat ce beau château de cartes. Entre dimanche et lundi, il est devenu clair que le gouvernement n'était pas disposé à offrir autre chose que le départ du commando, désarmé, vers un pays d'accueil, sous la surveillance d'une commission de garants. Pour le MRTA, la réalité est tout à fait différente. Nestor Cerna maintient toujours son exigence d'une libération de plus de quatre cents de ses militants, avant de procéder à la libération de ses derniers otages. « Ceux qui retiennent encore, commente un bon observateur de toute cette affaire, font partie d'un "lot" qui ne peut être négocié que globalement. Pratiquement chaque grand corps de l'Etat y est représenté : des ministres, des généraux des forces armées et de la police, des hauts magistrats et des hauts fonctionnaires, auxquels il faut ajouter le frère cadet du président, l'ambassadeur du Japon et les dirigeants des entreprises nippones présentes dans le pays. Ces prisonniers sont son seul moyen de pression. Je doute qu'il en laisse partir un seul avant d'avoir conclu un accord. »

SILENCE FRAGILE
Après un mois de crise des otages, ce blocage ne fait guère l'affaire du président Fujimori. Si l'émotion suscitée par la prise d'assaut de l'ambassade a baissé de plusieurs crans, chaque jour sans solution accroît le malaise d'une classe politique de plus en plus désireuse de rompre le silence qu'elle s'est imposé au nom de l'unité nationale.

« Ce n'est pas le moment de demander des explications moi-même, après, on ne va guère se gêner », assure, impatient d'en déconcrer, Henry Paese, député de l'UPP, principal mouvement d'opposition parlementaire au président Fujimori. Comme tous les autres partis, l'UPP a préféré ne pas embarrasser avec des critiques publiques un gouvernement plongé dans une délicate partie. Mais en privé, les commentaires tombent de plus en plus drus, de moins en moins réservés. « On nous avait dit que le terrorisme était définitivement vaincu. Cette histoire démontre la faillite des organes de sécurité », insiste le parlementaire dont la sortie vise au premier chef Vladimir Montesinos, un proche et conseiller du président Fujimori qui dirige les services de renseignement péruvien (SIN).

La Cour suprême s'interroge sur l'immunité juridique du président des Etats-Unis

Un procès pour harcèlement sexuel serait dévastateur pour Bill Clinton

WASHINGTON
de notre correspondant
Le président des Etats-Unis est-il un citoyen comme les autres, susceptible d'être poursuivi devant les tribunaux ? Ou bien, en égard à l'importance de ses responsabilités, doit-il bénéficier d'un statut privilégié, lui permettant de renvoyer jusqu'à son départ de la Maison Blanche une action judiciaire engagée contre lui ? C'est ce débat juridique - et lui seul - que la Cour suprême, qui s'est réunie, lundi 13 janvier, est appelée à trancher. Son verdict est important pour l'institution présidentielle (il fera jurisprudence pour les successeurs de Bill Clinton) et parce que les juges constitutionnels pourraient donner leur avis à un processus juridique et politique susceptible de faire dérailler le second mandat de M. Clinton.

Au-delà de la controverse juridique se cache en effet l'affaire Paula Jones, un scandale potentiellement plus menaçant pour le chef de l'exécutif que ne le sont l'affaire Whitewater, celle des « dossiers du FBI » ou, dernièrement, la controverse sur les financements douteux reçus par le Parti démocrate pendant la campagne électorale. La Cour suprême est, d'autre part, saisie de ce dossier une semaine avant les cérémonies et réjouissances qui marqueront, le 20 janvier, l'inauguration officielle du second mandat de M. Clinton.

Une telle publicité, compte tenu du caractère scabreux des accusations, jette une ombre sur cet événement, bien que de façon momentanée : les juges constitutionnels ont jusqu'au début de l'été pour se prononcer. Les faits, tels qu'ils ont été présentés, en février 1994, par M^{me} Jones, lors d'une conférence de presse parrainée par un groupe conservateur proche des républicains, sont les suivants : le 8 mai 1991, Daniel Ferguson, garde du corps de Bill Clinton, a prié cette jeune employée de l'Etat de l'Arkansas de venir retrouver le gouverneur dans une chambre d'hôtel. Là, aux dires de Paula Jones, M. Clinton lui aurait fait des avances sexuelles explicites, dévoilant même, selon les termes de l'avocat de la plaignante, les « signes distinctifs » de sa masculinité.

LE PRÉCÉDENT NIXON
M^{me} Jones précise qu'elle a refusé puis quitté la pièce au bout d'une quinzaine de minutes. Le président a nié les faits, précisant qu'il ne se souvient même pas d'avoir rencontré l'intéressée, mais ses avocats ont cependant tenté de négocier un accord à l'amiable avec M^{me} Jones, en mai 1994. La procédure a ensuite connu plusieurs étapes. En décembre 1994, un juge de l'Arkansas a décidé que le procès - dans lequel Paula Jones demande 700 000 dollars (environ 3,8 millions de francs) de dommages et intérêts - devait attendre que M. Clinton achève son mandat présidentiel, tout en estimant que des auditions préalables pouvaient se dérouler avant.

Les avocats de M. Clinton ont fait appel, ce qui n'a pas été concluant : en janvier 1996, un jugement a été rendu, précisant que le procès pouvait avoir lieu, le président étant soumis « aux mêmes lois qui s'appliquent à tous les autres membres de notre société ». Telle est précisément la question que doit trancher la Cour suprême. En 1982, la haute juridiction avait statué qu'aucun président en exercice (il s'agissait alors de Richard Nixon) ne pouvait être poursuivi pour des décisions officielles, mais elle ne s'est pas prononcée à propos de faits et gestes d'ordre privé (et remontant à une époque où l'intéressé n'était pas encore à la Maison Blanche, ce qui est le cas dans le litige Clinton-Jones).

Nicole Bonnet et Georges Marlon

Laurent Zecchini

Au Président de la République d'Azerbaïdjan en visite en France

Monsieur ALIEV

Nous, Institutions et Associations de la Communauté arménienne de France, gardons présents dans notre mémoire et n'oublions jamais :

- Les pogroms anti-Arméniens perpétrés, dès 1988, par l'Azerbaïdjan.
- La déportation des populations arméniennes.
- Les bombardements aériens et le pilonnage des villes et villages du Haut-Karabagh.
- Les tentatives d'extermination des Arméniens du Haut-Karabagh.

PAIX ET SÉCURITÉ POUR LE PEUPLE ARMÉNIEN DU HAUT-KARABAGH

Nous vous demandons instamment de :

- Reconnaître le droit légitime du Haut-Karabagh à se déterminer librement.
- Renoncer définitivement à tout recours à la force pour résoudre ce conflit.
- Engager résolument votre pays dans les négociations de paix afin de permettre le retour rapide de tous les réfugiés.
- Faire cesser le blocus qui affecte injustement les populations civiles d'Arménie.
- Ne pas contrarier les efforts déployés par la France en vue d'aboutir à un règlement pacifique du conflit.

PLUS JAMAIS LE GÉNOCIDE

Comité de coordination - Institutions - Associations de la Communauté arménienne de France, 15, rue Jean-Goujon, 75008 Paris.

FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 15 JANVIER 1997

« VACHE FOLLE » La mission d'information de l'Assemblée nationale sur l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) devait se réunir mardi 14 janvier pour entendre le rap-

port préparé par Jean-François Mattei, député (UDF), qui critique l'enchevêtrement des responsabilités des organismes de contrôle français, le comportement des instances européennes,

celui des dirigeants britanniques, et soupçonne la Belgique d'avoir servi de « plaque tournante pour des farines britanniques cherchant à faire oublier leur provenance ». ■ JACQUES DE-

LORS, interrogé sur France 2 lundi, a défendu l'action de la Commission européenne, qu'il présidait durant la période concernée. ■ LE PARLEMENT EUROPÉEN devrait rejeter la motion de

censure qu'une soixantaine de ses membres, ayant pris connaissance du rapport de sa commission d'enquête, s'approprient à déposer contre la Commission.

Soupçon de « trucages » dans les importations de farines animales

Rapporteur de la mission d'information de l'Assemblée nationale sur l'encéphalopathie spongiforme bovine, Jean-François Mattei (UDF) met en cause les services français chargés des contrôles et s'interroge sur un « circuit de blanchiment » des produits britanniques

AU LENDEMAIN de la découverte d'un nouveau cas de « vache folle » dans un troupeau des Côtes-d'Armor, Jean-François Mattei, rapporteur de la mission d'information de l'Assemblée nationale sur l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), dénonce l'enchevêtrement des organismes chargés des contrôles – vétérinaires, inspecteurs de la répression des fraudes, douanes –, « souvent dispersés, voire presque rivaux », écrit-il, au point qu'aucune statistique n'est fiable. « Il est inadmissible », souligne-t-il, que la mission n'ait pu vérifier l'évolution des importations de farines (venant de Grande-Bretagne, d'Irlande et de Belgique) durant la période critique, tant les séries chiffrées varient en fonction de leur provenance.

Le rapporteur envisage sérieusement l'hypothèse selon laquelle la Belgique aurait pu servir de « plaque tournante pour des farines britanniques cherchant à faire oublier leur provenance ». Pensant à des « trucages », il se demande aussi s'il n'a pas existé « un circuit de blanchiment de farines britanniques,

qui auraient été systématiquement débaptisées pour être dénommées irlandaises ». Des tribunaux ont été saisis mais n'ont, pour l'heure, prononcé aucun jugement.

M. Mattei relève que le monde de la recherche ne s'est pas suffisamment mobilisé sur cette question en temps opportun. « Quant au ministère de la santé qui, écrit-il, n'est pas resté inactif, il n'a pas, au regard de l'opinion publique, joué le rôle attendu dans une crise de santé animale initiale, devenue ensuite une crise de santé publique. Les avis sont unanimes sur ce point, mais il faut reconnaître qu'il n'en a, malheureusement, ni les moyens humains ni les compétences légales, et cette situation est difficilement acceptable. »

DYSFONCTIONNEMENTS

La mission d'information devait se réunir, mardi 14 janvier, sous la présidence d'Eveline Guilhem (RPR, Haute-Vienne), pour entendre M. Mattei (UDF, Bouches-du-Rhône) expliquer à ses collègues l'essentiel des propositions qu'il formule pour éviter qu'une



crise exceptionnelle, comme celle que connaît la France depuis mars 1996, ne se reproduise. La version définitive du rapport de la mission qu'il, dans son état actuel, fait environ 250 pages – auxquelles s'ajoutent 700 feuilles d'annexes statistiques et de comptes rendus d'auditions – est prévue pour le 21 janvier. Les membres du gouvernement concernés – Philippe Vasseur, ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation, et Hervé Gayraud, secrétaire d'Etat à la Santé et à la Sécurité sociale, notamment – devaient recevoir le pré-rapport de M. Mattei mardi.

Le document s'abstient de formuler des critiques frontales contre les gouvernements qui se sont succédés depuis 1988 et qui, « globalement », ont « eu du mal à mesurer », ont pris les mesures conjoncturelles nécessaires. Il dénonce, en revanche,

de nombreux dysfonctionnements de l'appareil administratif français et stigmatise les « erreurs, insuffisances et incapacités » des responsables de l'Union européenne, « s'entendant dans une politique basée sur (...) les intérêts économiques », ainsi que des dirigeants britanniques, qui ont semblé ne privilégier « ni la transparence, ni la coopération, ni l'intérêt de leurs partenaires européens ».

« Je n'étais pas favorable à la constitution d'une commission d'enquête parlementaire, menant des investigations de type policier débouchant sur la mise, en cause d'éventuels coupables. Il fallait mieux essayer de tout comprendre, mais éviter d'accuser tel ou tel », nous a déclaré M. Mattei. Le rapporteur souligne le « bon climat de travail » au sein de la mission, quelles que soient les opinions politiques des

députés, « sans coup bas, sans dérobades ». Il ajoute que la quasi-totalité des auditions ont été de grande qualité, celle d'Henri Nallet (PS), ancien ministre de l'Agriculture (en 1985 et 1986, puis de 1988 à 1990), « ayant été remarquable ». Si la publication du rapport, prévue en octobre, a pris trois mois de retard, c'est parce que, sur un sujet qui a connu de multiples rebondissements, notamment quant au rôle des farines animales dans la transmission de l'agent infectieux, « il fallait, pour produire un document crédible, prendre de la distance ».

Le rapport décrit « une crise grave, injuste et difficile à maîtriser ». Selon le rapporteur, toutes les précautions souhaitables ont été prises par le gouvernement depuis mars 1996, et la règle de la transparence a été respectée, ce qui a eu pour conséquences négatives de pénaliser les exportations françaises de viande. Quant aux indemnités des professionnels, elles ont été « convenables », puisque M. Mattei chiffre à 10 milliards de francs environ l'ensemble des aides publiques accordées en 1996.

En dépit des progrès récents, les incertitudes « sur les conditions de transmission de l'ESB, entre animaux et entre les animaux et les hommes, restent considérables », notamment à cause des délais d'incubation très longs (de deux à quarante ans), souligne M. Mattei, qui est professeur de médecine.

« Ma conviction, écrit-il, est que la France n'est pas à la veille d'une épidémie comme celle qui a frappé la Grande-Bretagne, mais il est quasi certain, aussi, qu'il y aura encore des cas de « vache folle » dans les mois à venir et, peut-être, de nouveaux cas de maladie de Creutzfeldt-Jakob. Ce n'est pas une raison pour entretenir un climat de psychose, à condition que les mesures strictes de contrôle

prises jusqu'à maintenant ne soient pas levées. » Il s'agit, notamment, de l'embargo sur les viandes britanniques et de la surveillance clinique et épidémiologique. Pour combler un vide juridique, le député sug-

La défense

de Jacques Delors

Jacques Delors a rappelé, sur France 2, lundi 13 janvier, ce qui avait été fait en matière de prévention lorsqu'il présidait la Commission européenne. « J'ai suivi de près cette affaire, avant tout pour des questions liées à la santé, a-t-il déclaré. Depuis 1988, la Commission a consacré plus de temps et de réunions à s'occuper des conséquences de la « vache folle » sur la santé animale et, surtout, humaine qu'à l'Union économique et monétaire ! »

« Dès 1989-1990, nous avons proposé au conseil des ministres des mesures permettant d'interdire l'exportation des animaux susceptibles d'être porteurs de la maladie. En 1990, nous avons lancé des recherches (scientifiques). Nous y avons consacré près de 20 milliards de francs. Pourquoi pas plus ? Parce qu'il existait un appel d'offres, [mais] il n'y avait pas d'autres savants qui avaient répondu. Enfin, nous nous sommes inquiétés de savoir si les pays avaient interdit la fourniture de farines animales, puisque c'était de leur compétence. La plupart l'avaient fait. »

gère la création d'une agence de sécurité sanitaire indépendante, flanquée d'un comité d'experts et s'appuyant sur un réseau de veille et d'alerte.

François Grosrichard

Ségolène Royal (PS) déplore un « manque de transparence »

Député des Deux-Sèvres, l'un des départements les plus concernés par la crise, Ségolène Royal (PS) s'est étonnée, lundi 13 janvier, du « secret » qui entoure, selon elle, la publication du rapport de la mission d'information de l'Assemblée nationale. Affirmant que le texte « cache des choses et ne dit pas toute la vérité », M^{me} Royal déplore le « manque de transparence » de la présentation du rapport, alors que « les auditions ont toujours été publiques ». Le rapport de Jean-François Mattei (UDF, Bouches-du-Rhône) est disponible depuis lundi à l'Assemblée nationale, mais les députés étant très souvent, ce jour-là, dans leur circonscription, l'ancien ministre estime qu'ils auront très peu de temps avant le vote pour se forger une opinion. Après avoir consulté le document, M^{me} Royal s'est dite « déçue » par le texte qui, estime-t-elle, rejette « toutes les fautes sur la Commission européenne » et « ne dit rien sur les responsabilités » des importateurs de farines britanniques.

Six mois et demi de travaux

● 20 mars 1996 : Stephen Dorrell, ministre britannique de la Santé, admet que la maladie de la « vache folle » peut se transmettre à l'homme. Aussitôt plusieurs pays, dont la France, décident un embargo contre la viande bovine britannique.

● 3 mai : le groupe socialiste de l'Assemblée nationale demande la constitution d'une commission d'enquête parlementaire sur la crise de la « vache folle » pour examiner les garanties assurées au consommateur, aux divers stades de la production et de la commercialisation des dérivés d'origine animale et végétale.

● 13 juin : Jean-François Mattei, dans une lettre au président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin, demande la création d'une mission parlementaire d'information sur les aspects épidémiologiques et sanitaires de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB). La conférence des présidents de l'Assemblée décide, le 18 juin, la constitution de la mission proposée par M. Mattei.

● 2 juillet : la première réunion de travail a lieu sous la présidence d'Eveline Guilhem (RPR, Haute-Vienne). La première réunion publique se tient le 9 juillet, François d'Aubert, secrétaire d'Etat à la Recherche, ouvrant la série d'auditions. Par la suite, tous les ministres concernés viendront déposer. Philippe Vasseur, ministre

de l'Agriculture et de l'Alimentation, sera entendu deux fois et achèvera le cycle le 4 décembre. Les responsables professionnels agricoles, les industriels de l'alimentation animale et de l'équarrissage, ainsi que de nombreux experts scientifiques, comme le professeur Dominique Dormont, se succèdent dans la salle Lamartine du Palais-Bourbon.

● 24 octobre : le commissaire européen chargé de l'Agriculture et du développement rural, Franz Fischler, est entendu par la mission. Au total, les travaux parlementaires se soldent par cinquante-huit auditions, toutes ouvertes au public et à la presse.

● Composition : la mission compte cinquante-sept députés, dont vingt-six RPR, vingt et un UDF, six socialistes, deux communistes et deux représentants du groupe République et Liberté.

La censure a peu de chances d'être votée à Strasbourg

STRASBOURG (Union européenne) de notre correspondant

Fidèle à la tonalité de son rapport sur l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB ou maladie de la « vache folle »), Manuel Medina Ortega (socialiste, Espagne) a prononcé un réquisitoire contre la Grande-Bretagne, le conseil des ministres de l'Union et la Commission de Bruxelles en présentant ses conclusions devant la commission d'enquête du Parlement européen, lundi 13 janvier. Le Royaume-Uni, a-t-il dit, est le « principal responsable » ; l'ensemble des Etats membres a fait preuve de « négligence » ; l'exécutif communautaire a « privilégié la gestion des marchés au détriment de la santé humaine ».

Cependant, pas plus que dans son document (Le Monde du 7 janvier), le rapporteur n'est allé au bout de son intime conviction lorsqu'il s'est agi de dégrader les « responsabilités politiques de la Commission ». Invoquant un partage des responsabilités, il a conclu à l'atténuation de la « gravité des négligences » de Bruxelles et à l'« inopportunité » du dépôt d'une motion de

censure. La majorité des eurodéputés a tenu le même raisonnement. Giacomo Santini (Forza Italia) a souligné le caractère injuste d'une initiative de ce genre alors que, pour l'essentiel, les faits concernent essentiellement le collège présidé par Jacques Delors, que la commission d'enquête a pourtant, par un vote, refusé d'entendre.

UN RAPPORT ACCABANT

Le Vert allemand Friedrich Grafte zu Baringdorf a voulu faire preuve d'originalité en proposant un dispositif consistant à garder en réserve la motion de censure pendant un an afin de vérifier si la Commission présidée par Jacques Santer applique les recommandations de Strasbourg. Marianne Thyssen (démocrate-chrétienne, Belgique) lui a répliqué en rappelant que « la motion de censure est un instrument politique pur » et que « la conditionner serait un non-sens ».

Trois parlementaires se sont prononcés nettement en faveur du dépôt d'une motion de censure : les Français Aline Paillet (PC) et Jean-Claude Martinez (Front national), le socialiste

belge José Happort. Ce dernier s'est étonné qu'il n'y ait pas de « point final listible à un rapport aussi accablant ». Rejetant l'argument selon lequel la Commission actuelle ne peut être responsable des errements de certains commissaires du précédent collège, M. Happort a fait valoir qu'il y a « continuité de l'institution » et que, en outre, « l'exécutif actuel a tenté un passage en force pour lever l'embargo des exportations britanniques de viande ».

Quoi qu'il décide de proposer la commission d'enquête (qui a la possibilité d'amender le rapport de M. Medina Ortega) à la session plénière de la mi-février, l'eurodéputé belge a l'intention de déposer une motion de censure. Rassembler les soixante-trois signatures pour la soumettre au vote de l'Assemblée ne paraît pas un obstacle insurmontable. En revanche, obtenir une majorité – qui requiert 314 suffrages au minimum (majorité des membres et deux tiers des suffrages exprimés) – pour l'adopter relève de la gageure.

Marcel Scotto

Les armées recrutent d'une main et licencient de l'autre

DEUX ARMÉES coexistent aujourd'hui : l'armée qui rit – celle qui recrute – et l'armée qui pleure – celle qui débauche. La première, de façon ostentatoire, fait appel à la publicité. La seconde prépare, dans la discrétion, des aides à la reconversion pour les partants. C'est l'un des effets de la dure loi de professionnalisation des armées qui oblige les états-majors à rivaliser pour gagner, comme ils le disent, des « parts de marché », en attirant la clientèle la plus intéressante et en lui promettant de favoriser, ensuite, son retour à la vie civile.

A la télévision, l'armée de terre et, à la radio, la marine ont lancé de grandes campagnes de publicité qui visent à stimuler l'embauche. L'armée de terre se vante d'être « le premier créateur d'emplois en France dans les six prochaines années », avec la perspective, entre 1997 et 2002, de proposer dix mille

postes par an à de jeunes Français de dix-sept à vingt-quatre ans, engagés volontaires dans pas moins de quatre cents métiers différents. La rémunération avoisine le SMIC avec, en plus, une prime d'engagement, ainsi que « le logement gratuit pour les célibataires, la restauration à prix réduit et l'accès à des ensembles de loisirs adaptés ».

Pour un coût de 6 millions de francs, l'armée de terre destine sa campagne télévisée à des engagés volontaires pour une durée de trois à onze ans, davantage (jusqu'à vingt-deux ans) s'ils deviennent en cours de contrat caporaux-chefs spécialistes.

Sur les antennes de trois radios nationales, la marine n'est pas en reste. Sur le thème « Mettez du sel dans votre avenir ! », la voûte qui offre, dès 1997, deux mille cinq cents emplois à des jeunes de dix-sept à vingt-cinq ans, titulaires, au moins, d'un BEP. L'état-major ex-

plique que « la vie en équipage, les séjours outre-mer sont un environnement propice à l'acquisition d'une riche expérience humaine et professionnelle ». Les femmes sont partout les bienvenues, sauf à bord des sous-marins et dans les spécialités de pilote de chasse embarqué et de fusilier-marin.

RECONVERSIONS

C'est avec beaucoup moins de triomphalisme que les armées abordent le problème de la reconversion des personnels qui quitteront l'uniforme. Pas ou peu de promotion, même au sein des armées, sur un thème aussi sensible, qui va concerner deux catégories de population.

Il y aura, d'abord, les cadres qui, en plus du flux normal des départs liés au fonctionnement régulier des armées, devront choisir de s'en aller parce qu'ils y ont intérêt ou parce qu'on les incite à quitter les

casernes en leur expliquant qu'ils n'y ont plus d'avenir. Entre 1997 et 2002, quelque deux cent trente officiers et mille cinquante sous-officiers par an seront dans une telle situation. Il y aura, ensuite, les jeunes engagés dont le contrat n'est pas renouvelé de leur propre initiative ou par le ministère de la Défense. Durant les six années à venir, on estime qu'il seront dix mille par an à devoir être réinsérés.

Le Groupe de liaison G25, qui réunit à l'Ecole militaire, à Paris, des officiers généraux et supérieurs et dont les activités n'ont pas l'heur de plaire à l'état-major de l'armée de terre, vient de lancer un appel à la réflexion sur ce sujet. « Le soin apporté à la reconversion et au reclassement conditionne le succès de la professionnalisation tout autant que la qualité du recrutement », estime ses membres, dont la mission, qu'ils se sont donnée d'autorité, est « de sensibiliser

l'opinion aux différents aspects de la longue et délicate réforme de nos armées ». Ce groupe de liaison met en garde les responsables contre le fait que les difficultés de reconversion à venir, liées à la crise générale du marché de l'emploi, vont s'abattre sur une corporation militaire déjà passablement marquée par de lourdes servitudes. En effet, on exige d'elle « une disponibilité totale vingt-quatre heures sur vingt-quatre » et « un engagement personnel qui peut aller jusqu'au sacrifice de la vie », mais, surtout, l'insitution de défense, que l'on croit volontiers pérenne, impose en réalité une relative précarité de l'emploi à ses actifs, avec « une proportion, unique dans la fonction publique, de 59 % de contrats à durée déterminée, privés statutairement du soutien d'un syndicat ».

Jacques Isnard

Publication hebdomadaire

Communiqué
« Par jugement en date du 15 mai 1996, la 31ème chambre du Tribunal Correctionnel de Paris a condamné la société des Music Halls Parisiens exploitant le théâtre Mogador à Paris, à la peine de 100.000 francs d'amende et à la publication d'un communiqué dans Le Monde. Le Figaro et Pariscope, pour avoir en laissant utiliser par ses salariés une passerelle insuffisamment protégée, involontairement causé la mort le 11 mars 1995 de M. Fournet, chef électricien. »

La majorité reste décidée à approuver la création de fonds de pension

Les syndicats continuent à s'inquiéter pour le financement des régimes de retraite

L'Assemblée nationale examine, mardi 14 janvier, en deuxième lecture, la proposition de loi de Jean-Pierre Thomas (UDF-PR, Vosges) visant à

créer des fonds de pension. Sa commission a accepté l'amendement voté par le Sénat, à l'initiative de Jean-Pierre Fourcade, limitant les avan-

tages fiscaux pour les entreprises. La CFTC, la CFE-CGC, la CGT et FO font front commun pour combattre ce texte, qui inquiète aussi la CFDT.

ILS ÉTAIENT QUATRE, réunis pour la première fois, à la même tribune, dans un lieu syndical, pour signifier leur rejet de la proposition de loi sur l'épargne-retraite, telle qu'elle a été adoptée le 13 décembre 1996 par le Sénat et avant son passage, mardi 14 janvier, en deuxième lecture à l'Assemblée nationale. Ce dispositif, facultatif, doit permettre à un salarié de cotiser à un plan qui lui versera une rente lorsqu'il partira à la retraite. Président de la CFE-CGC, Marc Vilbenoff, en grand ordonnateur, était entouré de Marc Blondel (FO) sur sa droite et de Louis Vianet (CGT) sur sa gauche, Alain Delors (CFDT) fermant le ban des invités. Pour cette première syndicale, Nicole Notat (CFDT) n'avait pas été conviée (lire ci-contre).

« Nous ne pourrions pas laisser faire cela », a affirmé d'emblée Marc Vilbenoff. Selon lui, la proposition de fonds de pension aboutirait à ce que les salariés paient dans ces fonds ce qu'ils perdent dans les régimes de retraite de base. Les syndicats font front commun contre les exonérations de cotisations sociales dont bénéficieraient les versements aux plans d'épargne-retraite au détriment de la Sécurité sociale. L'amendement Fourcade qui, adopté par le Sénat, plafonne l'exonération des cotisations patronales n'est pas jugé suffisant. En revanche, la CFDT n'est pas hostile au principe des fonds de pension, qui constitue, pour les salariés, un système collectif d'épargne longue.

de cotisations -, adopté par le Sénat puis, le 7 janvier, par la commission des finances de l'Assemblée, « ne règle pas du tout le problème car il ne limitera les possibilités de déduction que pour les cadres dirigeants gagnant plus de 900 000 francs par an, soit un cadre sur 10 000 ».

Selon les syndicats, si les 14 millions de salariés du secteur privé

prise en compte du fait familial. Mais, comme la CFE-CGC, la CFTC n'est pas, sur le fond, opposée au principe de l'épargne-retraite. FO et la CGT se sont, en revanche, montrées plus virulentes dans leurs attaques. Marc Blondel a rappelé que les fonds de pension ne constituent en rien « un troisième pilier pour les retraites » mais que, au contraire, ce sont « les régimes

boulevard que l'on est en train d'avoir aux assureurs pour investir le champ de la protection sociale » et a mis en garde contre « une situation conflictuelle de grande ampleur ».

Dans de telles conditions, et si le texte est maintenu en l'état, les syndicats n'ont pas exclu une action commune, y compris avec la CFDT. L'Assemblée nationale s'attaque, donc, dans une atmosphère de siège à la proposition de loi de Jean-Pierre Thomas (UDF-PR). Peu sensible aux protestations des syndicats au motif qu'une « large concertation » a déjà eu lieu, le rapporteur souhaite que la procédure parlementaire ne s'éternise pas afin que « la loi soit opérationnelle avant l'été ». Encouragé par Alain Juppé, qui a déclaré, lundi 13 janvier, que la création de fonds d'épargne-retraite « est une très bonne réforme », les députés devaient donc achever mardi soir la deuxième lecture du texte.

Les députés socialistes ont averti que leur groupe allait s'opposer « fermement » à cette proposition car « on ne peut accepter ce nouveau mauvais coup porté à la Sécurité sociale ». A la suite des travaux de leur commission des finances, les députés devaient se voir proposer d'étendre aux travailleurs indépendants, qui bénéficient, depuis 1994, d'un système complémentaire par capitalisation, la possibilité d'adhérer aux plans d'épargne-retraite.

Alain Beuve-Méry
et Fabien Roland-Lévy

La CFDT isolée

Ayant écrit séparément à Alain Juppé, le 3 décembre, au sujet de la proposition de loi relative à l'épargne-retraite, Nicole Notat n'a pas été conviée à la conférence de presse commune des quatre autres dirigeants syndicaux, lundi 13 janvier. Dans sa lettre, la secrétaire générale de la CFDT demandait des assurances contre « une mise en cause des régimes par répartition » et sur le fait que « les fonds d'épargne-retraite ne viennent pas en concurrence avec les systèmes de protection sociale existants ».

La CFDT a exprimé aussi son opposition à toute exonération de cotisations sociales dont bénéficieraient les versements aux plans d'épargne-retraite au détriment de la Sécurité sociale. L'amendement Fourcade qui, adopté par le Sénat, plafonne l'exonération des cotisations patronales n'est pas jugé suffisant. En revanche, la CFDT n'est pas hostile au principe des fonds de pension, qui constitue, pour les salariés, un système collectif d'épargne longue.

concernés souscrivaient un plan d'épargne-retraite (PER), il en coûterait environ 6 milliards de francs au régime général, de 7 à 8 milliards au régime complémentaire Arco (non cadres) et 4 milliards à l'Agirc (cadres). Alain Delors a critiqué le fait qu'« aucune procédure de négociation entre organisations syndicales et patronat n'est prévue pour la mise en place des systèmes de PER ». Il a aussi demandé la

par répartition et la Sécurité sociale qui vont pâtir » de cette réforme.

Pour Louis Vianet, « en dépit de toutes les déclarations optimistes », on assiste bien à la mise en place « d'un système de retraite par capitalisation qui, non seulement, entre en concurrence avec le système de retraite par répartition, mais, de plus, génère une concurrence déloyale ». Le secrétaire général de la CGT s'est élevé contre « le véritable

La CGT se prononce pour une loi-cadre sur la retraite à 55 ans

SEULE LA CGT, dans le concert de réserves que suscite l'aspiration à la retraite à cinquante-cinq ans pour tous, s'est prononcée pour la première fois, lundi 13 janvier, par la voix de son secrétaire général, pour « une loi-cadre sur l'avancement de l'âge de la retraite à cinquante-cinq ans ».

Soucieux de coller à la base, Louis Vianet s'est cependant montré prudent, expliquant que « cela ne veut pas dire qu'il y aurait une application mécanique sans tenir compte des spécificités ». La CGT estime que l'application de cette mesure est « tout à fait possible » et que cela constitue un moyen de lutter contre le chômage.

Arrivée à contretemps sur le devant de la scène, sans que le mood politique et syndical n'y prenne garde, la revendication d'une retraite anticipée à cinquante-cinq ans agace, irrite et provoque une hostilité certaine, à droite comme à gauche. Elle apparaît comme singulièrement décalée.

Après le chef de l'Etat, qui a reçu le soutien de deux anciens premiers ministres, Edouard Balladur et Raymond Barre, Alain Juppé est, à son tour, monté au créneau, lundi 13 janvier lors de la cérémonie des vœux à la presse. Le premier ministre a expliqué qu'il n'était « pas possible financièrement » de répondre positivement à la demande de certains syndicats d'obtenir la retraite à cinquante-cinq ans. « Les Français comprendront » que cela n'est pas possible, en faisant valoir que lorsqu'un travailleur n'a pas travaillé plus de 39 heures ne pouvait pas prétendre partir à la retraite à cinquante-cinq ans, a-t-il ajouté.

« UNE ERREUR ÉCONOMIQUE » Plusieurs ministres lui ont aussitôt emboîté le pas. Pour Jean Arthuis, ministre de l'économie, il n'est pas « vraisemblable que l'on puisse sans limite abaisser l'âge de la retraite ». Porte-parole du gouvernement, ministre délégué au budget, Alain Lamassouire, a estimé, mardi 14 janvier sur RMC, qu'abaisser d'une manière générale l'âge de la retraite serait « une erreur économique et un contresens absolu ». La veille, à l'Assemblée nationale, le ministre avait tenu à rappeler que « le régime de retraite

est basé sur la répartition » et qu'« il le restera ».

Mais sur ce thème, la gauche, et plus particulièrement le Parti socialiste, a exprimé son refus de toute généralisation de la retraite à cinquante-cinq ans.

Le porte-parole du PS, François Hollande, a estimé, lundi 13 janvier, que si c'est « une revendication légitime pour certaines professions, ou dans certains secteurs comme le transport des voyageurs, on ne peut la généraliser comme la gauche l'a fait autrefois pour la retraite à 60 ans ». M. Hollande a estimé qu'il faut « d'abord réduire le temps de travail, notamment au niveau de la semaine, au niveau de l'année, de façon à créer des emplois ».

PAS POSSIBLE

Invité sur France 2, lundi soir, Jacques Delors, ancien président de la Commission européenne, a estimé que « la généralisation de la retraite à cinquante-cinq ans n'est pas possible ». M. Delors a souligné qu'« avec la retraite à soixante ans actuellement, un jeune qui travaillera en 2010 devra payer 26 % de son salaire contre 19 %, c'est-à-dire subir une amputation de 7 % de son pouvoir d'achat pour payer les retraites ». Mais, a-t-il expliqué, « [sa] seule différence avec des hommes de droite, c'est qu'il doit y avoir des exceptions », en citant le cas de certaines professions et la création de préretraites à mi-temps.

A l'exception de la CGT, les syndicats restent très prudents sur la demande de la retraite à cinquante-cinq ans. La CFDT s'est déclarée opposée à toute « généralisation ». Pour la CFE-CGC, « on confond tout et on mélange tout », tandis que, selon la CFTC, cette aspiration résume bien « le contraste » entre théorie et réalité économiques.

Marc Blondel note que la revendication « ne découle pas de revendications syndicales », mais que « ce sont les gens qui la réclament », mais pour le secrétaire général de FO, cela illustre la démotivation des salariés qui « ont assez travaillé » et qui « n'ont qu'un souci : plier la boîte à clous et rentrer à la maison ».

A. B. - M.



VENTES PAR ADJUDICATION
Régisseur O.S.P. - 136, av. Charles de Gaulle
92523 NEUILLY SUR SEINE Cedex
TEL : 01.46.40.28.13 - FAX : 01.46.40.70.66

APPAREILS ÉLECTRONIQUES
Appel d'offre sur Liquidation Judiciaire

Murs et Fonds des Etablissements de nuit

« LE PALACE » et « LE PRIVILEGE »

à PARIS (9ème)

8, rue du Faubourg Montmartre

et 3/3bis, Cité Bergère

Immeuble d'une superficie d'environ 3.300 m² sur 6 niveaux (Salle classée)

Toute offre de reprise devra être déposée

au plus tard le 31 JANVIER 1997 à 15 Heures

auprès de

Maitre Yaouanck PAVEC, Mandataire Judiciaire, 7, rue de Turbigo

75001 PARIS et au Greffe du Tribunal de Commerce de PARIS

1, quai de Commerce 75004 PARIS (service des procédures collectives)

Le dossier de reprise pourra être consulté auprès du Greffe

LA VILLE DE PARIS VEND LIBRES

en la Chambre des Notaires de PARIS, 12, avenue VICTORIA

LE MARDI 28 JANVIER 1997 à 17 heures

6 RUE DE SEINE, PARIS (6ème)

APPART. de 5 PIECES (170 m²) - APPART. de 3 PIECES (78 m²)

16 RUE DE SEINE, PARIS (6ème)

UN LOGEMENT en duplex (28 m²)

5-7 RUE DES BEAUX-ARTS, PARIS (6ème)

2 CHAMBRES (11 et 24 m²)

16 RUE VISCONTI, PARIS (6ème)

APPARTEMENT de 2 PIECES (34 m²) - PIECE (14 m²)

1 RUE SAINT-ELEUTHÈRE, PARIS (18ème)

LOGEMENT de 1 PIECE (18 m²)

21 RUE JACOB, PARIS (6ème)

APPARTEMENT de 5 PIECES (143 m²)

46 RUE RACINE, PARIS (6ème)

APPART. de 3 P. (69 m²) - 3 APPARTS de 2 P. (41 et 71 m²)

35-37 RUE BONAPARTE, PARIS (6ème)

APPART. de 3 P. (97 m²) - APPART. de 3 P. (57 m²)

2 CHAMBRES (25 m² au sol)

1 SQUARE DE ROCAMADOUR, PARIS (16ème)

APPARTEMENT de 3 P. (72 m²) av. TERRASSE (144 m²)

1 SQUARE DE PADIRAC, PARIS (16ème)

APPART. 3 P. (72 m²) APPART. 2 P. (58 m²) CHAMBRE (17 m²)

1 AVENUE DU MAL LYAUTEY, PARIS (16ème)

APPARTEMENT de 3 PIECES (76 m²)

1 SQUARE DES ALISCAMPS, PARIS (16ème)

APPARTEMENT de 2 PIECES (58 m²)

108 BOULEVARD SUCHET, PARIS (16ème)

CHAMBRE (11 m²)

Me BEL-ARGENT, Notaire associé à PARIS (75001)

14, rue des Pyramides - Tél : 01.44.77.37.35

Me BOURGES, Notaire associé à PARIS (75008)

77, boulevard Malesherbes - Tél : 01.44.90.14.14

Les villiéristes reconstituent un groupe au Parlement européen

LES ONZE PARLEMENTAIRES EUROPÉENS élus sur la liste de Philippe de Villiers en juin 1994 ont reconstitué un groupe à l'Assemblée de Strasbourg, lundi 13 janvier. Le passage d'Anne-Christine Poisson dans la formation où siègent les représentants du RPR avait conduit en octobre à la dissolution de l'« Europe des nations », le nombre d'adhérents et de nationalités représentées (outre les villiéristes, quatre euro-députés danois et deux néerlandais) ne répondant plus aux critères réglementaires. Il avait été fortement question, en décembre, de l'arrivée d'un élu de l'extrême droite autrichienne. Finalement, c'est l'adhésion d'un transfuge - l'unioniste d'Irlande du Nord James Nicholson - du Parti populaire européen (regroupant les démocrates-chrétiens, les conservateurs britanniques et les libéraux portugais) qui a permis l'opération. Comme la précédente, la nouvelle formation, baptisée « Groupe des indépendants pour l'Europe des nations », est présidée par Jimmy Goldsmith. - (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ RÉFORMES : en présentant ses vœux à la presse, lundi 13 janvier, à Matignon, le premier ministre a réaffirmé, comme l'avait fait le chef de l'Etat, que « le temps des réformes n'est pas derrière nous, mais devant nous ». Alain Juppé a souhaité que 1997 soit « une grande année de confiance et d'espérance ». Il a insisté sur « le besoin vital » de réformes pour le pays, afin de « bâtir la nouvelle démocratie de l'an 2000 ».

■ SONDAGE : selon une enquête de la SOFRES pour un groupe de journaux de province (effectuée du 21 au 24 décembre auprès de 1 000 personnes en face à face), 69 % des personnes interrogées se déclarent « déçues » par l'action de Jacques Chirac (-3 points par rapport à décembre 1995), seules 16 % (sans changement) en étant « satisfaites ». 69 % jugent aussi son bilan « plutôt négatif » (-3), contre 21 % (+2) d'opinion contraire. Les Français sont 78 % (+1) à estimer que M. Chirac ne tient pas ses promesses de candidat, contre 13 % (-3) qui pensent le contraire. En revanche, la sympathie à l'égard du chef de l'Etat remonte de 6 points.

■ PARTI SOCIALISTE : invité, lundi 13 janvier, de l'émission « Franchement » de France 2, Jacques Delors a estimé que la situation de la jeunesse était « terrible » et qu'il fallait « mobiliser tout le monde » pour y faire face. Ce doit être, selon lui, « la priorité des priorités ». L'ancien président de la Commission européenne a précisé que le projet socialiste avait l'« intuition formidable » qu'il s'agit du « défi numéro un, qui menace la cohésion de la société française », et qu'« à partir de là il faudra encore travailler le programme jusqu'aux élections ».

■ DÉCHÉANCE : le Parlement européen ne se saisira pas cette semaine du dossier sur la déchéance du mandat de Bernard Tapie. Le rejet par le Conseil d'Etat de la requête formulée par le parlementaire contre le décret du premier ministre est intervenu trop tard (le 8 janvier). Au mieux, l'Assemblée ne se prononcera qu'à la fin janvier lors de sa session à Bruxelles.

■ ASSURANCE-MALADIE : le gouvernement et les caisses d'assurance-maladie ont fixé l'objectif prévisionnel des dépenses de médecine de ville à 261,8 milliards de francs pour 1997, soit une hausse de 2,06 % par rapport aux dépenses autorisées en 1996. Cette enveloppe concerne les médecins libéraux, les dentistes et les professions paramédicales.

75 Vente sur folle enchère au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 23 JANVIER 1997 à 14 heures 30 à PARIS (8ème), 25 et 27, rue Tronchet UN APPARTEMENT de 2 pièces principales, au 3ème étage. MISE A PRIX : 1.000.000 de Frs. S'adr. à Me Naji EL KHOURY, Avocat à PARIS (8ème), 31, avenue Hoche - Tél : 01.43.83.85.85.

92 Ventes Liquidation Judiciaire Palais de Justice de Paris le Jeudi 23 Janvier 1997 à 14 h 30 APPARTEMENT à BOULOGNE BILLANCOURT 332, avenue du Maréchal Juin De 3 P. P. - au 2e étage bâtiment A et rue CAVÉ - LOUE MISE A PRIX : 300.000 Frs Me Y. TOURAILLÉ, Av. à Paris 9e, 48 rue de Cligny T: 01.48.74.45.85 - Me P. PENET-WEILLER, Mand. Jud. à Paris 3e, 39, bd Beaumarchais Visites : 15 Janvier 97 de 15h à 19h et 18 Janvier 97 de 10h à 11h

92 Ventes Liquidation Judiciaire au Palais de Justice de Paris le Jeudi 23 Janvier 1997 à 14 h 30 - En un seul lot DIVERS LOCAUX et un HALL à ST CLOUD 52, rue de Buzenval - Libre de Location et d'occupation A usage industriel et de bureaux sur un terrain d'env. 2 058 m² MISE A PRIX : 8.000.000 de Frs S'adr. : SCP B. de SARIAC - A. JAUNEAU, 42 av. George V à Paris 8ème - (Tél : 01.47.20.43.76 uniquement de 10h à 12h) 3616 AVOCAT VENTES - Me M.J. JOSSE, Mand. Liquid. 4, rue du Marché St Honoré, Paris 1er Au Greffe du TGI où le cahier des charges est déposé Sur place pour visiter le 20 Janvier 1997 de 14h30 à 16h avec le concours de Me DAILLY l'huissier

VENTES DES DOMAINES Régisseur O.S.P. - 136, av. Charles de Gaulle 92523 NEUILLY SUR SEINE Cedex TEL : 01.46.40.28.14 - FAX : 01.46.40.70.66

75 SERVICE DES DOMAINES ADJUDICATION JEUDI 30 JANVIER 1997 à 13 h à PARIS 9ème Salle des Ventes des Domaines, 17, Rue Scribe IMMEUBLE - STUDIOS - APPARTEMENTS - TERRAIN sur PARIS 1er, 2ème, 9ème, 11ème, 12ème, 17ème, 18ème, 19ème et 20ème MISES A PRIX DE 70.000 F à 530.000 F.

RENSEIGNEMENTS ET CONSULTATION DES CAHIER DES CHARGES DU LUNDI AU VENDREDI DE 9H à 12H ET DE 14H à 16H - Direction Nationale d'Interventions Domestiques - Ventes Immobilières Bureau 109 17, Rue Scribe, 75436 PARIS CEDEX 09 - Tél : 01.44.94.78.19 ou 01.44.94.78.22

DETAIL DES VENTES DES DOMAINES : B.O.A.D. Abonnement 190F par an. Ecrire S.C.P. 17, Rue Scribe - 75436 PARIS CEDEX 09 ou tél : 01.44.94.78.78, Minitel 3617 VAE - 3617 DROUOT.

سعدنا من السبيل

8

SOCIÉTÉ

LE MONDE / MERCREDI 15 JANVIER 1997

JUSTICE Le juge d'instruction parisien chargé du dossier des filiales françaises de la Metro Goldwyn Mayer (MGM), Patrick Flévet, devrait prochainement mettre un

terme à son enquête. Durant la présidence de Giancarlo Parretti, de 1990 à 1991, ces filiales auraient subi un préjudice d'une vingtaine de millions de francs. ● L'HOMME

D'AFFAIRES pourrait pourtant ne pas comparaître devant la justice française. Mis en examen en mars 1995, M. Parretti, un temps incarcéré aux États-Unis, a fui en Italie il y

a une quinzaine de jours. ● POUR LE CRÉDIT LYONNAIS, qui a en partie financé le rachat de la MGM par M. Parretti, le manque à gagner s'élève à 14 milliards de francs. ● LE

PÈRE PAGANO, associé et confesseur de l'homme d'affaires, vivant aujourd'hui dans une communauté de l'Essonne, fait également l'objet d'une mise en examen.

Giancarlo Parretti ne comparaitra pas devant la justice française

L'instruction sur le dossier Metro Goldwyn Mayer, dans le cadre de laquelle l'homme d'affaires a été mis en examen en 1995, est terminée. Afin de se mettre à l'abri d'une éventuelle extradition, le célèbre financier a fui en Italie il y a une quinzaine de jours

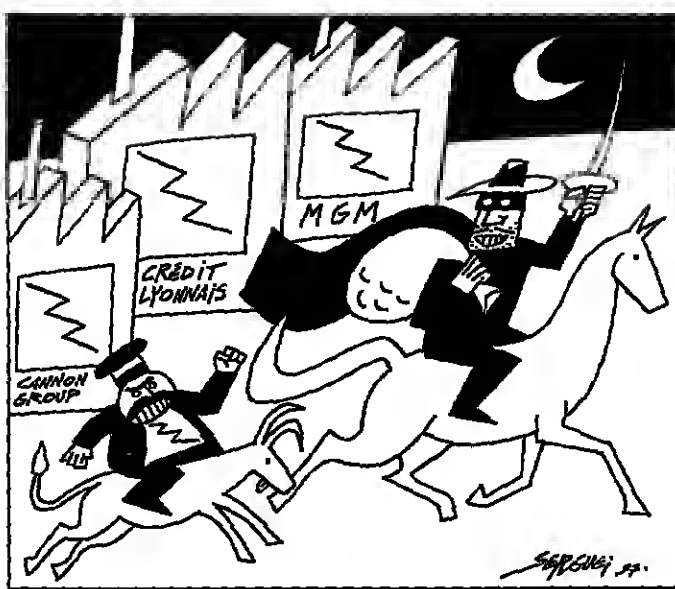
FAUTE d'avoir pu contraindre Giancarlo Parretti à venir en France, Patrick Flévet, juge d'instruction de Paris, devrait prochainement mettre un terme à l'instruction sur la gestion des filiales françaises de la Metro Goldwyn Mayer (MGM). Ouvert le 10 octobre 1991, ce dossier, qui a débuté par une plainte avec constitution de partie civile du Crédit lyonnais, devrait être transmis prochainement pour règlement au parquet de Paris.

En mars 1995, le magistrat parisien a mis en examen l'homme d'affaires italien pour « abus de biens sociaux, escroqueries, faux et usage de faux et contrefaçon ». Il lui reproche d'avoir vidé une partie des actifs des filiales françaises des studios de la MGM d'Hollywood au profit d'entreprises dirigées par ses proches. L'enquête a révélé que 70 % des actions de la Cité du cinéma, qui possède la quasi-totalité des terrains et locaux industriels de Joinville-le-Pont, avaient été vendus à la société Bernadette Internationale, administrée et dirigée par M. Parretti et sa femme, à un prix largement inférieur au marché, via Europe Image Distribution (EID). L'étude des comptes et des différents actes de gestion entrepris au sein des filiales françaises de la MGM durant la présidence Parretti, entre 1990 et 1991, aurait également permis de mettre en évidence des contrats suspects. Le montant total du préjudice at-

teindrait plus d'une vingtaine de millions de francs.

« Véritable cannibale financier », comme aime à le décrire les magistrats qui croisent sa route, Giancarlo Parretti a suivi, dans cette affaire, la recette qu'il a appliquée tout au long de sa tormenteuse ascension. Jusque'en 1985, il réserve ses frasques à la justice italienne, qui le prend souvent en flagrant délit de détournement de fonds ou de fraude fiscale. On le croise dans l'hotellerie, l'immobilier, le football - il présidera le club de Syracuse avant de révéler du Milan AC -, et même l'édition. Puis, il tente sa chance en France en rachetant, en 1987, avec son associé Florio Fiorini, la société de production cinématographique Cannon Group. Bloqué dans son expansion par Pierre Bérégovoy, alors ministre de l'économie et des finances, M. Parretti traverse l'Atlantique et s'attaque, en 1990, aux studios de la Metro Goldwyn Mayer. Sans un sou en poche, il finance en grande partie ce rachat - 1,3 milliard de francs - grâce au Crédit lyonnais et à sa filiale hollandaise, le Crédit lyonnais Bank Nederland (CLBN).

Dès le mois de février 1991, les studios sont « structurellement insolubles », comme l'explique un avocat. Entre-temps, M. Parretti a vendu les meilleurs actifs de la société pour payer le vendeur et faire patienter la banque. Les créanciers et les salariés crient à la faillite.



Pour l'éviter, estimant l'entreprise viable, le Crédit lyonnais injecte, en avril 1991, et demande à l'homme d'affaires de s'engager, dans « un accord de gestion », à quitter la direction de la société. M. Parretti s'empresse de contourner ce pacte. Après l'avoir fidèlement soutenu pendant des années, le Crédit lyonnais attaque alors l'italien devant la justice du Delaware, aux États-Unis.

En mai 1992, la banque finit par récupérer la totalité de la propriété

de la MGM. M. Parretti sort de ce procès avec de nouveaux ennemis, ayant produit un faux grossier devant un juge américain, qui l'inculpe de « pourjure ». Débute alors une bataille juridique de grande envergure : l'homme d'affaires italien, qui affirme qu'on lui a volé la MGM, engage une quarantaine de procédures judiciaires à travers l'Europe et les États-Unis. A l'automne 1995, lors d'un procès devant une cour californienne, il réclame au Crédit lyonnais un dédommagement de 4,4 milliards

de dollars pour son éviction de la MGM. Le juge consent à étudier le dossier à condition que M. Parretti vienne aux États-Unis. Ce dernier accepte, trouve un arrangement avec la justice du Delaware pour son histoire de pourjure et se rend en Californie.

En dix ans, il a coûté 14 milliards de francs au Crédit lyonnais, dix fois plus que Bernard Tapie

Mais le juge d'instruction français Patrick Flévet, après avoir vainement convoqué M. Parretti à Paris, avait émis un mandat d'arrêt international, le 3 mai 1995. De retour aux États-Unis pour son dernier coup de poker contre le Crédit lyonnais, l'aventurier italien est arrêté, le 18 octobre 1995, et incarcéré à Los Angeles. Ses avocats obtiennent sa libération sous contrôle judiciaire contre le versement d'une caution, la confiscation de son passeport et l'interdiction de sortir du comté de Los Angeles. Le 30 mai 1996, le juge fédéral se prononce en faveur de l'avis d'extradition demandé par la France ; ses défenseurs font appel. Il y a une quinzaine de jours, après

avoir sans doute estimé que ses chances de gagner sur le terrain judiciaire s'amenuisaient, Giancarlo Parretti a quitté précipitamment les États-Unis pour l'Italie.

Apparemment, M. Parretti n'a eu aucun mal à tromper la vigilance de la justice américaine, qui affirme, cependant, qu'il a pu rejoindre son pays grâce à un autre passeport en sa possession. Désormais, les pays n'extradant pas leurs propres ressortissants, l'homme d'affaires paraît à l'abri. Et ce n'est pas une vieille convention d'extradition italo-américaine qui troublera la sérénité d'un homme qui a compris qu'il était plus sage de se réfugier sous des cieux judiciaires plus cléments.

L'Italie ayant déjà argué de la présence de ses diverses procédures engagées à l'encontre de M. Parretti sur toutes les autres en cours aux États-Unis, le juge d'instruction Patrick Flévet et le parquet de Paris semblent s'être résignés à le faire juger par défaut. Le processus devrait être enclenché dès que la requête en nullité déposée par l'avocat du Père Antonio Pagano, également mis en examen dans cette affaire (*lire ci-dessous*), aura été examinée par la chambre d'accusation de Paris. De 1987 à 1996, Giancarlo Parretti a coûté, globalement, 14 milliards de francs au Crédit lyonnais, soit dix fois plus que Bernard Tapie.

Jacques Follorou

Le Père Pagano, associé, confident, et compromis

AU COURS de l'instruction de l'affaire Parretti-Crédit lyonnais, qui aura duré, pour son volet français, plus de cinq ans, le parquet de Paris avait accordé au juge en charge du dossier un réquisitoire supplétif concernant celui que l'on présente comme le confesseur de Giancarlo Parretti, le Père Antonio Christian Pagano.

La mise en examen pour « fausse attestation, recel d'abus de biens sociaux et détournement de fonds » de ce prêtre napolitain, installé en France depuis une vingtaine d'années, ajoute à un tableau déjà fort coloré une touche inattendue. De cette partie annexée de l'instruction dépend, en effet, la clôture du dossier Parretti. L'avocat du Père Pagano, également défendeur de certains commandos anti-avortement, a déposé une requête en nullité devant la chambre d'accusation, qui devrait rendre prochainement son arrêt. Le règlement final de ce dossier n'attend plus que cette décision judiciaire.

La contestation porte sur deux perquisitions effectuées par les policiers au Relais de la Bénédictine, centre de restauration hôtelière et d'animations culturelles créé et dirigé par l'ecclésiastique. Ces visites des enquêteurs faisaient suite à la découverte par le juge, grâce à des photos envoyées anonymement, de scènes pour le moins étranges. Les clichés, pris à l'intérieur du centre, montrent des tables couvertes de billets, dont le montant a été estimé à

300 000 francs, et des armes qu'une expertise photographique a estimées véritables.

Les relations Pagano-Parretti remontent à 1983, quand ils se rencontrent au sein du Journal Paese. Ils resteront très proches, voire associés dans plusieurs sociétés éditrices. Le Père Pagano proposera même d'abriter son ami et le Journal Europa au château de Chanteloup, dans l'Essonne, où vit recue une communauté de prêtres italiens en charge de l'imprimerie des éditions Mediaspaul. M. Parretti domicilia certaines de ses sociétés à cette adresse. Leur grande œuvre commune reste la coproduction du film Bernadette, qui réalisera une carrière sans égale à Lourdes. Le résultat sera même soumis au regard de Jean Paul II lors d'une projection privée et bénéficiera d'une suite sous le titre Bernadette 2.

Joint par *Le Monde*, le Père Pagano, qui vit aujourd'hui au sein de la communauté de Chanteloup, estime que « cette histoire de détournement de fonds est une pure fantaisie ». Quant à ses relations avec M. Parretti, il ajoute : « C'est un métier auquel on m'a initié, alors que je n'ai rien à voir avec lui. Quand tout sera terminé, je compte bien faire toute la lumière et démontrer qu'on a affaire à une véritable manipulation. »

J. F.

Du rêve hollywoodien au cauchemar bancaire

L'ACQUISITION de la MGM, en association avec son compère italien Florio Fiorini, à la fin des années 80, avait ouvert à Giancarlo Parretti les portes de Hollywood. Pendant cette brève période de gloire, il a pu flamber à son aise, entouré de jeunes femmes disponibles payées sur les frais de la compagnie, menant grand train dans sa villa de Beverly Hills et possédant Rolls Royce et jet privé. Le vent a depuis tourné pour le petit italien, rattrapé par ses multiples cabriolets financiers. Giancarlo Parretti jongle désormais avec les procès et les condamnations.

Pour le Crédit lyonnais, l'aventure hollywoodienne est un cauchemar qui illustre cruellement les errements de la banque dans les années 80. En 1987, au Festival de Cannes, les chemins de M. Parretti croisent ceux du Crédit lyonnais pour la première fois. La filiale hollandaise du Crédit lyonnais, CLBN, est le banquier de la société américaine Cannon, qui connaît des problèmes de trésorerie à la suite de l'achat de réseaux de salles de cinéma en Europe. M. Parretti se présente comme un investisseur potentiel. Quelques mois plus tard, il introduit auprès de CLBN celui qu'il présente comme son cerveau financier, Florio Fiorini, ancien directeur financier du groupe public italien Eni, avec lequel il a créé une société d'investissement à parts égales, Media.

M. Parretti s'est mis en tête d'acquiescer MGM, propriété de Kirk Kerkorian. Début 1990, il cherche des

partenaires mais l'acquisition tourne court : Time Warner, un temps intéressé, se rétracte. Il passe l'été à chercher d'autres partenaires. M. Parretti verse à Kirk Kerkorian 350 millions de dollars d'acompte, qui sont perdus si la transaction ne se fait pas. Il manque encore 950 millions de dollars. Il trouve 620 millions de dollars grâce à Kirk Kerkorian, dépouillant la MGM en vendant, pour dix ans, les droits sur la prestigieuse librairie de films du studio. Reste à trouver plus de 300 millions. Il s'en procure la moitié par un prêt d'une société offshore refinancée par le Crédit lyonnais. L'autre moitié est censée être apportée par M. Berlusconi, le groupe Rank et M. Kerkorian. Mais, le jour de la signature, ils se désistent. Pour éviter que son client ne devienne insolvable en perdant 350 millions de dollars, CLBN ferme les yeux.

L'engrenage est en route. En mars 1991, MGM, asséchée par les ventes d'actifs, est en faillite. Pour ne pas tout perdre, CLBN met à sa disposition une nouvelle ligne de crédit, mais exige que M. Parretti se retire. Le CLBN n'est encore que préteur. M. Parretti ne respectant pas sa promesse, CLBN exerce l'ensemble des droits qu'elle détient sur le studio et se retrouve, en mai 1992, propriétaire de la MGM. Pour redresser le studio, la banque y englobera 14 milliards de francs et y perdra sa réputation.

Babette Stern

« Paris-Match » condamné pour les photos de la dépouille de François Mitterrand

ROGER THÉRON, directeur de la publication de *Paris-Match*, a été reconnu coupable, lundi 13 janvier par la 17^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris, du délit de « publication de documents résultant d'une atteinte à l'intimité de la vie privée » et condamné à une amende de 100 000 francs. Il était poursuivi pour avoir publié deux photos volées de la dépouille mortelle de François Mitterrand dans l'édition du magazine datée du 16 janvier 1996. Il devra également verser 1 franc de dommages-intérêts à la veuve de l'ancien président de la République, Danielle Mitterrand, à ses deux fils, Jean-Christophe et Gilbert, et à sa fille, Mazarine Pinget, qui s'étaient constitués partie civile.

L'audience du procès, lundi 25 novembre 1996, avait relancé la polémique sur l'identité de l'auteur des clichés (*Le Monde* du 27 novembre 1996). L'avocat de la famille Mitterrand, M^{re} Georges Kleiman, avait en effet mis en cause Claude Azoulay, ancien photographe attitré de François Mitterrand pour le compte de *Pa-*

ris-Match, l'accusant implicitement d'être à l'origine des clichés incriminés. A l'issue de l'audience, le reporter avait vigoureusement contesté cette version des faits. Sans entrer dans la querelle, et tout en ne se prononçant pas sur des faits dont il n'a pas été saisi, le tribunal, présidé par M^{re} Martine Ract-Madoux, observe cependant que « la position de M. Roger Théron, qui (...) a refusé de révéler l'identité de l'auteur des clichés litigieux, montre que cette communication de photographies ne s'est pas faite dans la transparence et suggère clairement l'origine frauduleuse de celles-ci ».

Estimant que le droit au respect de la vie privée ne s'arrête pas au moment du décès, le tribunal affirme dans son jugement que « publier la photographie de la dépouille mortelle d'une personne implique la conscience de porter atteinte à l'intimité de la vie privée de celle-ci ». Les magistrats constatent, en outre, que la défense ne rapporte les preuves ni du consentement de la famille Mitterrand aux prises de vue du corps du défunt ni de son accord quant à leur publication.

Enfin, le tribunal rejette l'argument de la défense qui faisait valoir « l'intérêt historique des clichés au nom du droit des Français à disposer » de cette image. Les magistrats énoncent, si besoin en était, le principe selon lequel « tout individu, quel qu'il ait été son rôle au sein des institutions françaises, dispose du droit de faire respecter l'intimité de sa vie privée ; les hommes publics, et en particulier les chefs d'Etat, ne constituent pas une catégorie d'êtres à part, dont l'importance des prérogatives conduirait à la privation des droits élémentaires reconnus à tout individu ».

BREF RESENTIMENT

En revanche, s'agissant de l'action civile, les magistrats ont pris en compte les circonstances postérieures à la publication des photos volées pour rejeter la demande des parties civiles de publier le jugement en couverture du magazine. Les magistrats observent que « le préjudice causé par la publication des photographies litigieuses et le ressentiment de la famille à l'égard de cet hebdomadaire ont été de très courte durée, puisque, quelques se-

maines seulement après la parution des photos incriminées, plusieurs membres de la famille Mitterrand octroyaient de donner à *Paris-Match* des interviews diverses ou de se prêter aux reportages de leurs journalistes ».

Les magistrats ont ainsi dénombré pas moins de six interviews ou reportages parus dans les colonnes de *Paris-Match* entre le 1^{er} février et le 1^{er} août 1996, dont l'un a été accordé par Mazarine Pinget à l'occasion de la création de l'Institut François-Mitterrand et les autres par Danielle Mitterrand. Successivement, la veuve de l'ancien président y évoque des souvenirs, autorise la publication d'une « lettre très personnelle », fait la promotion de son livre *En toutes libertés* ou relate ses activités au sein de la fondation France Libertés. Le tribunal conclut cette liste en précisant qu'il ne lui a pas paru « opportun » d'accorder la mesure de publication de jugement, « dans un souci de cohérence au regard des événements ci-dessus rappelés ».

Cécile Prieur

A Corbeil, un enfant de sept ans s'accuse du meurtre de sa mère

UN DRAME exceptionnel s'est déroulé lundi 13 janvier à Corbeil, dans l'Essonne. En début de matinée, Kevin, un garçon de sept ans, appelle son père sur son lieu de travail et lui annonce avoir tué sa mère, à la demande de cette dernière. Le père, agent EDF dans la ville, rentre immédiatement à son domicile, dans un quartier résidentiel du centre-ville. Sur place, il découvre son épouse, âgée de quarante ans, gisant dans la cuisine, lardée de coups de couteau portés sur le visage et sur tout le corps. Après avoir vainement essayé de la ranimer, il appelle des secours, mais la jeune femme décède avant son transport.

L'enfant fait un premier récit « à chaud », expliquant qu'il avait été réveillé dans sa chambre par sa mère qui tentait de l'étrangler et de l'étouffer à l'aide d'un oreiller. D'après le garçonnet, sa mère lui aurait alors demandé de la tuer, à l'aide d'un couteau de cuisine. Kevin se serait exécuté, avant de téléphoner à son père. Examiné par le

service de consultation médico-judiciaire de l'hôpital d'Evry, l'enfant portait effectivement des traces de strangulation au cou. Sa mère, femme au foyer, d'origine péruvienne, était soignée depuis quelques mois pour un état dépressif. La famille n'est pas connue des services sociaux de la ville et l'alibi du père a d'ores et déjà été vérifié.

AUTOPSIE DEMANDÉE

Chargés de l'affaire, les enquêteurs de la brigade des mineurs de la sûreté départementale de l'Essonne se montrent très prudents sur les circonstances du drame. Certains estiment que la jeune femme, si elle a été blessée par son fils, pourrait éventuellement s'être également autotué par un accès de démenie. L'autopsie demandée par le parquet permettra de déterminer l'origine des coups. Lundi soir, un enquêteur devait tenter d'entendre l'enfant, toujours hospitalisé.

Sylvia Maric

Handwritten note in Arabic script: "هذا هو الشخص" (This is the person).

L'agresseur d'un surveillant blessé par balle dans un lycée de Noisy-le-Sec a été écroué

Elèves et enseignants réclament des moyens de sécurité supplémentaires au sein de l'établissement

Les cours ont repris, lundi 13 janvier, au lycée professionnel Moulin-Fondu, à Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis). Le 7 janvier, un surveillant avait été

blessé par balle à l'intérieur de l'établissement. Un élève a été mis en examen pour « coups et blessures volontaires » et écroué. Enseignants et

élèves demandent le renforcement des mesures de sécurité dans le lycée, où de nombreux incidents se sont produits ces derniers mois.

APRÈS avoir discrètement frappé à la porte, Wahid entre dans le bureau de la directrice. « Quel est ton problème ? », lui demande Josette Dupuis, proviseur du lycée Moulin-Fondu, à Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis). « Mon Jean est mort, annonce l'adolescent, élève en électrotechnique. J'ai eu beau le laver, tout le sang ne part pas », ajoute-t-il. « Nous allons te donner de l'argent pour que tu puisses l'en racheter un », lui promet le proviseur.

Wahid est « le sauveur ». C'est lui qui, mardi 7 janvier, a porté secours à un surveillant blessé par balle dans l'enceinte de l'établissement. Diplômé de secourisme, Wahid a su faire un point de compression sur la blessure, en attendant qu'une ambulance arrive. Lambert Mathar, un étudiant de vingt-quatre ans, a été atteint à la cuisse par un coup de fusil à pompe à la fin de la récréation. Hospitalisé, ses jours ne sont pas en danger. L'auteur de l'agression a été interpellé jeudi 9 janvier à son domicile de Noisy-le-Grand. Il s'agit d'un mineur de dix-sept ans, élève au lycée depuis septembre 1996, qui était déjà connu des services de police pour des vols à main armée et des actes de violence. Il a été mis en examen samedi 11 janvier pour « coups et blessures volontaires avec armes » et écroué.

LOGIQUE DES CHOSES

L'adolescent - décrit par l'adjointe du proviseur comme « un élève atypique et obéissant » - a expliqué aux policiers avoir sorti un fusil de chasse qu'il transportait dans un sac pour se protéger d'individus qui le menaçaient. Selon son récit, le coup de feu serait parti accidentellement, alors qu'il croquait le surveillant. Des témoignages soulignent qu'il était accompagné de deux personnes extérieures au lycée.

« On n'arrivait pas à y croire », se rappellent Amina et Laurent, élèves en bac professionnel. « Des bagarres, des coups de couteau, on connaissait. Mais une arme à feu, c'est vraiment choquant », insiste la jeune fille qui, lorsqu'elle est ren-

trée chez elle le jour du drame, a dit à sa mère : « Aujourd'hui, au lycée, un surveillant s'est mangé une balle. » Déléguée d'élèves, Amina a participé à la réunion organisée au rectorat au lendemain de l'incident. « Ce qui s'est passé correspond à une certaine logique des choses », insiste-t-elle. Elle avoue avoir hâte de décrocher son baccalauréat « pour partir d'ici ».

Construit face aux tours d'une cité HLM, à deux pas du vaste centre commercial Rosny-2, le lycée Moulin-Fondu, trois bâtiments en longueur complétés par quelques préfabriqués, accueille six cent cinquante élèves en CAP, BEP et bac pro. Depuis un an, il a fusionné avec le lycée professionnel Georges-Brassens, bâti juste derrière.

SENTIMENT DE RÉVOLTE

Lorsqu'elle a été nommée proviseur en septembre 1995, Josette Dupuis est devenue une habituée du commissariat. « Pendant tout un trimestre, se souvient-elle, je m'y suis rendue chaque semaine, pour y passer plusieurs heures. » Il fallait, explique-t-elle, « endiguer une agitation chronique. Des bandes se tapaient régulièrement. J'ai même dit un jour que je ne voulais pas avoir de cadavre dans la cour ». Alors, chaque fois qu'un « délit » - racket, vol, violence verbale ou physique, intimidation - survenait, « je déposais systématiquement une plainte. Ainsi, les élèves ont compris qu'ils ne pouvaient pas faire ce qu'ils voulaient dans l'établissement », soutient M^{me} Dupuis. Conseils de discipline, renvois d'élèves, courriers aux parents pour leur demander, notamment, « de surveiller le contenu des cartables et des poches », séances régulières d'information aux élèves conduites par un policier en tenue... « Depuis septembre 1996, je n'ai déposé que trois plaintes », comptabilise le proviseur. Selon elle, ce qui s'est passé le 7 janvier demeure « un phénomène isolé ».

Habituée depuis longtemps à des postes dans des secteurs difficiles, M^{me} Dupuis ne pensait quand même pas « avoir un coup de fusil ».

dans sa carrière. Mais elle reste optimiste. L'événement a eu, assure-t-elle, des retombées positives : enseignants et élèves ont fait bloc contre cette violence ; une association de parents est en train de se constituer. « Nous allons profiter de cette dynamique pour préparer notre projet d'établissement, car tous nos jeunes sont capables d'accéder à une qualification si leur orientation est mûrie. »

« Mon sentiment premier est celui de la révolte », confie un professeur de techniques commerciales. Révolte face à une escalade de la violence, qui engendre l'introduction d'armes à feu dans une école ; révolte face à un discours sur la rénovation des lycées, qui laisse de côté des établissements tels que celui de Moulin-Fondu ; révolte, enfin, face à l'absence de reconnaissance de ces filières professionnelles, qui offrent une dernière chance à des élèves mal partis dans le cursus scolaire traditionnel. « Notre travail d'insertion n'est jamais montré en exemple », regrette l'enseignant.

Au rectorat et au ministère, les

professeurs et les élèves ont réclamé davantage de personnels et des aménagements pour renforcer la sécurité.

CAMÉRAS DE SURVEILLANCE

Ils ont obtenu la nomination d'un surveillant supplémentaire - ce qui portera à quatre et demi le nombre de postes d'encadrement - et le renfort d'un appelé du contingent. Des travaux, programmés avant l'incident par le conseil régional d'Ile-de-France, débuteront le 23 janvier, afin d'automatiser les portails d'entrée et de construire une nouvelle loge de gardien.

Les délégués d'élèves ont même souhaité - sans avoir, pour l'instant, obtenu de réponse - l'installation de caméras de surveillance et d'un système de cartes magnétiques d'accès. Reste le classement de l'établissement en zone sensible, demandé depuis plusieurs années. La question est aujourd'hui à l'étude au ministère.

Sandrine Blanchard

La vague de froid fait trois nouvelles victimes

LE FROID vient de faire trois nouvelles victimes parmi les personnes sans abri. A Ricy-Haute-Rive, près de Troyes (Aube), le corps de Louis Bone, un RMiste de cinquante-huit ans, a été retrouvé, dimanche 12 janvier, à proximité d'une grotte, vestige d'une ancienne carrière de pierres, où il vivait depuis une vingtaine d'années. Un examen médical a diagnostiqué un arrêt cardiaque consécutif à une hypothermie. A l'entrée de la station RER Nanterre-Ville (Hauts-de-Seine), Madame Boutheid, quarante-quatre ans, a été prise d'un malaise, dimanche, et s'est effondrée, morte de froid et de malnutrition, devant une voyageuse qui a donné l'alerte. Enfin, à Metz (Moselle), Louis Gunzle, soixante-deux ans, a été découvert mort, lundi 13 janvier, dans un local désaffecté situé au centre-ville. Ces trois décès portent à trente-cinq le nombre de morts liés au froid depuis le début de l'hiver.

DÉPÊCHES

■ **AVALANCHES** : le tribunal correctionnel d'Albertville a reconnu coupables d'« homicide involontaire » quatre moniteurs après le décès de deux skieurs en Savoie. Un moniteur de Val-d'Isère, qui avait emmené des clients hors des pistes, en janvier 1996, en dépit de forts risques d'avalanches, a été condamné à trois mois d'emprisonnement avec sursis et 100 000 francs d'amende. Trois autres moniteurs ont été condamnés à un mois de prison avec sursis et 5 000 francs d'amende chacun, après la mort d'un skieur hors piste, en février 1996, à Peisey-Nancroix.

■ **ESCROQUERIE** : le gérant de la société Happy Days de Bonneuil (Val-de-Marne), Alain Stintzy, a été mis en examen, samedi 11 janvier, pour escroqueries en bande organisée et abus de confiance par Eric Halphen, juge d'instruction à Créteil. Soupçonné d'être impliqué dans une escroquerie sur l'organisation de réveillons de la Saint-Sylvestre en Ile-de-France, il a été remis en liberté sous contrôle judiciaire.

■ **FAIT DIVERS** : un appelé du contingent en permission est décédé, vendredi 10 janvier, après avoir été grièvement blessé d'un coup de pistolet « flash ball », l'avant-veille, dans le hall d'un immeuble de Sceaux (Haut-de-Seine). L'auteur du coup de feu, âgé de dix-sept ans, s'amusait à braquer le jeune homme avec un pistolet acheté la veille.

■ **ÉDUCATION** : deux maîtres-auxiliaires (MA) ont commencé, lundi 13 janvier à Toulouse, une grève de la faim pour demander l'ouverture de « véritables négociations » avec François Bayrou. Ils exigent la titularisation de tous les MA et « l'arrêt du recours à l'emploi précaire dans l'éducation nationale ». - (Corresp.)

20%

Merci à tous les actionnaires de l'UAP qui ont permis le succès de l'opération en apportant 309 746 135 titres à l'échange.

Merci d'avoir été si nombreux à participer à la construction du deuxième Groupe mondial d'assurance et du numéro un mondial de la gestion d'actifs.

En vous engageant à nos côtés, vous bâtissez avec nous un Groupe aux positions géographiques inégalées, gages de puissance économique et de dynamisme commercial.

En tant qu'actionnaire vous continuerez à bénéficier d'une information et d'un dialogue réguliers sur la vie de votre société, gages d'échanges enrichissants et constructifs.



la justice française

été mis en examen en 1995

été mis en examen en 1995

été mis en examen en 1995

été mis en examen en 1995

été mis en examen en 1995

été mis en examen en 1995

été mis en examen en 1995

été mis en examen en 1995

été mis en examen en 1995

été mis en examen en 1995

été mis en examen en 1995

été mis en examen en 1995

été mis en examen en 1995

été mis en examen en 1995

été mis en examen en 1995

été mis en examen en 1995

été mis en examen en 1995

été mis en examen en 1995

été mis en examen en 1995

été mis en examen en 1995

été mis en examen en 1995

été mis en examen en 1995

été mis en examen en 1995

été mis en examen en 1995

été mis en examen en 1995

été mis en examen en 1995

été mis en examen en 1995

été mis en examen en 1995

été mis en examen en 1995

été mis en examen en 1995

été mis en examen en 1995

été mis en examen en 1995

été mis en examen en 1995

été mis en examen en 1995

été mis en examen en 1995

DISPARITIONS

■ **MELVIN CALVIN**, Prix Nobel de chimie 1961, est mort mercredi 8 janvier à l'âge de quatre-vingt-cinq ans. Né le 8 avril 1912 à Saint-Paul (Minnesota), Melvin Calvin a consacré la première partie de sa carrière à étudier les mécanismes de la photosynthèse. En utilisant le carbone 14 comme traceur radioactif, il réussit à décrire l'ensemble des réactions chimiques - connues aujourd'hui sous le nom de « cycle de Calvin » - grâce auxquelles les végétaux parviennent à synthétiser des sucres à partir du gaz carbonique et de l'eau, sous l'action de la lumière. Ce sont ces travaux qui lui valurent le prix Nobel. Plus tard, Melvin Calvin fut l'un des premiers à s'intéresser aux processus physiques et chimiques susceptibles d'entraîner la formation de molécules prébiotiques, précédant l'apparition de la vie sur Terre ou sur d'autres planètes, dans certaines conditions. Intitulé *Chemical Evolution*, l'ouvrage qu'il publia en 1969 sur ce sujet, contribua à transformer en une véritable discipline scientifique - baptisée aujourd'hui exobiologie - ce qui n'était alors que spéculations aux allures de science-fiction.

■ **ALVINO MISCIANO**, ténor italien, est mort accidentellement, vendredi 10 janvier, à l'âge de quatre-vingt-trois ans. Interprète des opéras de Rossini, Puccini, Verdi et Massenet, Alvino Misciano s'était produit dans les années 50 et 60 à la Scala de Milan, au Metropolitan de New York et à l'Opéra de Paris. Il était aussi un des interprètes préférés de Giorgio Strehler, directeur du Piccolo Teatro de Milan. Il avait formé toute une génération de chanteurs parmi lesquels Luciano Pavarotti.

■ **ELSPETH HUXLEY**, romancière britannique, auteur de trente-huit livres et cousine par alliance de l'écrivain Aldous Huxley, est morte, vendredi 10 janvier, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Romancière, biographe, auteur de romans policiers, elle s'était fait connaître au début des années 60 avec *The Flame Trees of Thika*, un récit semi-autobiographique dans lequel elle décrit l'arrivée de sa famille, en 1912, dans le Kenya colonial et son enfance dans une fabrique de café au nord de Nairobi. C'est le seul de ses livres à avoir été traduit en français, sous le titre *Les Plumiers du Kenya* (Mercure de France, 1965). Elle avait été nommée commandeur de l'Empire britannique, la plus haute distinction de son pays.

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du samedi 11 janvier sont publiés :

- **Anciens combattants** : un décret portant création du Haut Conseil de la mémoire combattante (*Le Monde* du 10 janvier).
- **Polynésie** : un décret relatif à la commission de conciliation obligatoire en matière foncière en Polynésie française.
- **Santé** : un arrêté relatif au contenu du livret d'accueil des établissements de santé.
- **Eau** : un arrêté relatif au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution.
- **Enquêtes nationales des fréquences** : un décret portant nomination des membres de l'Ageoce nationale des fréquences.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Préfecture de la Vienne
- Direction des Relations avec les Collectivités Locales et du Cadre de Vie -
Bureau de l'Environnement et du Cadre de Vie

Préfecture de la Charente
- Direction des Actions Interministérielles -
Bureau de l'Environnement

AVIS D'ENQUÊTES PUBLIQUES

Par arrêté interpréfectoral en date du 9 janvier 1997 est prescrite l'ouverture d'enquêtes publiques conjointes portant sur les cinq demandes présentées par l'Agence Nationale pour la Gestion des Déchets Radioactifs (ANDRA) en vue de l'implantation et l'exploitation d'un laboratoire souterrain destiné à étudier l'aptitude des formations géologiques profondes à stocker les déchets radioactifs sur le territoire de la commune de LA CHAPELLE-BATON, au lieu-dit « Chez Laidoune », canton de CHARROUX - Département de la Vienne -, en ce qui concerne :

- l'autorisation d'installation et d'exploitation dudit laboratoire ;
- l'autorisation de réaliser des installations, ouvrages, travaux, activités soumis à la loi sur l'eau ;
- la délivrance du permis de construire des bâtiments nécessaires au projet ;
- la déclaration d'utilité publique de l'opération ;
- la détermination des propriétés et la délimitation des immeubles à acquérir en vue de la réalisation du projet ;

Les dossiers relatifs à l'ensemble des demandes sus-énumérées et les registres d'enquête seront déposés :

- à la Préfecture de la Vienne et à la Préfecture de la Charente ;
- à la Sous-Préfecture de MONTMORILLON et à la Sous-Préfecture de CONFOLENS ;
- et dans les mairies suivantes :

Département de la Vienne :
ASNOIS, BLANZAY, CHAMPNIERS, LA CHAPELLE BATON, CHARROUX, CHATAIN, CHATEAU GARNIER, CIVRAY, GENOUILLE, JOUSSE, MAUPREVOIR, PAYROUX, PRESSAC, ROMAGNE, ST MARTIN L'ARS, ST PIERRE D'EXIDEUIL, ST ROMAIN, SAVIGNE, SOMMIERES-DU-CLAIN, SURIN, USSON-POISSON, département de la Charente :
PLEUVILLE.

La consultation des dossiers et la consignation des observations sur les registres pourront avoir lieu, durant une période de 60 jours, du lundi 3 février 1997 au jeudi 3 avril 1997 inclus, aux jours et heures d'ouverture habituels des bureaux des Préfectures, Sous-Préfectures et mairies sus-mentionnées, sauf pour :

- LA CHAPELLE BATON : du lundi au vendredi de 14h à 18h, les samedis 15 février, 1^{er} et 15 mars 1997 de 9h à 12h et les dimanches 2 et 23 mars 1997 de 9h à 12h et de 14h à 17h
- CIVRAY : du lundi au vendredi de 9h à 12h30 et de 13h30 à 17h30

La commission d'enquête est composée ainsi qu'il suit :

- M. Jean PRONOST, Expert près la Cour d'Appel de PARIS, Président
- M. Maurice FREYRON, Ingénieur général des ponts, routes et canaux en retraite
- M. Jacques MORAND, Professeur titulaire géologie

ainsi que M. Robert LOUDES, Ingénieur divisionnaire des Travaux Publics de l'Etat en retraite, désigné suppléant.

Les observations écrites pourront être adressées au président de la commission d'enquête, au secrétaire de la commission d'enquête sur le laboratoire souterrain, à la mairie de CHARROUX (86250).

En outre, les observations du public seront reçues personnellement par la commission d'enquête ou par l'un de ses membres, aux dates suivantes, en mairies de :

- LA CHAPELLE BATON :
- le jeudi 20 février 1997 de 14h à 17h
- le dimanche 2 mars 1997 de 14h à 17h
- le samedi 23 mars 1997 de 9h à 12h
- le jeudi 3 avril 1997 de 15h à 18h

- CIVRAY :
- le mardi 25 février 1997 de 14h à 17h
- le jeudi 20 mars 1997 de 9h à 12h
- le vendredi 28 mars 1997 de 14h à 17h

- CHARROUX :
- le jeudi 27 février 1997 de 14h à 17h
- le lundi 17 mars 1997 de 9h à 12h
- le vendredi 28 mars 1997 de 9h à 12h

Une copie des rapports et des conclusions de la commission d'enquête sera tenue à la disposition du public, durant une année à compter de la date de clôture de l'enquête, à la Préfecture de la Vienne, à la Préfecture de la Charente, aux Sous-Préfectures de Montmorillon et Confolens, et dans chacune des mairies où aura été déposé un dossier d'enquête.

Toute personne physique ou morale intéressée pourra demander communication des rapports et des conclusions de la commission d'enquête. Cette demande devra être adressée au Préfet de la Vienne - Direction des Relations avec les Collectivités Locales et du Cadre de Vie - Bureau de l'Environnement et du Cadre de Vie.

De plus, la publication de présent arrêté est faite, notamment, en vue de l'application de l'article L. 13-2 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ci-après reproduit :

« En vue de la fixation des indemnités, l'expropriant notifie aux propriétaires et usufructiers intéressés, soit l'avis d'ouverture de l'enquête, soit l'acte déclarant d'utilité publique, soit l'arrêté de cessibilité, soit l'ordonnance d'expropriation. Dans la huitaine qui suit cette notification, le propriétaire et l'usufruitier sont tenus d'appeler et de faire connaître à l'expropriant, les fermiers, locataires, ceux qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et ceux qui peuvent réclamer des servitudes. »

Les autres intéressés sont en demeure de faire valoir leurs droits par publicité collective et tenus, dans le même délai de huitaine, de se faire connaître à l'expropriant, à défaut de quoi, ils seront déchus de tous droits à indemnité ».

Le Préfet de la Région
Poitou Charentes
Préfet de la Vienne
signé : B. FONTENAIST

Le Préfet de la Charente
signé : J. BARTHELEMY

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances
Nicole et Jean ZINN-JUSTIN ont la joie d'annoncer la naissance de

Clara,
sœur de Mathias,
chez Sophie et Frédéric GRIFFE,
le 3 janvier 1997.

Mahaut de CASABAN est heureuse d'annoncer la naissance de son

Isaë,
le 12 janvier 1997.
François-Régis et Isabelle de CASABAN,
117, Grande Rue,
25000 Besançon.

Anniversaires de naissance

- Versailles. Cannes. Pau. Saint-Etienne.
En ce 15 janvier 1997, pour ses dix-huit ans,
Bon anniversaire.

Frédéric.
Hélène, Sophie,
François, Jean-Pierre,
Bonne Maman, Bon Papa,
Et toute la famille.

Décès

- M^{me} Aron Berman,
son épouse,
Myriam Revault d'Allonnes,
André Berman,
ses enfants,
David Revault d'Allonnes,
son petit-fils,
Maxence Revault d'Allonnes,
M. et M^{me} Samuel Gazy,
ses beaux-frères et belle-sœur,
Les familles Berman, Broner et Mine,
ont la douleur de faire part du décès de

Aron BERMAN,
croix de guerre 1939-1945,
survenu le 11 janvier 1997, dans sa quatre-vingt-dixième année.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité.
4, rue Auguste-Chapuis,
75020 Paris.

- M^{me} Françoise Bouquillon,
Son fils, ses petits-enfants, son frère.
Et toute la famille,
ont la tristesse de faire part du décès de
Dieu, le 11 janvier 1997, de

Albert BOUQUILLON,
sculpteur, premier Grand Prix de Rome,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier des Arts et Lettres.

Il a été inhumé à Vaugrignac (Essonne) dans l'intimité familiale.
Souvenez-vous !

5, rue Locatbe,
13, villa Santos-Dumont,
75015 Paris.

- Marcel ROYEZ, secrétaire général,
Le conseil d'administration de la Fédération nationale des accidents du travail et des handicapés.

Il a été inhumé à Vaugrignac (Essonne) dans l'intimité familiale.
Souvenez-vous !

Jacques CHENU,
secrétaire général de la FNATH
de 1969 à 1988.

FNATH,
20, rue Tarentaise,
42029 Saint-Etienne Cedex 1,
Tél. : 04-77-49-42-42.

Antenne nationale,
38, boulevard Saint-Jacques,
75014 Paris,
Tél. : 01-45-35-70-77.

- Annette Giannèsini,
son épouse,
Marie-Hélène Giannèsini,
sa fille
et ses enfants,
Mark et Antony Conlon,
François Giannèsini,
son fils,
Frédérique Giannèsini,
sa belle-fille,
et leurs enfants,
Laurent et Raphaël.

Les familles Giannèsini et Dehucqez,
ont le très grand chagrin de faire part de la disparition de

Léon GIANNÉSINI,
officier de la Légion d'honneur,
Croix de guerre,
survenue le 10 janvier 1997, dans sa quatre-vingt-sixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée à Vendôme, le jeudi 16 janvier, à 14 heures, en l'église Notre-Dame-de-la-Madeleine, et sera suivie d'une inhumation à Vico (Corse).

258, rue du Roi-Henri,
Vendôme 41100.

Le service religieux et l'inhumation ont eu lieu dans la plus stricte intimité à Varetz (Corrèze).

Que ceux qui l'ont connu et aimé prient pour le repos de son âme.

21, rue de Dautzig,
75015 Paris.

- Sa fille et ses petits-enfants.
Sa famille.
Ses amis et camarades de promotion,
demandent à ceux qui l'ont connu et aimé de s'associer au chagrin qu'ils éprouvent du décès de

M. René LÉVY,
ingénieur des Arts et Métiers (Angers 26),
survenu, à Poitiers, le 10 janvier 1997, Il venait de fêter ses quatre-vingt-neuf ans.

Il reposera auprès de sa femme, au cimetière du Père-Lachaise, où l'inhumation aura lieu le mercredi 15 janvier, à 15 heures.

102, rue des Hameaux-de-la-plaine,
86000 Poitiers.

- M. et M^{me} François GOMÈS,
font part du décès de leur frère et beau-frère.

André GOMÈS,
le 10 janvier 1997, à l'hôpital américain de Neuilly.

- Jean-Jacques Allagons,
président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.

Germain Viatte,
directeur du Musée national d'art moderne/CCJ,

s'associent à la peine des proches de

André GOMÈS,
décédé le 10 janvier 1997.

André et Henriette (1^{re}) Gombès suivront avec tristesse la constitution de la collection du Musée national d'art moderne et manifesteront leur générosité par des dons d'œuvres exceptionnelles de Miró et de Balbus.

- Brest. L'Hôpital-Camfrout.
Lons-le-Saunier.

M. et M^{me} Jean Donio de Rosière,
M^{me} Jean-Louis Gourmelon,
ses enfants,
Les docteurs François et Guy Le Gall,
Les docteurs Xavier et Véronique Donio de Rosière,
M. et M^{me} Yves Gourmelon,
M. Lorc Gourmelon,
ses petits-enfants,
Tanguy, François, Brieux, Astrid,
Yvonne et Elodie,
ses arrière-petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Françoise GOURMELON,
née Joséphine FLECHER,
directrice de collège honoraire,
survenue le 4 janvier 1997, dans sa quatre-vingt-troisième année.

L'inhumation a eu lieu le 6 janvier, dans l'intimité, au cimetière de Pont-Croix (Finistère).

- M^{me} Céline Kammonn,
Augusta Moreau,
Claude et François Kammonn,
Madeleine et Claude Carlet,
Pierre et Nicole Kammonn,
ses enfants,

Patrick Nicolas et Agnès, David et Emmanuelle, Vladimir, Fabrice, Hégène, Lucie, Vincent, Benjamin, Clémentine, Johann,
ses petits-enfants et arrière-petit-enfant,

Ses beaux-frères et belles-sœurs,
Et toute la famille,
ont la grande tristesse de faire part du décès de

Elie KAMMOUN,
ancien secrétaire général de la mairie du 14^{ème} arrondissement de Paris,
officier de la Légion d'honneur,
survenu le 11 janvier 1997.

Les obsèques auront lieu le mercredi 15 janvier, à 11 h 30, au cimetière de Bagneux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

9, square Auguste-Renoir,
75014 Paris.

- M^{me} Bertrand Labrousse,
son épouse,
Jean-Pierre et Josiane Labrousse,
son frère, sa belle-sœur,
Toute sa famille,
Tous ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Bertrand LABROUSSE,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'Ordre national du Mérite,
survenu à Paris, le 9 janvier 1997.

Le service religieux et l'inhumation ont eu lieu dans la plus stricte intimité à Varetz (Corrèze).

Que ceux qui l'ont connu et aimé prient pour le repos de son âme.

21, rue de Dautzig,
75015 Paris.

- Sa fille et ses petits-enfants.
Sa famille.
Ses amis et camarades de promotion,
demandent à ceux qui l'ont connu et aimé de s'associer au chagrin qu'ils éprouvent du décès de

M. René LÉVY,
ingénieur des Arts et Métiers (Angers 26),
survenu, à Poitiers, le 10 janvier 1997, Il venait de fêter ses quatre-vingt-neuf ans.

Il reposera auprès de sa femme, au cimetière du Père-Lachaise, où l'inhumation aura lieu le mercredi 15 janvier, à 15 heures.

102, rue des Hameaux-de-la-plaine,
86000 Poitiers.

- Toute la famille
a la douleur de faire part du décès de

Jacques MUSTEL,
survenu le 10 janvier 1997, dans sa soixante-dixième année.

La cérémonie de l'incinération aura lieu, le samedi 18 janvier, à 9 h 45, au cimetière monumental de Rouen.

Selon les vœux du défunt, ni fleurs ni couronnes, mais l'envoi de vos dons au CCP Rouen n° 1915 00 F du centre anticancéreux Henri-Bequerel, auquel vont tous les remerciements de la famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Colonne Mustel,
89, rue de la Cocarde,
94240 L'Hay-les-Roses.

- Le docteur Paul Ordioni,
son épouse,
M. et M^{me} Michel Ordioni
et leurs enfants et petits-enfants,
M^{me} Louis Simeon de Buochberg
et ses enfants et petits-enfants,
ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,
M. Pierre Benelli,
son frère,
M^{me} Jean Benelli
et ses enfants,
Ses beaux-frères, neveux et nièces,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Paul ORDIONI,
née Jeanne BENEILLI,
survenue le 13 janvier 1997, en son domicile.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 15 janvier, à 15 h 30, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue Achille-Peretti.

Cet avis tient lieu de faire-part.

16, rue Beaune-Dumas,
92200 Neuilly.

- Toute la famille
a la douleur de faire part du décès de

Jacques MUSTEL,
survenu le 10 janvier 1997, dans sa soixante-dixième année.

La cérémonie de l'incinération aura lieu, le samedi 18 janvier, à 9 h 45, au cimetière monumental de Rouen.

Selon les vœux du défunt, ni fleurs ni couronnes, mais l'envoi de vos dons au CCP Rouen n° 1915 00 F du centre anticancéreux Henri-Bequerel, auquel vont tous les remerciements de la famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Colonne Mustel,
89, rue de la Cocarde,
94240 L'Hay-les-Roses.

- Le docteur Paul Ordioni,
son épouse,
M. et M^{me} Michel Ordioni
et leurs enfants et petits-enfants,
M^{me} Louis Simeon de Buochberg
et ses enfants et petits-enfants,
ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,
M. Pierre Benelli,
son frère,
M^{me} Jean Benelli
et ses enfants,
Ses beaux-frères, neveux et nièces,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Paul ORDIONI,
née Jeanne BENEILLI,
survenue le 13 janvier 1997, en son domicile.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 15 janvier, à 15 h 30, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue Achille-Peretti.

Cet avis tient lieu de faire-part.

16, rue Beaune-Dumas,
92200 Neuilly.

- Jean, Annie,
ses enfants,
Valérie, Eric, Laurence,
ses petits-enfants,
Hélène, Louise,
ses arrière-petits-enfants,
ont la douleur d'annoncer le décès de

M^{me} Yves PICOLLEC,
née Marie LE CORRE.

La cérémonie religieuse a eu lieu le mardi 14 janvier 1997, à 10 h 30, en l'église de Bouzeux-Comq, à Concarneau (Finistère).

47, rue Auguste-Lançon,
75013 Paris.

- M. et M^{me} Jean-Louis Millin,
ses enfants,
M. et M^{me} Thierry Dunour,
M. et M^{me} Patrick Leprince,
M. et M^{me} Philippe Rieu,
M. Christophe Millin
et Catherine Roba,
ses petits-enfants,
Julien, Pauline, Nicolas, Valentine,
Charlotte, Benjamin, Arthur, Juliette,
Louis et Vincent,
ses arrière-petits-enfants,
ont la grande tristesse d'annoncer le décès de

M. André RENAUDIN,
chevalier de la Légion d'honneur,
journaliste honoraire.

survenu le samedi 11 janvier 1997, dans sa quatre-vingt-dix-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 16 janvier, à 10 heures, en l'église Saint-Godard de Rouen.

André Renaudin a rejoint son épouse.

Simeon,
cordé dans la Paix du Seigneur, le 5 septembre 1996.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- M^{me} Margareta Romé,
son épouse,
Anne-Charlotte et Frédéric Nottebaum,
Véronique,
ses enfants,
M. et M^{me} Francis Romé,
ses parents,
Ainsi que toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Yves ROMÉ,
survenu le 11 janvier 1997, à son domicile.

Un hommage lui sera rendu le jeudi 16 janvier, à 16 h 30, à « La Grange », rue de Verdun (face à la Poste), Bihorel (Seine-Maritime).

- M. René Surti,
M. et M^{me} Antoinette Schnapper
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part de la mort de

Maria FERRO-SARTI,
Paris, le 9 janvier 1997.

Rectificatif

M. Alain BROUSSE,
survenu à Paris, le 5 janvier 1997, il fallait lire :

De la part de Marijette Weber,
180, rue du Château,
75014 Paris.

(Le Monde du 12-1-1997.)

Anniversaires de décès

- Il y a deux ans disparaissait
Roselyne REY.
Que ceux qui l'ont connue aient une pensée pour elle.

Souvenir

Aleth de PRÉNEUF-SAVANNE
14 janvier 1954-17 août 1996

Ce que nous étions
(les uns pour les autres)
Nous le sommes toujours.

Rémy Savanne, Adrien, Jean et Félix.

Communications diverses

- Au C.S.L., 10, rue Saint-Claude, Paris-3^e, le jeudi 16 janvier 1997, à 20 h 30 :

« Justice et dignité »,
par M^{me} C. Ullmann, auteur de *Et ce sera justice* (éd. Plon).

Le Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé

organise les Journées annuelles d'éthique 1997 à Paris, à la Maison de la chimie, 28 bis, rue Saint-Dominique.

● Le mercredi 15 janvier, de 17 heures à 20 h 30.

Ouverture officielle par M. Jacques Chirac, président de la République, Allocation de M. Jean-Pierre Changuet, président du comité.

Allocation de M. François d'Aubert, secrétaire d'Etat à la recherche, Allocation de M^{me} Corinne Lepage, ministre de l'Environnement.

Table ronde sur les « Problèmes scientifiques et éthiques posés par les agressions sexuelles et leur prévention ».

Avec la participation de : Bernard Conder, Vienne Courcoussis, Frédérique Kuntz, Jean Michaud.

● Le jeudi 16 janvier, de 9 heures à 18 h 30.

Une même éthique pour tous ? Universalisme éthique, diversité culturelle et éducation.

Avec la participation de :

سجل من السجل

RÉGIONS

LE MONDE / MERCREDI 15 JANVIER 1997

POLLUTION Des scientifiques de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) ont établi que les pesticides ne contaminent pas seulement l'eau, mais aussi l'air de

Bretagne. ● LES PRODUITS PHYTOSANITAIRES éparpillés dans les cultures céréalières transitent dans l'atmosphère. En 1995 et 1996, les deux années sur lesquelles l'étude a porté, on

a retrouvé des variétés d'herbicides en quantités importantes dans les trois stations de captage des eaux de pluie sur la région Bretagne. ● LES CONSÉQUENCES SANITAIRES de l'ab-

sorption de pesticides par voie respiratoire ne sont pas connues. On sait seulement qu'elles sont graves quand il y a contamination par contact dermique ou par l'alimentation et l'eau.

● LA BRETAGNE est la seule région dans laquelle ce type d'enquête a été menée systématiquement; ce phénomène concerne probablement d'autres endroits en France.

Une présence importante de pesticides a été relevée dans l'air breton

Après deux années d'enquête sur plusieurs sites en Bretagne, l'Institut national de la recherche agronomique a observé des concentrations persistantes et anormalement élevées de produits phytosanitaires dans l'atmosphère. L'incidence sur la santé humaine de ce phénomène reste inconnue

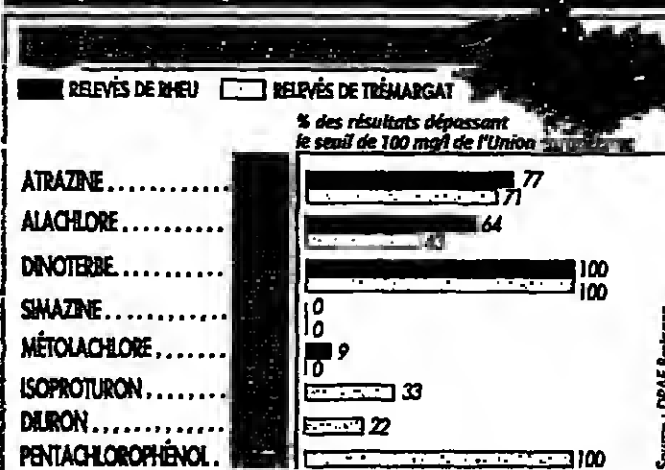
LA BRETAGNE subit une pollution d'un type nouveau. Après les nitrates et les pesticides dans l'eau des rivières, voici qu'on retrouve ces mêmes pesticides dans l'air. Au printemps et en été, on a constaté qu'il tombe sur la région une pluie chargée de désherbants, dont le taux dépasse les normes européennes établies pour la potabilité de l'eau (lire ci-dessous). C'est l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) de Rennes qui a découvert le phénomène. Il a re-

trouvé en 1995 et 1996 des molécules chimiques dans chaque précipitation, même rapprochée, comme si les ouages en étaient saturés.

La Bretagne est un terrain d'expérimentation idéal. Cinquante pour cent de la surface agricole utile (SAU) est couverte de blé et de maïs, principalement pour fournir les élevages intensifs de porcs. Ces deux cultures nécessitent l'usage à grande échelle de produits phytosanitaires : herbicides, fongicides et insecticides. Elle est balayée par des vents dominants d'ouest.

Les chercheurs de l'INRA ont installé trois stations de mesures à Pont-Abbé (Finistère), près de la pointe Bretagne, à Trémargat (Côtes-d'Armor) - un bassin versant en pleine terre choisi parce que les agriculteurs de cette micro-région refusent l'utilisation de phytosanitaires -, et à la station météo de Rennes-Saint-Jacques (Ille-et-Vilaine). Les mesures sont effectuées avec un « point zéro » constitué par l'océan où, en principe, on ne trouve pas de molécules chimiques dans l'atmosphère. Conclusion des chercheurs : « En se

Des quantités supérieures aux normes européennes



réfèrent aux normes européennes existantes pour les eaux de boisson et aux paramètres descripteurs de la toxicité chronique sur la santé humaine, la situation mise en jeu peut être jugée préoccupante, d'autant plus qu'on assiste à un enrichissement de la pluie en pesticides au passage des perturbations d'est

en ouest sur la Bretagne. L'étude n'a porté que sur les herbicides. Les fongicides et insecticides n'ont pas été recherchés.

Suivant l'emplacement et la déclivité du champ, les conditions météorologiques au moment du traitement, les habitudes plus ou moins bonnes de l'agriculteur ainsi

que celles des techniciens de l'équipement et de la SNCF qui ont en charge le désherbage des voies et routes, on estime qu'entre 25 % et 75 % des herbicides éparpillés ratent leur cible. Une partie va directement dans l'eau des rivières, l'autre se volatilise. Ce n'est pas le vent qui est le plus grand responsable de la dispersion, mais le soleil. La plupart des herbicides se fixent en effet sur les molécules d'eau et transpirent dans l'atmosphère par simple évaporation.

Le site de Trémargat est le plus riche d'enseignements. Éloigné des champs traités, le pluviomètre recueille pourtant des quantités importantes d'herbicides alors que le produit devrait logiquement avoir en le temps de se disperser. C'est à l'époque du traitement que les quantités récupérées sont les plus importantes, mais on a également constaté une persistance du phénomène trois mois après l'application. Soixante-dix-huit pour cent des échantillons présentent une coconcentration supérieure à la norme européenne. Cette grande propension à voyager est encore mieux démontrée sur le site de

Rennes-Saint-Jacques, où les teneurs doublent après le passage des ouages sur l'ensemble de la Bretagne.

Ces résultats confirment les travaux menés depuis 1991 par le laboratoire de géologie appliquée de l'université Paris-VI. Marc Chevreuil et Mourad Garmouma avaient eu l'idée de mesurer la teneur en pesticides de l'air de Paris. Résultat : ils y trouvèrent de l'atrazine, en même quantité que dans la campagne avoisinante où les grandes cultures céréalières dominent. Ces polluants voyagent si bien qu'on a retrouvé des triazines dans des lacs de haute altitude en Suisse et dans de la neige en Norvège.

« RÉVOLUTION CULTURELLE »

Ce nouveau phénomène de pollution inquiète les autorités et le monde agricole. Les journées d'études organisées le 29 novembre par la chambre régionale d'agriculture à Loudéac (Côtes-d'Armor) étaient baptisées « Phyto-futur ». Cinq cents techniciens, agriculteurs et représentants de l'industrie chimique y ont parlé du double traitement associant l'aspersion d'herbicides au binage et l'usage raisonné des phytosanitaires - chacune des 60 000 exploitations bretonnes possède en moyenne 32 litres de coconcentré. Les chambres d'agriculture départementales ont ainsi contrôlé 4 000 pulvérisateurs ; treize pour cent seulement étaient en bon état.

« Ici, les gens sont surtout des éleveurs, avoue Patrice Plet, chargé d'environnement à la chambre d'agriculture de Bretagne, ils s'intéressent moins aux pratiques culturales. Nous avons donc une véritable révolution culturelle à effectuer. » Ce changement dans les mentalités aura du mal à s'imposer. Crise de la vache folle oblige, on n'a jamais abattu autant de cochons en Bretagne. Lors de la prochaine campagne, il faudra donc semer encore plus de maïs pour engraisser les bêtes.

Martine Valo

Loïc Chauveau

Les produits recensés

Outre l'azote et l'oxyde de carbone, l'air des villes est chargé de produits comme les PCB, des hydrocarbures et des organochlorés, dont les produits phytosanitaires ou pesticides. Prés de deux cents molécules chimiques, dont on ne connaît pas toutes les propriétés, sont en vente libre en France.

● Les triazines sont des produits de synthèse dont la molécule est constituée en alternance de trois atomes de chlore et trois atomes d'azote. Parmi eux, on utilise surtout l'atrazine (traitement des maïs, désherbage des jardins) et le simazine.

● Le dinotérbe, dont l'utilisation sera interdite en France à partir du 30 novembre à cause de ses effets nocifs sur les poissons, est utilisé sur le maïs, les haricots et les pois de conserve.

● Les effets des produits phytosanitaires sur l'appareil respiratoire humain n'ont jamais été étudiés, à la différence des contaminations par voie orale et par contact dermique. Nul ne sait quelles sont leurs conséquences sur la santé.

● Les valeurs retrouvées sont supérieures à la norme européenne (100 nanogrammes par litre), en vigueur pour les eaux destinées à la consommation. Mais elles sont inférieures au seuil fixé par l'Organisation mondiale de la santé (2 000 nanogrammes par litre).

La laborieuse réforme des mentalités

RENNES

de notre correspondante régionale

Les dernières études sur la présence de pesticides dans le ciel de Bretagne ne manquent pas d'alimenter l'amertume des agriculteurs de la région, eux qui se considèrent comme les boucs émissaires d'une société en crise. Ce nouvel éclairage sur la pollution dans l'Ouest est, en l'occurrence, paradoxal. Sous la pression des associations locales qui luttent contre les excès de nitrates dans les rivières, les organisations agricoles ont fini par réagir en incitant leurs membres à se plier à des normes de plus en plus sévères et en organisant actions de formation, débats et colloques. Or c'est souvent à partir de ces rencontres que les résultats d'études sont rendus publics. Plus les Bretons scrutent leur environnement, plus ils y découvrent des raisons de s'inquiéter, et plus ils

ANALYSE

attirent l'attention sur leur sort. Au risque de passer pour des pestiférés. Moins sensibilisés sur ce thème, d'autres régions ne prennent pas autant de peine. Les grandes zones céréalières utilisent probablement plus d'herbicides, de fongicides ou d'insecticides que la Bretagne. Il s'empêche : la région va devoir prendre en compte cette pollution atmosphérique d'un nouveau type, comme elle a commencé à le faire avec celle des rivières (Le Monde du 30 novembre 1995) qui assurent 80 % de l'alimentation en eau potable.

D'ici à 1998, 2,5 milliards de francs devraient être consacrés pour enrayer la dégradation de l'eau. Le programme « Bretagne eau pure » comporte un volet important de « travaux d'expérimentation et de recherches très appliquées », prenant comme base l'exploitation agricole. Les animaux de cette opération estiment que « les connaissances scientifiques et techniques dans le domaine de (...) l'eau sont souvent dispersées et peu adaptées au contexte régional ». Autrement dit, il est avant tout indispensable de convaincre éle-

veurs et cultivateurs de leurs responsabilités. En réaction, ces derniers défendent leurs pratiques. Vendredi 10 janvier, à Plabennec (Finistère), la salle était comble pour écouter, à l'invitation du Centre des jeunes agriculteurs, Jean-Louis L'Hirondelle, auteur d'un livre sur « l'innocuité des nitrates dans l'alimentation ». Ce manuscrit plaide du coup pour l'abolition des directives européennes contraignantes. Ce n'est là qu'un épisode d'un long conflit passionnel qui oppose une partie des agriculteurs aux écologistes, rejoints, sur le dossier de l'eau, par de nombreux scientifiques. Entre les deux, l'opposition publique s'interroge.

Dans une région où l'économie pique du nez, l'agroalimentaire apparaît comme le seul secteur fort. Il réalise la moitié des exportations bretonnes, embauche, en est fier et le fait savoir. La reconquête de l'environnement ne se fera pas sans lui.

Le Comité des régions d'Europe défend la coopération transfrontalière

SESSION CHARGÉE, mercredi 15 et jeudi 16 janvier, pour le Comité des régions d'Europe, réuni à Bruxelles sous la présidence de Pasqual Maragall, le maire de Barcelone, qui a succédé au Français Jacques Blanc (UDF-PR), a mis à l'ordre du jour la discussion de quatorze rapports, tout en invitant le président de la République du Portugal, Jorge Sampaio, socialiste lui aussi, à prononcer une allocution.

Parmi les sujets soumis aux deux cent vingt-deux membres du comité, le rapport présenté par Claude du Granrut, vice-présidente (UDF-FD) du conseil régional de Picardie, devrait retenir l'attention. Ce texte propose une relance de la politique européenne d'aménagement du territoire fondée sur la « coopération interrégionale, transfrontalière et transnationale » par grandes zones géographiques. Cette tendance n'est pas toujours du goût des États - la France notamment - qui n'ont pas tourné la page du jacobinisme. « Le Comité des régions, insiste le document, demande que soit précisé dans le traité [qui sera rédigé à l'issue des travaux de la Conférence intergouvernementale] comment la stratégie d'aménagement du territoire relève de la compétence communautaire et que soit introduite la notion de cohésion territoriale. »

Ce rapport est le fruit des travaux de six séminaires réunis en 1996 autour des perspectives de développement des espaces présentant une unité géographique évidente, indépendamment des frontières natio-

nales : l'Europe s'est ainsi intéressée à la zone « centre capitale », englobant par exemple l'Île-de-France, la Picardie, la Grande-Bretagne et l'Irlande.

« De simples interlocuteurs à l'origine, les collectivités locales (...) sont devenues des partenaires, puis des acteurs, de l'aménagement du territoire européen », explique Claude du Granrut. Et de citer des exemples qui fonctionnent déjà bien, comme l'« euro région » Sarre-Lux, formée par la Sarre, le Luxembourg et le nord de la Lorraine ; la Commission européenne propose, pour sa part, une Europe divisée, schématiquement, en onze grandes zones « aux affinités comparables ». « Il faut surmonter les frontières et les avatars historiques », estime-t-elle.

La réforme des fonds structurels européens, prévue pour 1999, pourrait fournir les moyens financiers nécessaires à cette politique : l'efficacité maximum suppose que soit affecté à chacune des onze zones retenues un budget global. Jusqu'à maintenant, chaque objectif - reconversion industrielle, développement rural... - fait l'objet d'un financement individualisé. La Commission a pris une première initiative, Interreg 2C, en juillet 1996, en dégageant 120 millions d'euros (720 millions de francs) sur trois ans. « L'Europe est un continent qui a derrière lui beaucoup d'histoire commune, mais qui manque de géographie », conclut Claude du Granrut.

François Grosrichard

La Navette

DES AVANTAGES QUI VONT SIMPLIFIER VOS AFFAIRES

Plus de vols

La Navette c'est encore plus de vols pour vous laisser le choix.

1 vol toutes les 1/2 heures* soit jusqu'à 27 vols par jour.

1 vol toutes les 1/2 heures* soit jusqu'à 26 vols par jour.

1 vol toutes les heures soit jusqu'à 16 vols par jour.

Plus de Miles

Le programme Fréquence Plus devient encore plus avantageux : vous doublez vos Miles en voyageant à certaines heures au plein tarif ou au tarif abonné.

Avec La Navette, c'est encore plus facile de gagner des billets gratuits.

Vous embarquez en un clin d'œil

Des comptoirs spécifiques La Navette, des bornes d'enregistrement automatiques, des salles d'embarquement réservées, une signalétique claire. Tout est fait pour que votre embarquement à bord de La Navette se fasse en un clin d'œil.

Plus de service en vol

La Navette pense à vos petits creux... A bord de La Navette, un petit déjeuner, des rafraîchissements ou une collation aux heures de repas vous seront servis.

Avec La Navette, tout est plus facile.

Renseignez-vous auprès de votre agent de voyages ou d'Air Inter Europe (à Paris : 01 45 46 90 00) ou 3615 AIRINTER (1,29 F TTC/mn).

AIR INTER EUROPE

Le prêt à partir



*En heures de pointe

HORIZONS

ENQUÊTE

A douze jours d'élections municipales marquées par un climat passionnel, les représentants des quatre principales communautés religieuses appellent à une soirée de réflexion œcuménique, mardi 21 janvier

EN tirant sur sa cigarette et avant de se resserrer une énième tasse de café, versée de la bouillotte Thermos qu'il trimbale dans son cabas, le Père François Raynal affirme : « L'élection, c'est la pire des catastrophes qui pouvait nous arriver. » Le curé de Vitrolles n'aime pas beaucoup parler politique. Quand il officie à Martigues-la-Rouge, il se mettrait aux abois absents lorsque les candidats se seraient pris d'un accès de pitié à quelques semaines du scrutin. Ici, il fera de même pour les élections municipales du 2 février.

Le saint homme a pourtant signé un appel à « proclamation et prière », mardi 21 janvier, dans les locaux de l'Eglise réformée de France. En pleine compagnie, puisque l'appel est cosigné par les pasteurs Jean-Daniel Dollfus et Roland Poupin, par le président de l'Association communautaire israélienne, Albert Allouche, et par le président de l'Association culturelle musulmane, Mohamed Garib, et son coreligionnaire, Djelloul Rézigue, président de la Ligue des musulmans de l'étang de Berre. On y lit : « Devant les difficultés de plus en plus grandes de compréhension entre les hommes, devant la montée de l'intolérance, de la xénophobie et du racisme, nous invitons les communautés israélite, catholique, musulmane et protestante de Vitrolles à un temps de partage et de convictions communes suivi d'un temps de prière. »

Cet appel, aux mots soigneusement choisis, a été rédigé le 7 janvier par les représentants des quatre communautés. On y a aussi minutieusement réglé l'ordonnement de cette cérémonie. Différents orateurs parleront quelques minutes, après une introduction dite par le pasteur, cheville ouvrière de l'affaire et plus ancien religieux en poste dans la ville. Le public sera assis. Viendra ensuite un temps de prière, participants debout, ainsi conçu : prière juive en hébreu, dont le texte en français aura été donné aux participants. Silence, puis prière catholique ; silence, prière musulmane ; silence, prière protestante. Le tout dans la salle du temple, car un temple est dédié au culte, mais n'est pas un lieu sacré : on peut donc y cacher la croix.

Au cœur de la tourmente électorale - on sera à douze jours du scrutin -, les quatre principales communautés religieuses de la ville feront donc entendre une « parole de tolérance et de paix ». Si le collectif des responsables religieux se refuse à la moindre préférence politique, ou même à désigner explicitement les destinataires de ce message, il fait peu de doute qu'il s'adresse d'abord à ceux qui professent, par exemple, l'inégalité des races. D'ailleurs, l'éventualité de la venue imprévue des candidats à cette veillée de recueillement a fait l'objet d'une longue discussion. Personne, évidemment, ne sera laissé dehors, mais les allocutions d'ouverture seront adaptées à la situation. A bon entendeur, salut et miséricorde.

A Vitrolles, où les affrontements politiques ont une tournure virulente, les quatre religions monothéistes cohabitent sans difficulté. Déjà, après la profanation du cimetière juif de Carpentras, les trois autres communautés avaient manifesté leur solidarité. Lors de la guerre du Golfe, les religieux avaient repris langue pour qu'aucun dérapage n'ait lieu. Ils s'étaient aussi réunis en 1992 pour plaider la cause d'un centre islamique, projet finalement reporté et revu largement à la baisse par les autorités municipales. Les re-

présentants religieux étaient également présents, en novembre, lors de l'inauguration du petit local de prières musulman, installé en face du lieu de culte juif. Et, lors des municipales de 1995, ils avaient fait entendre une parole un peu similaire à celle d'aujourd'hui.

Cette union sacrée tient beaucoup à la qualité des responsables. Comme l'explique le pasteur Dollfus, ils sont tous, à leur manière, « des libéraux ». Cela ne signifie pas que leur communauté le soit intégralement, mais, comme le souligne encore ce pasteur engagé dans tout ce que l'Eglise réformée compte de causes laïques et dans quelques autres : « Après tout, le pouvoir de convocation nous appartient ! »

Ils en usent donc pour favoriser les rapprochements, même en dehors de temps troublés. L'ACAT (Action chrétienne pour l'abolition de la torture) réunit tous les chrétiens pour une action politique : le 21 janvier au soir, d'ailleurs, après la cérémonie de recueillement, cette association réunira un meeting dont la préparation a été à la base de la soirée de prière. Un avocat y évoquera le droit d'asile. Il arrive que pasteur et curé concèdent un office, de jeunes musulmans ont rendu visite aux protestants de leur âge lors d'une soirée au temple, et on passe volontiers saluer les participants au loto organisé par la communauté juive.

MAIS cette tolérance ne semble pas être le seul fait des dirigeants religieux. Aucun responsable de communauté ne peut citer d'incidents ayant pu frapper son groupe ou un de ses membres en qualité. Pas un graffiti sur le lieu de culte juif, ni de tombes barbouillées dans le carré réservé du cimetière. Les musulmans souffrent parfois de paroles blessantes, mais c'est plus leur origine ethnique qui est en cause que leur religion.

Derrière les propos optimistes de ces responsables religieux, pointe pourtant une sourde inquiétude. Si on y regarde de plus près, ces multiples activités à forte valeur symbolique ne donnent lieu qu'à de rares rencontres entre très peu de gens. Et les fidèles vivent finalement chacun dans leur monde.

Le pasteur Dollfus recense cent cinq familles dans sa paroisse, qui englobe quelques villages autour de Vitrolles. Ouvriers, employés, cadres moyens, ces « parpaillots » couvrent une partie un peu haute de l'éventail social local. Mais cela ne représente au bout du compte que quelques quinze à vingt familles au culte. A quoi s'ajoutent sept enfants aux écoles du mardi et un groupe de seize adolescents aux réunions mensuelles du vendredi, où l'on parle de foi, de par-

Le Père Raynal : « La sinistrose est une maladie qui s'attrape par les oreilles et qu'on transmet par la bouche »

don, des étrangers, de la drogue ou de l'argent.

Sur les deux cents familles juives de la ville et de sa périphérie dont s'occupe Albert Allouche, soit cinq cents à six cents personnes, 10 %, selon lui, participent à la vie religieuse et 90 % se déplacent pour les fêtes majeures que sont Pouchim, Hanouka ou Kippour. Sefarade pour l'essentiel, cette nouvelle génération, dont l'âge moyen - de trente-cinq à quarante ans - est proche de celui des habitants de Vitrolles, comprend quelques ouvriers, mais est majoritairement employée dans le secteur tertiaire.

Organisés en association depuis treize ans, disposant d'un lieu de culte depuis dix, ces fidèles parti-

cipent aussi à des activités culturelles, comme un récent voyage en Israël, des lotos ou à une réunion à l'appel du Conseil représentatif des institutions juives de France. Si l'information, souvent donnée avant la prière à la synagogue, circule très vite dans le groupe, elle reste surtout interne à la communauté. On entend plus parler qu'on ne côtoie les musulmans.

Avec mille trois cents français et mille cinq cents étrangers, d'origine algérienne pour l'essentiel, la communauté musulmane de Vitrolles est la deuxième par ordre d'importance. Pour la plupart ouvriers, ses membres travaillent dans la distribution ou le bâtiment

et sont souvent au chômage. Djelloul Rézigue, un de ses porte-parole, toujours tiré à quatre épingles, travaille pour la ville. Il affirme que quatre cents à cinq cents musulmans fréquentent le lieu de culte et pratiquent l'islam. Presque tous font le ramadan.

La communauté est donc à la fois unie par sa situation sociale, sa grande concentration géographique dans les ensembles HLM les plus pauvres et par une pratique religieuse relativement élevée. Peut-être l'est-elle plus encore par un sentiment de mépris social dont souffrent en premier lieu ses nombreux jeunes, dont certains ont abandonné le culte des parents

tandis que quelques autres y voient, au contraire, les moyens d'une identité mieux affirmée. Mais la grande majorité d'entre eux ne fréquente pas beaucoup non plus les autres monothéistes de la cité.

Quant aux 36 000 autres habitants de Vitrolles qui ne sont ni agnostiques, ni mécréants, ni adeptes d'une des sectes présentes dans la ville, ils sont réputés d'obédience plus ou moins catholique. A ce titre, ils disposent de trois églises : celle du vieux village, où tout le monde veut être marié ou faire baptiser son petit, « parce qu'elle ressemble à une église », celle du centre-ville, la plus connue, et celle dont la nef n'est pas encore édifiée, mais qui exhibe fièrement clocher et croix dans le quartier nouveau de la Frescoule. Y officient deux prêtres et le curé, qui estime que 1 % des habitants pratiquent et 5 % se déplacent pour les grands moments : Rameaux, Pâques et Noël, où la capacité des lieux n'est pas toujours suffisante.

Paru ces fidèles, un tiers vient hebdomadairement à la messe, et deux tiers une fois par mois. Le curé Raynal souffre bien de cette désaffection du peuple pour Dieu, et il sait qu'elle n'est pas seulement vitrolloise. Mais ce qu'il sait aussi, c'est que, dans cette « cité-dortoir dont le centre est Currefour », la vie sociale, et donc la vie religieuse, est bien difficile à souder. Impossible de faire rester les gens après les messes du soir. Presque personne ne vient quand on demande à des laïcs de se réunir à 18 heures pour se préparer à célébrer des obsèques, puisqu'un jour les curés manqueront. Et pas

grand monde non plus pour la galette des rois. Il faut dire, explique le curé, qu'à Martigues on trouve des cigarettes jusqu'à 23 heures et qu'ici, passé 19 heures, le salut des fumeurs est à Saint-Victoret...

Il faut encore dire qu'il n'y a pas ici, ou si peu, d'épicerie ou de boucheries à taille humaine, « et pas une droguerie ». Comme le répète volontiers François Raynal, « il faut toujours du temps aux gens pour s'insérer religieusement », et cela passe par autre chose que les messes : les rencontres quotidiennes, les bavardages devant les écoles, tout ce que la géographie de cette ville entrave. Pour résumer ce berger des âmes, le reste est parfois littérature et souvent démagogie : « La sinistrose est une maladie qui s'attrape par les oreilles et qu'on transmet par la bouche », répond-il à ses ouailles qui évoquent un peu trop souvent l'insécurité comme cause de tous les maux de solitude.

COMME il lui manque des sous pour finir son église, ses paroissiens se sont récemment adressés par lettres aux entreprises de la zone industrielle : sept réponses ! François Raynal devine un peu pourquoi : les employés n'habitent pas à Vitrolles, mais une bonne part de leurs salaires non plus, puisqu'une majorité d'entreprises ne sont que des établissements délocalisés de Marseille, où restent vivre leurs employés.

La communauté catholique existe pourtant, avec cette quarantaine de jeunes mamans qui accueillent la catéchèse, et quelque quatre cents enfants de huit à douze ans. D'une façon ou d'une

autre, le curé estime que 15 % des enfants de la ville sont touchés directement ou indirectement par ce qui n'est « pas seulement un enseignement, mais l'apprentissage d'une attitude de vie », et se révèle être, selon lui, « un service social rendu à la ville ».

Comme le pasteur, qui croit que, en l'absence de repères, « les communautés religieuses donnent l'image d'une certaine stabilité », le curé lit les signes d'un renouveau dans la légère augmentation des demandes de baptême venant d'adolescents. Et il se réjouit que quelques cérémonies, même si elles sont tristes, réunissent des gens qui ont peu l'habitude de se parler.

Lors des obsèques d'un jeune ouvrier d'Eurocopter, ses camarades de travail sont venus nombreux, parmi lesquels les musulmans, toujours présents lors des deuils. On se parle devant l'église, on prend des nouvelles, on est content de se revoir : le curé laisse durer ces conversations le temps qu'il faut avant de commencer son office. Il a même noté que, depuis quelques années, les hommes, qui auparavant restaient dehors, entrent pour la cérémonie. Il y voit comme un freinage, et pas seulement religieux : plutôt l'espoir que des paroles s'échangent et des regards se croisent. Ce qui, selon lui, manque cruellement à la vie de sa ville. C'est peut-être ce qui motive aussi son appel, avec ses amis religieux, à cette curieuse soirée de prière œcuménique, à l'heure où les conflits politiques sont à leur apogée.

Michel Samson
Dessin : Nicolas Vial



Prières pour Vitrolles

Le Monde, en fait par SA LE MONDE
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Dominique Almy, directeur général ; Noël-Jean Bergeron, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Edwy Plenat
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhonnau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Larosière, Pierre Georges, Laurent Gribaut, Erik Izraelowicz, Michel Kojman, Bertrand Le Gendre, Laurent Lurton, Dominique Puyou, Dominique Royon
Rédacteur en chef technique : Eric Audebert
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Médiateur : Thomas Perrenet
Directeur exécutif : Eric Paillasson ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président
André Lemaître, Hubert Boue-Méry (1944-1968), Jacques Fauvet (1968-1982), André Laurent (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lecaillon (1991-1994)
Le Monde est édité par SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994
Capital social : 103 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde »
Associations : Hubert Boue-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Éditions, Le Monde Investissements, Le Monde Presse, Les Éditions du Monde Privé
Siège social : 21, rue Claude-Bernard - 75001 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-30-00, Télécopieur : 01-42-17-31-31 Telex : 206 806 F

Les socialistes piégés par les retraites

Suite de la première page

« Les fonds de pension, affirment-ils, permettront seulement à ceux qui le peuvent et non à ceux qui le souhaitent de compléter leur retraite. Il s'agit bien là d'une retraite à deux vitesses. » Cette opposition reflète la position officielle du PS mais celui-ci a évité soigneusement de réouvrir un véritable débat sur ce sujet pour que ne réapparaissent pas les clivages qui s'étaient fait jour il y a quelques années.

En janvier 1992, Pierre Bérégovoy avait qualifié l'épargne salariale pour la retraite d'« idée intéressante mais présentant quelques difficultés ». Le ministre de l'économie de l'époque avait jugé nécessaire un « troisième niveau » de retraite, après les régimes de base et les retraites complémentaires, tout en prévoyant une concertation « étroite » avec les syndicats et en affichant son souci « de ne pas remettre en cause le régime des retraites complémentaires ». Le futur premier ministre se montrait soucieux de ne pas engager sur la retraite par capitalisation « un débat passionnel et irrationnel ».

Pierre Bérégovoy n'était pas le seul à ouvrir une fenêtre sur la capitalisation. Dominique Strauss-Kahn, alors ministre de l'Industrie, se montrait intéressé par cette idée susceptible de favoriser l'épargne à long terme par l'intermédiaire d'un avantage fiscal. Le Livre blanc avait envisagé, comme mesures d'accompagnement économique, tant la constitution de réserves au sein des régimes par répartition que la mise en place de fonds d'épargne collective, créés contractuellement dans un cadre professionnel, gérés en capitalisation selon des règles prudentielles strictes et sous une « surveillance partenariale ».

Dans leur livre, *L'Heure des choix* (Odile Jacob), publié en novembre 1991, François Hollande et Pierre Moscovici se montraient favorables à la création de fonds d'épargne collective à l'allemande, dans l'entreprise. « L'obstacle essentiel est sans doute politique », écrivaient les deux futurs lieutenants de Lionel Jospin, mais refusent de poser le problème vu au-delà du renoncement intellectuel, et touche à ce qui reste de conviction idéologique en chacun de nous. Le débat avait tourné court, le PS s'étant opposé avec force à toute ébauche de fonds de pension.

Sur la retraite à cinquante-cinq ans, qui émerge dans les transports urbains après avoir été obtenue par les chauffeurs-routiers, le PS apparaît aussi quelque peu gêné. Lors du débat sur le projet économique, un amendement de la Gauche socialiste sur le retour aux trente-sept années et demi de cotisations pour bénéficier d'une retraite à taux plein dans le secteur privé, a été repoussé tout en ayant obtenu un réel écho à la base. En privé, les dirigeants du PS disent le plus grand mal de la retraite à cinquante-cinq ans, qui leur paraît financièrement irréalisable et totalement inopportune, mais, comme les confédérations syndicales – à l'exception de la CGT, qui soutient sans réserves cette revendication –, ils ne peuvent pas afficher

une hostilité aussi nette à une aspiration dont les sondages confirment la popularité. Ils sont donc contraints à un nouvel exercice difficile de navigation entre leur culture de gouvernement et leur culture d'opposition.

Lundi, François Hollande, tout comme Ségolène Royal, député des Deux-Sèvres, qui met en avant le « problème de financement », a ainsi estimé que la retraite à cinquante-cinq ans est « une revendication légitime pour certaines professions, ou dans certains secteurs, comme le transport des voyageurs ». Mais, a-t-il ajouté, « on ne peut la généraliser comme la gauche l'a fait autrefois pour la retraite à soixante ans ».

Le porte-parole du PS a reproché à Jacques Chirac, qualifié de « Kennedy du plateau de Millenval », d'avoir, sur une question qui ne lui était pas directement posée, « fermé toutes les portes à la fois ». Pour M. Hollande, « le président de la République devrait tout faire pour qu'il y ait des négociations sur la réduction du temps de travail dans toutes les entreprises, de façon à créer des emplois là où c'est possible », en diminuant le temps de travail au niveau de la semaine ou de l'année. Il a aussi mis en cause le développement des pré-retraites, encouragées par le patronat, qui fait que la France a le taux d'activité le plus bas en Europe pour les personnes de cinquante-cinq à soixante-cinq ans qui est, pour les hommes, de 38,7 %.

AVENIR ET JEUNESSE

Sur France 2, Jacques Delors a abondé dans le même sens, en jugeant que « la généralisation de la retraite à cinquante-cinq ans n'est pas possible ». Tout en justifiant la retraite à cinquante-cinq ans des chauffeurs de camions, qui exercent un métier « extrêmement pénible », l'ancien président de la Commission européenne a estimé qu'une généralisation « se ferait aux dépens de notre avenir et de notre jeunesse ». Doctement, l'ancien ministre de l'économie a expliqué qu'« avec la retraite à soixante ans actuellement, un jeune qui travaillera en 2010 devra payer 26 % de son salaire contre 19 % aujourd'hui ». Il a aussi évoqué la possibilité de « se servir des fonds de pension pour payer les retraites ». M. Jospin ne manquera pas d'adopter la même position réaliste : non à un abaissement uniforme de la retraite à cinquante-cinq ans, mais possibilité de négocier des exceptions dans certains secteurs.

Officiellement, le PS est donc au clair sur la retraite : retour à l'indexation sur les salaires, hostilité aux fonds de pension, inopportunité de la retraite à cinquante-cinq ans et statu quo pour les régimes spéciaux du secteur public auxquels plus personne n'ose toucher depuis qu'Alain Juppé a dû reculer sur ce point face au mouvement social de novembre-décembre 1995. Il peut difficilement en rester là et, pour l'essentiel, paraître dégager en touche. Michel Rocard expliquait, à l'heure du Livre blanc, que la question des retraites pourrait « faire sauter » plusieurs gouvernements avant l'échéance de 2005. Alors qu'il doit, à l'automne 1997, mettre la dernière main à son programme, le PS ne pourra pas faire durablement l'économie d'un vrai débat sur l'avenir des régimes de retraite. La « culture de responsabilité » ne peut ici se contenter de quelques à peu près.

Michel Noblecourt

RECTIFICATIFS

BANQUE DE FRANCE

Contrairement à ce que nous avons écrit dans nos éditions du 11 janvier (sur la foi du Livre blanc sur les retraites, de Michel Rocard), l'âge de la retraite des agents de la Banque de France est fixé, depuis 1968, à 60 ans (et non 55 ans). Seuls les chauffeurs convoyeurs de la Caisse générale et les ouvriers pape-

tiers de Vic-le-Comte en travail posté de nuit peuvent partir dès 55 ans.

BAYOIL

Dans l'article intitulé « La France au Proche-Orient, des paroles aux actes » (Le Monde du 7 janvier), il fallait lire que la compagnie américaine Bayoil est autorisée à enlever deux millions de barils (et non de barils par jour) du 11 décembre 1996 au 19 janvier 1997.

Y a-t-il une guerre franco-française des archives ? Hier, c'était la controverse sur le « fichier juif », révélateur de la chape qui continue à peser sur la mémoire des années noires de Vichy et de la collaboration. Même la solution finalement retenue – le dépôt de ces documents au Centre de documentation juive contemporaine – peut laisser perplexe. Hier encore, à l'occasion de la publication des *Verbatim* successifs de Jacques Attali, on a pu s'interroger sur la légitimité d'« emprunts » non sources à des documents d'archives. Aujourd'hui, enfin, le débat rebondit à propos des archives de l'ancien président de la République François Mitterrand et du rôle que l'Institut François-Mitterrand entend jouer dans leur conservation.

A chaque fois, deux camps – fluctuant – demeurent – semblent prêts à en découdre. Ici, l'un défend, comme un des droits de l'homme, le droit à l'information. Là, on brandit avec la même énergie le droit à la protection des personnes. Ici, l'un invoque la quête toujours plus brillante de l'historien du temps présent, voire une urgence citoyenne à savoir pour comprendre. Là on

Des archives au secret

évoque les risques, à trop se rapprocher de l'actualité immédiate, de nourrir mises en cause polémiques et attaques politiques. Ici, l'on soupçonne archivistes et historiens patentés de se donner la main pour cadenasser l'histoire et mieux protéger les autorités politiques. Là, on soutient ces deux corporations dans leur entreprise de collecte, de classement et d'ouverture progressive des archives.

Transparence – réglée – versus : secret, public – clairement identifié – versus privé, voire privatisation abusive : la controverse renvoie aussi à ce qu'établit avec autorité le rapport remis en juin 1996 au premier ministre par Guy Braibant. Par sa rigueur autant que par ses zones de flou, la législation française est obsolète et maladroite, notamment, pour ce qui touche aux archives

des autorités politiques, à commencer par celles des présidents de la République.

Leur délimitation est désormais claire, et l'archiviste de Valéry Giscard d'Estaing et de François Mitterrand y est pour beaucoup : sont considérées comme « présidentielles » et « publiques » les archives produites par les chefs de l'État et les membres de leurs cabinets dans l'exercice de leurs fonctions. Cependant, en fixant à soixante ans leur délai de communication – contrairement au droit commun d'une prescription de trente ans, déjà sensiblement plus longue que dans la plupart des pays européens ou aux États-Unis –, la loi du 3 janvier 1979 sur les archives alimente le soupçon de frilosité. En ouvrant droit à dérogation à cette règle pour les tiers et, notamment, les chercheurs, mais dans des conditions aléatoires, elle renforce le sentiment d'arbitraire.

Bref, comme le recommandait M. Braibant, « le statut des archives politiques publiques doit être consolidé, réformé » et « clarifié ». Le mauvais exemple dont témoigne le sort fait à une bonne part des archives de François Mitterrand et contre lequel se dressent les archivistes (lire page 13) rend cette clarification d'autant plus urgente.

Affaire de famille par Cardon



Antonin et les jean-foutre

par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

LES PRÉPOSÉS aux bilans du siècle, toujours en mal de dates-tourments et d'événements-clés, seraient bien de retenir la conférence prononcée par Antonin Artaud, il y a juste cinquante ans, au Théâtre du Vieux-Colombier. Ce soir-là s'est joué « en direct » un drame essentiel : le sort que les sociétés policières réservent surnoisamment à leurs visionnaires.

Le rideau se lève, le 13 janvier 1947, sur la scène nue où Copreau, dans les années 20, réconcilia art dramatique et littérature, et où, trois ans plus tôt, fut créé *Huis clos* de Sartre. Assis seul à une table : l'acteur-poète, cinquante ans, en paraissant vingt de plus, dévoilant qu'il est par neuf années d'asile et un cancer mal placé. Dans la salle : le Tout-Paris des lettres, fraîchement libéré, lui aussi, qui a déjà organisé, l'été d'avant, une soirée et des enchères au profit de son revenant maudit, et où l'on reconnaît Adamov, Audiberti, Bataille, Breton, Gide, Paulhan.

Après avoir déclamé trois poèmes inédits – à la façon forcée, stridente, dérangeante, que recommandait sa théorie de la « cruauté » –, le conférencier paraît se noyer dans ses notes, submergé par un accès de hoque. On dit que Gide l'aide à ramasser ses feuillets éparpillés. D'après ses confidences avant la soirée et après, ainsi que les témoignages (*Œuvres complètes*, tome XXV, Gallimard ; revue *L'Infini*, été 1991 ; *Journal* de Prévert, Flammarion), la crise survenue ne relève pas de la seule pathologie. Artaud s'était promis de convaincre ce public influent que sa vie de malheur ne fut qu'une longue persécution, et il a perdu subitement l'espoir d'y parvenir.

Son propos initial était cohérent avec lui-même. Si l'orateur a reçu un coup de couteau à Marseille, en 1916, et un autre à Paris, en 1928, si la police l'a capturé en 1937 à Dublin, où il était allé rendre aux Irlandais une canne

ayant appartenu à saint Patrick, s'il a été interné jusqu'en 1946, notamment à Rodez, où un certain docteur Ferrière lui a infligé deux ans d'électrochocs ayant entraîné cinquante comas, ce n'est pas parce qu'il était malade mental, mais parce que la société le voulait tel, tout comme elle a poussé Baudelaire à l'aphasie, Poe au délirium, Nerval à la pendaison, Van Gogh au suicide. On pourrait ajouter : Rimbaud à l'exil, Verlaine à l'alcool, l'innocent de Kafka au billot, Genet au vol, et... le Christ au Golgotha.

Hachée par l'indignation et la transe poétique, la fameuse conférence tend à démontrer la constance d'un complot et d'un envoiement, organisés « d'ordre supérieur ». Juges, prêtres, psychiatres, policiers se seraient acharnés à discréditer et à éliminer ce paria microbolant, coupable d'avoir dénoncé le « coup monté » de la famille, de l'Eglise, du Capital, de s'être attaché à eux, de ne ressembler qu'à lui-même, et de proclamer que toute vie est épileptique, insurrectionnelle, hors norme, hors verbe.

Devant ce réquisitoire présenté par un homme qui à toutes les apparences du martyr, les gens réputés sains d'esprit n'ont le choix qu'entre deux attitudes. Ou ils souscrivent à la thèse de la persécution exercée à leur profit, et ils s'imposent de voir ce complot partout à l'œuvre contre les grands « voyants », convaincus avec Freud que « toute société repose sur un crime commis en commun ». Ou bien ils refusent cet engrenage de la culpabilité, en tenant pour acquis, avec le docteur Ferrière, qu'Artaud était bien atteint de délire, et qu'il était inguérissable dans l'état de la médecine d'alors ; comme Camille Claudel, la sculpteur sœur du poète catholique et maître de Rodin, que l'asile d'Avignon laissait mourir à l'heure même (1942) où celui de Rodez se faisait fort de « redresser »

électriquement l'art poétique de son malade.

Ferrière préserve notre bonne conscience. Grâce à ses diagnostics et à ses thérapeutiques, ça ne peut plus être de notre faute si Artaud se drogue pour apaiser la souffrance du cancer qui l'emportera un an après l'éclat au Vieux-Colombier. Pas plus que nous ne saurions accueillir sur notre sol « tout le malheur du monde » – selon la formule si efficacement disculpante –, au nom de quoi devrions-nous endosser psychoses, tumeurs et autres malfaçons des destins individuels ? Le rescapé de la normalisation ruthénolise ne peut plus prétendre que, s'il bégaie, c'est parce que nous lui « mangeons ses mots ». Il nous devient licite d'attribuer son malaise à une sortie prématurée de l'asile. C'est cela qu'Artaud a senti en scène : que les spectateurs refuseraient de changer leur confortable compassion en contrition, qu'ils ne se reconnaîtraient aucun rôle dans son supplice, même métaphoriquement. C'était « peine perdue », expliquera-t-il le lendemain à André Breton.

Il ne lui restait plus qu'à fuir en coulisse, à retrouver la semi-liberté de son pavillon d'Ivry, à y marteler ses syllabes calantes et prophétiques, à s'y étendre, vidé, calciné, dans un sourire sans dent, dans une grimace de bonne volonté vaincue – rictus propre aux fous, dit-on, mais transfiguré en consentement christique à une forme de Passion.

A la sortie du théâtre, l'exact contraire d'Artaud, André Gide, emblème, à soixante-dix-sept ans, de la gloire littéraire, et qui va recevoir le prix Nobel quelques mois plus tard, aurait confié à ses proches, d'une voix aussi maîtrisée, on l'imagine, que celle de l'orateur s'étant cassée en cri, mais non sans l'esprit de scrupule protestant qui l'avait fait retoucher, avant guerre, son *Retour d'URSS* : « Nous sommes tous des jean-foutre ! »

1250

ENTREPRISES

LE MONDE / MERCREDI 15 JANVIER 1997

FINANCE La Bourse de Paris a battu, lundi 13 janvier, son record absolu vieux de trois ans. L'indice CAC 40 s'est inscrit en clôture à 2 361,27 points après avoir atteint

en séance 2 371,38 points. ● **DEPUIS PLUS D'UN AN**, les places mondiales battaient record sur record, à l'exception des Bourses de Paris et de Tokyo. ● **LE MARCHÉ**

PARISIEN est actuellement porté par la baisse des taux, la vigueur du dollar et les perspectives de bénéfice des entreprises. Mais les experts sont prudents à long terme,

redoutant une correction après une hausse qu'ils qualifient de « déraisonnable ». ● **LES ANALYSTES** estiment néanmoins qu'un objectif de 2 400-2 450 points pour l'indice

CAC 40 à la fin du premier semestre paraît envisageable mais, pour l'instant, le score affiché lundi en clôture reste encore trop isolé pour valider ce scénario.

La Bourse de Paris bat son record grâce à de meilleures perspectives économiques

Les valeurs françaises profitent des bonnes prévisions de bénéfice des entreprises, des performances de Wall Street, de la vigueur du dollar et de la baisse des taux d'intérêt. Pour les mois à venir, les analystes restent prudents

ENFIN ! La Bourse de Paris a battu son record historique établi le 2 février 1994 à 2 360,98 points. Lundi 13 janvier, à l'issue des transactions, l'indice CAC 40 a terminé la séance sur un gain de 1,45 % à 2 361,27 points. En milieu de journée, le principal indicateur de la place parisienne s'est même hissé à 2 371,38 points. Alors que les places boursières de New York, de Londres, de Francfort n'avaient cessé en 1995 et en 1996 de battre des records, Paris aura dû attendre près de trois ans pour atteindre de nouveaux sommets.

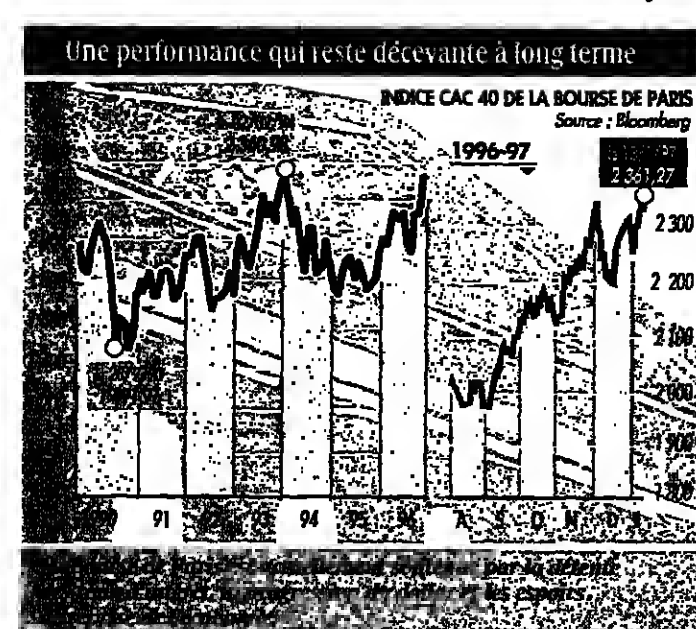
Dès le mois de décembre, les valeurs françaises s'étaient approchées de leur niveau record. Mais les propos d'Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale américaine, évoquant l'« exubérance irrationnelle » des marchés boursiers, avaient fait plonger les cours.

Aujourd'hui, la Bourse de Paris bénéficie d'une conjonction favorable : la détente des taux d'intérêt en Europe, la progression du dollar et surtout la perspective d'une reprise de l'économie en France. Le marché obligataire français a fortement progressé, lundi 13 janvier. Le contrat notional du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, a terminé la séance en hausse de 96 centièmes. Les obligations européennes bénéficient d'un environnement monétaire favorable - les taux directeurs

de la Bundesbank et de la Banque de France se situent à des niveaux historiquement bas -, liés à l'absence totale de tensions inflationnistes. Les prix à la consommation ont progressé de 1,7 % en France en 1996, un des plus faibles niveaux depuis la seconde guerre mondiale.

Les opérateurs espèrent même que la Banque de France va poursuivre l'assouplissement de sa politique monétaire au cours des prochains mois et faire descendre ses taux directeurs sous ceux de la Bundesbank. Ils misent sur un geste, dès jeudi 16 janvier, de l'institut d'émission à l'issue de la réunion de son conseil bi-mensuel. La nomination, début janvier, de Jean-René Bernard et Pierre Guillen au conseil de la politique monétaire de la Banque de France (CPM) alimente ces anticipations, ces deux personnalités étant réputées plus souples que leurs prédécesseurs, Jean Boissonnat et Bruno de Maulde.

VIGUEUR DES EXPORTATIONS
De surcroît, le marché obligataire français est parvenu à se déconnecter de son homologue américain sérieusement déstabilisé depuis plusieurs semaines par les craintes de tensions inflationnistes. La hausse des taux d'intérêt à long terme aux Etats-Unis ne s'est pas propagée en Europe, ce qui constitue un important élément de soutien pour les places boursières du Vieux Continent.



Une performance qui reste décevante à long terme

Celles-ci bénéficient également de la progression du dollar, favorable aux exportations des entreprises européennes. Le billet vert a franchi, lundi 13 janvier, la barre des 1,59 mark et 5,36 francs et s'est retrouvé à ses plus hauts niveaux depuis vingt-neuf mois.

La hausse du dollar, si elle se confirme, devrait dopper la croissance des économies européennes dans la compétition avec la France en 1997, après 1,3 % de progression en 1996. Cette accélération de la croissance trouverait son origine dans la vigueur des exportations, dans le maintien d'un bon niveau de consommation et dans la reprise des investissements des entreprises. Elle s'accompagnerait d'une progression des bénéfices des sociétés cotées.

De façon plus spécifique, le marché boursier français profite également des opérations financières en

cours : restructurations, simplifications des organigrammes, rumeurs d'offres publiques d'achat comme celles qui ont circulé sur Accor ou le Club Méditerranée et, plus généralement, des opérations de fusions et d'acquisitions (lire ci-dessous), notamment dans le secteur financier. Ainsi, le rachat par le Crédit agricole de la banque Indosuez ou la prochaine cession du Crédit du Nord à la société générale, la fusion UAP-AXA ont été très profitables au marché des actions. Ces mouvements de restructurations entraînent généralement, derrière eux, des reclassements de participations et ils ont pour effet de séduire les investisseurs étrangers qui y voient une preuve de la modernisation de l'économie et de l'industrie françaises.

L'arrivée des fonds de pensions devrait continuer à alimenter la hausse, tout comme les liquidités en quête d'investissement : c'est le cas des placements monétaires - près de 900 milliards de francs - qui ont rapporté à leurs détenteurs moins de 4 % en 1996 et qui pourraient enregistrer d'importants re-

traits. Le remboursement de l'emprunt Balladur, dont l'encours atteint 94 milliards de francs et qui arrivera à échéance au mois de juillet. Une partie des fonds versés devraient être réinvestis à la Bourse de Paris.

Autre signe encourageant : la hausse actuelle du marché boursier parisien s'effectue dans des volumes de transactions importants, de l'ordre de 7 milliards de francs par jour. Selon Jacques-Antoine Brettil, de la société de Bourse Leven, ces volumes élevés reflètent la présence des investisseurs étrangers. Les gestionnaires américains, mais aussi japonais, sont attirés par les perspectives de redressement économique en Europe et ils sont rassurés par l'assainissement des finances publiques. Ils anticipent également la naissance de l'euro, qui aura pour conséquence de créer un grand marché boursier sur le Vieux Continent, rival direct de Wall Street.

Les analystes anglo-saxons se montrent optimistes. Nick Stevenson, de la banque SBC Warburg, fixe un objectif de 2 500 points à l'indice CAC 40. Hervé Guez, de la maison américaine Merrill Lynch, est plus enthousiaste encore et évoque un niveau de 2 700 points. D'autres experts se montrent moins optimistes et craignent une « purge » à moyen terme. Le marché doit nécessairement corriger sa hausse, estime André Fortin, de la société de Bourse Meeschbaert-Rousselle, qui s'inquiète de la rap-

idité de la hausse. La forte corrélation qui existe entre le marché français et le marché américain constitue également une menace. Dans le cas, où comme l'attendent certains experts, Wall Street connaîtrait une importante correction (de l'ordre de 10 % à 15 %), Paris se trouverait fortement exposé. André Fortin envisage ainsi un possible retour de l'indice CAC 40 vers les 1 800 points, ce qui, par rapport au niveau actuel, correspondrait à une baisse des valeurs françaises de l'ordre de 23 %. Sans être aussi optimiste, d'autres spécialistes observent que les niveaux de valorisation boursière de Paris et de Wall Street sont comparables, alors même que la cote française compte de nombreuses sociétés - notamment financières - dans une situation difficile. Ils en concluent que la Bourse de Paris est, par rapport à celle de New York, quelque peu surévaluée.

La prudence reste donc de mise. Les opérateurs y sont d'autant plus enclins qu'il y a trois ans la Bourse de Paris avait établi un record quelques jours seulement avant que la Réserve fédérale américaine ne relève ses taux directeurs et ne fasse plonger l'ensemble des places boursières internationales. Or la banque centrale des Etats-Unis se réunira le 4 février et de nombreux analystes prévoient à cette occasion une hausse des taux américains.

François Bostnavarion et Pierre-Antoine Delhommaix

Wall Street de sommet en sommet

La Bourse de New York a établi, lundi 13 janvier, un nouveau record. L'indice Dow Jones des valeurs véloctes a terminé la séance en hausse de 5,39 points (+0,08 %) à 6 709,18 points. Les actions américaines sont soutenues par le dynamisme de l'économie aux Etats-Unis (262 000 emplois ont été créés au mois de décembre) et par les bons résultats des entreprises au quatrième trimestre. La grande banque JP Morgan a ainsi réalisé un bénéfice net par action de 2,04 dollars alors que les analystes prévoyaient seulement 1,70 dollar. L'euphorie est revenue à Wall Street, malgré la mise en garde du président de la Réserve fédérale américaine, Alan Greenspan, qui avait, au mois de décembre, évoqué l'« exubérance irrationnelle » dont font parfois preuve les marchés boursiers.

La Bourse de Tokyo, de son côté, est parvenue à se stabiliser. L'indice Nikkei, qui avait cédé plus de 10 % lors de la première semaine de cotations de l'année, a repris près de 5 % lundi et a terminé sur une note stable mardi (-0,14 %).

Les cours sont dopés par une année fertile en fusions et acquisitions

LES MARCHÉS d'actions et les fusions-acquisitions semblent en parfaite symbiose. Parallèlement aux records battus par les indices boursiers, le marché des rapprochements d'entreprises a explosé en 1996 dans le monde. Selon l'agence américaine Securities Data, les opérations mondiales de fusions et acquisitions ont atteint un volume total de 1 140 milliards de dollars, soit près de 6 000 milliards de francs, en progression de 32 % par rapport aux chiffres de 1995. Au total 22 729 fusions ont eu lieu en 1996. Le marché français n'a pas échappé à la règle, avec quelques opérations exceptionnelles, comme les rapprochements Axa-UAP, Auchan-Docks de France ou encore Actia-Ecco.

« Les valeurs boursières étant très fortes, beaucoup d'acquisitions se sont faites par échange d'actions. C'est une tendance qui devrait se poursuivre en 1997 », constate Jacques Aigrain, directeur général de la banque JP Mor-

gan à Paris. Les actionnaires de l'UAP se sont ainsi vu proposer des actions Axa en échange de leurs titres, plutôt que des liquidités. Au total, 36 % des opérations dans le monde ont été financées en « papier », selon Morgan Stanley, malgré le faible niveau des taux d'intérêt. Ce mouvement renforce encore l'interaction avec la Bourse : « Les groupes acquéreurs doivent se soucier du bon accueil boursier de leur opération de rapprochement. Il est intéressant de noter que dans les opérations Citibank-Sonadex ou British Telecom-MCI, les cours ont flambé à l'annonce du rapprochement. Cela montre que ces opérations abissent de plus en plus à une logique industrielle claire et à l'objectif de créer davantage de valeur immédiate pour les actionnaires », relève Michael Zaoui, directeur des fusions-acquisitions chez Morgan Stanley.

Autre tendance, les achats hostiles ont fait leur retour en 1996. « Ce n'est toujours pas la norme,

précise Michael Zaoui, mais quand les enjeux sont importants et quand il n'y a pas d'alternative, en France comme dans les autres pays, les acquéreurs n'hésitent plus. Des groupes, dont on n'aurait jamais cru qu'ils lanceraient un jour une opération hostile, le font aujourd'hui, comme IBM sur Lotus, par exemple. » C'était également le cas en France d'Auchan, qui, piqué au vif par une démonstration des équipes de Deutsche Morgan Grenfell, a lancé, avec leur appui, une OPA sur Docks de France.

LES AMÉRICAINES PAVOISENT
Dans les fusions et acquisitions, le marché américain reste de loin le plus actif. Les banques actives sur cette zone pavosent donc en tête du classement mondial. Elles sont aussi, pour certaines, bien placées en France. Mais là, elles sont plutôt intervenues dans des opérations franco-françaises. « Il y a d'abord en France des besoins de restructuration interne. Il y en a

suite un mouvement paneuropéen », commente Michael Zaoui, qui note que les groupes français ont été peu actifs aux Etats-Unis. Les acquisitions outre-Atlantique à l'initiative de groupes européens ont pourtant progressé de 80 % en 1996, mais à l'exception notable de l'opération lancée par LVMH sur le groupe de distribution DFS, les entreprises françaises ont été absentes de ce mouvement. Or revanche, souligne Thierry Varène, qui dirige le pôle conseil de Paribas, « l'intérêt des étrangers pour le marché français est réel ».

Les banques d'affaires françaises ont surtout fait une bonne année grâce à leur marché interne. « En 1996, relève Thanh Vu, de Fusions et Acquisitions Magazine, l'activité des fusions-acquisitions en France établit un nouveau record, après celui de 1990. Fait exceptionnel, sept banques ont dépassé le niveau des 50 milliards de francs de transactions conseillées. Jusqu'en 1995, seule la Banque Lazard a su maintenir son activité au-dessus de ce seuil. » Outre Lazard, ces banques sont la Banexi (BNP), Paribas, Rothschild et Cie et la Société générale, qui ne cesse de renforcer ses équipes, les étrangers étant Goldman Sachs et Morgan Stanley. C'est Clivest, la filiale du Crédit lyonnais, qui affiche le plus grand nombre d'opérations conseillées. L'année passée aura été excellente en termes de commissions pour toutes les banques : « Les plus performantes se situent dans une fourchette de 100 à 500 millions de francs de commissions », conclut Thanh Vu.

... et dans le monde

- 1^{er} : Morgan Stanley avec une part de marché de 24,1 %
- 2^e : Goldman Sachs avec 17,1 %
- 3^e : Merrill Lynch avec 16,2 %
- 4^e : Crédit suisse First Boston avec 12,2 %
- 5^e : JP Morgan avec 11,0 %
- 6^e : Lehman Brothers avec 9,5 %
- 7^e : Maison Lazard avec 8,0 %
- 8^e : UBS avec 5,6 %
- 9^e : Bear Stearns avec 5,2 %
- 10^e : Salomon Brothers avec 5,1 %

* source : Securities Data Company

Le classement 1996 en France...

- 1^{er} : Lazard Frères, conseil dans 45 opérations pour une valeur totale de 168,2 milliards de francs (1^{er} en 1995)
- 2^e : Banexi (groupe BNP) avec 57 opérations pour 101,2 milliards de francs (5^e en 1995)
- 3^e : Goldman Sachs, avec 9 opérations pour 93,5 milliards (4^e en 1995)
- 4^e : Paribas avec 41 opérations pour 90,7 milliards (10^e en 1995)
- 5^e : Rothschild et Cie avec 28 opérations pour 80,2 milliards (2^e en 1995)
- 6^e : Morgan Stanley avec

- 16 opérations pour 67,3 milliards (20^e en 1995)
- 7^e : Société générale avec 43 opérations pour 53,2 milliards (3^e en 1995)
- 8^e : JP Morgan avec 15 opérations pour 47,7 milliards (8^e en 1995)
- 9^e : Deutsche Morgan Grenfell avec 14 opérations pour 44,9 milliards (1^{er} en 1995)
- 10^e : Clivest (groupe Crédit lyonnais) avec 71 opérations pour 43,8 milliards (2^e en 1995)

* source : Fusions et acquisitions magazine

Bruxelles demanderait au Crédit lyonnais de réduire son activité avec les PME-PMI

BRUXELLES (Union européenne)

de notre correspondant
C'est une véritable opération de lobbying que Jean Peyrelevade, le président du Crédit lyonnais, est venu entreprendre à Bruxelles lundi 13 janvier. Outre Karel Van Miert, le responsable de la politique de concurrence, il a rencontré d'autres commissaires européens, n'oubliant pas que les décisions sont prises par l'ensemble du collège. L'enjeu est de taille puisque la recapitalisation nécessaire pour améliorer la structure financière du Crédit lyonnais et rendre ainsi l'établissement digne d'intérêt aux yeux d'éventuels repreneurs est évaluée à 12 milliards de francs (Le Monde du 9 janvier). Auxquels viendraient s'ajouter 9 milliards de francs nécessaires pour annuler les moins-values qui risquent de résulter de la vente des filiales étrangères du Crédit lyonnais, que la banque est prête à accepter.

Jean Peyrelevade est venu à Bruxelles sans document, le plan qui doit être présenté à la Commission étant toujours en cours d'examen à Bercy. S'il est parvenu à convaincre ses interlocuteurs - au premier rang desquels M. Van Miert - que le redressement du Lyonnais est bien en cours, ils ont en revanche émis des doutes sur la compatibilité de la stratégie envisagée par l'état major du Lyonnais avec la réglementation communautaire.

A l'interfédéral, M. Peyrelevade est en effet prêt à se séparer de plusieurs réseaux européens, en allant au-delà de la moitié de ses implantations comme le lui imposait le précédent arrangement conclu en 1995 par le gouvernement français avec la Commission. Mais le dirigeant français n'envisage de se séparer que des filiales non rentabilisées (comme l'Allemagne ou l'Italie), la moins-value qui résulterait devant être prise en charge par l'Etat.

On explique à Bruxelles qu'il faudra d'abord regarder de très près si la liquidation de l'ensemble de ces actifs est indispensable pour garantir le retour à la rentabilité du Crédit lyonnais. Les services de M. Van

Miert préféreraient que la banque conserve l'une ou l'autre de ces filiales, ce qui limiterait la contribution réclamée à l'Etat. Il n'est pas non plus défendable pour Bruxelles de laisser le Lyonnais garder ses actifs les plus rentables, comme les filiales belge ou suisse. La Commission pourrait donc obliger à céder son réseau belge.

Deuxième point important, qui ressort des entretiens de lundi, une contraction de l'activité de la banque en France même sera nécessaire en contrepartie de la nouvelle aide. « Il faudra examiner secteur par secteur le business plan du Crédit lyonnais. Mais nous avons déjà retenu que M. Peyrelevade paraît se désoler d'être moins présent sur le terrain du financement des PME », précise-t-on dans l'entourage de M. Van Miert.

Ces réflexions devront être confirmées lorsque le plan de préparation à la privatisation sera arrivé à Bruxelles, ce que la Commission espère désormais pour la fin du mois.

On le comprend, la négociation à venir sera difficile. D'autant que pour Bruxelles ce nouveau plan ne peut être distingué du précédent. « Le plan précédent n'a pas été exécuté, qu'il s'agisse du financement du CDR ou de la vente d'actifs à l'étranger. Ce qui a été fait est très partiel et comme les engagements pris n'ont pas été respectés, la Commission a le devoir maintenant de porter un jugement sur l'ensemble de l'opération », explique-t-on dans l'entourage de M. Van Miert.

L'interlocuteur de la Commission, sera comme le veut la procédure, l'administration française. Cependant, des conversations de lundi, il ressortait que M. Peyrelevade, critique à l'égard de l'accord conclu avec Bruxelles en 1995, entend être étroitement impliqué dans les discussions. Quant à M. Van Miert, il a clairement averti son interlocuteur que pour mener à terme, dans la transparence nécessaire, ce difficile dossier, il faudrait trois mois. On ne peut donc pas s'attendre à une conclusion avant mai.

Philippe Lemaître

Sophie Fay

Légère reprise à Paris de l'immobilier d'entreprise

LE STOCK D'IMMOBILIER DE BUREAUX vides en Ile-de-France a légèrement décliné, passant de 4,3 millions de mètres carrés fin 1995 à 4,16 millions au 1^{er} janvier 1997, selon une étude du cabinet Cnliers Auguste Thourard. Le volume des surfaces louées est passé de 1,45 million de mètres carrés loués en 1995 à 1,55 millions en 1996. A Paris, les prix de louer au mètre carré par an ont augmenté de 4,9 % à 1 969 francs dans le neuf, mais ont baissé de 7 % dans l'ancien pour atteindre 1 590 francs.

Les sommes investies dans l'immobilier en Ile-de-France sont passées de 4,7 milliards en 1995 à 10 milliards en 1996. Ces investissements restent inférieurs aux 12 milliards de 1994 et très loin des 33,4 milliards de francs de 1989. Cette reprise relative est due aux investisseurs étrangers, notamment américains, qui ont investi plus de 5 milliards de francs en trois opérations, selon Cnliers Auguste Thourard.

DÉPÊCHES

■ **SAINT-LOUIS** : le holding français a annoncé l'acquisition, mardi 14 janvier, via sa filiale Générale sucrière, de 15 % de la société sucrière espagnole Ebro Agrícolas pour un montant proche de 650 millions de francs. Ebro Agrícolas (6 milliards de francs de chiffre d'affaires) détient 54 % du marché sucrier espagnol, suivi par Azucarera, dont Saint-Louis détient aussi 22,4 % du capital.

■ **SNECMA** : le motoriste français a réduit l'an dernier de moitié ses pertes nettes (1,2 milliard de francs en 1995) et prévoit de réaliser un résultat positif en 1997, tout en poursuivant sa restructuration autour de trois pôles : la propulsion, le freinage (regroupant autour de la SEP ses filiales Messier-Bugatti et Carbone Industrie) et les services.

■ **GEHE** : le répartiteur pharmaceutique allemand a remporté, lundi 13 janvier, la bataille qui l'opposait depuis un an au britannique Uniceph pour le rachat de Lloyds Chemists, deuxième chaîne de pharmacies en Grande-Bretagne. L'offre acceptée par Lloyds Chemists est de 684 millions de livres (6,15 milliards de francs).

■ **BONDUQUE** : le groupe agroalimentaire a annoncé, lundi 13 janvier, avoir pris 90 % du capital de Salade Minute (410 millions de francs de chiffre d'affaires, 500 salariés), spécialisée dans la vente de légumes frais prêts à l'emploi (salade et crudités).

■ **HILTON** : la chaîne d'hôtels de luxe va être réunifiée, après trente-deux ans de séparation entre la compagnie américaine Hilton Hotels Corporation (HHC), qui en détient les droits aux États-Unis, et le groupe britannique Ladbrooke, propriétaire de la marque dans le reste du monde. Une fois réunifiée, la chaîne comptera 400 établissements dans 49 pays.

Le gouvernement engage la réforme de la SNCF et prend de vitesse les syndicats contestataires

Le projet de loi sera examiné par le Sénat le 21 janvier

Après avoir entretenu le doute sur sa détermination, le gouvernement a choisi de passer outre l'opposition des deux principaux syndicats

de cheminots, la CFTD et la CGT. L'idée d'un référendum lancée par cette dernière a été rejetée catégoriquement par les ministres de tutelle. Le

réseau ferré national, qui héritera des infrastructures, sera créé rétroactivement au 1^{er} janvier 1997.

« LE TEMPS des réformes est devant nous. Il faut mener de front celles qui sont engagées (...) et notamment la réforme de la SNCF », a annoncé le premier ministre, Alain Juppé, lors de ses vœux à la presse lundi 13 janvier. Le ministre des transports, Bernard Pons, a en conséquence annoncé que le projet de loi de réforme de la SNCF serait examiné « en priorité » au Sénat à partir du 21 janvier. L'Assemblée nationale sera en principe saisie de ce texte le 5 février, dans le cadre de la procédure d'urgence.

Après avoir entretenu le doute sur sa détermination, le gouvernement a choisi de prendre les syndicats de vitesse. Ayant reçu le soutien des six syndicats de cheminots qui craignaient le maintien du statu quo (FO, FGAAC, CFTC, FMC, CFE-CGC et SNCS), il compte bien passer outre l'opposition des deux principales organisations, la CGT et la CFTD (50 et 20 % des voix aux dernières élections professionnelles). Dans une lettre adressée, lundi 13 janvier, à Bernard Thibaut, secrétaire général de la CGT, Bernard Pons

et Anne-Marie Idrac, son secrétaire d'Etat, ont repoussé l'idée du référendum d'organiser un référendum auprès des salariés.

Bernard Thibaut affirme vouloir attendre les résultats de la pétition lancée auprès des cheminots pour « définir les modalités de l'option », souhaitant que « plus de la moitié des cheminots répondent à l'appel ». Une action commune avec les syndicats du transport urbain, qui se mobilisent le 24 janvier, n'est pas à l'ordre du jour.

La CFTD compte, quant à elle, mobiliser les cheminots à l'occasion de l'intersyndicale prévue mercredi 15 janvier. Brunn Dalbello, son secrétaire général, n'envisage pas d'aller « seul ou combat » et attend de connaître les amendements discutés au Sénat pour examiner « les options possibles ». Seul le nouveau syndicat Sud Rail « appelle les cheminots à cesser le travail à partir du 21 janvier ».

Selon toute vraisemblance, la SNCF va donc être transformée. Le Réseau ferré national, le nouvel établissement public chargé des infrastructures, sera créé rétroactivement au 1^{er} janvier 1997. Il héritera de 134,2 milliards de francs d'actifs (voies ferrées, gares de triage...) et d'un montant de dettes équivalent. Responsable des investissements et de l'entretien du réseau, il percevra, en contrepartie, des péages auprès

de la SNCF. Héritant du déficit de 10 milliards de francs par an de l'activité d'infrastructure et contraint, par décret, de geler les péages pendant deux ans, il recevra 8 milliards de francs de l'Etat en 1997 pour équilibrer ses comptes (qui s'ajoutent aux 18 milliards de francs de subven-

tionnement du nouvel établissement public et pressenti comme son futur président. « La réforme n'entraîne ni séparation organique, puisque le RNF déléguera à la SNCF l'entretien du réseau, ni perte du monopole, garanti par la loi. Le seul monopole que la SNCF va perdre est celui de l'expertise »,

Louis Gallois constitue sa garde rapprochée

Six mois après avoir pris les rênes de l'entreprise ferroviaire, Louis Gallois renouvelle l'état-major de la SNCF. Dès jeudi 16 janvier, François Roussely sera à pied d'œuvre pour remplacer Pierre Fa-non, nommé début 1996 par l'ancien président Loïc Le Floch-Prigent au poste de secrétaire général. Conseiller maître à la Cour des comptes, M. Roussely a été membre des cabinets de Gaston Defferre et de Pierre Joxe, ancien directeur de la Police nationale. Il est actuellement secrétaire général pour l'administration au ministère de la Défense. Sa nomination avait été précédée, le 2 janvier, par celle d'Emmanuel Han, ancien directeur général délégué d'EDF, en tant que directeur général délégué aux finances de la SNCF.

Ces deux hommes, proches de Louis Gallois, participeront au comité exécutif, aux côtés d'Alain Poinssot, directeur général délégué chargé de la clientèle, et de Francis Tallantier, directeur général délégué chargé de l'infrastructure.

tions actuelles). « Nous sommes là pour faire évoluer le système ferroviaire dans le bon sens, en permettant notamment aux péages de jouer leur rôle de régulateur économique, avec une tarification plus élevée sur les lignes nouvelles et les lignes saturées », confie au Monde Claude Martinand, chargé par Alain Juppé d'une mission de pré-

ajoute-t-il. La SNCF va donc pouvoir se recentrer sur le métier d'opérateur ferroviaire. Louis Gallois, son président, s'apprête à mettre la touche finale à son projet industriel qui vise à motiver les cheminots et reconquérir la clientèle.

Christophe Jakubyszyn

REPRODUCTION INTERDITE

DEMANDES

EX-POUMIER DE PARIS (15 ans de service)

Je vous propose mes compétences :

chef d'équipe d'intervention, maintenance et vérification du système de détection incendie, rondes et préventions, gestion de mise en œuvre des matériels spécialisés, formation à la sécurité.

Ainsi que ma formation : BNSP, initiation à la prévention, initiation aux risques radiologiques et chimiques, spécialiste secours routiers, certificat de chef d'équipe incendie IGH et CTE-CME.

Mon profil vous intéresse ? Alors n'hésitez pas à me contacter pour un poste de chef d'équipe ou d'agent de sécurité IGH2 (ouvert à toutes propositions) au 01-42-83-15. Merci.

Je recherche mission ponctuelle et/ou fixe-travaux. Secrétaire de rédaction, coordination éditoriale, presse, édition.

J.F. 25 ans, maître, communic., parlant français, slovaque, tchèque, angl., russe, propose son savoir-faire aux agences de comm., conseil ou export. Tél. : 01-46-74-49-49

OFFRES

Les journaux recrutent **PIGISTES** Sur le 3815 PIGEPLUS (1,25 F/mn)

URGENT famille française, très exigeante, résidente en Afrique, cherche

COUPLE avec références, exp. probante, sans des respons. pour s'occuper d'un petit domaine. Ces personnes devront être très dispo. lors des séjours en France. Possibilité de conduire indisp. avec voiture si possible. Tél. : 06-07-02-10-50

PROFS DE BIO ET D'ANGLAIS

Compétence et exp. demandées. Env. C.V. + photo à IEF 83, rue de Reilly 75012 Paris

J.F. 23 ans, IEP + DEA Droit nat., poste chargée d'études (751 RP), Word, Excel, anglais courant. Tél. : 01-44-74-65-82 (rhp.)

Dame dynamique et cultivée cherche emploi dans le domaine de la comptabilité. Tél. : 01-39-64-64-37.

RESPONSABLE COMMUNICATION/PRESSE J.F., 30 ans, 7 ans d'exp., souhaite intégrer structure dynamique (agence ou entreprise) pour relever ses qualités rédactionnelles et relationnelles. Mobilité géographique. Tél. : 01-47-48-57-01 (rhp.)

J.F. 27 ans bac + 5 commerce international. Anglais, espagnol, malais, 4 ans expérience commerciale, marketing secteur emballage agricole. Bonne culture. Recherche poste responsabilité dans société import-export. Tél. : 01-47-38-18-56 (rhp.)

PROPOSITION COMMERCIALE



Aéroports d'Orly et Roissy-Charles de Gaulle

Aéroports de Paris lance TROIS consultations pour l'exploitation de plusieurs boutiques situées sur les plates-formes d'ORLY et CHARLES DE GAULLE.

Les activités commerciales sont les suivantes :

Les prévisions de trafic pour 1997 sont les suivantes :

PLATE-FORME D'ORLY

• Lunettes de soleil + petits travaux de lunetterie Orly Ouest zone publique 49,50 m²

Orly Ouest • Trafic national arrivée et départ : 13,9 millions de passagers

• Presse-Librairie Orly Ouest zone publique 520 m² zone sous douane (Hall 3) 48 m²

• Trafic international arrivée et départ (y compris DOM et Genève) : 4,7 millions de passagers

PLATE-FORME CHARLES DE GAULLE

• Mode-Marquinerie CDG 2 Terminal A 91 m² Terminal B 76,50 m² Terminal C 239 m² Terminal D 133 m²

CDG 2 HALLS A-B-C-D • Trafic international départ : 9,1 millions de passagers

• Trafic national arrivée et départ : 2,7 millions de passagers

Les candidats souhaitant participer à l'une ou l'autre des consultations destinées à désigner les concessionnaires exploitants devront se faire connaître par écrit, à :

Aéroports de Paris - Service Commerces Orly Sud 103, 94396 ORLY AÉROGARE CEDEX

Date limite de dépôt des candidatures : 24 JANVIER 1997 à 15h 30

Justifications à produire : - lettre de candidature - présentation de la société (extrait K.Bis et références bancaires) - comptes d'exploitation récents (1994 et 1995)

Avec les 32 heures, EDF-GDF pourra doubler ses recrutements

LA DIRECTION d'EDF-GDF a envoyé le lundi 13 janvier aux syndicats un premier projet d'accord social, qui fera l'objet d'une première réunion plénière entre les partenaires sociaux le jeudi 16. L'état-major d'EDF ne veut pas réduire cette réforme à un simple aménagement du temps de travail. L'ouverture prochaine du marché européen de l'électricité à la concurrence oblige EDF à s'intéresser davantage à ses clients industriels, les premiers concernés par l'ouverture, mais aussi aux particuliers qui y échapperont, au nom de l'égalité de traitement du service public.

Pour l'état-major, « cette proposition s'inscrit dans une stratégie de développement de l'entreprise basée sur le service à la clientèle, sinon elle n'aurait pas de sens ». De manière surprenante, toutes les dispositions précises figurent dans sept annexes. L'accès au temps choisi est désormais « un droit ouvert à tous ». Un agent volontaire qui s'engagera à travailler trente-deux heures pendant trois ans recevra un « complément de rémunération » équivalent à deux heures.

RÉDUCTION COLLECTIVE

Actuellement, seuls 4 000 agents (2,5 % des effectifs) travaillent à temps partiel. L'aménagement du temps de travail repose aussi sur le volontariat. Il prévoit de réduire le temps de travail des agents qui acceptent de travailler le midi, le soir, ou le samedi, en fonction des besoins de la clientèle. Mais dans ce cas, l'horaire collectif reste à trente-huit heures.

En revanche, des unités peuvent expérimenter une réduction collective du temps de travail. La durée du

travail est alors comprise entre trente-deux et trente-cinq heures, en fonction des négociations locales, qui porteront également sur la compensation salariale. Elles seront ouvertes à tous les syndicats, et pas seulement aux signataires de l'accord national. Prudentes, les directions prévoient que les unités désignent « avoir vérifié que la majorité des agents concernés sont volontaires pour le projet ».

Après deux chapitres portant sur la réduction d'un tiers des heures supplémentaires des 120 000 non-cadres et la réorganisation du temps de travail des cadres, qui pourront bénéficier de un à dix jours de congés supplémentaires, l'accord prévoit que certains agents de cinquante-trois ans pourront partir en préretraite. Mais ce chapitre qui devait, l'automne dernier, faire l'objet d'un accord spécifique est désormais minoré. Seuls des salariés volontaires dans des secteurs en déclin en bénéficieront. Le dernier chapitre porte sur l'embauche des jeunes, dont « la majeure partie » se fera à temps réduit mais avec possibilité de passer à plein temps. Si aucun chiffre n'est donné, certains avancent un total de 4 000 recrutements par an, contre 2 600 en 1996.

Avant la réunion plénière de jeudi, chaque syndicat sonde ses troupes. Hostile à l'accord, la CGT reconnaît qu'elle ne sait pas comment il sera accueilli par les agents. Chez les autres syndicats, on affirme que la défiance à l'égard de la direction est telle depuis dix-huit mois que l'accord ne sera pas forcément bien reçu.

Dominique Gallois et Frédéric Lemaître

Le consommateur français est le plus pessimiste d'Europe

LES FRANÇAIS sont-ils vraiment plus malheureux que leurs voisins ? C'est ce qui semble ressortir du « baromètre européen de la consommation », créé par l'Institut Ipsos pour le compte de la banque Sanfina, qui se propose d'interroger trois fois par an 6 000 personnes de sept pays d'Europe (Allemagne, Belgique, Espagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, dont la population représente 89 % de celle de l'Union européenne) sur leur moral et leurs intentions de consommation.

À la question « quand vous pensez à la situation économique de votre pays, quel est votre état d'esprit ? », les Français répondent « pessimistes » à 76 % (contre 22 % d'optimistes), tandis que 75 % des Néerlandais affichent leur confiance dans l'avenir de leur pays. Un pays qui affiche un taux de croissance annuel moyen de 2,6 % depuis dix ans et dont le taux de chômage est le plus bas d'Europe (6,6 %). Bonne surprise pour John Major, à moins de six mois des élections générales outre-Manche : 53 % des Britanniques se disent optimistes.

Presque aussi déprimés que les Français : les Belges et les Allemands, pessimistes à 72 %. Ces derniers, cependant, semblent faire la

part des choses dès qu'on aborde leur situation personnelle. Interrogés sur « l'évolution de votre niveau de vie et du pouvoir d'achat de votre foyer dans les prochains mois », 54 % des consommateurs allemands sont optimistes, soit autant que de britanniques. Les Néerlandais restent euphoriques (71 % d'optimistes) et les Français moins (64 % de pessimistes). Les Italiens apparaissent comme les consommateurs les plus frustrés d'Europe, puisqu'ils estiment à 77 % qu'ils n'ont « pas les moyens » de consommer, alors qu'ils sont 69 % à affirmer avoir « envie de dépenser ». Un sujet d'inquiétude pour José María Aznar : 55 % des Espagnols affirment carrément n'avoir « pas envie de dépenser », qu'ils en aient ou non les moyens.

BAS DE LAINE

En France, 59 % des consommateurs s'estiment empêchés de satisfaire leur fringale de consommation par leur manque de moyens. Conséquence logique : s'ils disposaient du jour au lendemain d'une augmentation de leurs revenus de 10 %, 43 % des Français la consacraient « en priorité à dépenser plus » (45 % des Britanniques sont dans le même état d'esprit). Les Allemands

(70 %), les Italiens (74 %) ou les Belges (68 %) préféreraient, eux, « mettre de l'argent de côté », ce que les Français ont déjà fait : 15 % d'entre eux affirment être en état de mobiliser à court terme, « pour faire face à une importante dépense imprévue », plus de 100 000 francs (hors endettement). C'est le taux le plus haut d'Europe. Globalement, 34 % des Européens disposent de moins de 5 000 francs d'épargne immédiatement mobilisable.

Le sondage met également en évidence les différences de perception de la future monnaie unique, qui laisse sceptiques 42 % des personnes interrogées. Sans surprise, Anglais et Allemands sont les plus méfiants à l'égard de l'euro.

En fond, les consommateurs européens ne sont d'accord que sur un point : « La perception du niveau des prix ». Les consommateurs des sept pays interrogés par Ipsos estiment, à une écrasante majorité (70 %) que les prix ont « plutôt » ou « nettement » augmenté, tandis que 2 % pensent qu'ils ont baissé. Autant dire que la guerre des prix qui fait rage dans tous les secteurs de la consommation en Europe n'est pas près de se calmer.

Pascal Galtier

سوق المال

FINANCES ET MARCHÉS

RÈGLEMENT MENSUEL

MARDI 14 JANVIER
Liquidation : 24 janvier
Taux de report : 3,63
Cours relevés à 10h15

CAC 40

PARIS

-0,10 %

CAC 40

2359,06

VALEURS FRANÇAISES

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	%
B.N.P. (L.P.)	995	995	+0,01
C.L. Lyonnais (L.P.)	840	840	+0,01
Renault (L.P.)	1620	1620	+0,01
Rhône-Poulenc (L.P.)	1870	1870	+0,01
Saint-Gobain (L.P.)	1252	1252	+0,01
Thomson S.A. (L.P.)	1015	1015	+0,01
Accor	605	605	+0,01
A.G.P. (L.P.)	165	165	+0,01
Air Liquide	843	843	+0,01
Alcatel Alsthom	430	430	+0,01
Arco	553,70	553,70	+0,01
Adm.	750	750	+0,01
Banque Paribas	618	618	+0,01
Bouygues	485	485	+0,01
Bouygues Off.	228,30	228,30	+0,01
B.P.	800	800	+0,01
B.S.	486	486	+0,01
B.N.P.	199,30	199,30	+0,01
Bollore	610	610	+0,01
Bollore Tédino	2016	2016	+0,01
Bouygues	526	526	+0,01
Bouygues Off.	150	150	+0,01
Canal	1100	1100	+0,01
Carrefour	247,90	247,90	+0,01
Carrefour	974	974	+0,01
Carrefour	395	395	+0,01
Cash	189	189	+0,01
Cash	956	956	+0,01
Cash	236,30	236,30	+0,01
Cash	51,50	51,50	+0,01
Cash	612	612	+0,01
Cash	385	385	+0,01
Cash	133,50	133,50	+0,01
Cash	624	624	+0,01
Cash	1410	1410	+0,01
Cash	262,80	262,80	+0,01
Cash	850	850	+0,01
Cash	162	162	+0,01
Cash	716	716	+0,01
Cash	809	809	+0,01
Cash	475,40	475,40	+0,01
Cash	356	356	+0,01
Cash	312	312	+0,01
Cash	774	774	+0,01
Cash	10	10	+0,01

COMPTANT

Une sélection. Cours relevés à 10h15
MARDI 14 JANVIER

125	OAT 10%85-00 CAV
488	OAT 89-01 TIME CAV
3723	OAT 85 5% 87-02 CAV
5189	OAT 85 5% 89-19
9796	OAT 85 5%892-23 CAV
4886	SNCF 8,8% 87-94CA
238	Lyon-Eaux 6,5%90CV
2614	
869	
5788	
8631	
6352	
4731	
7485	
7973	
6688	
3048	
1282	

en examen. ● L'EXEMPLE DE LASCAUX, deux fois moins ancien, fait espérer aux autorités locales 300 000 à 400 000 visiteurs par an pour la reconstitution de la grotte.

Le satellite canadien poursuit l'exploration de la zone où a disparu le skipper québécois

cargo indien devait arriver, mardi 14 janvier, pour sillonner la zone pendant trente-six heures.

monde en solitaire pour aller au bout de son expérience de marin. « Ce qui compte le plus pour moi, c'est le dépassement de soi », dit de lui Louis Capdeboscq, son ami, qui assure la gestion de son projet.

Marc Thieirlein a consacré trois ans de sa vie à préparer ce tour du monde. Passé par l'École Boulle, il se dit autant artiste que skipper. Il était parti des Sables-d'Olonne avec du matériel à dessin qu'il n'a jamais utilisé, faute de trouver du temps entre la navigation et les réparations. Pour réunir son budget, Marc Thieirlein a fait preuve de trésors d'invention.

Grâce à l'aide du Crédit immobilier de France, il a commercialisé un divertissement appelé « Captain

été consacrée à la reconstruction d'une partie de la coque, à la révision de la structure et à un nouveau mâât.

Créateur d'une école de croisière pour enfants sur un bateau d 15 mètres, il a déjà parcouru 100 000 milles en course alors qu'il n'a que trente-six ans. Il savait pourtant qu'il partait dans l'« inconnu » et s'alignant dans le Vendée Globe. Mais il voulait faire ce tour du

Marck». Sous la forme d'un jeu de Poie, celui-ci fait découvrir la mer et la Vendée Globe aux enfants. Les toutes dernières images, dues à Jean-Claude Fournier, le dessinateur de Spirou, ont perdu leurs couleurs. Elles sont grises, mystérieuses, comme si Marc Thiercelin avait voulu laisser sa part de mystère à ce qui se joue dans les 40^e rugissants et les 50^e brûlants.

Christophe de Chenay

Sam Hughes, coordinateur des sauveteurs australiens

« Il faut que le canot de survie soit plus facile à

— C'est principalement en ce qui concerne le canot de survie que nous allons pouvoir faire des progrès. Il faut qu'il soit plus facile à utiliser par quelqu'un qui a des membres transis par le froid. Il y avait des réserves de nourriture qui flottaient à des bouées attachées au canot, mais Raphaël ne le savait pas. La radio n'était pas non plus assez facile à utiliser par quelqu'un d'épuisé.

— Et elle ne l'est pas encore.

— Ce succès est bien autour de trois facteurs. D'une part, le respect de sa balise Argos qui nous a permis de nous rendre très précisément sur Raphaël. D'autre part,

la volonté de survivre - c'est un très vaillant jeune homme - et l'efficacité de sa combinaison de survie. Enfin, l'exécution impeccable des manœuvres de sauvetage. Le seul élément que l'on peut attribuer à la chance, c'est que son bateau ait tenu jusqu'à ce que le premier avion de la RAAF arrive et puisse lui larguer un canot de survie. L'autre coulage que nous suivons à Caen, c'est vraiment de la chance. - Souhaitiez-vous faire pression auprès des organisateurs de ce genre de courses pour décourager le passage dans cette zone difficile ?

- La liberté des océans est à naviguer. Notre devoir est de secourir les gens en difficulté.

dans notre zone. Notre seul souci concerne les équipes auxquelles nous faisons prendre de véritables risques dans des opérations de ce type. Quand vous volez à 20 mètres d'altitude avec une visibilité limitée par les embruns salés, c'est beaucoup de jeunes hommes et de femmes que vous mettez en danger, même s'ils savent ce qu'ils font. Mais c'est aux organisateurs des courses de prendre ces décisions en conscience. Nous, à chaque fois que quelqu'un sera en danger, nous ferons toujours notre devoir.

**Propos recueillis par
Florence de Changy**

Le club turinois rencontre le Paris-SG, mercredi 15 janvier, en finale aller de la Supercoupe

sang régulières qui permettent d'établir pour chaque joueur un programme individualisé.

Entrant régulièrement dans son ordinateur de nouvelles données Gianpiero Ventrone ne cesse de perfectionner ses séances de travail. Une méthode qui rappelle celle utilisée au début des années 90 par le Brésilien Moray Sant'Anna, responsable de la préparation athlétique du Sao Paulo.

mon père a disparu, j'ai touché un petit héritage et j'ai dépensé tout l'argent pour acheter du matériel performant », indique ce diplômé de l'institut supérieur d'éducation physique dont les méthodes musclées ont été mal acceptées au début par les stars de la Juve.

Créée en 1972 à l'initiative du quotidien néerlandais *De Telegraaf* et reconnue officiellement par l'UEFA l'année suivante, la Supercoupe d'Europe n'a toujours pas réussi à se créer une identité forte. Les calendriers surchargés ont relégué dans l'ombre cette compétition opposant traditionnellement le vainqueur de la Coupe des clubs champions à celui de la Coupe des coupes. De l'Ajax de Crullijf au Bayern de Beckenbauer en passant par la Juventus de Platini, les plus grands clubs ont remporté ce trophée : douze fois pour les vainqueurs de la Coupe des clubs champions contre neuf fois pour les détenteurs de la Coupe des coupes. Afin de développer la notoriété de cette compétition, l'UEFA envisage d'organiser la Supercoupe en un seul match et sur terrain neutre, imitant en cela la Coupe intercontinentale. Ce match opposant le vainqueur de la Coupe d'Europe des clubs champions à son homologue sud-américain, vainqueur de la Copa Libertadores, a trouvé son identité avec l'établissement d'une finale disputée à Tokyo depuis 1980.

FC, le meilleur club de la planète de l'époque. « Sauvenir aujourd'hui pour courir demain » est la devise de Ventrone, étonnant personnage âgé de trente-cinq ans, fils d'un maréchal de carabiniers engagé dans la lutte anti-mafia et qui a cédé il y a cinq ans. « J'ai reçu une éducation très stricte. Mon service militaire, je l'ai effectué dans les commandos de marine, et les méthodes de préparation athlétique m'ont toujours passionné. Lorsqu'

clubs, d'excellents préparateurs (Pincolini au Milan, Sassi à la Fiorentina, Focardi à la Sampdoria) font de leurs joueurs des athlètes impressionnants. Mais cela reste sans comparaison par rapport au travail demandé par les « monstres » Ventrone à ses troupes. « Mon premier contact avec le calcio a été le stage d'été de la saison à Châtillon, dans le Val d'Aoste. Là, pendant trois semaines, j'ai découvert les méthodes de Ven-

Alain Constant

**Jennifer
Capriati
éliminée
aux Internationaux
d'Australie**

De retour sur le circuit en 1996 après une éclipse de trente mois, l'ancienne jeune prodige du tennis féminin qui fut sixième mondiale en 1991, à quinze ans, ne désespère pas de revenir parmi les dix meilleures mondiales. Aujourd'hui 24^e mondiale, Jennifer Capriati, qui a retrouvé des sponsors, cherche un nouvel entraîneur pour remplacer son père qui demeure très contesté dans le milieu.

RÉSULTATS TENNIS

[illegible][illegible]

■ **RALLYE :** L'Allemande Justa Kleinschmidt (*Buggy Schlusser-SRE*) a gagné le 5^e étape du Dolar-Dolar, du 13 janvier, entre Agde et Oclan, signant ainsi la première victoire d'une femme dans l'épreuve. Au général, Jean-Pierre Fontenay (*Mitsubishi*) a pris le titre. Thierry Magnaldi (*RTM*) s'est imposé en catégorie motos, toujours dominée par Stéphane Petenhiagel (*Yamaha*).

■ **FOOTBALL :** Treintrebut du SC Bastia, Frédéric Antonetti, a été suspendu « de banc de touche et de vestiaire d'arbitre » pour trois mois, dont deux avec sursis, lundi 13 janvier, par la commission de l'éthique de la Ligue nationale de football (LNF) pour des injures et des menaces envers l'arbitre et le délégué du match Bastia-Monaco, le 12 octobre 1996.

VOUS CHERCHEZ UN
LIVRE ÉPUISÉ :
Une seule adresse
LE TOUR DU MONDE
et son réseau de 250 correspondants
9, rue de la Pompe, 75116 PARIS
Tél. : 01.42.88.73.59
Fax : 01.42.88.40.57

Au cœur de l'arête

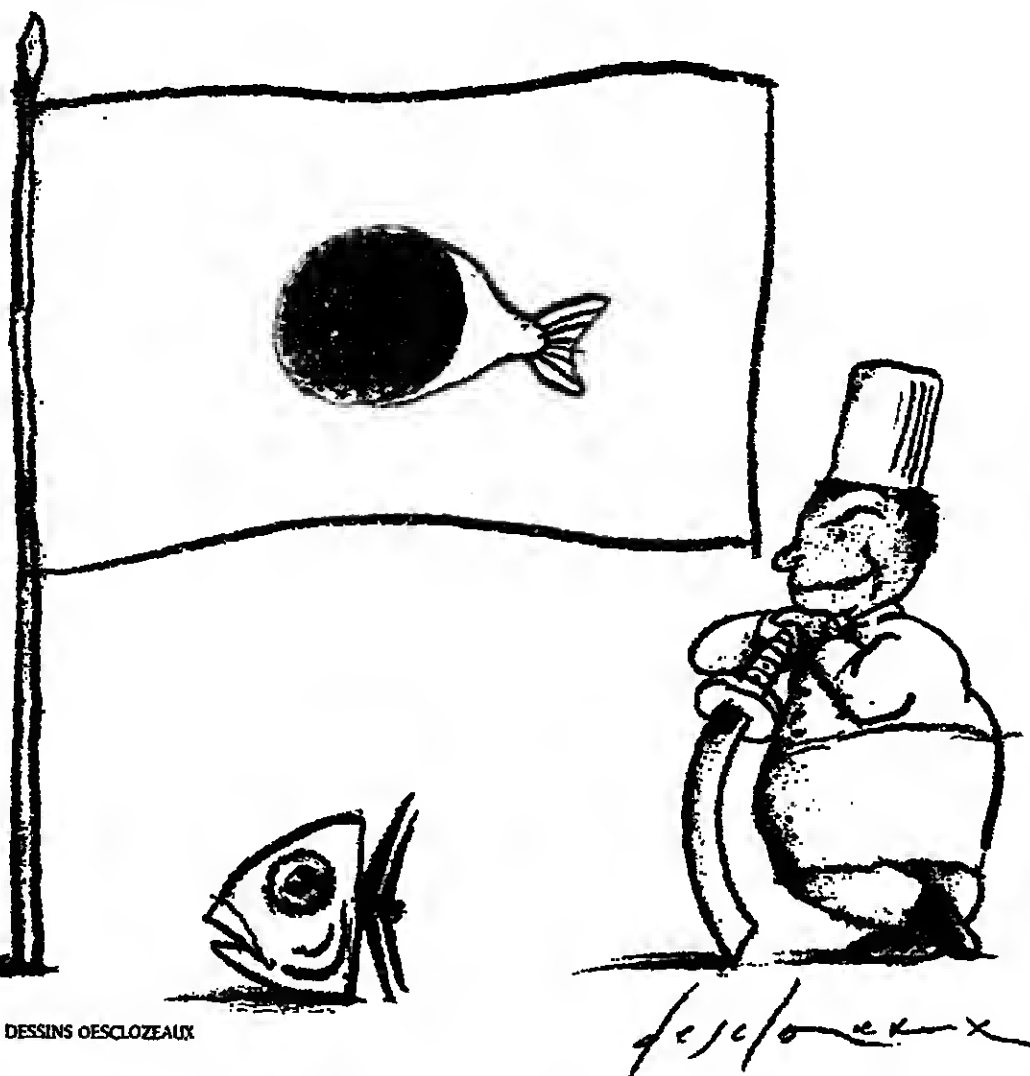
Les Européens ont appris à fréquenter les tables et les coutumes venues d'Orient. Il leur reste à pousser jusqu'à l'extrême

DÉGUISE en sans-domicile-fixe, un shogun, qui inspecte sa province, tombe un soir chez l'un de ses sujets qui lui semble encore plus démuné que lui. C'est un samouraï que la famine vient de rendre veuf et qui, honteux, offre l'hospitalité à l'inconnu dans une demeure nue. Plus de tourbe, plus de bois, plus de meubles pour réchauffer l'étranger. Si, le bonsoir, l'ultime et ultime symbole. Brûlons le bonsoir.

Dernière la fable, l'humour. Les Japonais ne détestent pas se lancer dans l'éloge du rien. Leur cuisine abonde de ces références où la modestie du plat est masquée par ses atours. Travail en spirale pour un légume, potage clair et habillé d'une algue, coquillage flambé d'un condiment ouvragé. Culture ou souvenirs de disette ? Les deux sûrement.

Il y a un an, jour pour jour, une vilaine curiosité à la française nous permettait d'assister à la très savante mise en pièces d'un poisson - mort, il faut rassurer encore une fois la SPA, qui s'était émue - et de mieux comprendre le haut pouvoir d'attraction du shashimi. Rien ne restait de l'animal, orfèvre dans des murmures d'acier, et immédiatement prêt à remplir son office, sinon le squelette oet et la tête, qui avait été cérémonieusement tranchée par le milieu et mise en attente d'un sort sur lequel il était préférable de ne pas s'attarder. L'impénétrable et très distingué M. Higashimura, directeur du Kinugawa, rue du Mont-Thabor, réservait sa réponse.

ET LA TÊTE ? Quand le berger de l'Atlas, en dessert du repas, casse l'os du mouton pour tirer du mouton ce que l'on peut encore en espérer, il retrouve les grands gestes primordiaux de survie : ceux d'avant l'arrivée de l'assiette et de sa fourchette, du maître d'hôtel et de l'addition. Les Romains de la décadence seront les premiers excusés à nous exonérer de ce souci d'économie et de respect de la chose mangée : l'orgie, pour tentante qu'elle soit, ne fait que mener tout droit au vomitorium. Il y a toujours une notion de panique



DESSINS OESCHLOZEUX

dans la surabondance. Etranglées par leurs excès, nos gastronomes se condamnent d'elles-mêmes et ne résisteront pas indéfiniment à la pression de la sobriété.

Le fameux régime crétois - poissons d'abord, fruits, fromage et huile d'olive nécessairement -, dont on croit savoir qu'il laisse l'homme plus longtemps et plus généreusement debout, ne pourra pas, lui ou ses déclinaisons, ne pas finir par s'imposer, isolant le mangeur sous les tentatives de ses mangailles, et le gourmet appliqué sous les fantasmes de ses fringales particulières.

Autre chose est de la philosophie de l'arête. Ici, nul souci à se faire, aucune crainte à avoir. Il suffirait seulement de savoir maîtriser sa peur. Qu'était devenue la tête de cette daurade royale offerte au découpeur subtil qui, circospect, nous laissait nous étonner de son habileté ? La voilà, couverte du bol levé, hurlante, révoltée, assaisonnée ; il convenait de la prendre avec des baguettes.

A la carte, elle se fait appeler ora-ni. Un plat exclusivement ré-

servé aux japonais ; ou alors il faut faire partie du club. La préparation est simple. On tranche par le milieu, on fait blanchir quelques minutes et on lance l'affaire à l'étuvée dans une composition à base de sauce de soja légère, allongée de mirin (vin de riz doux) et de saké. Les secrets de la recette seroient à découvrir à mesure qu'on en admettra l'infaisabilité.

ET L'ŒIL ?

Car, comme les sports de glisse ou le saut à l'élastique, qui, dit-on, procurent de la sensation forte, la cuisine peut quelquefois surprendre. Ça, par exemple. Naturellement, dans nos contrées timorées, l'effroi n'est acceptable que s'il est civilisé ; encore une histoire de goût. Mais que faire de l'œil du poisson après qu'on a reconnu que la préparation, sans

risque de se méprendre, était ce que l'on pouvait trouver de plus extravagant, de plus minimaliste et de meilleur ce soir-là dans une capitale donnée gastronomiquement pour la plus fameuse ? Le dévoret.

Il ne passait pas si mal : rond, cuit, encore attentif. Il faudrait pourtant supporter encore une autre épreuve, tout aussi succulente : celle de la limande limandée à la sauce soja ; mystère du poisson sorti des limbes et requinqué aux ardeurs d'une friture libératrice. Le règne de l'arête est ici roi. La créature a été macérée dans un bain de soja, d'orange et de citron et jetée, chair à part, dans l'huile frémissante. On mange ce nitsukke accompagné de la marinade qui a servi à l'assouplir. Et c'est très fameux.

Jean-Pierre Quélain

* Kinugawa, 9, rue du Mont-Thabor, Paris 1^{er}. Tél. : 01-42-60-65-07. Fermé le dimanche. « Ara-ni » : 89 F ; « nitsukke » : 85 F. Carte à partir de 300 F.



rend unique.

Son aire de production, limitée à quatre-vingt-cinq communes de la Haute-Loire, est en fait celle du plateau volcanique du Velay. Cette terre et ce climat lui ont donné une couleur.

Si l'un se reporte au décret qui vient de lui consacrer la République, « cette appellation est réservée aux lentilles portant sur un fond vert pâle des marbrures vert-bleu sombre. Elles ne doivent être récoltées que lorsque ces marbrures sont bien établies sur le légume ». Ces tâches d'émeraudine à la surface proviennent d'un pigment, semblable à celui contenu dans les myrtilles ou les fleurs de bleuet.

Au début du siècle, par crainte de perdre leur récolte, à cause des orages, les agriculteurs ramassaient souvent leurs lentilles avant l'apparition de ces stigmata. Ce qui avait pour effet de faciliter les fraudes. En date du 4 avril 1985, un compte rendu de la Société agricole et scientifique de la Haute-Loire s'en alarme : « On achète à bon marché les lentilles du Cantal et d'ailleurs, on les colore en vert, et elles sont vendues sous l'appellation lentilles du Puy. »

Si ce genre de fripouilleries n'a plus cours, cela n'empêche pas les lentilles du Puy de perdre encore de nos jours leur délicate pigmentation au moment de la cuisson. Pierre Pettex, qui dirige la maison Sabarot, premier producteur de ce légume sec en France, a une façon bleu à lui de cuisiner la verte du Puy. « Il faut, dit-il, jeter l'eau de cuisson une fois parvenue à ébullition, filtrer les lentilles dans une passoire, puis les remettre sur le feu, dans très peu d'eau, en les remuant sans cesse. Les amateurs y ajoutent un verre de cognac dans les deux dernières minutes. » Une chose est sûre : manger les vites. En vieillissant elles ne seront pas moins bonnes, mais en revanche plus longues à cuire. Voilà pourquoi, par souci de cuisson, le décret sur les lentilles du Puy précise aussi que le mélange de deux années de récolte est strictement interdit.

Guillaume Crouzet

* Les 500 grammes de lentilles vertes du Puy sont vendus environ 7 francs le paquet par les marques La Gauloise, Vivien Paille ou Sabarot (cette dernière les propose aussi en sachet cuisson).

La lentille verte du Puy

L'appellation d'origine contrôlée (AOC), est un bâton de maréchal que peu de végétaux se sont vu jusqu'ici attribuer. Ils ne sont que quatre en France à pouvoir s'en targuer. Le chasselas de Moissac, la noix de Grenoble, l'olive de Nyons et, depuis le 7 août 1996, la lentille verte du Puy. Un autre produit devrait rejoindre ce club très privé. Il n'a cependant guère de chance de finir sur notre table : il s'agit du foie de Crau. Récolté dans la plaine près d'Arles, c'est le nec plus ultra en matière de picotin. Trois fois plus cher que ses concurrents, il ne finit que sous la quenotte des pur-sang. La lentille du Puy n'a pas de ces prétentions élitistes. « C'est un légume courant. Pres de la moitié des lentilles vertes vendues en 1995 en France étaient de cette provenance », explique Jacques Gauthier, de la Fédération nationale du légume sec. Mais alors en quoi les 2 600 tonnes de lentilles du Puy sont-elles différentes de celles, vertes aussi, récoltées ailleurs en France ?

Une peau plus fine, moins d'amidon, un goût légèrement plus sucré : voilà ce qui la

PARIS 8^e
UN PAYSAN D'ORIGINE au calme des 21-22^{es}
FLORA DANICA
COPENHAGUE salle climatisée
MENU 240 F (boisson comprise)
SAUMON, KENNE, CANARD SAÛS.
142, avenue des 21-22^{es} - 01.44.33.85.85

PARIS 14^e
MONIAGE GUILLAUME
Spécialité de Poissons et Homards
Cheminée - Salons Particuliers (30 pers.)
Menu carte : 185 F / 245 F - F.D.
Chambres confort : *
88, rue Taine-Isidore. Tél. : 01.43.22.96.15

LA GASTRONOMIE dans "LE MONDE" c'est chaque mardi daté mercredi, pour vos annonces contactez le :
01.44.43.77.36 - (Fax : 01.44.43.77.30)

SPORTS
Athlétisme, Cyclisme
Football, Rugby, Tennis...
RÉSULTATS, RECORDS
et **PALMARES**
3615 LE MONDE

TOQUES EN POINTE

Bistrots

LE BATEAU-LAVOIR

■ Après une période « bleue » - au Canada, autour des produits de la mer, pendant quinze ans -, voici la période « rose » pour Jean-Marie Renversez, solidement amarré à Montmartre, à proximité du nouveau Bateau-Lavoir, cité d'artistes heureux de trouver à leur porte une cuisine de ménage, à petits prix, mitonnée par le chef et servie par toute la famille. Un décor sans âge, mais du linge de table et de la vaisselle de qualité. Soupe de poissons, soupe à l'oignon, ou salade de foies de volaille, rollmops à la crème, moules marinière à la sauce fine et parfumée. Tous les classiques d'un honnête bistrot. Au choix, ris de veau paysanne, entrecôte au roquefort ou poivre vert, lapin moutarde, ou encore le bœuf bourguignon, bien mijoté avec ses carottes. Quelques vins de circonstance, le saint-amour ou bien le pot de brouilly 160 F. Menus 98 F et 130 F.
* Paris, 8, rue Garreau (75018). Tél. : 01-42-54-23-92. Fermé samedi midi et lundi.

LE RELAIS DU PARC

■ La cuisine d'Alain Ducasse pour moins de 200 francs ? C'est (presque) possible au Relais du Parc, attendant au célèbre établissement qu'il dirige. Avec le chef Marc Chalopin et Jean-Jacques Calmant, Alain Ducasse vient de modifier la carte pour lui donner une orientation régionaliste marquée. Deux règles, les produits et les saisons : une vedette, les légumes. Le résultat est l'étonnante juxtaposition d'une poitrine de caneton mi-sauvage avec sa cuisse confite, de légumes - radis noir poêlé, betterave rouge - et de fruits, en l'occurrence une poire rôtie, l'ensemble lié par une sauce douce-forte (155 F). A noter l'hommage à Alain Chapel, un remède du cappuccino de champignons, bouillon mousses servi sur des morceaux de crustacés au cerfeuil (85 F). Carte des vins commentée avec sobriété par Jean-Christophe, qui connaît aussi les cigares. Salle non-fumeurs. Charmant décor de bistrot chic. Service sans détour. Plat et dessert, environ 180 F. A la carte, compter 250 F.
* Paris, 55-57, avenue Raymond-Poincaré (75116). Tél. : 01-44-05-66-10. Tous les jours.

LA BETTOLA

■ Dans un bric-à-brac de vieilles poutres et d'enduits rustiques, Rosario Picciolo, citoyen de Palerme, affirme être « le seul restaurant sicilien à Paris ». La façade et la bonhomie du patron désarment toute contestation. On se laissera guider parmi les entrées et les plats du jour, exécutés la plupart à la commande. C'est d'abord l'assiette sicilienne, mélange de hors-d'œuvre de saison, ou bien le polipo - le poulpe - tendre et délicatement assaisonné. Le morceau de bravoure est le plat de spaghetti à la palermitaine, cuits al dente et mêlés à l'huile d'olive parfumée de gousses d'ail écrasées et de petits piments forts. Ossu bucca, saltimbocca (papuette de veau) et calmars à la sicilienne, le vendredi. Table fantasque et sympathique. Menu (entrée, plat, café) 100 F. A la carte, compter 180 F.
* Paris, 31, rue de Richelieu (75001). Tél. : 01-42-60 06 71. Fermé samedi midi et dimanche.

Brasseries

LA PYRAMIDE

■ Décor convenu et classique des brasseries années 50, mais avec un personnel rajeuni et un couple plein d'allant, les époux Trel, pour mener la barque. Plats du jour, moules marinière, frittée de volaille sautée, queue de lotte au citron ; d'autres spécialités sont accompagnées de champignons du cru : morilles, girolles, cèpes. Epaulant cou d'oise et magret farci de foie gras maison sur salade aux noix et saveurs jambon cru d'Auvergne. Charcuterie artisanale et corrézienne de rigueur, un délice. Le farci corrézien et sa mique, le porc au pruneaux et le fameux poud, le cassoulet au confit d'oise évoquent la marmite pendue à la crémalière et le temps suspendu ; le clafoutis maison et les crêpes au sucre entretiennent l'illusion rustique. Le cabors de chef Vigouroux (88 F) la prolonge. Formule express à 79 F. Menus 45 F (enfants), 100, 125 et 165 F. A la carte, compter 200 F.
* Paris, 136, rue de Rivoli (75001). Tél. : 01-42-21-30-22. Tous les jours, de 7 heures à 23 heures.

LE TOTEM

■ La terrasse du Totem, suspendue face au Champs-Élysées, est l'une des plus courues de Paris aux beaux jours. On se contente d'une salade, de quelques anchois marinés et d'un aimable vin frais. Mais en cette saison ? Carole et Pascal Rambaud, concessionnaires du restaurant du Musée de l'homme depuis dix-huit mois, ont compris qu'il leur fallait un chef, un vrai, pour solliciter une clientèle autre que saisonnière. C'est à Victor Bride, un bon professionnel, qu'il appartient depuis quelques mois de remonter la pente. Des produits honnêtes, une formule du jour attrayante, le pari est en passe d'être gagné. La simple saucisse de Morteau aux lentilles têtes peut être la meilleure ou la pire des entrées. Elle est succulente. Quelques noix de saint-jacques fraîches sautées, sur un flan de courgettes et tomates, et de nouveau opère la magie de ce lieu unique, un grand volume dont la décoration pourrait être singulièrement allégée. A midi, formule du jour 119 F. L'après-midi, salade de thon, plats froids et desserts de 14 h 30 à 19 h 30. Dernière commande à minuit. A la carte, compter 200 F.
* Paris, Palais de Chaillot (Musée de l'homme) 17, place du Trocadéro (75116). Tél. : 01-47-27-28-29. Tous les jours de 12 heures à 2 heures.

Gastronomie

AMPHYCLÈS

■ Amphyclès, si l'on en croit l'abbé Barthélémy (1788), serait un cuisinier de la Grèce antique qui se défendait de l'abus des épices et de la complication des apprêts. Personnage historique ou né de l'imagination de l'auteur du Voyage du jeune Anacharsis, on ne sait ? Mais Philippe Groult, qui fut longtemps aux côtés de Joël Robuchon, se range sous cette enseigne dans la lignée des meilleurs ouvriers de France - il fut lauréat en 1982 -, qui ont soulevé la perfection au-delà de la tâche assumée, et pour qui la précision est une exigence. Le soufflé renversé de truffes fraîches et asperges d'hiver au genévrier, présenté sur une essence de truffes cristalline ou bien, toujours, l'araignée de mer d'Audierne en carapace flanquée de tourteau, homard et langouste, ou encore la frittée de chapon demi-deuil en casserole au jus de truffes, comme le quartier de cochon de lait braisé aux lentilles du Puy donnent la juste mesure d'un travail dont les traits invisibles marquent la distance avec les goûts brouillés des plats à la mode, du prêt-à-manger où rien n'est reconnaissable, ni la texture, ni la fraîcheur, ni les saveurs ! Philippe Groult produit l'excellence d'un savoir-faire en consacrant tout le temps que l'on imagine à la préparation. Ce Normand inquiet, volontaire, exigeant et modeste, et sa jeune épouse passionnée, elle aussi, par la cuisine et merveilleuse hôtesse, forment une équipe solidaire d'artisans de cette réussite. Un sommelier malicieux vous fera découvrir quelques vins modestes des coteaux du Languedoc. Mais à ce niveau, la cuisine est comme la haute couture, un affichage vis-à-vis de l'étranger. Un repas chez Philippe Groult est donc l'exception, un moment de plaisir coûteux, une fête qui mériterait un autre cadre que celui de cette bonbonnière. Menu : 320 F (déjeuner), 680 F (dégustation). A la carte compter 700 F.
* Paris, 78, avenue des Ternes (75017). Tél. : 01-40-68-01-01. Fermé samedi midi et dimanche.

Jean-Claude Ribaut

Une agréable journée d'hiver

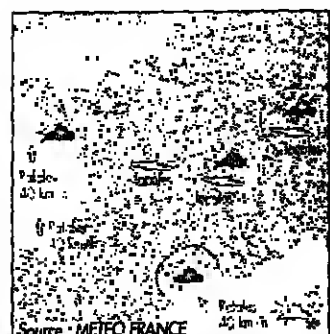
UN PUISSANT anticyclone centré sur l'Europe centrale continuera à exercer son influence protectrice sur l'ensemble de la France. En conséquence, jusqu'à jeudi, le temps restera calme sur l'ensemble de notre pays, avec un soleil généreux, excepté en Alsace et dans la vallée de la Saône. Côté températures, il fera encore froid le matin, tandis que l'après-midi le thermomètre remontera sensiblement.

Mercredi, la majeure partie du pays connaîtra une nouvelle jour-

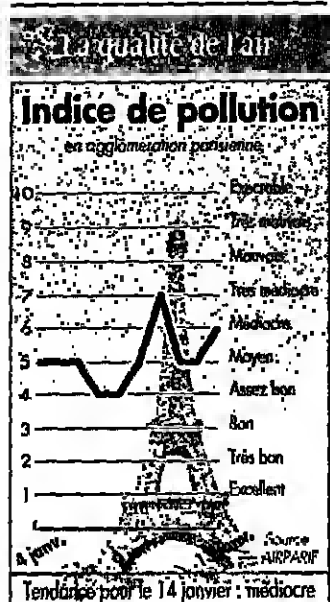
née de soleil, sans aucun nuage; la matinée sera toutefois à nouveau froide, avec parfois un banc de brouillard isolé, qui heureusement se dissipera rapidement; l'après-midi sera elle très agréable, avec une nette remontée du thermomètre, surtout dans les régions du Sud. Deux régions ne bénéficieront cependant pas de cette agréable journée d'hiver; il s'agit de l'Alsace et de la vallée de la Saône, où les brouillards hivernaux persisteront toute la journée, et maintiendront le thermomètre bien en dessous de 0 degré. La côte sud de la Bretagne et le pourtour du golfe du Lion verront par moments le soleil contrarié par quelques passages nuageux inoffensifs. Les vents resteront faibles partout en France; ils seront même nuls dans le Nord-Est, le Centre et la région Rhône-Alpes, faibles de sud, dans le reste de la moitié nord, et de sud-est ou d'est dans les régions du Sud.

Les températures n'évolueront guère par rapport à la veille; les gélées resteront fortes, entre -7 et -12 degrés dans le quart nord-est, ainsi que du Massif Central aux Alpes, et comprises entre -2 et -6 dans le reste du pays; seront toutefois épargnées par ces gélées les franges littorales de l'océan, avec des minimales comprises entre 1 et 3 degrés, le pourtour méditerranéen et le domaine de l'autan où elles avoisineront 5 à 8 degrés; quant aux maximales, elles n'arriveront pas à dépasser -4 à -7 degrés en Alsace et dans le val de Saône, tandis qu'ailleurs elles remonteront entre 5 et 8 degrés dans la moitié nord, entre 9 et 12 dans les autres régions, ainsi que dans les zones côtières de la Manche et de l'Atlantique, jusqu'à 15 degrés au pied des Pyrénées et les rives de la Méditerranée.

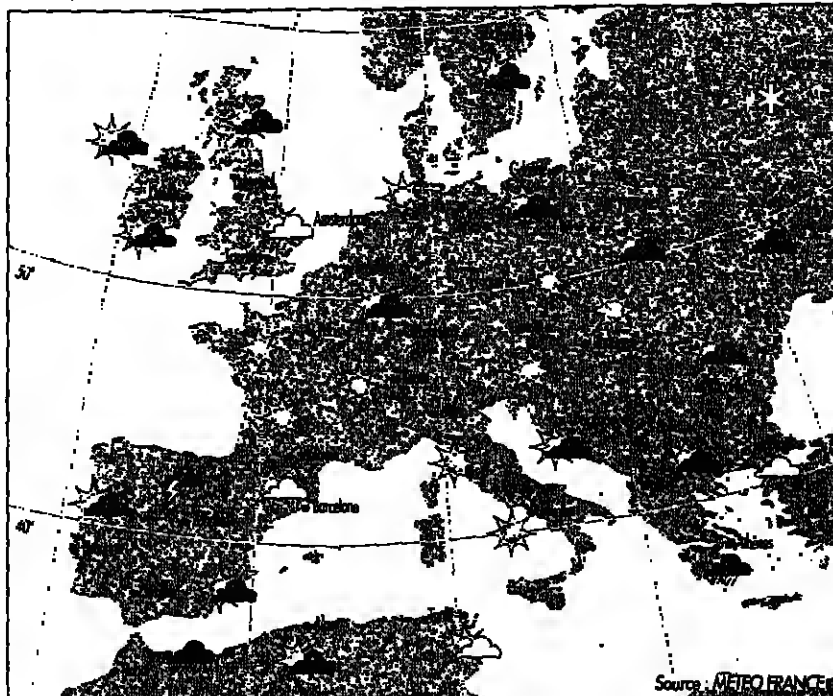
(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



Prévisions pour le 15 janvier vers 12h00



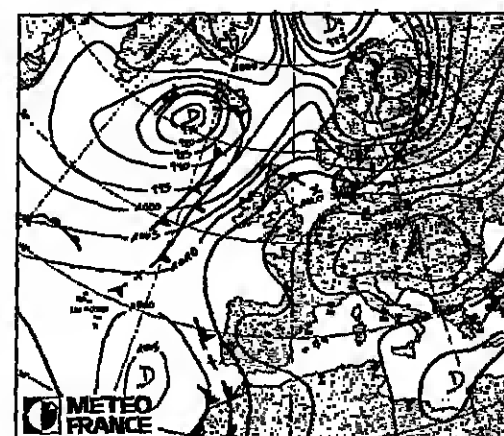
Tendances pour le 14 janvier: modérée



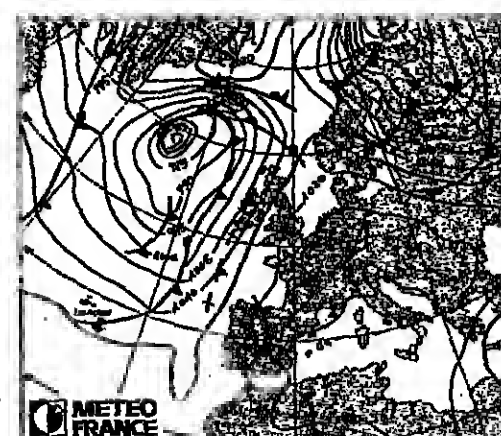
Prévisions pour le 15 janvier vers 12h00

- Ensoleillé
- Éclaircies peu nuageux
- Nuageux, courtes éclaircies
- Brouilles et brouillard
- Très nuageux ou couvert
- Pluie ou bruine
- Averses
- Orages
- Vent fort
- Neige

TEMPÉRATURES du 13 janvier maxima/minima	GRENOBLE	3/-5	TOURS	4/-3	CHICAGO	-15/-19	LISBONNE	16/8	PRETORIA	18/5
	LILLE	3/-3	STRASBOURG	4/-3	COPENHAGUE	3/9	LONDRES	11/-1	RABAT	21/12
	LYON	0/-7	ALGER	16/5	DAKAR	27/20	LOS ANGELES	14/9	RIO DE JANEIRO	27/22
	MARSEILLE	13/-1	AMSTERDAM	7/-2	DIARAKA	29/21	LUXEMBOURG	2/-5	ROME	16/6
	NANTES	4/-15	ATHENES	13/9	DUBAI	23/12	MADRID	14/-1	SAN FRANCISCO	8/4
	PARIS	0/-1	BAKOU	34/21	DUBLIN	11/3	MAKRAKCH	22/11	SANTIAGO	28/13
	PERPIGNAN	1/1	BARCELONE	13/4	FRANCOFORT	4/-10	MEXICO	20/3	SEVILLE	12/8
	RENNES	0/-2	BELOGRADE	7/3	GENEVE	-1/-3	MILAN	10/-7	ST-PETERSBURG	-1/-1
	STRASBOURG	30/24	BOMBAY	30/16	HANOI	23/17	MONTECARLO	9/-11	STOCKHOLM	-6/4
	TOULOUSE	10/5	BRASILIA	26/19	SELANKO	10/1	MOSCOW	-9/-9	STONY	23/14
			BUENOS AIRES	9/-1	HONGKONG	19/6	MUNICH	-7/-10	TENERIFE	23/17
			CARACAS	23/18	ISTANBUL	8/4	NAIROBI	26/10	TOKYO	10/2
					TEL AVIV	17/1	NEW DELHI	21/4	TUNIS	16/9
					KIEV	-5/-5	NEW YORK	-1/-6	VARSOVIE	1/1
					KINSHASA	29/22	PALMA DE M.	15/2	VENISE	12/2
					LE CAIRE	22/10	PERIN	11/-9	VIENNE	-5/-5
					LIMA	25/20	PRAGUE	8/-12		



Situation le 14 janvier, à 0 heure, temps universel

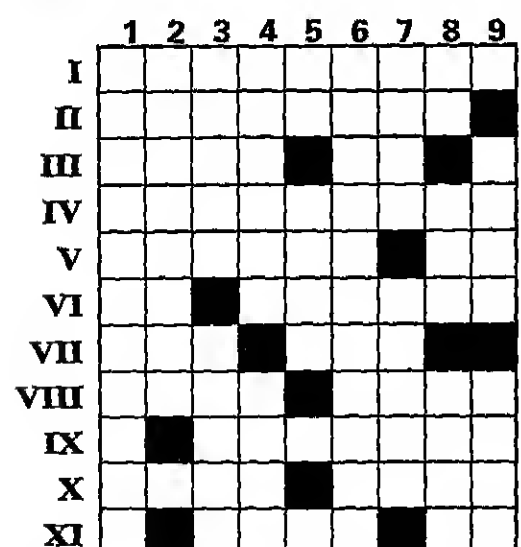


Prévisions pour le 16 janvier, à 0 heure, temps universel

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6995

3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 finin).



HORIZONTALEMENT

1. Ne vont jamais à la boucherie. - II. Des poissons pour les rats. - III. Ne peut donc pas attendre. Pronom. - IV. Assujettissent une voile. - V. Femme qui n'hésite pas à descendre. Dans le Nord. - VI. Évoque une bonne façon de parler. Fit

perdre la tête à un saint. - VII. Étendue désertique. Sur le Danube. - VIII. Pays d'Asie. Un homme de passage. - IX. Faire du propre. - X. Abri pour une statue. Gouverné. - XI. Bien connus. Pronom.

VERTICALEMENT

1. Des gens qui ne peuvent pas se passer de sucre. - 2. Parler bas tout en fumant. - 3. Peut transformer un pentamètre en alexandrin. Nom donné au méchant loup. - 4. Dans un organisme féminin. Lac en Écosse. - 5. Pronom. Paya cher son repas. - 6. Enclins à se frapper. - 7. A des flancs arrondis. Enlève de la valeur au tableau. - 8. Préposition. Le petit n'est pas commun. Sans chargement. - 9. Cheminée. Pays.

SOLUTION DU N° 6994

HORIZONTALEMENT

I. Grévisse. - II. Tactile. - III. Errata. An. - IV. Ailment. - V. Lin. Nil. - VI. Aiglon. Me. - VII. Lisérer. - VIII. Tues. Eus. - IX. Emu. Est. - X. Sasebo. Io. - XI. Nérin. En.

VERTICALEMENT

1. Gueulantes. - 2. Il. Uman. - 3. Etrangéisme. - 4. Veal. Lister. - 5. Ictinos. Bi. - 6. Staminée. Os. - 7. Ti. El. Rue. - 8. Eian. Messie. - 9. Sentier. Ton.

Guy Brouty

ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à: Le Monde Service Abonnements, 34, avenue du G. Leclerc, 60646 Chantilly Cedex. Tél.: 01-42-17-32-90.

La durée suivante	France	Europe	Autres pays
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
3 mois	536 F	572 F	790 F

• LE MONDE (ISSN: 0959-7721) est publié deux fois par semaine (un jour de congé par semaine). LE MONDE (ISSN: 0959-7721) est publié deux fois par semaine (un jour de congé par semaine). LE MONDE (ISSN: 0959-7721) est publié deux fois par semaine (un jour de congé par semaine).

• Pour les abonnements: contactez nos services clients au 01-42-17-32-90. Pour les abonnements: contactez nos services clients au 01-42-17-32-90. Pour les abonnements: contactez nos services clients au 01-42-17-32-90.

• Nom: Prénom: Adresse: Code postal: Ville: Pays: 701 MO 001

• Ci-joint mon règlement de: FF par chèque bancaire ou postal; par Carte bancaire: Signature et date obligatoires: Changement d'adresse: par écrit 10 jours avant votre départ. Renseignements: Portage à domicile. Suspendre vos abonnements. Par ailleurs, nous vous remercions de votre fidélité.

• Par Minitel 3615 code LE MONDE, accès ABO.

• Par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonnement.) Renseignements: Portage à domicile. Suspendre vos abonnements. Par ailleurs, nous vous remercions de votre fidélité.

• Par Minitel 3615 code LE MONDE, accès ABO.

• Par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonnement.) Renseignements: Portage à domicile. Suspendre vos abonnements. Par ailleurs, nous vous remercions de votre fidélité.

• Par Minitel 3615 code LE MONDE, accès ABO.

• Par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonnement.) Renseignements: Portage à domicile. Suspendre vos abonnements. Par ailleurs, nous vous remercions de votre fidélité.

• Par Minitel 3615 code LE MONDE, accès ABO.

• Par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonnement.) Renseignements: Portage à domicile. Suspendre vos abonnements. Par ailleurs, nous vous remercions de votre fidélité.

• Par Minitel 3615 code LE MONDE, accès ABO.

LES SERVICES DU Monde

Le Monde 01-42-17-20-00

Télématique 3615 CODE LE MONDE

CompuServe: GO LEMONDE

Adresse Internet: <http://www.lemonde.fr>

Documentation sur minitel 3617 LEMOND

LE MONDE sur CD-ROM 01-44-08-78-30

Index et microfiches 01-42-17-29-35

Films à Paris et en province: 06-36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 finin)

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.

Imprimé au Monde: 12, rue M. Guizot, 93852 Noisy-le-Grand.

PRINTED IN FRANCE

Président-directeur général: Dominique Aldrey

Directeur général: Gérard Morax

133, avenue des Champs-Élysées 75409 Paris Cedex 08

Tél.: 01-44-43-76-00; fax: 01-44-43-77-30

LE CARNET DU VOYAGEUR

HONGKONG. La première liaison directe par train express de passagers entre Pékin (Chine) et Hongkong devait être inaugurée cette semaine. - (AFR)

■ STRASBOURG. Avec 2 055 542 voyageurs, le trafic passagers de l'aéroport international de Strasbourg-Entzheim a dépassé pour la première fois les deux millions en 1996, en progression de 14,7 % par rapport à 1995. La desserte de Paris, qui a accueilli plus de 1,2 million de passagers (+ 16 %), absorbe la plus grande part du trafic. - (AFR)

■ AUTRICHE. Tous les vols transatlantiques de la compagnie Austrian Airlines seront entièrement non-fumeurs à partir du 30 mars. Par ailleurs, la compagnie autrichienne a conclu des accords de coopération avec Delta Air, Swissair et Sabena pour desservir en commun à partir du 1^{er} février de nombreuses destinations aux États-Unis. - (AFR)

■ CALAIS. 18 149 157 passagers ont transité par le port de Calais en 1996. Malgré la concurrence du tunnel sous la Manche, la hausse du trafic passagers est de 6,4 %, après un recul de 7,2 % en 1995. - (AFR)

■ PAYS-BAS. Conformément aux exigences de l'administration de l'aviation civile américaine (FAA), la compagnie aérienne néerlandaise KLM va inspecter sept de ses Boeing 747. Les vérifications demandées par la FAA concernent des liaisons électriques passant dans deux réservoirs situés dans les ailes. KLM est la seule compagnie néerlandaise concernée par ces mesures qui visent 433 avions dans le monde entier. - (AFR)

■ VIETNAM. Le gouvernement vietnamien a décidé de construire une deuxième route nationale reliant le nord au sud du pays. Cet axe routier, d'une longueur de 1 880 kilomètres, sera parallèle à la route Mandarine et à la cordillère montagneuse de Truong Son. Les travaux devraient commencer en 1998. - (AFR)

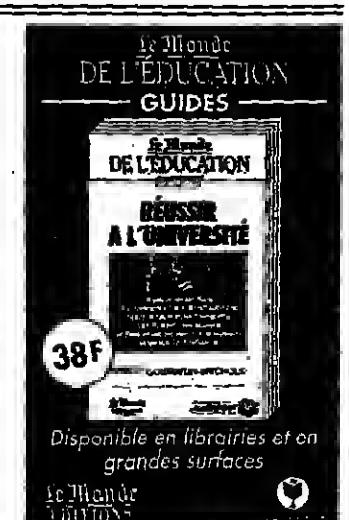
PARIS EN VISITE

Jeudi 16 janvier

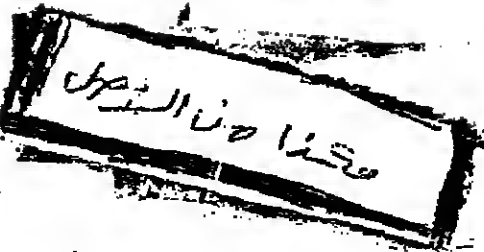
■ LA CITÉ UNIVERSITAIRE (50 F + prix d'entrée), 10 heures, sortie du RER Cité-Universitaire devant les guichets (Pierre-Yves Jasset).
■ L'ÎLE SAINT-LOUIS (50 F), 10 h 30, 2, rue d'Arcole (Paris autrefois).
■ MUSÉE DU LOUVRE (33 F + prix d'entrée): la peinture allemande, 11 h 30; Les Femmes d'Alger, de Delacroix, 12 h 30; la galerie des hommes illustres, 14 h 30 (Musées nationaux).
■ MUSÉE D'ORSAY: une œuvre à voir, En barque, de Bonnard (24 F + prix d'entrée), 12 h 30 (Musées nationaux).
■ SÉMINAIRE DES MISSIONS ÉTRANGÈRES (50 F), 14 heures, 128, rue du Bac (Institut culturel de Paris).
■ LES SALONS DE L'HÔTEL DE VILLE (55 F), 14 h 30, sortie du métro Hôtel-de-Ville côté rue Lobau (Christine Merle).
■ LA CRYPTÉ ARCHÉOLOGIQUE sous le parvis de Notre-Dame (40 F), 14 h 30, sur le parvis de Notre-Dame.

devant la statue de Charlemagne (Sauvegarde du Paris historique).

■ LA GRANDE GALERIE DU MUSÉE D'HISTOIRE NATURELLE (55 F + prix d'entrée), 14 h 30, 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire (Europ ex-plo).
■ L'HÔTEL DE SALM et l'histoire de la Légion d'honneur (50 F + prix d'entrée), 14 h 30, 2, rue de Bellechasse (Didier Bouchard).
■ L'HÔTEL-DIEU (50 F), 14 h 30, devant l'entrée côté parvis de Notre-Dame (Paris autrefois).
■ PASSAGES COUVERTS autour de la Grange-Batelière (50 F), 14 h 30, sortie du métro Le Pelletier (Paris pittoresque et insolite).
■ MARAIS: hôtels, jardins et place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).
■ MUSÉE MARMOTTAN (50 F + prix d'entrée), 15 heures, 2, rue Louis-Bouilly (Approche de Paris).
■ GRAND PALAIS: exposition « Picasso et le portrait » (34 F + prix d'entrée), 15 h 30, hall d'entrée (Musées nationaux).
■ PASSAGES COUVERTS (50 F), 15 h 30, 31 bis, rue du Faubourg-Montmartre (Claude Marti).



Calculez vos impôts
3615 LEMONDE



CULTURE

LE MONDE / MERCREDI 15 JANVIER 1997

ART Les chiffres de fréquentation des musées de France, pour l'année 1996, marquent un léger mieux après une année 1995 très difficile. La chute du tourisme, le plan « Vigipirate » mis en place après les attentats, les grèves de l'automne 1995, ont été les principaux responsables de cette érosion qui a suivi une grande période d'euphorie.

Quatre cents musées ont en effet été construits ou rénovés durant les deux septennats de François Mitterrand. Le LOUVRE, qui avait perdu près d'un quart de sa fréquentation

en 1995, se redresse légèrement et s'est lancé dans une vaste campagne de conquête d'un nouveau public. ● LES CONSERVATEURS voient leur profession bousculée. Ils

sont obligés de devenir des chefs d'entreprise pour mieux répondre aux nouvelles missions des musées : trouver de l'argent et des visiteurs.

Les musées cherchent à enrayer la désaffection du public

Après l'euphorie des années 1981-1993, la fréquentation a chuté. La baisse des budgets rend encore plus difficile la mission des conservateurs, qui ont multiplié les événements, notamment les expositions, pour tenir un pari délicat : séduire les profanes

LA FRANCE serait devenue, en moins de quinze ans, une terre bénie pour les musées. L'ère Mitterrand a vu éclore, de 1981 à 1993, 400 chantiers de construction, rénovation, extension. Le nombre d'entrées payantes dans les 35 musées nationaux est passé de 5,7 millions à 9,9 millions. On comptait environ 46 millions de visiteurs en 1993 pour les 1100 musées de l'Hexagone. Onze millions pour le seul club des géants : Louvre, Versailles, Orsay, Musée national d'art moderne (MNAM). Orsay accueillait 600 000 visiteurs pour apercevoir la collection Barnes. On pouvait parler alors de « muséomania », chaque municipalité se battait pour avoir « sa » vitrine artistique. Les conservateurs, habitués « à la lumière pluvieuse des verrières » (Julien Gracq), se sont transformés en personnages médiatiques. Bref, les Français seraient devenus des amoureux de l'art.

Ce bel enthousiasme retombe. La fréquentation des musées a en effet brutalement baissé en 1995, le Louvre perdant même un quart de ses entrées par rapport à 1994. Le phénomène touche aussi bien Orsay, Versailles, le MNAM que des musées de province rénovés à grands frais. Dans l'ensemble, la fréquentation a reculé de 7 points en 1995. Et si les chiffres de 1996 marquent dans la plupart des cas un léger rétablissement, l'inquiétude demeure.

La vague d'attentats et les grèves de 1995, la baisse du tourisme (70 % des visiteurs du Louvre, d'Orsay et de Versailles sont des étrangers), la crise de la consommation, expliquent en partie une chute qui touche surtout les grands établissements généralistes qui font le gros des entrées. D'autres, centrés sur un artiste (Picasso à Paris, Matisse à Nice) ou

européens en province (Grenoble, Nantes, Safot-Etienne, Lyon) tiennent le coup. Comme nombre de musées de société, « plus populaires, à la fois lieu de mémoire pour les habitants et clé pour découvrir une région », explique Jean-Yves Marin, conservateur au Musée de Normandie, à Caen, qui annonce 42 000 visiteurs depuis trois ans.

CURIOSITÉ

Les spécialistes préfèrent observer vingt-cinq ans de fréquentation. La hausse est « miraculeuse », affirme Françoise Cachin, directrice des Musées de France. Mais ce miracle doit être nuancé. Beaucoup de ces lieux bénéficient encore du succès de curiosité engendré par les ouvertures. Le Louvre a connu son « effet Pyramide » puis « Richelieu ». Le Musée des beaux-arts de Lyon capitalise ses travaux échelonnés depuis cinq ans, inaugurant sa quatrième aile le 24 janvier. Grenoble, ouvert en 1994, a attiré « 150 000 visiteurs en trois ans, un record de France », triomphe son directeur, Serge Lemoine. Mais il faudra attendre quelques années pour savoir si le plus « gros » musée de province (18 000 m², 30 millions de francs de budget), tient ses promesses.

Les études montrent surtout que, si le nombre des entrées a augmenté, ce sont souvent les mêmes personnes – au profil socioculturel identique, cadres moyens et supérieurs, professions libérales, enseignants – qui reviennent plusieurs fois et gonflent ainsi les statistiques. Alors qu'un Français sur deux ou met trois fois pas les pieds dans ces temples de la culture. A la Réunion des musées nationaux (RMN), on reconnaît que trop de gens « restent inhibés par l'idée d'en franchir l'entrée ».

Elargir le public, démocratiser la

culture : ce fut le souhait d'André Malraux et l'ambition de Jack Lang. La multiplication des musées répondait généralement à cet objectif. Pouvaient-ils éviter la déception ? « C'était illusoire de croire qu'un musée allait attirer toutes les couches de la population », reconnaît Françoise Cachin. Comme « on a cru follement que le prestige d'une exposition Barnes attirerait le public à aller découvrir les collections permanentes d'Orsay », dit-on à la RMN. Pourtant, quels que soient les résultats, la plupart des rénovations étaient indispensables pour valoriser les collections et rafraîchir des bâtiments souvent en piteux état. D'ailleurs, ceux qui n'ont pas fait cette révolution sont vides.

Cela ne console pas toujours les maires qui ont investi des dizaines

de millions de francs dans une rénovation ou une création et découvrent, parfois avec stupeur, qu'il faut « continuer d'alimenter la machine ». D'où la prudence de Françoise Cachin : « Quand un maire s'enthousiasme pour un projet de musée, on lui demande s'il a les moyens de le faire vivre. » Car l'« effet nouveauté » retombe s'il n'est pas soutenu par des expositions. C'est le constat – « déprimant » – juge un conservateur – effectué par les responsables d'une quinzaine de musées de province interrogés par Le Monde : une belle architecture, une collection riche, une meilleure présentation, ne suffisent pas à attirer des visiteurs non avertis. Ainsi le Musée des beaux-arts de Rouen, fort bien rénové par Andrée Putman en 1992 et 1994, a vu sa fréquentation

retomber, faute de moyens. A Villeneuve-d'Ascq, ce sont les grandes rétrospectives – Miró (1986), Léger (1990) – qui ont dopé les entrées. A Quimper, c'est l'exposition Picasso-Max Jacob (1994). Et Nantes a entrepris avec « L'avant-garde russe » (1993) une frénétique politique d'expositions tout en bouleversant régulièrement l'accrochage de ses fonds permanents.

Il sera difficile de poursuivre ce que certains qualifient de « fuite en avant » tant les prévisions budgétaires 1997 sont douloureuses : 5 millions de francs de moins pour les expositions dans les musées nationaux en 1997. Le Musée de l'Annonciade de Saint-Tropez devra se contenter d'un seul événement sur les quatre annoncés. A Villeneuve-d'Ascq, on se dit « inquiète », car « le budget a été réduit du quart », le nombre d'expositions tombant de cinq à deux. Pour ce chapitre, Lyon n'a que 4 millions de francs. Le Musée d'art moderne de la Ville de Paris a dû renoncer à son exposition Tatline de juin et n'a pu annoncer son programme d'automne. Cette obsession des expositions a conduit à « négliger la promotion de nos collections permanentes », estime Henri Loyrette, directeur d'Orsay. Les visiteurs ne comprennent pas toujours les liens qu'il y a entre une manifestation ponctuelle et notre fonds.

L'ENSEIGNEMENT

Reste à savoir comment conquérir, de façon substantielle, un public nouveau. Pour les professionnels des musées, Françoise Cachin en tête, la seule réponse réside dans l'enseignement de l'histoire de l'art dans les collèges et lycées. « Et même dans le primaire », ajoute Serge Lemoine. Cet enseignement, promis depuis vingt ans par tous les ministres de la culture

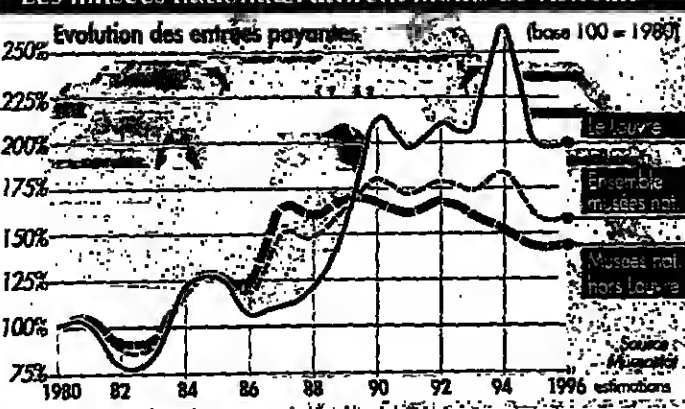
successifs, reste dans les limbes. La création d'une agrégation d'histoire de l'art, qui se profile à l'horizon, pourrait faire sauter le verrou de l'éducation nationale.

En attendant, le public reste « au cœur du débat des musées », dit-on à la RMN, qui incite à faire « moins d'expositions, plus attractives ». Partout, on se demande « comment, avec moins d'argent, répandre à l'attention suscitée ». Journées portes ouvertes, tarifs différenciés, gratuité, conférences, visites commentées, concerts, ateliers, films, opérations avec les comités d'entreprise : les services d'action culturelle des musées ont entrepris un travail de bénédictin, d'où les retombées ne sont pas immédiates. Les scolaires sont les premiers visés. Grenoble est fière d'accueillir chaque jour jusqu'à dix-sept groupes d'élèves. Saint-Etienne, Nantes, Villeneuve-d'Ascq sont également en pointe. Lyon fait intervenir des psychologues pour aider les tout-petits à appréhender les peintures.

Ce public gratuit – les visiteurs payants de demain – représente souvent le tiers des entrées. Et parfois plus. Ainsi le Musée d'art moderne de Villeneuve-d'Ascq annonce « une progression de la fréquentation de plus de 150 % en dix ans », passant de 38 000 en 1984 à 90 000 en 1996. Mais, sur la même période, les entrées gratuites sont montées de 7 300 à 70 000 et les entrées payantes ont baissé. Cette politique louable a donc un revers. Celle de voir certains établissements en difficulté perdre le contact avec le public actif et devenir, comme le Musée des Antiquités nationales de Saint-Germain-en-Laye, « de simples annexes scolaires ».

Michel Guerrin
et Emmanuel de Roux

Les musées nationaux attirent moins de visiteurs



Le Louvre, en quête de nouveaux visiteurs

DES MILLIERS d'œuvres, des millions de visiteurs. Il suffit de quelques points de variation dans le nombre d'entrées au Louvre pour que l'ensemble de la courbe de fréquentation des musées françaises se déplace. Pourtant, le « plus grand musée du monde » est un mauvais baromètre. D'abord l'objet est instable, en travaux depuis plus de dix ans. Le public afflue et reflue au rythme de l'ouverture de telle ou telle tranche du chantier. Ensuite, c'est un monument, au même titre que la tour Eiffel, dont 68 % des visiteurs sont étrangers ; il est donc étroitement tributaire des variations touristiques.

Les mauvais chiffres de 1995 s'expliquent, insiste Brigitte Joseph-Jeanney, administrateur général de l'établissement public, par une mauvaise conjonction générale. L'année 1996 avait mal commencé. La baisse entamée dès l'été 1995 se poursuivait (-11 % de visites au cours du premier semestre, par rapport aux six premiers mois de 1995). La remontée a été sensible au cours du deuxième semestre (+10 % comparés aux six derniers mois de 1995). Avec 4,7 millions d'entrées fin 1996, le Louvre retrouve son niveau de 1991-1992. L'ouverture, en novembre 1997, de 12 000 mètres carrés rénovés – dont les salles égyptiennes, grandes favorites du public – devrait doper sa fréquentation. Pour combien de temps ?

Après l'année noire, 1995, le volontarisme est de rigueur au Louvre. L'objectif avoué de Brigitte Joseph-Jeanney est désormais la conquête d'un nouveau public : « Il faut d'abord éduquer le public. Nous sommes donc dotés de moyens d'analyse. Et puis aller le chercher. C'est ce que nous faisons », Claude Fourteau, adjointe au chef du service culturel du Louvre, pilote l'opération : « Il faut contacter divers relais, comités d'entreprise, associations, éducation nationale, sans négliger le grand tourisme. Ensuite, il faut vaincre la timidité des nouveaux venus, les prendre par la main pour leur faire visiter le palais. Un travail de longue haleine, nouveau pour le Louvre ».

Cette politique commence à porter ses fruits : en 1988, l'Association des amis du Louvre, qui délivre à ses adhérents une carte multienrée, regroupait 18 000 membres.

Le succès sans égal du retable de Colmar

Le Musée d'Unterlinden de Colmar (Haut-Rhin) est exemplaire et atypique. Il est d'abord le musée le plus fréquenté de province, avec 286 000 visiteurs en 1996, pour une ville de 63 000 habitants et seulement 11 000 scolaires (3,8 %) quand, dans la plupart des musées, ce public captif représente un tiers des entrées. Une œuvre unique attire l'essentiel du public : le retable d'Issenheim, constitué de dix tableaux peints par Grünewald entre 1512 et 1516. La majorité des visiteurs sont des Allemands qui arrivent par cars dans la cité vosgienne. Unterlinden a pourtant subi une érosion de sa fréquentation (341 000 visiteurs en 1986) due à la chute du mur de Berlin. « L'ouverture des frontières à l'Est a fait qu'une partie de notre public a préféré se porter sur des villes comme Budapest et Prague », explique Sylvie Le-coq-Ramond, la directrice qui a donc mis en place une solide politique d'acquisitions, mais aussi d'expositions, avec notamment Otto Dix à l'automne 1996. Car ce n'est pas l'argent qui manque dans ce musée associatif, donc privé, qui cache jalousement son budget.

Il s'est aujourd'hui 60 000. La Carte Jeune, lancée le 1^{er} décembre 1995 pour les 18-26 ans (l'entrée est gratuite pour les moins de 18 ans, les chômeurs et les RMistes) donne droit à des visites multiples, guidées ou non – le lundi, on peut même venir à deux. Il en a été vendu 23 000 en treize mois. Autre succès : la gratuité du dimanche, qui a attiré 336 000 visiteurs répartis sur onze dimanches, soit 72 % de visiteurs supplémentaires par rapport aux dimanches payants.

Ce nouveau public est parisien et, surtout, francilien. Revient-il ? « C'est à nous de faire en sorte que oui », indique Claude Fourteau. On doit maintenant améliorer l'accueil à la visite. Les gens sentent, par exemple, totalement perdus devant les allusions mythologiques et religieuses. Il y aura, dans les nouvelles salles égyptiennes, un parcours très didactique. Les galeries commerciales ont-elles apporté un nouveau public au musée ? « C'est plutôt le Louvre qui est la locomotive des galeries commerciales », estime Brigitte Joseph-Jeanney. Mais elles contribuent à immerger le musée dans un lieu de vie. Ce qui est positif.

M. G. et E. de R.

La difficile mutation du conservateur en chef d'entreprise

« IL Y A VINGT ANS, les conservateurs se faisaient du public. Ce n'est plus le cas. » Ce constat abrupt est dressé par un responsable de la Réunion des Musées nationaux. Il traduit la mutation d'une profession, qui, de gré ou de force, a dû ajouter à sa mission scientifique première – conserver et étudier – un second volet : promouvoir ses collections auprès du public. Cette mutation ne réjouit pas tout le monde.

Quelques irréductibles estiment que « ce qui importe est que l'exposition ait lieu et que le catalogue en témoigne ». La fréquentation ? Secondaire. Ce raisonnement ne tient plus depuis que les musées, rénovés, médiatisés, toujours financés par l'argent public, sont scrutés à la loupe par des décideurs à la recherche de la moindre économie.

Atteindre les subventions n'est donc plus possible. Ce qui fait dire à Jean Guibal, responsable du Musée dauphinois de Grenoble, que « les conservateurs sont trop frileux. Aucune entreprise ne peut s'en tirer en faisant aussi peu d'actions de promotion que les musées ». Et de conclure : « Si les conservateurs français ne changent pas de métier, ils se retrouveront, dans quelques années, comme au Canada, dans les réserves en train de réviser des notices. Et d'autres professionnels se chargeront de faire tourner les musées. » Ce point de vue est partagé par Jean-Yves Marin, conservateur au Musée de Normandie : « Les musées de société ont fait leur révolution copernicienne, pas les musées de beaux-arts ».

Le scientifique doit donc se doubler d'un chef d'entreprise capable de lever des fonds, de convaincre les élus, de dialoguer avec les entreprises, de lancer des campagnes de publicité, de gérer un personnel

varié. Et d'attirer un public nouveau. Les musées les plus riches ont créé – phénomène récent – des services de communication. Celui de Saint-Etienne a réalisé des clips et il affiche, chaque été, deux cent cinquante panneaux publicitaires dans les grandes villes de France pour vanter sa collection.

MISSIONS CONCILIABLES ?

Beaucoup sont aussi devenus des hauts lieux de consommation culturelle, avec restaurant, librairie, auditorium, spectacles, conférences, films et produits dérivés. Xavier Girard, directeur du Musée Matisse de Nice, reconnaît que sa profession est frappée par un « trouble d'identité ». Mais il ajoute : « Cette mutation est une chance à condition de trouver un équilibre entre création et communication. Nous sommes d'abord des scientifiques. Attention de ne pas nous transformer en agents de voyage ».

Ces deux missions sont-elles conciliables ? « Oui. En travaillant soixante heures par semaine et plus. Dans ces conditions, on peut trouver le temps de faire de la recherche, d'acquiescer à la Joëlle Pijaudier, directrice du musée de Villeneuve-d'Ascq, qui se bat pour déchaîner du mécénat. Mais à vouloir tout faire, il devient difficile de préserver un travail de fond ».

Autre risque pour le conservateur débordé par ses tâches administratives : se contenter d'accueillir des expositions clés en mains, tapageuses. « Cet effet Barnum s'accroît », dénonce Xavier Girard. C'est une des répercussions de la course aux expositions en France réclamées par de nombreuses municipalités soucieuses de rentabilité immédiate.

M. G. et E. de R.

Richard Hamilton, un chasseur de portraits en forme de spectres

Les œuvres récentes de ce grand nom du pop art

Galerie Froment et Putman, 33, rue Charlot, Paris 3^e; Tél.: 01-42-76-03-50. Du mardi au vendredi de 10 à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures, le samedi de 10 à 19 heures; jusqu'au 25 janvier.

Soit un artiste de soixante-quatorze ans et d'une notoriété internationale plus qu'honorifique. Il a sa place assurée dans l'histoire, pour avoir été dans les années 50 l'un des inventeurs du pop art version anglaise, plus précise, plus acide que la version américaine. Un risque le menace: demeurer enclavé dans le souvenir de cet épisode, apparaître aujourd'hui comme un héros d'autrefois. Le problème est donc: comment s'y prend-il pour esquiver le danger, pour rester en vie, autrement dit?

L'artiste se nomme Richard Hamilton. Il expose des séries de travaux récents, qui sont parmi les œuvres les plus étranges et les plus intéressantes du moment. Quant au problème posé, la réponse est simple. Hamilton fait ce qu'il lui plaît, tente les expériences techniques les plus atypiques et, à l'évidence, se moque de savoir si tout cela s'inscrit dans un courant, une école, une mode. Ainsi est-il moderne, parce que toujours en mouvement.

Il présente deux séries d'œuvres, neuf autoportraits et cinq portraits. « Œuvres » est, en la circonstance, un mot commode, qui évite d'avoir à choisir entre des termes plus précis, tels que peinture, photographie, toile, tirage, image informatique. Une seule définition conviendrait, technique mixte, très mixte. A l'origine de chaque œuvre se trouve un Polaroid. Celui-ci représente le visage d'Hamilton vu à travers une plaque de verre sur laquelle de la couleur a été jetée en lignes ou

taches. La distance entre l'appareil, le verre et la tête, les variations de lumière et de chromatisme, les expressions de la face et les détails des vêtements sont autant de facteurs changeants. Hamilton en joue de manière à proscrire toute répétition et conçoit la série comme une suite d'esquisses pour un autoportrait qui naît de la somme de ces études. Il est, au sens propre, un produit de synthèse. Il est d'autant plus que le Polaroid est scanné, l'image retravaillée grâce à une pointe informatique puis tirée en Cibachrome, lequel finit marouflé sur toile, ironique retour in extremis aux matériaux et au format habituels du peintre.

Cette méthode calculée sert une réflexion sur le passage et le durable, la dissimulation et la révélation, les aveux et les mensonges, la surprise et la dérobade. Hamilton poursuit Hamilton, qui s'enfuit, disparaît encore. Ainsi en est-il de toute personne, chaque fois qu'il a tenté de la percevoir à jour. Le modèle se change en spectre, quelle que soit l'habileté du chasseur - ou des chasseurs. Les cinq portraits en effet ont deux auteurs: Hamilton pour les manipulations récentes et Francis Bacon pour les Polaroid - plus anciens. Comme dans les tableaux de ce dernier, la forme se perd, les traits se troublent. Il ne reste du visage qu'une nuée en voie de dispersion. Symbole? Vanité?

Les autoportraits s'accompagnent de deux grandes vues d'intérieurs, allages encore de photographie et de peinture. Des personnages s'y dressent, immobiles, dans des espaces indistincts - des personnages qui ne sont plus que des fantômes. C'est logique.

Philippe Dagen

NOUVEAU FILM

L'OMBRE BLANCHE

Film américain de John Gray. Avec Steven Seagal, Keenen Ivory Wayans, Bob Gunton, Brian Cox, Michelle Johnson. (1 h 31).

Après le succès de *Seven*, il était fatal de voir arriver à l'écran plusieurs sous-produits qui tenteraient de reprendre une formule qui avait si bien fonctionné dans le film de David Fincher. *L'ombre blanche* en est l'exemple parfait. Comme dans *Seven*, deux flics, un Blanc et un Noir, le premier spécialiste en criminologie, le second impulsif et immature, pistent un tueur en série qui abat ses victimes d'une balle entre les deux yeux avant de les crucifier. *L'ombre blanche* comporte malgré tout des subtilités qui ne se trouvaient pas dans *Seven*. Ainsi, par on ne sait trop quel tour de passe-passe scénaristique, on apprend que le serial killer était manipulé par un homme d'affaires qui tentait de vendre des armes nucléaires à des milices serbes. L'homme qui sauvera le monde de cette catastrophe est interprété par Steven Seagal, un Stallone du pauvre, dont le regard terriblement vide contraste avec le rôle de penseur bouddhiste qu'il interprète, utilisant les armes de la méditation pour lutter contre le crime, vêtu d'une veste à fleurs. Steven Seagal déploie beaucoup d'efforts pour se rendre intelligent avec un succès très inégal. Samuel Blumenfeld

Andromaque

Jean Racine / Jean-Louis Martinelli

Avec: François Bette, Jean-Yves Dubois de la Comédie-Française, Alain Fromager, Sylvie Mithaud, David Morisseau, Isabelle Olive, Jean-François Perrier, Agathe Rouillier, Jeanne Bosson et Sophie Dulery.

Du 14 janvier au 9 février 1997

Neneh Cherry

En concert au Zénith le 8 mars 1997

Réservations en exclusivité sur le 3615 LEMONDE

La complémentarité inversée des chefs de l'Ensemble InterContemporain

Le concert des vingt ans de la formation créée par Pierre Boulez

L'Ensemble InterContemporain est né, voilà vingt ans, à l'initiative de Pierre Boulez pour pallier le désintérêt de beaucoup de formations

orchestrales pour les préoccupations inédites des compositeurs. Il est loué par les uns - la plupart des artisans de la modernité - et décrié par

les autres - de plus en plus rares à ne pas trouver la représentation de leur esthétique au sein d'une programmation éclectique.

PHILIPPE SCHOELLER: Fenilages. HELMUT LACHENMANN: Mouvement. ELLIOTT CARTER: Concerto pour clarinette. GYÖRGY KURTAG: Opus 27. 6.2 (Double Concerto). Alain Damien (clarinette), Florent Boffard (piano), Jean-Guillaume Queyras (violin), Ensemble InterContemporain, Ensemble Modern, David Robertson, Pierre Boulez. Cité de la musique, le 10 janvier.

On évoque souvent le fossé, incontestable, existant entre la création contemporaine et l'immense majorité des mélomanes. On oublie celui, tout aussi regrettable, introduit de la part des compositeurs et des institutions attachées à la diffusion des œuvres. Formation à géométrie variable imaginée en 1976 sur le modèle du London Sinfonietta, l'Ensemble InterContemporain (EIC) est né à l'initiative de Pierre Boulez pour pallier l'inadéquation des phalanges orchestrales traditionnelles aux préoccupations inédites des compositeurs. Loué par les uns (la plupart des artisans de la modernité) et décrié par les autres (de plus en plus rares à ne pas trouver leur représentation - esthétique - au sein d'une programmation aujourd'hui manifestement éclectique), cet ensemble, permanent (distinction d'importance

avec son aînée britannique), constitué de trente et un solistes, est devenu le vecteur privilégié des créations nécessitant un effectif instrumental hors normes. Ses relations suivies avec IRCAM, l'Institut de recherche également conçu par Pierre Boulez, le désignent ainsi aux yeux du grand public comme le spécialiste de la musique avec dispositif électronique.

Souhaitant opportunément cette identité dans une dimension très sensible avec ses gérbes de sons scintillants et ses carillons illusionnistes trop bien réglés par l'informatique, *Fenilages*, de Philippe Schoeller, a ouvert le concert des vingt ans de l'Ensemble par une simple démonstration de la « technique IRCAM », et s'est moins adressé aux fidèles de cette formation qu'à ceux venus s'initier à l'occasion

d'un anniversaire très médiatisé. Ces derniers ont risqué une déformation à la boussole avec la pièce suivante empruntée au catalogue très spécial de Helmut Lachenmann. Cet Allemand, né en 1925, se situe en effet depuis assez longtemps à la pointe de l'expérimentation radicale, luttant contre la paresse d'écoute vouée à la délectation du « beau son ». Souffles et bruits en tous genres constituent la base inouïe de ses œuvres exigeantes. Le *Mouvement*, sous-titré *Vor der Erwartung* (« Avant l'engourdissement »), interprété par l'Ensemble Modern de Francfort (*alter ego* germanique de l'InterContemporain), a pourtant toujours paru d'une stupéfiante évidence sous la baguette de David Robertson. L'aisance avec laquelle l'actuel directeur musical de l'EIC, généralement considéré

comme le médiateur par excellence des musiques contemporaines à visage humain (1), est parvenu à transcender une œuvre des plus célestes à alors donné au concert une tournure inattendue, invitant à revoir la typologie courante des interprètes.

Un autre démenti tout aussi retentissant s'est élevé de la seconde partie, assurée par Pierre Boulez. Pas avec la création du spirituel *Concerto pour clarinette* d'Elliott Carter, page typique d'un compositeur au-dessus des courants et des modes (il a quatre-vingt-huit ans) et difficilement classable autrement que par des prouesses consistant à faire jouer à un Alban Berg qui aurait vécu plus avant dans le siècle, ou à un Igor Stravinsky qui aurait accompli plus tôt sa conversion wébérienne! Mais avec le *Double Concerto* (réunissant l'EIC et l'Ensemble Modern) du septuagénaire hongrois György Kurtág, melting pot de références fantomatiques où la naïveté de ton le dispute à la complexité de matière. Pierre Boulez, archétype du chef rigoureux procédant par analyse, n'aurait jamais réussi à dégager l'expression authentique de cette œuvre hybride s'il s'en était tenu à sa démarche habituelle. Il lui a fallu, en plus, puiser dans ses trésoirs un ineffable sens de l'émotion directe. Histoire d'invader les clichés, attachés à l'œuvre comme à sa propre personne.

Pierre Gervasoni

Création et nouvelles technologies

Recrutés en qualité de solistes, les membres de l'Ensemble InterContemporain ne consacrent que deux tiers de leur temps à l'activité du groupe. Il leur est donc permis de s'engager personnellement au service de la création, notamment en explorant les possibilités des nouvelles technologies, comme trois d'entre eux l'ont montré à l'occasion de l'anniversaire de l'Ensemble.

Sophie Cherrier a ainsi abordé *Jupiter*, de Philippe Mannury, comme embarquée avec la flûte midi sur un vaisseau spatial électronique en constante métamorphose, puis André Tronchet a profité du poignant *Devenir*, de Frédéric Durieux, avec une clarinette aux contours mis en abyme par l'ordinateur. L'impression la plus saisissante a enfin été produite par le percussionniste Daniel Claupepol, auteur d'une tentaculaire version électronique de *Psappha*, composé par Yannis Xenakis il y a... vingt ans.

Bastia fait un triomphe à « Corsica », ballet de Marie-Claude Pietragalla

CORSICA, de Marie-Claude Pietragalla. Petru Gheorghe (musique). Le 9 janvier au Théâtre de Bastia. Le spectacle sera le 2 mars à Carcassonne; en juillet, au Festival de Sens.

BASTIA

de notre envoyée spéciale

Le titre du ballet de Marie-Claude Pietragalla, *Corsica*, sonne le ralliement. On fait l'opération pour donner une image positive de la Corse, loin des bombes et des hommes enroulés. Quelle meilleure ambassadrice que la plus célèbre et la plus ténérissime des étoiles de l'Opéra de Paris? A l'affiche, au côté de l'étoile, figure aussi Petru Gheorghe, le plus militant des chanteurs polyphoniques. Bastia s'est précipitée à *Corsica*, le maire, Emile Zucharelli, en tête. Il n'y aura pas de deuxième séance: le lendemain, l'étoile danse à La Rochelle, entourée du quatuor de jeunes interprètes qu'elle a choisis au sein du Ballet de l'Opéra pour leur capacité à sortir du moule qui les a façonnés (Yann Briday, Yann Saiz, Jean-François Creteaux, Nolwenn Daniel). On ne connaît pas de précédent qu'une danseuse étoile, en pleine gloire, se mêle de chorégraphier.

Corsica, au Théâtre de Bastia, le jeudi 9 jan-

vier, fut une soirée « pietragallissime ». S'il fallait une Colombe, on lui interdirait le rôle tellement elle en a le physique. Elle devrait faire du cinéma. Il en est question; un court métrage avec Laurent Billa, où elle serait inspecteur de police. Pour l'heure, elle est fille de l'île. Elle est corse. Elle a choisi Petru Gheorghe. Décision: le chanteur n'est pas sur scène comme prévu, l'affaire ne s'étant pas conclue avec la production. Mais il est dans la salle avec tous ses musiciens... Histoire de chauffer un public qui n'en a pas besoin, le rideau se lève sur le drapage corse. La salle applaudit. « *La Corse c'est mon pays. Ma famille est de Calvi. Le drapeau en ouverture est là pour signaler que cette île a été souvent envahie, que ses habitants sont le résultat d'un brassage de différentes civilisations méditerranéennes. La Corse chante, mais elle danse aussi. J'ai voulu le faire savoir* », explique l'étoile.

DÉPOSSESSION

Après le salut au drapeau, la lumière se fait lentement. Deux femmes, de face, droites comme des ifs, et trois hommes, de dos, plantés sur leurs jambes écartées. Marie-Claude Pietragalla, toujours distribuée dans des rôles de femme fatale, a voulu dans la famille Corsica être la mère. Celle qui veille sur la famille,

tente de la tenir unie face à l'individualisme. A la violence. On assiste à un très inattendu phénomène de dépossession. Pietragalla se défait par tous les pores de sa peau, par tous ses gestes, ses cambrures, ses mains envolées avec lenteur, de toutes les influences des nombreux chorégraphes qu'elle a servis, aimés. *Corsica* a des accents de *La Maison de Bernarda*, de Mats Ek, créateur suédois qu'elle admire. Il faut que son corps « vomisse » tous ceux qui l'ont nourrie pour que la chorégraphie débiente, qui est en elle, apparaisse.

Pietragalla se trouve dans ces gestes de mains qui s'ouvrent violemment près du corps qui affirmement haut et fort son existence. Gestes d'orgueil aussi, de provocation à la napolitaine. Dans son sùlo de solitude, ce n'est pas la mère qu'elle exprime, mais elle-même. Habitée à détourner tous les regards, toutes les louanges, on est surpris par l'œil infatigable avec lequel elle met en valeur les tempéraments encore adolescents de ses danseurs. *Mama Corsica*. Elle sait que son nom, en lui ouvrant toutes les portes, ne fait pas d'elle pour autant une chorégraphe. *Corsica* laisse présager qu'elle a l'envergure de son rêve. Assez d'entêtement aussi.

Dominique Fréard

Le guitariste américain de rock Randy California est officiellement porté disparu

LES RECHERCHES menées pour retrouver le guitariste, chanteur et compositeur américain Randy California, disparu le 2 janvier lors d'une baignade à Hawaï, ont été arrêtées mercredi 8. Le lendemain, le cofondateur du groupe de rock Spirit a été officiellement porté disparu. Selon le témoignage de son fils, qui se baignait avec lui, Randy California aurait été emporté par des courants violents. Le musicien, âgé de quarante-cinq ans, devait se produire en France à la tête de Spirit, reformé fin 1996, avec son beau-père, le batteur Ed Cassidy, qui s'apprêtait à remonter sur scène à l'âge de soixante-trois ans. La tournée européenne d'une trentaine de concerts, débutant le 16 janvier à Paris au New Morning, est annulée.

Randy California, natif de Los Angeles, se familiarise avec la guitare dès sa cinquième année et fonde, à l'âge de quatorze ans son premier

groupe, les Red Roosters, une formation de blues électrique qui ne durera qu'un an. Elle permet cependant de rassembler quelques membres de Spirit: outre Cassidy, le chanteur Jay Ferguson et le bassiste Mark Andes. California part ensuite à New York, où il fait une rencontre déterminante, celle d'un jeune guitariste alors inconnu et au jeu révolutionnaire, Jimi Hendrix.

De retour sur la Côte ouest, California forme les Spirits Rebellious (avril 1967), qui deviennent Spirit pendant l'été avec l'appoint d'un pianiste, John Locke. Le groupe publie trois albums, savants dosages de blues, de folk, de country et de jazz progressif, avant son chef-d'œuvre, l'exubérant et protéiforme *Twelve Dreams of Dr. Sardonicus* (Epic) qui contient une ballade poignante de California, *Nature's Way*. Bien accueilli par la critique, ces efforts ne rencontrent qu'un succès

d'estime auprès du public. California quitte le groupe en 1971, après le refus d'Epic de publier *Potatoland*, une exaltation du psychédéisme. En 1972, en Angleterre, il collabore avec Peter Dinklage, leader du groupe « gothique » Van der Graaf Generator et sort un premier album solo réussi, *Kaplan Kopter and The Fabulous Twirlybirds* (Epic). L'année 1975 est marquée par un album de retrouvailles, *Spirit of 76*. Mais le groupe, dont la composition est très instable, se réduit bientôt à un trio, California poursuivant parallèlement sa carrière solo (*Euroamerican*, chez Polydor, en 1982).

Virtuose des deux guitares légendaires du rock, la Fender Stratocaster et la Gibson Les Paul, l'auteur de *I Got a Line on You*, unique tube de Spirit, séduit surtout un public d'experts. L'ombre ténébreuse d'Hendrix l'empêche parfois d'affirmer une originalité qui n'a pourtant pas fait

défaut à un autre disciple, Stevie Ray Vaughan. Ce rigoureux explique la discrétion qui l'accompagne la sortie, fin 1996, du dernier album de Spirit, *California Blues* (Legend Music/Socadisc). Les disques du groupe signés chez Polydor doivent faire l'objet d'une réédition cette année.

Bruno Lesprit

CONCERTS EN COOPÉRATION
9 janvier - 9 février

L'ESCLAVE DU DEVON
de Louis Donatien
mise en scène Jean-Luc Bailly

CAPIEUX CHÉRIE
THÉÂTRE DE L'ÉPIQUE DE BOIS
01 48 08 59 74

prenez une place, venez à deux

SAMEDI 18 JANVIER 17H

MIKLOS PERENYI violoncelle
KAROLY MOCSARI piano

LIÉGÉ - POULENC - FRANCK

2 PL DU CHATELET 01 42 74 22 77

Inversée des chefs Contemporain

Hommage à Martin Luther King

Jazz, classique, danse,
lectures, contes
pour évoquer le pasteur



FONDÉ en 1988, l'« Hommage à Martin Luther King » a pris de l'ampleur, à Paris et en province où de nombreux artistes vont évoquer cette figure majeure de la non-violence et de la reconnaissance des droits civiques du peuple noir aux États-Unis. A Paris, le centre culturel Confluences présente, le 14, des peintures et des films, des concerts de jazz, de reggae ou de gospel; au Mans, cinéma aussi et lectures d'hauts mis en musique par le saxophoniste Chansee Evans, président de l'association Harambé, organisatrice, le 15, à l'American Library de Paris, An-

gers, Montpellier et Toulouse, lectures « notamment du fameux discours « I Had a Dream » - et musiques le 15; au Centre culturel franco-japonais guette classique et jazz, le 16; Salle polyvalente de la Roquette, gospel, danse, jazz, etc., le 17; à l'Unesco, musiques et contes pour les jeunes et en soirée Francis Bebey, Jo Ann Pickens et le Golden Gate Quartet, le 18; enfin un office avec lectures et musique terminera ce festival à l'Eglise évangélique baptiste, rue de Lille, le 19.

* Informations aux 01-43-43-26-16 ou 06-09-43-51-60. Entrée libre.

UNE SOIRÉE À PARIS

Orchestre national d'Ile-de-France
L'Orchestre national d'Ile-de-France et Jacques Mercier ont pris l'habitude de donner des leçons de programmation aux grands orchestres parisiens. Eux, remplissent des salles en jouant Sibelius. Cette fois-ci, ils se promènent en Ile-de-France avec un programme populaire dont l'heroïne est la soprano Françoise Pollet. Injustement traité d'« Orchestre RER » il y a quelques années, l'ODIF est tout à fait chic et tout à fait choc. Œuvres de Berlioz, Gluck, Charpentier, Massenet, Puccini et Verdi.

Suresnes (92), Théâtre Jean-Vilar, 16, place Stalingrad, 21 heures, le 14. Tél.: 01-46-97-98-10. De 100 F à 150 F.

Et le 16 janvier à 20 h 45, Espace Carpeaux de Courbevoie, tél.: 01-47-68-51-50, le 18 janvier à 20 h 45, Centre culturel Robert-Desnos de Ris-Orangis, tél.: 01-69-02-72-72, le 19 janvier à 21 heures, salle Pleyel, tél.: 01-43-68-76-00.

Katia Bronska
Pour son récital parisien, la pianiste polonaise Katia Bronska propose un programme qui comporte évidemment des pièces de Chopin mais aussi les remarquables variations sur un thème populaire polonais de Szymanowski. Ces variations ont pour particularité de commencer par une première variation avant l'exposé du thème. Œuvre brillante, mésestimée et pourtant l'une des plus remarquables séries de variations composées au XX^e siècle. Son récital s'achève par la *Sonate pour piano* op. 7 de Grieg, qui n'est pas davantage jouée. On se demande bien pourquoi... Chopin: *Fantaisie* op. 49, *mazurkas* Szymanowski: *Variations sur un thème populaire polonais*. Schubert: *Sonate pour piano* D 784. Gdég: *Sonate pour piano* op. 7. Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e. M^o Ternes. 20 h 30, le 14. Tél.: 01-45-61-53-00. De 100 F à 250 F.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

A L'ÉCRÉVEAU DU FEU

Film américain d'Edward Swick, avec Denzel Washington, Meg Ryan, Lou Diamond Phillips, Michael Madsen, Matt Damon, Seth Gilliam (1 h 57).
VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{re}; Bretagne, 6^e (01-39-17-10-00); UGC Odéon, dolby, 8^e; UGC Normandie, dolby, 9^e; UGC Maillot, 17^e.

LES CLUBS DES EX

Film américain de Hugh Wilson, avec Goldie Hawn, Bette Midler, Diane Keaton, Maggie Smith, Dan Hedaya, Bronson Pinchot (1 h 42).
VO: Gaumont les Halles, dolby, 1^{re} (01-40-39-99-40); UGC Odéon, dolby, 6^e; Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (01-43-25-19-08); UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{re} (01-43-25-19-08); UGC Odéon, dolby, 8^e; UGC Normandie, dolby, 9^e; UGC Maillot, 17^e.

LES DÉMONS DE JÉSUS

Film français de Denis Dercourt, avec Stéphane Martin, Elodie Menegand, Yann Tregouët, Grégoire Vignier, Bruno Buisson, François Serrat (1 h 07).
Régie: Odéon, 6^e (01-43-25-19-08); UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{re} (01-43-25-19-08); UGC Odéon, dolby, 8^e; UGC Normandie, dolby, 9^e; UGC Maillot, 17^e.

LES DÉMONS DE JÉSUS

Film français de Bernie Bonvoisin, avec Nadia Fares, Thierry Frémont, Patrick Bouchitey, Victor Lanoux, Martin Lamotte, Yann Collette (1 h 57).
UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{re}; UGC Odéon, dolby, 6^e; UGC Champs-Élysées, dolby, 8^e; UGC Opéra, dolby, 9^e; UGC Gobelins, 13^e; Miramas, 14^e (01-39-17-10-00); UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{re} (01-43-25-19-08); UGC Odéon, dolby, 8^e; UGC Normandie, dolby, 9^e; UGC Maillot, 17^e.

LES DÉMONS DE JÉSUS

Film français de Denis Dercourt, avec Stéphane Martin, Elodie Menegand, Yann Tregouët, Grégoire Vignier, Bruno Buisson, François Serrat (1 h 07).
Régie: Odéon, 6^e (01-43-25-19-08); UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{re} (01-43-25-19-08); UGC Odéon, dolby, 8^e; UGC Normandie, dolby, 9^e; UGC Maillot, 17^e.

LES DÉMONS DE JÉSUS

Film français de Bernie Bonvoisin, avec Nadia Fares, Thierry Frémont, Patrick Bouchitey, Victor Lanoux, Martin Lamotte, Yann Collette (1 h 57).
UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{re}; UGC Odéon, dolby, 6^e; UGC Champs-Élysées, dolby, 8^e; UGC Opéra, dolby, 9^e; UGC Gobelins, 13^e; Miramas, 14^e (01-39-17-10-00); UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{re} (01-43-25-19-08); UGC Odéon, dolby, 8^e; UGC Normandie, dolby, 9^e; UGC Maillot, 17^e.

LES DÉMONS DE JÉSUS

Film français de Denis Dercourt, avec Stéphane Martin, Elodie Menegand, Yann Tregouët, Grégoire Vignier, Bruno Buisson, François Serrat (1 h 07).
Régie: Odéon, 6^e (01-43-25-19-08); UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{re} (01-43-25-19-08); UGC Odéon, dolby, 8^e; UGC Normandie, dolby, 9^e; UGC Maillot, 17^e.

LES DÉMONS DE JÉSUS

Film français de Bernie Bonvoisin, avec Nadia Fares, Thierry Frémont, Patrick Bouchitey, Victor Lanoux, Martin Lamotte, Yann Collette (1 h 57).
UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{re}; UGC Odéon, dolby, 6^e; UGC Champs-Élysées, dolby, 8^e; UGC Opéra, dolby, 9^e; UGC Gobelins, 13^e; Miramas, 14^e (01-39-17-10-00); UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{re} (01-43-25-19-08); UGC Odéon, dolby, 8^e; UGC Normandie, dolby, 9^e; UGC Maillot, 17^e.

LES DÉMONS DE JÉSUS

Film français de Denis Dercourt, avec Stéphane Martin, Elodie Menegand, Yann Tregouët, Grégoire Vignier, Bruno Buisson, François Serrat (1 h 07).
Régie: Odéon, 6^e (01-43-25-19-08); UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{re} (01-43-25-19-08); UGC Odéon, dolby, 8^e; UGC Normandie, dolby, 9^e; UGC Maillot, 17^e.

LES DÉMONS DE JÉSUS

Film français de Bernie Bonvoisin, avec Nadia Fares, Thierry Frémont, Patrick Bouchitey, Victor Lanoux, Martin Lamotte, Yann Collette (1 h 57).
UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{re}; UGC Odéon, dolby, 6^e; UGC Champs-Élysées, dolby, 8^e; UGC Opéra, dolby, 9^e; UGC Gobelins, 13^e; Miramas, 14^e (01-39-17-10-00); UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{re} (01-43-25-19-08); UGC Odéon, dolby, 8^e; UGC Normandie, dolby, 9^e; UGC Maillot, 17^e.

LES DÉMONS DE JÉSUS

Film français de Denis Dercourt, avec Stéphane Martin, Elodie Menegand, Yann Tregouët, Grégoire Vignier, Bruno Buisson, François Serrat (1 h 07).
Régie: Odéon, 6^e (01-43-25-19-08); UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{re} (01-43-25-19-08); UGC Odéon, dolby, 8^e; UGC Normandie, dolby, 9^e; UGC Maillot, 17^e.

LES DÉMONS DE JÉSUS

Film français de Bernie Bonvoisin, avec Nadia Fares, Thierry Frémont, Patrick Bouchitey, Victor Lanoux, Martin Lamotte, Yann Collette (1 h 57).
UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{re}; UGC Odéon, dolby, 6^e; UGC Champs-Élysées, dolby, 8^e; UGC Opéra, dolby, 9^e; UGC Gobelins, 13^e; Miramas, 14^e (01-39-17-10-00); UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{re} (01-43-25-19-08); UGC Odéon, dolby, 8^e; UGC Normandie, dolby, 9^e; UGC Maillot, 17^e.

LES DÉMONS DE JÉSUS

Film français de Denis Dercourt, avec Stéphane Martin, Elodie Menegand, Yann Tregouët, Grégoire Vignier, Bruno Buisson, François Serrat (1 h 07).
Régie: Odéon, 6^e (01-43-25-19-08); UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{re} (01-43-25-19-08); UGC Odéon, dolby, 8^e; UGC Normandie, dolby, 9^e; UGC Maillot, 17^e.

LES DÉMONS DE JÉSUS

Film français de Bernie Bonvoisin, avec Nadia Fares, Thierry Frémont, Patrick Bouchitey, Victor Lanoux, Martin Lamotte, Yann Collette (1 h 57).
UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{re}; UGC Odéon, dolby, 6^e; UGC Champs-Élysées, dolby, 8^e; UGC Opéra, dolby, 9^e; UGC Gobelins, 13^e; Miramas, 14^e (01-39-17-10-00); UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{re} (01-43-25-19-08); UGC Odéon, dolby, 8^e; UGC Normandie, dolby, 9^e; UGC Maillot, 17^e.

THÉÂTRE

Une sélection des pièces
à Paris et en Ile-de-France

NOUVEAUTÉS

Algérie en édité
d'après deux auteurs algériens
contemporains, mise en scène d'Hélène
Darce, avec Denis Bonal, Linda Chab,
Kader Kadi et Madjid Zouane.

Théâtre Hébertot (Petit), 78 bis, boulevard des Batignolles, Paris 17^e. M^o Rome. A partir du 18 janvier. Le samedi 18, à 17 h 30 et 21 heures; le dimanche 19, à 15 heures. Tél.: 01-43-23-23-23. Durée: 2 h 30. De 100 F à 250 F. Jusqu'au 30 juin.

SELECTION

Les Affaires du baron Laborde
ou Comment vendre du vent
d'Hermann Broch, mise en scène de Si-
mon Amouyal, avec Jacques Bonaffé,
Olivier Sauvage, Catherine Gandolfi,
Yvan Duruz, Sandrine Dumas, Rodolfo
de Souza, John Michael Barris, Gilles
Groppo et Philippe Richard.

Opéra-Louis-Jouvet, 4, square de l'Opéra-Louis-Jouvet, Paris 9^e. M^o Opéra. Le mardi 14, à 19 heures; le mercredi 15 au samedi 18, à 20 heures. Tél.: 01-47-67-27-27. Durée: 3 heures. De 40 F à 150 F. Dernières.

Théâtre de la Madeleine, 13, rue du Général-Gallieni, Paris 17^e. M^o Porte-de-Montmartre. Du mardi 14 au samedi 18, à 20 h 30; le dimanche 19, à 16 heures. Tél.: 01-42-50-15-65. Durée: 1 h 30. De 40 F à 80 F. Jusqu'au 26 janvier.

Conversations dans le loft-est-cher
de Paul Claudel, mise en scène de Pierre
Francis, avec Marianne Bastie, Laurent
Malet, Jean-Paul Muel et Jacques Spies-
ser.

Théâtre de l'Atelier, place Charles-Du-
lin, Paris 18^e. M^o Anvers. A partir du 17
janvier. Le vendredi 17, à 21 heures; le
samedi 18, à 18 heures et 21 heures; le
dimanche 19, à 15 h 30. Tél.: 01-46-06-
49-24. De 50 F à 250 F. Jusqu'au 30 juin.

Salut à Jean-Luc
avec Radjef Mitrovitsa, Christiane Co-
heny, Mireille Herbstmeyer, Hervé
Pierre, François Berreux, Bernard Bloch,
Emmanuel Brunschwig, Pierre Streill,
Marie Carlier, Sarah Chaumette, Valérie
Lang, Madeline Marion, Véronique
Nordy, Stanislas Nordy, Robert Cante-
rella, Joël Jouanneau, Irina Delle et O-
livier Py.

Théâtre ouvert-jardin d'hiver, 4, cité Vi-
ron, Paris 18^e. M^o Blanche. Le vendredi
17, à 19 heures; le samedi 18, à 15
heures; le dimanche 19, à 15 heures.
Tél.: 01-42-62-59-49. Entrée
libre.

La Terrasse
de Jean-Claude Carrière, mise en scène
de Bernard Murat, avec Jean-Pierre Ma-
rille, Anne Brochet, Hippolyte Girar-
dot, Chantal Lauby, Jean-Pierre Darrou-
sin, Marie-Thérèse Arène et Roger
Dumas.

Antoine-Simone-Berriaux, 14, boulevard
de Strasbourg, Paris 10^e. M^o Strasbourg-
Saint-Denis. A partir du 14 janvier. Du
mardi 14 au vendredi 17, à 20 h 45; le
samedi 18, à 17 heures et 20 h 45; le di-
manche 19, à 15 h 30. Tél.: 01-42-08-77-
71. De 80 F à 280 F. Jusqu'au 30 juin.

Tout pour le mieux
de Luigi Pirandello, mise en scène de

Jacques Lassalle, avec Dominique Blan-
chet, Philippe Lardaud, Dominique La-
coste, Jean-Pierre Laroche, Océane Mossa,
Michel Peyronel, Mark Saporta et Jean
Pannek.

Théâtre Hébertot, 78 bis, boulevard des
Batignolles, Paris 17^e. M^o Rome. A partir
du 18 janvier. Le samedi 18, à 17 h 30 et
21 heures; le dimanche 19, à 15 heures.
Tél.: 01-43-23-23-23. Durée: 2 h 30. De
100 F à 250 F. Jusqu'au 30 juin.

SELECTION

Les Affaires du baron Laborde
ou Comment vendre du vent
d'Hermann Broch, mise en scène de Si-
mon Amouyal, avec Jacques Bonaffé,
Olivier Sauvage, Catherine Gandolfi,
Yvan Duruz, Sandrine Dumas, Rodolfo
de Souza, John Michael Barris, Gilles
Groppo et Philippe Richard.

Opéra-Louis-Jouvet, 4, square de l'Opéra-
Louis-Jouvet, Paris 9^e. M^o Opéra. Le
mardi 14, à 19 heures; le mercredi 15 au
samedi 18, à 20 heures. Tél.: 01-47-67-
27-27. Durée: 3 heures. De 40 F à 150 F
à 150 F. Dernières.

Théâtre de la Madeleine, 13, rue du Général-
Gallieni, Paris 17^e. M^o Porte-de-Montmar-
tre. Du mardi 14 au samedi 18, à 20 h 30;
le dimanche 19, à 16 heures. Tél.: 01-42-
50-15-65. Durée: 1 h 30. De 40 F à 80 F.
Jusqu'au 26 janvier.

Conversations dans le loft-est-cher
de Paul Claudel, mise en scène de Pierre
Francis, avec Marianne Bastie, Laurent
Malet, Jean-Paul Muel et Jacques Spies-
ser.

Théâtre de l'Atelier, place Charles-Du-
lin, Paris 18^e. M^o Anvers. A partir du 17
janvier. Le vendredi 17, à 21 heures; le
samedi 18, à 18 heures et 21 heures; le
dimanche 19, à 15 h 30. Tél.: 01-46-06-
49-24. De 50 F à 250 F. Jusqu'au 30 juin.

Salut à Jean-Luc
avec Radjef Mitrovitsa, Christiane Co-
heny, Mireille Herbstmeyer, Hervé
Pierre, François Berreux, Bernard Bloch,
Emmanuel Brunschwig, Pierre Streill,
Marie Carlier, Sarah Chaumette, Valérie
Lang, Madeline Marion, Véronique
Nordy, Stanislas Nordy, Robert Cante-
rella, Joël Jouanneau, Irina Delle et O-
livier Py.

Théâtre ouvert-jardin d'hiver, 4, cité Vi-
ron, Paris 18^e. M^o Blanche. Le vendredi
17, à 19 heures; le samedi 18, à 15
heures; le dimanche 19, à 15 heures.
Tél.: 01-42-62-59-49. Entrée
libre.

La Terrasse
de Jean-Claude Carrière, mise en scène
de Bernard Murat, avec Jean-Pierre Ma-
rille, Anne Brochet, Hippolyte Girar-
dot, Chantal Lauby, Jean-Pierre Darrou-
sin, Marie-Thérèse Arène et Roger
Dumas.

Antoine-Simone-Berriaux, 14, boulevard
de Strasbourg, Paris 10^e. M^o Strasbourg-
Saint-Denis. A partir du 14 janvier. Du
mardi 14 au vendredi 17, à 20 h 45; le
samedi 18, à 17 heures et 20 h 45; le di-
manche 19, à 15 h 30. Tél.: 01-42-08-77-
71. De 80 F à 280 F. Jusqu'au 30 juin.

Tout pour le mieux
de Luigi Pirandello, mise en scène de

15. Durée: 2 h 30. De 30 F à 185 F. Jus-
qu'au 3 mai.

L'Intervention
de Victor Hugo, mise en scène de Ban-
dica Ardilly, avec Jacques Serres, Ca-
line Samie, Coraly Zahonero et Laurent
Rey.

Comédie-Française Studio-Théâtre, 99,
rue de Rivoli, Paris 1^{re}. M^o Palais-Royal.
Lundi, du mercredi au dimanche, à
19 h 30. Tél.: 01-44-58-98-58. Durée:
1 heure. De 45 F à 80 F. Jusqu'au 30 jan-
vier.

Jouer avec le feu
d'August Strindberg, mise en scène de
Luc Bondy, avec Roland Amouyal, Em-
manuel Béart, Françoise Brion, Thierry
Fortin, Pascal Gregory et Christine
Vouilloz.

Bouffes du Nord, 37 bis, boulevard de la
Chapelle, Paris 10^e. M^o La Chapelle. Du
mardi au vendredi, à 21 heures; le sa-
medì, à 17 heures et 21 heures. Tél.: 01-
46-07-34-50. Durée: 1 h 20. De 60 F à
140 F. Jusqu'au 8 février.

Le Joueur d'une illusion
d'Alain Gerber, mise en scène de Phi-
lippe Berling, avec Daniel Anisberg,
Aldéa-Louis Jouvet, 4, square de
l'Opéra-Louis-Jouvet, Paris 9^e. M^o Opéra.
Le mardi 14, à 19 heures; le mercredi 15
au samedi 18, à 20 heures. Tél.: 01-47-
67-27-27. Durée: 1 h 15. 90 F et 120 F.
Dernières.

Arnaud Bédouet, mise en scène de
Philippe Adrien, avec Marthe Keller,
Thierry Frémont, Félité Wouassi, Jean-
Paul Roussillon, Jean-Yves Chatais et
Umban U. Kelt.

Théâtre national de la Colline, 15, rue
Malte-Brun, Paris 20^e. M^o Gambetta. Du
mardi 14 au samedi 18, à 20 h 30; le di-
manche 19, à 15 h 30. Tél.: 01-44-62-52-
52. Durée: 2 h 30. De 110 F à 160 F. Jus-
qu'au 2 mars.

Maître Class, la leçon de chant
de Maria Callas
de Terence McNally, mise en scène de
Roman Polanski, avec Fanny Ardant,
Anne-Julie Audry, Nathalie Labry,
Alexandre Laiter et Jeff Cohen.

Théâtre de la Porte-Saint-Martin, 16,
boulevard Saint-Martin, Paris 10^e. M^o
Saint-Martin. Du mardi 14 au samedi 18,
à 20 h 45; le dimanche 19, à 15 heures.
Tél.: 01-42-08-00-32. Du-
rée: 1 h 45. De 110 F à 280 F. Jusqu'au 30
mars.

L'Orestie
d'Eschyle, mise en scène de Serge Tra-
nouvez, avec Séverine Dabry, Juliette Bi-
neau, Jean-François Codet, Vincent Do-
sez, Elisabeth Doll, Catherine Epars,
Nicolas Le Quang Minh, Anissa Moer-
man, Nathalie Nambrot, Jean-Baptiste
Sastre et Catherine Sola.

Théâtre des Amandiers, 7, avenue Pa-
blo-Picasso, 92 Nanterre. Du mardi au
vendredi, à 20 heures; le samedi et di-
manche, à 16 heures. Tél.: 01-46-14-70-
00. De 30 F à 140 F. Jusqu'au 5 février.

Peer Gynt
d'Henrik Ibsen, mise en scène de Sté-
phane Braunschweig, avec Christophe
Bouisse, Olivier Cruveiller, Claude Du-

parfait, Jean-Marc Eder, Philippe Fretun,
Philippe Girard, Blanche Girard-Beau-
gard, Yedward Ingey, Evelyn Iskra, Sa-
rah Karbasmiki, Flora Lefebvre des
Noëttes, Stéphanie Rongier, Christophe
Vandevelde, en alternance Lucie Jousse
et Mélodie Puren, Lisa Erbs (violoncel-
liste) et Georges Gagnère (pianiste).

Théâtre, 41, avenue des Grésillons,
92 Gennevilliers. Du mardi au vendredi,
à 20 heures; le samedi et dimanche, à
16 heures. Tél.: 01-41-32-25-26. De 80 F
à 140 F. Dernières.

Phédre: Esquisse d'un malfaiteur
de Sénèque et Nicolas Born, mise en
scène de Jean Lacroix, avec Agathe
Aloë, Frank Manzoni, Michel Quimet,
Annie Mercier, Pierre Mermaz et Ar-
naud Simon.

Théâtre de l'Est parisien, 159, avenue
Gambetta, Paris 20^e. M^o Pellepoire, Saint-
Fargeau. Le mardi, vendredi, samedi, à
20 h 30; le mercredi et jeudi, à
19 heures; le dimanche, à 15 heures.
Tél.: 01-43-64-80-80. Durée: 2 h 15.
90 F et 140 F. Jusqu'au 2 février.

La Prologue
après Franz Kafka, mise en scène de
Dominique Frotet, avec Pierre Ban-
dret, Jean-Marc Bory, Frédéric Constant,
Nadia Fabrizio, Anne-Cécile Moser, Ro-
bert Pagès, Nicolas Rossier, Laurent San-
doz, Emilien Tessier et Alain Tréout.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet,
Paris 4^e. M^o Châtelet. Du mardi au sa-
medì, à 20 h 30; le dimanche, à 15 heures.
Tél.: 01-42-74-22-77. Durée: 2 h 30.
95 F et 140 F. Jusqu'au 25 janvier.

La Promenade
d'après Robert Walser, mise en scène de
Gilberte Tsai, avec Claire Lasse.

Théâtre national de l'Odéon (petite
salle), 1, place Paul-Claude, Paris 6^e.
M^o Odéon, RER Luxembourg. Du mardi
au samedi, le lundi, à 18 heures. Tél.:
01-44-36-36. Durée: 1 h 15. De 50 F à
70 F. Jusqu'au 5 février.

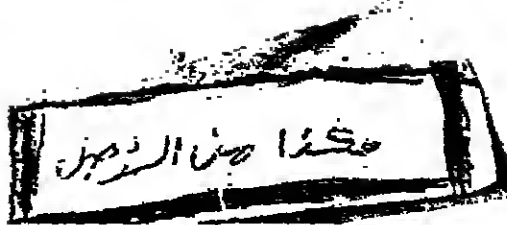
La Tragedie du roi Christophe
d'Alfred Césaire, mise en scène de
Jacques Nichet, avec Emile Abossolo-
Mbongo, Alain Athanor, Kangni Alondro-
po, Georges Billaud, Mhidi Yaya, Alan
Bonno, Bass Dhem, Jules-Emmanuel
Eyoum Deido, Maxime Dumont, James
Germail, Sylvie Laporte, Gérard Lohy,
Louis Victor Laporte, Mhidi Yaya, Stan-
les Matigou, Mours, Denis Mungwa,
Yanecko Romba, William Nadylam-
vondra et Pascal Nzouli.

Les Gémeaux, 49, avenue Georges-Cle-
meaucau, 92 Sceaux. Les vendredi 17 et
samedi 18, à 20 h 45; le dimanche 19, à
17 heures. Tél.: 01-46-61-56-67. Durée:
2 heures. 110 F et 140 F.

Les Trompettes de la mort
de François Tilly, mise en scène de l'au-
teur, avec Marjorie Even, Josiane Stole-
ru, Eric Guerin et la voix de Jenny Clève.
Théâtre national de la Colline, 15, rue
Malte-Brun, Paris 20^e. M^o Gambetta. Les
mardi, jeudi, vendredi, samedi, à
21 heures; le mercredi, à 12 h 30 et
21 heures; le dimanche, à 16 heures.
Tél.: 01-44-62-52-52. Durée: 1 h 30. De
110 F à 160 F. Jusqu'au 26 janvier.

(*) Tarifs réduits.

9 Janvier 1^{er} Février
Dominique Bluzet, Clotilde De Bayser
Aladin Reibel, Elisabeth Vitali
malaga
comédie de Paul Emond
mise en scène Abbès Zahmani
Ticket du Rond Point - Champs Elysees - Cie Marcel Maréchal - 01 44 95 98 10



Les chaînes numériques à la conquête de l'Amérique

Aux Etats-Unis, plus de 4 millions d'abonnés se sont déjà laissés séduire par les bouquets des cinq opérateurs qui se partagent le marché des nouvelles télévisions

RADIO : Christine Ockrent a été nommée au comité stratégique de la radio BFM, avec le titre de directeur délégué du holding FCC, présidé par Jacques Abergel. BFM, « la nouvelle radio de l'info », dont le groupe Bloomberg détient 10 %, est une radio d'information continue spécialisée dans l'économie. La journaliste a quitté la direction de la rédaction de l'hebdomadaire *l'Express* le 26 mars 1996, poste auquel elle a été remplacée par Denis Jeambar. La journaliste doit continuer d'animer par ailleurs le magazine politique de la rédaction nationale de France 3 « Dimanche soir ».

PRESSE : Elisabeth Descombes est nommée directrice générale de *La Tribune*, en remplacement de Philippe Micolleau, qui quitte le groupe Desfossés-International, auquel il rachète, avec d'autres investisseurs, le quotidien *L'Argi* (Le Monde du 11 janvier). Elisabeth Descombes était directrice générale de *NRJ* Régies de 1992 à 1995. Elle a été directrice de la publicité du *Nouvel Observateur* de 1985 à 1990, avant de rejoindre *La Cinq*. Par ailleurs, *La Tribune* a lancé lundi 13 janvier une édition Méditerranée consacrée à l'actualité économique, sociale et financière du Sud-Est de la France.

L'ancien premier ministre israélien Shimon Peres et l'écrivain libanais Elias Khoury figurent au sommaire du numéro 1 de la *revue de politique et de culture méditerranéennes*. Publiée par l'Université de la Méditerranée - une association qui regroupe une soixantaine d'universités du pourtour méditerranéen -, avec le concours financier de l'Union européenne, *Revue d'interro* (en français et en anglais) sur le concept d'« identité méditerranéenne ». Le premier numéro a été tiré à 9 000 exemplaires. Il est venu du prix de 50 francs.

NEW YORK
de notre envoyé spécial
Les Etats-Unis restent les plus importants producteurs de programmes télévisés. C'est aussi le continent où la télévision numérique a pris une avance sans pareille. Dans ce pays qui compte quelque 280 millions de téléviseurs - 72,2 % des foyers en possèdent au moins deux, alors que c'était le cas d'à peine 50 % d'entre eux en 1980 -, la télévision est un sujet de choix, ce qui peut paraître normal dans un pays où chaque adulte consomme en moyenne plus de quatre heures de programmes télévisés par jour, soit 25 % de plus qu'en France, avec une fréquentation du petit écran plus manifeste de la part des femmes (quatre heures et trente minutes en moyenne par jour). D'autant plus normal qu'on y recensait 1 174 télévisions en 1996, le double d'il y a vingt-cinq ans.

Preuve de cette vivacité et de cet intérêt, la télévision fait l'actualité de la semaine du 13 au 17 janvier, rythmée par deux conventions attirant producteurs, distributeurs, responsables de programmes et industriels. Le trente-quatrième NATPE (National Association of Television Program Executives) se réunit à La Nouvelle-Orléans, tandis que le Consumer Electronics Show se tient à Las Vegas.

Ces deux conventions donnent le « la » de la télévision outre-Atlantique, en matière de programmes et de technologies. Alors qu'en France le lancement du premier bouquet de télévision numérique date d'à

peine neuf mois - CanalSatellite, né en avril - et que les deux autres bouquets, Télévision par satellite (TPS) et AB Sat, se mettent en place, cinq opérateurs se disputent déjà les téléspectateurs américains. Plus de 4 millions d'abonnés, « séduits à 98 % » selon une étude de l'Institut Bruskin/Glorious Research, se sont déjà laissés séduire par la télévision numérique fin 1996.

d'abonnés avec ses trente chaînes, nombre qui devrait être porté à une centaine d'ici la fin du premier trimestre. Les deux derniers opérateurs, Echostar, propriété de Charlie Egen et de la firme Lookheed, et Alphastar, filiale du fabricant canadien de satellites Telesat, feraient presque figure de parents pauvres. Le premier affiché pourtant plus de 300 000 abonnés ; le second, lancé en juillet 1996, en a déjà attiré plus

de 100 000. Mais, assurent ainsi Robert Fierbach, directeur de l'International Alphastar, lors du troisième French TV Showcase, qui a eu lieu en décembre 1996 à New York, à l'initiative de TV France International et des services culturels de l'ambassade de France.

DÉCODEURS A BAS PRIX
Il est vrai que l'attrait pour le numérique ne faiblit pas. Selon Charles Hewitt, président de la Satellite Broadcast Communication Association (SBCA), « les bouquets numériques enregistrent quelque 7 200 abonnés par jour, en moyenne » attirés à 64 %, par le grand nombre de chaînes - les cinq bouquets diffusent 500 chaînes au total - et à 47 %, par la qualité de l'image. Sans compter l'attrait du prix des décodeurs, dont les opérateurs ont cassé les coûts pour gagner des parts de marché - ce qui met par exemple l'équipement de réception des chaînes numériques diffusées par DirecTV ou par Echostar à 199 dollars (1 030 francs).

Patrie du numérique triomphant, les Etats-Unis le sont aussi de la création de nouvelles chaînes et de programmes originaux, présentés traditionnellement au NATPE. Après les télévisions spécialisées classiques (en voyage et tourisme avec The Travel Channel, en science-fiction avec Sci Fi Channel, en cuisine avec TV Food Network, etc.), le paysage américain continue à produire de nouveaux concepts. Comme celui de Crime Channel, la « télévision du crime », sur laquelle son fondateur, Arnold Frank, dif-

fuse à la fois des séries policières, les archives de la police de Los Angeles, des jeux visant à libérer des condamnés (avec numéro vert servant au vote des téléspectateurs) et envisage même de programmer l'exécution d'un condamné à mort.

Mais le territoire est finalement exigu. Après avoir vendu des programmes à l'étranger, et notamment aux chaînes européennes, les télévisions américaines s'exportent elles-mêmes de plus en plus, que ce soit sur le câble ou le satellite, en les adaptant au pays choisi ou en s'alliant avec des partenaires, profitant notamment des besoins des nouveaux bouquets numériques européens, et français.

Ainsi Nickelodeon, la chaîne qui attire « 50 % de l'audience des enfants et dispose maintenant d'une "fidélité experte" », selon Lisa Judson, chargée de l'international, a été lancée en Allemagne, en Australie et, via le satellite Nickelodeon America, devrait être diffusée en Thaïlande, en Malaisie, en Israël, etc. Il en va de même de The Travel Channel (adaptée en France sous le nom de « Voyage ») ; de Sci Fi Channel, implantée au Mexique puis en Italie ; de Cartoon Network (chaîne de dessins animés fréquemment classée aux Etats-Unis parmi les télévisions éducatives...), qui émet en Grande-Bretagne, en France, etc. ; de History Channel, en quête de partenaires français, ou de TV Food Network, qui vient de signer des coproductions avec la BBC.

Yves-Marie Labé

L'offre des producteurs français

Les Français exportent peu leurs programmes télévisés outre-Atlantique. « En comptant les droits vidéo, la France a exporté en 1995 pour 20 millions de francs de programmes audiovisuels aux Etats-Unis », fait remarquer Alain Modot, délégué général de TV France International. Les Albums du Père Castor qui ont réalisé un succès d'audience sur la chaîne Nickelodeon, la série *Highlander* (Gaumont TV) ou encore le téléfilm *Charlemagne* (Pathé Télévision) vendu à History Channel, font partie des réussites. Grunty France a vendu aux Etats-Unis son diversifié *Man o' man* (Le Chéri de ces dames en France) et *Fort Boyard* (Expand) ne désespère pas d'y faire une percée. Les producteurs Français ne révent plus de vendre leurs programmes en prime time aux grands réseaux (ABC, NBC, etc.) mais proposent des documentaires ou des programmes éducatifs. « Ce n'est pas la qualité des programmes qui est en cause, mais leur inadéquation au marché américain, en matière de format, de cible et de techniques d'écriture », analyse Alain Modot.

DirecTV, filiale du lanceur de satellites Hughes lancée en 1994, et USBS, propriété du groupe Hubbard Broadcasting, utilisent le même système, le DSS. Ils ont engrangé 2,1 millions d'abonnés. Mais il reste de la place, puisqu'ils ont été rejoints en 1995 par Primostar, filiale de General Electric, TCI, Cox, Comcast et Continental Television, qui a réussi à séduire 1,6 million

de 25 000. Mais avec ses trente chaînes, renforcées par neuf nouvelles en janvier, Alphastar entend damer bientôt le pion à certains de ses aînés. En jouant notamment sur l'effet de « niches », en diffusant des programmes et des films en langue espagnole, ainsi que quelques heures de programmes en français et en chinois. « Nous devrions atteindre 500 000 abonnés à la

TF 1	France 2	France 3	La Cinquième	M 6	Canal +	Radio
12.55 A vrai dire. Magazine. 13.00 Journal. Météo. 13.30 Femmes. Magazine. 13.40 Les Feux de l'amour. Feuilleton. 14.25 et 15.15 Côte Ouest. Feuilleton. Ombelle. 16.05 Karine et Art. Série. 16.10 L'homme. 16.30 L'homme. Rendre à l'église ce qui est à l'église. 17.25 Mélo. Place. Feuilleton. 18.15 Flipper. Série. Chasseur de perles. 19.05 L'Or à l'appel. Jeu. 19.55 et 20.40 Météo. 20.00 Journal. L'image du jour. Tiers.	12.00 Pyramide. Jeu. 12.55 et 13.40 Météo. 13.00 Journal. 13.30 Secret de chef. 13.50 Derrida. Série. 14.55 L'As de la Crime. Série. Rachet chez les Vieux. 15.45 Tiers. A Vincennes. 15.55 La Chance. aux chansons [25]. Les violons du bal. 16.50 Des chœurs. et des lettres. Jeu. 17.20 Le Prince de Bel Air. 17.45 C'est cool ! Série. La fin et les moyens. 18.20 Studio des artistes. Série. L'aveu. 18.45 Qui est qui ? Jeu. 19.25 et 20.40 Météo. 20.00 Journal. Image du jour. A cheval !, Météo.	12.05 Le 12-13. de l'information. 13.30 Keno. Jeu. 13.35 Parole d'Expert ! 14.30 Sidjane. Série. des Rues [25]. 14.30 Droit d'auteurs. Invité : Abdelkader Djelmal, Jacques Nolot, François Tajan. 15.30, Qui vive. 16.00 Le Cerveau. La perception [25]. 16.55 Jeunesse. Cellule ; 17.20 Air. 17.30 Planète blanche. 18.25 Le Monde des animaux. 18.55 Le Journal du temps.	12.00 Tout savoir. 12.25 Le Jardin des délices. La moule. 12.30 Nouveaux Horizons. Inde : les champs de la vie. 12.55 Attention santé. 13.00 Délé. Moi, mon corps, si j'avais un tel nez... Invité : Eric Simey. 13.35 Les animaux, une œuvre. La fortune des Rues [25]. 14.30 Droit d'auteurs. Invité : Abdelkader Djelmal, Jacques Nolot, François Tajan. 15.30, Qui vive. 16.00 Le Cerveau. La perception [25]. 16.55 Jeunesse. Cellule ; 17.20 Air. 17.30 Planète blanche. 18.25 Le Monde des animaux. 18.55 Le Journal du temps.	12.25 La Petite Maison dans la prairie. Série. 13.30 Soins mortels. Témoin (5) de Richard Galla, avec Veronica Harrel (100 min). 4867366 15.00 Les Rues de San Francisco. Série. La tragédie de la tour. 16.55 Ringuin Junior. Série. 17.10 Le 3-2-1. Série. chez VOUS. Magazine. Invités : Princess Erka, MNR. 18.00 Buga. Série. La manne céste. 19.00 Code Quantum. Série. [12]. La famille avant tout. 19.54 56 minutes d'information. 20.00 Papi bricole ! Série. 20.35 E-M 6 Junior.	► En clair jusqu'à 13.35 12.30 La Grande Famille. 13.35 L'Amérique des autres [25]. Film de Cora Gasparovic (1995, 95 min). 7282358 15.10 Le Vrai Journal. 15.55 Grand Nord Film de Nils Gaup (1995, 90 min). 7894838 17.25 A la rencontre de divers aspects du monde contemporain... (rediff.). 17.50 Il était une fois... les explorateurs... ► En clair jusqu'à 20.35 18.35 Nulle part ailleurs. Invités : Jean Malaurie, Agnès Obadia, Blankens. 20.30 Le Journal du cinéma.	France-Culture 20.00 Le Rythme et la Raison. Michel Deshay (25). 20.30 Archipel méditerranéen. 21.30 Garches. La salle de départ. Avec le professeur Michel Duriguer, François Parat, François Guesard, Guido Sant et Louis Dubois. 22.40 Nuits magiques. Les Nuits de la France. Vient de paraître : 0.05 Du jour au lendemain. Alain Couderc (A Wonderful Life). 0.40 Musique : Les chœurs du muséum. Journée du lundi 9 avril 1995, avec Maurice Alexander et son orchestre. 1.00 Les Nuits de France Culture (rediff.). Les Chœurs de la connaissance. Le balier de Jarda ; 1.27 Le Rythme et la Raison. Parat et l'orchestre du Vendredi saint ; 1.56 Carnet de voyage. Le Vietnam. Le 12 lune de l'année du sanglier ; 2.54 Portrait sans parole. Joseph L. Zerbo, écrivain burkinabé ; 4.26 Agnès. Édouard Glissant (l'auteur, Mississippi) ; 4.56 L'Esprit du temps ; 5.08 Cinématographie. 80 lumières.
20.45	20.55	20.55	20.50	20.50	20.35	
LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOUQUE Film (c) de Georges Lautner, avec Roland Girard (1996, 90 min). 764558 Une comédie écrite et jouée dans l'esprit du café-théâtre.	UN ÉLÉPHANT, CA TROMPE ENORMEMENT Film d'Yves Robert, avec Jean Rochefort, Claude Brasseur (1996, 90 min). 184191 Les films qui sortent le lendemain...	20^e FESTIVAL INTERNATIONAL DU CIRQUE DE MONTE-CARLO Emission commentée par Sergio (80 min). 8901004 20.55 Mr Beauz. Série. 21.45 Journal. Météo.	LA VIE EN FACE : LES GITANS DE MADRID Documentaire de Gabriela Angelidou et Ernst-August Zurborn (50 min). 861237 Dans la banlieue de Madrid, les Gitans se sédentarisent de plus en plus. Ils n'en conservent pas moins leurs traditions, basées sur une très forte cohésion des familles.	L'AVENTURE DES EWOKS Film de John Wood, avec Eric Walker, Warwick Davis (1996, 105 min). 184714 Les Ewoks font leur retour. On décide de leur consacrer tout un film destiné aux enfants.	FRENCH KISS Film de Lawrence Kasdan, avec Meg Ryan, Kevin Kline (1996, 105 min). 946753 Une sorte de vaudeville bavard et sans rythme. 22.20 Flash d'information.	France-Musique 20.00 Concert. Hommage à Olivier Messiaen. dir. Bernard Deshayes. Muséum : Requiem à la mémoire d'Olivier Messiaen. Vini Nara (soprano) ; Stravinsky : Dumbarton Oaks ; Korol : Telle arèle ; Messiaen : Orchestre symphonique ; Alice Ador (piano). 21.00 Concert. Messiaen : Quatuor pour la fin du temps, Anthony Marwood (violon), Romuald Guyot (clarinette), Robert Cohen (violoncelle). 22.30 Musique pluriel. 23.07 Tout à l'heure. A Saint-John's Smith Square à Londres, par The Kings Singers. De Lascos : Musica Del domini, pour six voix ; Berio : The Cry of London ; de Lascos : Ad te levavi oculos meos, double motet pour six voix ; McCabe : Scenes in America Desert ; Williams : Ave Virgo sponsa, pour six voix. 0.00 Des notes sur la guitare. Œuvres de Boccherini, Sor, Tansman, Camille. 1.00 Les Nuits de France-Musique.
07.45	22.55	23.15	21.40	22.35	22.30	
LE MONDE DE LÉA Magazine présenté par Paul Amant (10 min). 34172 0.05 Les Aventures du bien. Documentaire d'Antoine Galey. Maman réveille-toi (5 min). 810467 0.10 Chapeau melon et Bottes de cuir. Série. La cible. 1.10 et 2.40 TF 1 nuit. 1.20 Reportages. Documentaire. Les derniers bidons. d'Hémi Chamon (rediff.). 1.30 et 2.05 Histoire naturelle. Documentaire. La Yougoslavie : les derniers jours (rediff.). 2.50 Mozart - Schumann. Concert. 3.30 Kunitzky. Documentaire (rediff.). 4.35 Musique. Concert (80 min).	FRENCH CONNECTION 2 Film (c) de J. de J. Promenheimer, avec Gene Hackman, Fernando Rey (1975, 120 min). 342795 Gene Hackman continue la chasse aux trafiquants commencée dans French Connection de William Friedkin. 0.55 Journal. Bourse. Météo. 1.15 Dakar - Agadez - Dakar. Magazine. Le bivouac. 1.55 Histoire d'un comte. Court métrage. Raoul et Lili. 2.30 Les Cents du fièvre. Documentaire. 3.45 24 heures d'info. 3.55 Volonté du monde blanc. Documentaire (rediff.). 4.10 Pyramide. (rediff.). 4.40 La Compote. Machination. 5.10 Chip et Charly. La couronne de l'Amérique (13 min).	► VU DE PRÈS Documentaire de Frédéric Laffont. Anges et démons de la cité (60 min). 8284578 0.15 Cinéma étoiles. Magazine (25 min). 14757 Au sommaire : Gwyneth Paltrow, Bernard Blier, Peter Greenaway, Agnès Obadia. 0.40 Rencontres à XV. Magazine (25 min). 8415863 1.10 Capitale Furillo. Série. Les échelons de la Justice. 1.55 Musique grand. Magazine. Musique de chambre. Introduction et allegro pour harpe, flûte, clarinette et quatuor à cordes en sol majeur de Ravel (120 min).	SOIRÉE THÉMATIQUE : Le violon du siècle. 21.45 Le Violon du siècle : album-souvenir. Documentaire de Bruno Monsiegeon (115 min). 437268 Féret de Yehudi Menuhin qui débute à Paris à l'âge de onze ans et que l'on qualifie, au fil de ses concerts, de « plus grand violoniste de notre temps ». 23.40 Airs bohémien. Extraits d'un concert. Avec Yehudi Menuhin et Adolf Bakst (60 min). 2182917 23.50 Menuhin et Hart. Documentaire de Bruno Monsiegeon (35 min). 412288 0.45 Bibliographie. 0.55 Us Go Home ! Témoin de Claire Denis, avec Alice Houri, Jessica Threlkeld (rediff., 70 min). 8353554 2.05 Traces (rediff., 25 min). 4514487	LA JUSTICE DU DÉSEPOIR Témoin (5) d'Armand Mastrolanni, avec Leslie Ann Warren, Bruce Davison (100 min). 222237 Une mère de famille abat, en plein tribunal, le coupable présumé de l'agression de l'une de ses filles qui se trouve depuis dans un état de coma profond. 0.15 Zone interdite. Magazine. Édition spéciale : drogue et toxicomanie (rediff.). 2.00 Culture pub. Magazine (rediff.). 2.30 Best of 100 % Français. 4.15 Broadway magazine. Documentaire. 5.05 101 Forme. Magazine (rediff., 25 min).	TEL EST PRIS QUI CROYAIT PRENDRE Film de Ted Demme, avec Denis Leary, Kevin Spacey (1995, 85 min). 44820 0.00 La Police Film de Sacha Gubry (1991, N., 85 min). 3827318 Comédie d'humour noir où le sociologue petit-bourgeois, la morale et la justice sont tournées en dérision avec un esprit mordant. Une œuvre majeure. 1.25 Miracle sur la 34 ^e rue. Film de Les Mayfield (1994, v.o., 111 min). 38081405	

Les soirées sur le câble et le satellite

- TV 5**
20.00 Envoyé spécial. (France 2 du 30/01/97).
21.30 Perfecto.
21.55 Météo des cinq continents.
22.00 Journal France 2.
22.35 Bouillon de culture. Invité : Jean-Marie.
23.50 Vivid. Une vie de cirque.
- Planète**
20.35 Missions aériennes au Vietnam. [25]. L'armée des ombres.
21.25 Polynésie d'hier et d'aujourd'hui.
22.25 Une tragédie américaine : la guerre de Sécession. (116). Un combat pour la liberté.

- France Supervision**
20.30 Prénom Carmen. Film de Jean-Luc Godard (1980, 85 min). 8908199
21.55 Grand Large. Magazine.
22.45 Saho. Documentaire.
23.40 Les Movidas espagnoles. Spectacles et scènes de la vie nocturne de Madrid.
0.30 Contact (80 min).
- Ciné Cinéfil**
20.30 Noli de coco. Film de Jean Boyer (1988, N., 80 min). 11839445
21.50 Une larme sur ton visage. Film d'Enzo M. Fazzolari (1994, N., v.o., 95 min). 91058240
0.55 Les Années romantiques. La pelure française de 1915 à 1950.
- 23.25 La Fugue de monsieur Perle**
Film de Roger Richman (1952, N., 100 min). 96013172

- Ciné Cinémas**
20.30 La Sentinelle. Film d'Arnaud Desplechin (1992, 140 min). 4268895
22.50 L'Armée de tous les dangers. Film de Peter Weir (1993, v.o., 110 min). 11189085
0.40 Le Prix de l'exploit. Film de Luc Besson (1985, 110 min). 1998824
- Série Club**
20.45 Le Club.
20.50 Les Champions. Série.
21.40 et 1.30 Le Chevalier de Parthénon.
22.30 Chasse au crime. Trilogie du crime.
23.45 Chapeau melon et Bottes de cuir. Cœur à cœur.
- Canal Jimmy**
20.10 Friends. Celui qui remplace celui qui part.
21.25 Le Fugitif. Une vie tranquille.
22.15 Chronique de la route.
22.30 Tina Turner : The Girl from Nuthush (65 min). 96950511
23.25 Star Trek : The Next Generation. La soirée.
0.10 Earth 2. Les survivants.
- Eurosport**
20.00 Ski nordique. En direct. Coupe du monde : 8^e manche du combiné nordique. Pedrazzo (Italie) (90 min). 287723
21.30 Rallye raid. 1^{er} étape du Dailly : Oman. 1995.
22.00 Tennis. Open d'Australie.
23.00 Football. [5] Les Légendes de la Coupe du monde.
0.00 Tennis. En direct. Open d'Australie (2^e jour) (90 min). 79485186

- Les films sur les chaînes européennes**
RTL 9
20.30 Short Circuit. Film de John Badham (1986, 90 min). avec Ally Sheedy. Science-fiction.
21.50 Tizen. Thomas-Edison. Film de John Derek (1981, 135 min). avec Miles O'Keefe. Amour.
0.30 Projection de nuit : le chœur. Film de Chetanan Senggel (1994, 85 min). avec Charles Treast. Comédie musicale.
- TMC**
20.35 L'Age de cristal. Film de Michael Anderson (1976, 115 min). avec Michael York. Science-fiction.
- TSR**
20.35 Un fil à la maternelle. Film d'Ivan Reitman (1990, 115 min). avec Arnold Schwarzenegger. Comédie.
- Signaux dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia »**
■ On peut voir.
■ Ne pas manquer.
■ Chef-d'œuvre ou classique.
■ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

Les mystères de « La Lucarne »

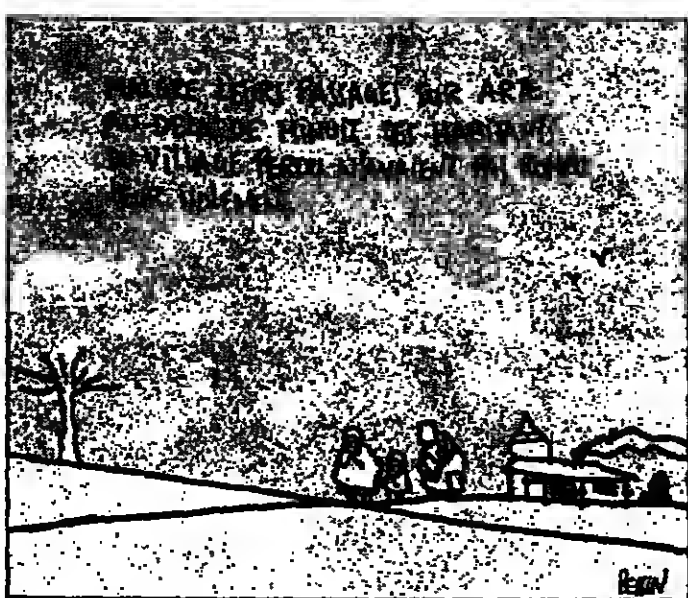
Arte programme une série de films d'auteurs avec l'ambition de faire de ce rendez-vous le fleuron du documentaire de création

Russie

TOUS LES MERCREDIS vers minuit, depuis le 8 janvier, Arte propose un nouveau rendez-vous à la hauteur de « La Lucarne ». Si l'on s'en tient à la définition du Robert, il s'agit d'une « petite fenêtre, pratiquée au toit d'un bâtiment pour donner du jour, de l'air à l'espace qui est sous le comble ». Interrogé à ce propos, Thierry Garrel, responsable de l'unité de programmes documentaires de La Sept/Arte, définit la chose d'un mot, dont on devine à la discrète jubilation du ton qu'il en dit long : « C'est la onzième case ». Par quoi il faut entendre qu'Arte, qui dispose d'ores et déjà de dix rendez-vous documentaires différents — « Grand Format », « La Vie en face », « Les Mercredis de l'Histoire » —, inaugure avec « La Lucarne » un onzième créneau.

Voilà bien la pataphysique télévisuelle. Laquelle fonctionne non seulement sous le régime du programme, mais le débite de surcroît en morceaux baptisés du nom hiéroglyphique de « cases », dont la prolifération atteste qu'elles servent au moins autant à exclure qu'à accueillir. Ainsi, avec huit cents heures de programme documentaire par an et un rôle prééminent en matière de production et de diffusion du genre, qui est cru qu'il pouvait encore manquer une case à Arte ?

Le fait est. Confiée à Luciano Rigolini, responsable de « La Vie en face », cette « Lucarne » accueillera donc, selon sa définition, « des œuvres d'auteur aux formes et formats atypiques, témoignant d'une véritable recherche sur le langage,



qui ne trouvaient pas jusqu'à présent leur place sur la chaîne ». Cette innovation est manifestement un enjeu d'importance pour ses défenseurs qui ambitionnent de faire de ce rendez-vous le fleuron du documentaire de création. Il est en tous cas le vœu de Thierry Garrel : « Dans notre travail de sélection, beaucoup de programmes sont écartés par le bas, mais beaucoup le sont aussi, malheureusement, par le haut. Refuser des œuvres fortes et qui ouvrent des voies nouvelles est une douleur accumulée. « La Lucarne » doit y remédier et marquer dans la grille le retour en force d'un genre dont les

parts d'audience sont en progression. Une manière de prendre acte de la créativité d'un genre qui taille aujourd'hui des crouilles à une fiction ronronnante. C'est du moins ce que veut démontrer « La Lucarne », uniquement constituée d'acquisitions pour le moment. Et c'est ce qu'elle prouve excellentement, si l'on s'en tient aux premiers films programmés, placés sous le signe de la quête familiale et du journal intime. Ce soir, dans Bliss, Vitali Mansi visite un village russe de huit familles oubliées de l'histoire et de la géographie. Deux sœurs octogénaires, dont l'une naïne,

sourde, contrefaite et incoïtante, un dindon décapité, un pochoir débouffé, un arbre dénudé et le vrombissement lointain d'un avion retiennent notamment l'attention du réalisateur. Mais aussi une jeune femme ravigonnée de beauté, madone slave dont ce village de vieux se demande qui a bien pu la mettre en scène. Ce mystère sera celui du film, qui nous découvre un monde où l'insulte est une forme supérieure de tendresse, et la foi en la vie le plus émouvant des hymnes qui lui soit dédié.

Changement radical de ton et d'esthétique, mercredi 22 janvier, avec *Perpétuels dévotions*, fascinant essai vidéo de l'Américain Daniel Reeves. Ce journal intime à l'image tournoyante et ciselée (collage photos, incrustations de textes, effets de cinématisme, morphing...) remonte, par le biais de témoignages familiaux et d'un commentaire en voix off, le cours d'une enfance dramatiquement marquée.

Soutenu par un texte superbe et une intelligence aiguë de son art, cet exercice taumatologique, loin d'être réduit à une juste narcissique, s'ouvre au contraire largement aux souffrances de ce siècle ainsi qu'à une troublante réflexion sur le temps. De surcroît, il prouve comme en passant que la poésie s'écrit aujourd'hui en vidéo.

Jacques Mandelbaum

★ « La Lucarne » : Bliss, Arte, mercredi 15 janvier à 0 h 10.

Jacques, l'orphelin

par Agathe Logeart

C'ÉTAIT au mois de décembre 1994. Après nous avoir infligé un long développement sur sa vision des difficultés du moment et des solutions qu'il conviendrait d'y apporter, ménageant un suspense semblable à cette petite torture à laquelle se livraient autrefois certains professeurs qui aimaient rendre les copies en commençant par la plus mauvaise, Jacques Delors avait enfin annoncé que, tout bien réfléchi, il ne se présenterait pas à l'élection présidentielle.

Certains étaient tombés de l'armoire. D'autres juraient, mais un peu tard, qu'ils n'avaient jamais cru. Une troisième catégorie se demandait quel drôle de jeu venait de se jouer là, tout ce bruit pour rien, cette dramatisation sur du vent, cette convocation télévisée pour un non-événement... Il y eut des débus, des frustrés, des rancœurs. Les moins malveillants ne pouvaient s'empêcher de penser que cet homme-là, dans une parabole sportive qu'il n'aurait pas désavouée, venait de marquer contre son camp, ce qui n'était pas gentil.

Depuis, que l'on voit à la première minute de l'horizon ou un refus d'obstacle peu glorieux, il était resté celui qui n'avait pas voulu « y aller ». Dedans ou dehors, les autres y étaient. Lui, restait ailleurs, la tête entre les étoiles européennes et disant de temps en temps des oracles, à la manière d'une Pythie ou d'une Cassandre. Embarassant parfois ses amis de cette liberté de ton qui laissait chaque fois entendre qu'il ne devait rien à personne, il s'était employé à ne pas disparaître tout à fait de la scène

politique, au risque de sembler parfois bien écombrant... Invité de l'émission politique de France 2 « Franchement », Jacques Delors, comme à chaque occasion qui lui est donnée de s'exprimer longuement, n'a pas boudé son plaisir, s'il n'est pas sûr qu'il ait suscité le nôtre.

La France ne va pas bien, c'est entendu. La redresser et regagner un moral collectif en capitulation, c'est pourtant possible, paraît-il. Mais les remèdes auront un goût d'amertume, ou d'y coupera pas. Ceux qui sont au pouvoir s'y prennent comme des manches, et ceux qui n'y sont pas ont encore du chemin à faire avant d'être crédibles. « Nous (la droite comme la gauche) avons beaucoup déçu », bref, on n'est pas sorti de l'auberge. Invité à surprise, Alain Madelin, cet autre spécialiste de l'ailleur, opinait du chef en un curieux rapprochement d'idées. Leur numéro de duellistes était déconcertant.

Affichant une modestie trop appuyée pour être tout à fait convaincante (« Je ne suis qu'un ancien, un militant, je ne voudrais pas gêner », Jacques Delors, à deux reprises, nous dit qu'il était un « orphelin de la politique ». On s'interroge sur le sens de cette phrase qui ne devait être au hasard. Un orphelin, c'est quelqu'un qui n'a plus de papa, qui n'a plus de maman, comme le disait la chanson, un abandonné en rase campagne sur les routes périlleuses de l'existence... Ce n'était pas bien réconfortant de voir ainsi la tribu des « sans-famille » s'accroître d'un nouvel adhérent.

TF 1

12.55 A vrai dire. Magazine.
13.00 Journal. Météo.
13.38 Femmes. Magazine.
13.40 Les Feux de l'Amour. Feuilleton.
14.25 et 15.15 Côte Ouest. Feuilleton.
Question de voisinage. Difficultés en tout genre.
16.05 Karine et Ali. Série. La parodie.
16.30 L'Homme qui tombe à pic. Série.
17.25 Mérose Place. Feuilleton. Des oeurs à prendre.
18.15 Flipper. Série. Le missile.
19.05 L'Or à l'appel. Jeu.
19.55 et 20.40 Météo.
20.00 Journal. L'image du jour.

20.45

USHUAIA PRÉSENTE OKAVANGO
Magazine présenté par Nicolas Hulot. D'eaux et de sables (100 min). 224343.
En Namibie, le delta d'Okavango est une incroyable oasis.

22.25

COLUMBO
Le mystère de la chambre forte. Série de James Frawley, avec Peter Falk, Ruth Gordon (85 min). 514206.
23.50 Les Aventures du bien. Documentaire d'Antoine Galey. Dessein-moi un monde (5 min). 816983.
23.55 Brigade de choc à Las Vegas 2. T666 (10) d'Aaron Lipstadt et Leo Penn, avec Jeff Kaase, Craig Hurley (95 min). 989130.
130 et 210. 315. 415 TF1 nuit. 140 Cas de divorce. Série (rediff.). 220 et 325. 425. 515 Histoires numérotées (rediff.). 425 Histoires (10 min).

France 2

12.20 Pyramide. Jeu.
12.55 et 13.40 Météo.
13.00 Journal.
13.50 Derrick. Série.
Une affaire énorme.
14.55 L'As de la Crème. Série.
35 ans plus tard.
15.45 La Chance aux châtiments. (18) Adorno d'amour.
16.50 Des châtiments et des lettres. Jeu.
17.20 Le Prince de Bel Air. Série.
17.45 C'est cool ! Série.
20.05 Fa si la chanson. Jeu.
18.50 Qui est qui ? Jeu.
19.25 et 1.25 Studio Gabbel. Invité : Omy Brilante.
19.55 et 20.50 Image du Jour. A cheval !, Météo.

20.55

SALUT L'ANGOISSE
T666 (10) de Maurice Frydman, avec Arlette Pengon. 255446.
Un éditeur, stressé par la prochaine et difficile parution d'un livre, rend la vie insupportable à son entourage.

22.40

ÇA SE DISCUTE
Magazine présenté par Jean-Luc Delaire. Les clubs de vacances : la meilleure école du spectacle ? (10 min). 816983.
Nombreux sont ceux qui ont commencé leur carrière en passant par les clubs de vacances : Mimie Mathy, Pascal Brunner, Patrick Bruel...
0.30 Journal. Bourne, Météo.
0.40 Dakar - Agadès - Dakar. Le bivouac (45 min). 694787.
1.35 Agadès. Magazine (rediff.). 2.35 Rapport du Lion. 3.00 L'Or à l'appel. 3.30 Les 21 heures d'été. 3.30 Les 21 heures (rediff.). 4.00 Pyramide (rediff.). 4.35 Documentaire. Documentaire. Reprise France 3 (rediff.). 60 min.

France 3

12.05 Le 12-13 de l'information.
13.30 Keno. Jeu.
13.35 Les Quatre Dromadaires (rediff.).
14.30 Saga-Chés.
14.58 Questionnaire au gouvernement.
16.10 Les Milleheures.
17.30 La Place du Dakar.
17.50 C'est pas sorcier.
18.30 Questions pour un champion. Jeu.
18.50 Un livre, un jour. La chanson mondiale depuis 1945, de Yann Plogastel.
18.55 Le 12-13 de l'information.
20.00 Météo.
20.05 Fa si la chanson. Jeu.
20.35 Tout le sport.
20.38 Le Journal du Dakar.
20.45 Consomag.

20.55

LA MARCHÉ DU SIÈCLE
Magazine présenté par Jean-Marie Cavada. Plantes mutantes : les apprentis sorciers dans notre société. Invités : Jean-Marie Pé, Axel Khan, Marie-José Nicot. (10 min). 189588.
22.45 Journal. Météo.

23.15

UN SIÈCLE D'ÉCRIVAINS
Documentaire de Patrick Desmorier et Brian Boyd. Vladimir Nabokov (50 min). 870873.
Portrait d'un écrivain dont une part importante de l'œuvre est méconnue, comme occultée par le succès de Lolita.
0.05 Cap'n Jack. Café. Magazine. Invité : Pow Wow (50 min). 2417061.
1.00 Capitaine Furillo. Série. Je veux mon Hill Street Blues.
1.45 Météo. 2.35 Météo. 3.30 Les 21 heures. 3.30 Les 21 heures (rediff.). 4.00 Pyramide (rediff.). 4.35 Documentaire. Documentaire. Reprise France 3 (rediff.). 60 min.

La Cinquième

12.00 Mag 5 (rediff.). 12.25 Le Jardin des délices.
12.30 Nouveaux Horizons. Brésil, le rêve américain. 12.55 Attention santé. Opération des amygdales. 13.00 Va savoir. Magazine. 20 000 yeux sous les mers (rediff.). 13.35 Un auteur, une œuvre. L'écriture sentimentale (10). 14.30 L'Esprit du sport (rediff.). 16.00 L'Ouest sauvage (14). 17.00 Jeunesse. Cello. 17.25 AF. 17.55 Histoire personnelle de la littérature française. Paul-Jean Toulet et Valéry Larbaud. 18.10 Cinq sur cinq inventions. 18.25 Le Monde des animaux. 18.55 Le Journal du temps.

Arte

19.00 Don Quichotte. Série. Les travaux de maître Pierre (26/39).
19.30 7 1/2. Magazine. Les clés de la réussite irlandaise. La chasse à courre.
20.00 Évolutions en 15. Documentaire de Rolf Mötgen (20/20) (50 min). 1009.
20.30 8 1/2 Journal.

20.45

LES MERCREDIS DE L'HISTOIRE : L'ARMÉE DISPARUE
L'histoire de l'armée nationale populaire de la RDA. Documentaire (85 min). 50131.
Le 12 novembre 1989, les soldats est-allemands assistent à l'ouverture de la frontière entre Berlin-Est et Berlin-Ouest. Le 2 octobre 1990, une armée entière disparaît.

21.50

MUSICA
21.50 Marcel Landowski : une vie pour la musique. Documentaire (50 min). 5438115.
22.40 Le Diable bolleux. Court métrage (1994, 20 min). 470006.
Une mise en images baroque de l'opéra-bouffe de Jean-François.
23.00 Vladimir Horowitz joue Chopin. (rediff.). La Passion selon Zwozobad. 47115.
23.15 Documentaire (85 min). 2528654.
Deux amis sculpteurs se prennent de passion pour la même muse.
0.10 La Lucarne : Bliss. Documentaire finlandais de V. Mansi (55 min). 779588.
0.15 L'Or à l'appel. 0.25 Le Sang du requiem. T666 (10) de Serge Meynard, avec Marianne Basler (rediff.). 85 min. 438787.

M 6

12.20 La Petite Maison dans la prairie. Série. Une machine parlante.
13.15 M 6 Kid. La photographie. The Task; etc.
16.35 H&M. Magazine.
17.10 et 1.50 Faites comme chez vous. Magazine. Invité : José Garcia, ICT.
18.00 Bugs. Série. Le silence est d'or.
19.00 Code Quantum. Série. (2/2). La famille avant tout.
19.54 Six minutes d'information.
20.00 Papa bricole ! Série. Quand dure l'amitié.
20.35 Écolo 6. Magazine. Le marieur de plantes.

20.45

L'ENFANCE VOLÉE
T666 (10) de Jean-Pierre de Douchet, avec Roy Scheider (100 min). 589757.
Après le divorce de ses parents, un jeune garçon choisit d'aller vivre chez son père. Pour ce dernier, seule la réussite scolaire de son fils compte.

22.25

HANTISE
T666 (10) de Rod Holcomb, avec Angie Dickinson, Lynda Carter (105 min). 630318.
Une journaliste entreprend la réalisation d'un reportage sur la vice-présidence, ancienne miss New York...
0.10 Secrets de femmes. Trois jours seule. 9411210.
0.45 Best of pop-rock. 2.35 Turbo. Magazine (rediff.). 3.05 Les Derniers Plongeurs d'épaves. Documentaire. 3.40 L'île aux géologues. 4.05 M 6. Magazine (rediff.). 4.35 Pré-quantique. Magazine. La semaine de la chanson française (30 min).

Canal +

► En clair jusqu'à 13.35.
12.30 La Grande Famille. Émission spéciale : la télé.
13.35 Décade sans Bumoy. 14.25 Dans la nature avec Stéphane Peyron. Terre de feu.
15.25 Crime à l'italienne. T666 (10) de J. Giovanni, avec Michel Vito (95 min). 584883.
17.00 Football américain. Championnat de la NFL. Green Bay Packers-Carolina Panthers.
17.50 Il était une fois... les explorateurs. Picard, des sommets aux abysses.
► En clair jusqu'à 20.30.
18.35 Nulle part ailleurs. Invité : Khaled.

20.15

FOOTBALL
Match aller de la Super Coupe d'Europe : PSG - Juventus de Turin. 20.30 Coup d'envoi !
À la mi-temps, le Journal du Foot (15 min). 2184680.

22.35

NOUBLIE PAS QUE TU VAS MOURIR
Film de Xavier Beauvois, avec Xavier Beauvois, Roschdy Zem (105 min). 5414399.
L'approche de la mort comme sujet d'excitation romantique.
0.35 Mean Streets. Film de Martin Scorsese (1975, 110 min). 2284413.
Les débuts, ou presque, de Martin Scorsese. Une atmosphère tendue, violente, des lumières rouges évoquant l'enfer, et déjà, une détermination métaphysique et chrétienne.

Radio

France-Culture

20.00 Le Rythme et la Raison. Michel Proulx (35).
20.30 Paroles sans frontières. (Jusqu'à 22.30).
20.30 Antipodes. U're la réunion dans la tourmente de l'histoire.
21.32 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse. (95 min).
22.00 Commémorations des radios publiques de langue française. André Chénier, cinéaste européen (2).
22.40 Nuits magiques. Les libraires sont morts ? Vivent les libraires !
0.05 Du jour au lendemain. François Corn (sur le rock). 0.48 Musique : Les Châliés du music-hall. Georges Guérand. 1.00 Les Nuits de France Culture (rediff.). Analyse spectrale de l'Occident. Dialogue du baron de la Moutan avec un chef haron : 2.14 Analyse spectrale de l'Occident. L'islam en Espagne. Analyse spectrale de l'Occident. Le Coran : 2.35 Connaissance de l'homme. Rainer Maria Rilke : 4.02 Grand angle. Les enfants de la source : 5.01 L'Esprit du son : 6.14 La Tribune des critiques. Le sport et les Jeux de l'esprit.

France-Musique

20.00 Concert. Donné le 14 décembre 1996 au Conservatoire d'art dramatique. Avec Olivier Lallouette, baryton, et Jean-Philippe Collard, piano. La bonne chanson. Ballade pour piano, de Gabriel Fauré ; Histoires naturelles, Caspary de la nuit, de Maurice Ravel.
22.30 Musique pluriel. Concert de Michel Bokanowski et Alexandre Kravitz.
23.07 Musicales comédies. Stephen Sondheim : Assassins (1990).
0.00 Jazz vivant. Les orchestres de jazz des filiales du Conservatoire national supérieur de musique de Paris, dirigés par François Jermann et Hervé Seltzer. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Chœur Luthien. Extraits de Così fan tutte, de Mozart ; Extraits de la Saison sans fin, de Schubert ; Extraits de l'acte I de Fidelio, de Beethoven ; Lieder, de Schubert ; Lieder, de Brahms ; Extraits d'Elektra, de Strauss. Pour l'orchestre symphonique de Boston ; Extraits du Requiem de Verdi, par l'Orchestre philharmonique de Berlin.
23.30 Les Soirées... (Suite). Chœurs de Wagner, Mahler, Witold Lutoski, Berlioz. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

► Signifié dans « Le Monde » :
■ Télévision-Radio-Multimédia
■ On peut voir
■ On ne peut pas manquer
■ Chef-d'œuvre ou classique
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5

20.00 Faut pas rêver. Invité : Ornella Muti.
21.00 Strip-tease (TVR de 1972/96).
21.55 Météo des cinq continents.
22.00 Journal. (France 2).
22.35 Check-up. Les dernières données, les mythes, les rumeurs.
23.35 Bons baisers d'Amérique.
0.30 Soir 3 (France 3).

Planète

20.35 Un jour dans la mort de Sarajévo.
21.35 La Vie secrète des machines. (H&M) La machine à coudre.

22.05 Missions aériennes au Vietnam. (26)

23.00 Polynésie d'hier et d'aujourd'hui.
23.55 Une tragédie américaine : la guerre de Sécession. (16) (55 min).

Paris Première

20.00 et 23.35 20 h Paris Première.
21.00 Paris modes. 21.55 et 1.50 Le J.T.S.
22.25 Un soir au bout du monde. Pièce de Tom Novembre et Charles Courant. Mise en scène de Pierre-Loup Rajot, avec Jerry Lippin. Enregistré au théâtre Grévin en juillet 1992 (70 min). 688584/405.

France Supervision

20.55 La Légende des sciences.
21.50 Les Movidas espagnoles.
22.40 C'est à dire. Magazine.
23.30 La Bayadère. Ballet de Michel Oueval. Chorégraphie de Rudolf Nourine. Avec Isabelle Guérin, Laurent Hilaire (135 min). 688580/608.

Ciné Cinéfil

20.30 La Fontaine sacrée. Film d'Alain Kuperman (1996, N., v.a., 140 min). 428448/2.
22.50 Johnny, roi des gangsters. Film de Mervyn LeRoy (1941, N., 110 min). 711313/8.

Ciné Cinémas

20.30 La Forêt d'émeraude. Film de Jean Boorman (1985, 110 min). 328822/1.
22.20 Les Secrets professionnels du docteur Apfelgrich. Film de M. Palud, A. Clément, M. Leduc, S. Clément et Thierry Lhermte (1990, 90 min). 5738487.

Série Club

20.45 Le Club.
20.50 Flash. L'ange de la mort.
21.40 et 1.30 Le Chevalier de Pardailhan.
22.30 Chasse au crime. En direct. Europe 1.
23.00 Les Champions. Sorcellerie.
23.45 Chapeau melon et Bottes de cuit. Dans 7 jours le séisme.
0.40 Covington Cross. Passion aveuglée (50 min).

Canal Jimmy

21.15 Quatre en un. 21.45 Mister Gum. Camarade Hummer.
22.10 Chronique de mon canapé.
22.15 Les secrets de la poutine de Québec.
22.40 Friends. Celui qui remplace celui qui part.
23.05 Raviety Towers. The Anniversary.

Eurosport

12.00 Tennis. En direct. Open d'Australie (2e jour) (75 min). 7281028.
20.00 Basket-ball. En direct. Europe 1.
23.00 Patinage artistique. Le Challenge de Detroit (Tous-Unis).
0.00 Tennis. En direct. Open d'Australie à Melbourne (2e jour) (510 min). 7393398.

Les films sur les chaînes européennes

RTBF 1

21.35 Le Dindon. Film de François Truffaut (1980, 165 min), avec Gérard Philipe. Comédie dramatique.

RTL 9

22.20 Partisans. Film de Nicholas Meyer (1991, 95 min), avec Gene Hackman. Espionnage.
0.30 Les Enfants terribles. Film de Jean-Pierre Melville (1950, 105 min), avec Nicole Stéphane. Drame.

TMC

22.35 La Carrière d'une femme de chambre. Film de Doo Ral (1976, 120 min), avec Agnès B. Comédie dramatique.

Salarié à perpétuité

par Pierre Georges

NI GAUCHE, NI DROITE, retraite pour tous. Tout de suite, bientôt, maintenant. Soyez raisonnables, demandez l'impossible ! Retraite à cinquante-cinq ans. Retraite généralisée sur l'ensemble du front, demi-tour charentaises !

Ah ça mais ! A peine le débat est-il engagé qu'il est évacué au motif, indiscutable, que tout cela procède de la folle économique et du délire démographique. Travaillez, prenez de la peine et longuement encore. Quarante ans d'activité minimum. Quarante-cinq, ce serait encore mieux. Cinquante, voici l'idéal. Travaillez ! Blanchissez sous le barbaui. Si vous avez un emploi, gardez-le, condamné à la douce et gratifiante peine du salarié à perpétuité.

Les statistiques françaises sont infaillibles. Elles prouvent que plus l'âge vieillit, plus l'un vit longtemps ! C'est pour ainsi dire scientifique, avec les progrès de la santé : un an de vie gagné tous les quatre ans de passé ! Qui vieillit vieillira ! Alors, dans ces conditions, qui va les payer nos retraites, au pays chenu de Jeanne Calment, pionnière ?

En France et ailleurs, on le voit tous les jours. Les vieux jeunes sont trop jeunes pour travailler. Les jeunes vieux restent trop jeunes pour s'arrêter. Voici la tragédie. Les uns, pour peu qu'ils aient beaucoup de chance, n'abandonneront leur premier CDI sur le coup de la pré-retraite, après des années de galère de CDD, de contrat précaire. Les autres, pour peu qu'ils aient survécu aux plans sociaux, aux licenciements collectifs, aux dégraissages, seront assignés à emploi et cotisations jusqu'à une post-soixantaine bien installée.

La retraite à cinquante-cinq ans est une vue de l'esprit, un leurre, un rêve tordu. Ainsi disent les spécialistes. Et ils ont sans doute raison puisque cela fait des années qu'ils l'expérimentent en grandeur réelle. Car c'est là le plus fort. Qui a fini par mettre, dans la tête des salariés Français, l'idée saugrenue que l'important dans le travail, c'était la retraite ? Les routiers par K.O. ? Les militaires par droits ? Quelques catégories privilégiées, par convention collective ?

Pas du tout. L'idée est venue d'ailleurs. De ces mille et une démonstrations, depuis des années, d'un phénomène appelé pré-retraite. De cette politique systématique de mises en jachère de centaines de milliers de salariés, en attente de leurs pleins droits. Pour les surnuméraires malgré eux, à cinquante, cinquante-deux, cinquante-cinq, cinquante-six ans, les plans sociaux ont succédé aux plans sociaux. Les entreprises y ont trouvé leur compte. Les pouvoirs publics ont financé largement cette retraite qui n'osait dire son nom.

On a taillé, taillé encore, taillé toujours plus. Plan après plan, on a tranché, coupé, dégraissé, dans la mémoire et le savoir-faire des entreprises. La pré-retraite fut et reste la panacée, la providence d'entreprises en difficulté. Les mêmes qui, aujourd'hui, condamnent l'irréalisme de la pré-retraite à cinquante-cinq ans, effectivement absurde, ont jadis fondé de sa sœur jumelle, la pré-retraite. Sans se rendre compte qu'à force, l'idée ferait doucement son chemin chez les salariés que la vraie valeur, ce n'était plus le travail. Mais la façon d'en sortir au mieux et au plus vite !

Le nouveau FLNC opte pour la « violence politique » en Corse

Un troisième militant d'A Cuncolta s'est rendu aux gendarmes

BASTIA

Le FLNC, bras armé de la nouvelle organisation oiaoniste Corsica viva, née d'une dissidence du MPA (vitrine légale du FLNC-canal habituel) apprécie les symboles : constituée le 5 mai 1996 à l'occasion du vingtième anniversaire du FNLC initial, la dernière des organisations clandestines a choisi de commettre son premier attentat contre un ensemble immobilier touristique à Porto-Vecchio (Le Monde du 14 janvier), dimanche 12 janvier, un an jour pour jour après la conférence de presse « clandestine » du FLNC-canal historique à Tralonca, annonçant « un processus de paix », mis en échec à l'éché.

Aujourd'hui, la déstabilisation évidente des clandestins les plus durs change la donne du problème nationaliste. Le bras armé d'A Cuncolta vient de se voir privé de deux de ses trois chefs présumés. François Santoni, souvent présenté comme le chef « militaire » et politique de la Corse-du-Sud, Jean-Michel Rossi, idéologue du mouvement, sont emprisonnés. Plusieurs autres enquêtes en cours pourraient viser Charles Péri, le secrétaire national d'A Cuncolta, miraculeusement sorti vivant de l'attentat à la voiture piégée du 1^{er} juillet à Bastia. Et un nouveau militant d'A Cuncolta, André Franceschi, s'est rendu lundi à la gendarmerie d'Ile-Rousse.

Le FLNC-canal habituel, de son côté, a cessé depuis deux ans de

commettre des attentats à l'explosif. Mais il a été le principal adversaire du canal historique dans la lutte fratricide de l'année 1995, où quinze nationalistes ont été tués. Le FLNC-canal habituel est confronté depuis quelques mois à de graves dissensions internes, à propos de l'éventuelle autodissolution des « bras armés » des mouvements publics. Les responsables du MPA tentent d'ouvrir une voie « démocratique » qu'ils défendent à l'occasion des élections territoriales de 1998.

TURBULENCES STRATÉGIQUES

L'Accolta Naziunale Corsa (ANC), le troisième groupe nationaliste, dont le bras armé est Resistenza, est soumise aux mêmes turbulences stratégiques. Une quarantaine de ses militants ont rejoint Corsica Viva après que celle-ci ait affirmé, à l'automne 1996, qu'elle n'excluait pas la « violence politique ». Parallèlement, se sont accumulées, dans l'opinion insulaire, les raisons d'un discrédit tenace à l'encontre de l'ensemble du nationalisme.

C'est dans ce contexte de déficit idéologique, de dérives multiples et d'échecs dramatiques que le nouveau FLNC a choisi d'occuper le devant de la scène de la « violence politique ». Une heure après avoir détruit le Jolissement de Pinarello, ce mouvement a exposé les raisons de son « action ». Sa cible est dénoncée comme un symbole des « parvenus d'expropriations de blanchiment d'argent

sale, construits sans recours aux entreprises locales (mais à des entreprises italiennes), caractérisés par l'absence d'emplois locaux, agissant contre notre environnement, sources de racket au profit de groupes politico-mafieux avec l'aval des élus locaux et la passivité bienveillante de l'Etat ». Accusation sans preuves ; mais le but est moins de démontrer un éventuel abus que de capter les faveurs de l'« immense majorité des militants sincères ».

La véritable cible du FLNC se situe au niveau des chefs des autres organisations nationalistes et de leur échec : « Le peuple corse s'est débarrassé de la démarche nationaliste, tirée d'un état d'esprit de la lutte fratricide de 1995. De plus, le FLNC ne pourra pas éduquer longtemps la jeunesse, cruciale des moyens financiers nécessaires à la lutte armée, donc du recours au racket - ou « impôt révolutionnaire » - source des dérives dénoncées par ailleurs.

La marge de manœuvre du FLNC est étroite. Les rangs des différentes organisations sont dégaris et la mise en cause de leurs chefs ne suffira pas toujours à faire taire des rancunes nées de la lutte fratricide de 1995. De plus, le FLNC ne pourra pas éduquer longtemps la jeunesse, cruciale des moyens financiers nécessaires à la lutte armée, donc du recours au racket - ou « impôt révolutionnaire » - source des dérives dénoncées par ailleurs.

Michel Codacci-Pisanelli

La commission des lois de l'Assemblée nationale veut retarder d'un an la réforme de la cour d'assises

LA MAJORITÉ continue à s'inquiéter du manque de moyens de la justice. Elle l'a clairement manifesté en adoptant, en commission des lois de l'Assemblée nationale, un amendement de Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie) reportant d'un an l'entrée en vigueur de la réforme de la cour d'assises préparée par Jacques Toubon, en faisant remarquer que le gouvernement n'avait prévu aucun crédit pour son application dans le budget de 1997. Pourtant, petit à petit, la garde des sceaux semble être parvenue à « déminer le terrain » sur l'essentiel des dispositions de son projet. C'est en tout cas ce qui ressort du rapport rédigé, au nom de la commission par Pascal Clément (UDF-PR, Loire).

L'instauration d'un appel pour les décisions criminelles, ossature d'un texte qui constitue un « bouleversement de l'ordre judiciaire », selon M. Clément, n'est guère contestée sur les bords du Palais Bourbon. Tout au plus certains députés, dont M. Clément, auraient préféré un système d'appel tournant - les affaires auraient été renvoyées d'une cour

d'assises à l'autre - au dispositif du gouvernement, qui instaure un double degré de juridiction en créant un tribunal d'assises compétent en première instance.

MAINTIEN DU JURY POPULAIRE

Envisagée dans un avant-projet de loi en octobre 1995, la suppression du jury en première instance, proposition qui avait soulevé l'indignation du monde judiciaire, notamment des avocats, est désormais de l'histoire ancienne. M. Toubon expliquant devant la commission des lois qu'« un consensus sur la présence de jurés valant mieux que la poursuite d'affrontements sur leur absence ».

La dernière mouture du texte, dont les députés entameront l'examen mardi 21 janvier, prévoit ainsi la présence, au sein du nouveau tribunal d'assises, d'un jury populaire, composé de cinq jurés, aux côtés de trois magistrats professionnels. En appel, les affaires seront examinées par la cour d'assises dans sa composition actuelle, soit trois magistrats professionnels et neuf jurés.

La motivation des jugements et

des arrêts, en revanche continue à susciter des réserves. Selon la garde des sceaux, elle « s'inscrit dans une évolution générale de la société vers plus d'information et plus de transparence », et « constituera un progrès réel pour l'image de la justice, en limitant les mouvements d'opinion provoqués par certaines décisions d'acquiescement ou de condamnation ».

A l'inverse, pour M. Clément, elle « semble contraire au principe de l'intime conviction du jury » et risque de « dénaturer » le jugement des jurés. Plusieurs députés de la majorité ont développé la même argumentation. André Damien (RPR, Yvelines) précisant qu'« il serait préférable de s'en tenir à l'intime conviction des jurés », dans la mesure où « les faits jugés » sont souvent atroces et les peines extrêmement lourdes. « L'obligation de motivation est davantage le fruit d'une pression médiatique que [...] d'une exigence de la Cour européenne des droits de l'homme », a-t-il affirmé. La commission a toutefois maintenu le principe, tout en assouplissant légèrement son application.

La commission des lois s'est, en revanche, fermement opposée à une autre disposition du texte, qui abaissait de vingt-trois à dix-huit ans l'âge minimum requis pour l'exercice des fonctions de juré. M. Clément a fait part de ses « interrogations », « dans la mesure où l'acte de juger requiert une maturité que l'on peut supposer mieux acquise à l'âge de vingt-trois ans ». Daniel Picoté (UDF-rad., Girondie) indiquant que « les débats de cours d'assises peuvent frapper d'émotion les jeunes citoyens dont l'émotivité est encore très forte ».

Soutenu par les députés socialistes - « On n'a l'âge d'être juré quand on a celui de se faire tuer pour la patrie », a notamment lancé Jacques Floch (PS, Loire-Atlantique) - M. Toubon a affirmé qu'il n'existait « aucune raison de conserver des âges différents pour la majorité civile ou civile et pour la participation à un jury criminel », ajoutant qu'il s'agissait d'une décision « politique » et non « technique », visant à « associer la jeunesse à une justice trop souvent mal perçue ».

Jean-Baptiste de Montvalon

Paris a dépassé lundi le niveau 2 de pollution au dioxyde de soufre

LE NIVEAU 2 de l'alerte à la pollution au dioxyde de soufre (SO₂) a été dépassé, lundi 13 janvier à Paris. Le seuil de l'alerte (350 microgrammes par mètre cube, ou µg/m³) a été dépassé sur les stations Airparif des 7^e (373 µg/m³) et 14^e arrondissements (417 µg/m³). Cette forte pollution de l'air a contraint EDF à baisser la puissance de la centrale thermique au charbon de Vitry-sur-Seine. La pollution au SO₂ provient surtout des industries et des installations de chauffage au charbon et au fioul. Un temps froid, des vents très faibles de sud-est et une forte inversion thermique empêchant la dispersion des polluants bloqués dans les basses couches de l'atmosphère expliquent cette situation qui pourrait durer plusieurs jours.

La précédente alerte 2 avait été déclenchée le 6 novembre 1995. La procédure mise en place en 1994, qui compte trois seuils d'alerte, ne prévoit aucune mesure concrète. Airparif, organisme chargé de la surveillance de l'air, recommande simplement aux jeunes enfants, aux personnes âgées et aux personnes asthmatiques d'« éviter tout exercice de plein air nécessitant un effort physique inhabituel et soutenu ». La « loi sur l'air » du 30 décembre 1996 (dont les décrets d'application ne sont pas encore publiés) prévoit en revanche que le préfet peut prendre « des mesures propres à limiter l'ampleur et les effets de la pointe de pollution », dont la gratuité des transports.

Le Basque Josu Arkauz Arana expulsé vers l'Espagne

BAYONNE de notre correspondant Les autorités françaises ont fait conduire, dans la nuit du lundi 13 au mardi 14 janvier, le Basque espagnol Josu Arkauz Arana, membre présumé de l'ETA, de la prison de Fresnes à la frontière espagnole où il a été remis à la police de son pays d'origine. Il devait être transféré mardi à Madrid pour être entendu par l'Audiencia Nacional, la cour compétente outre-Pyrénées pour la plupart des actes liés au terrorisme. Selon des sources policières, il lui serait reproché trois délits en rapport avec l'organisation séparatiste basque ETA, et notamment « l'appartenance à bandes armées ». Le ministre de l'Intérieur espagnol estime que Josu Arkauz Arana a fait partie des principaux dirigeants de ce mouvement à la fin des années 80.

Condamné en France en 1991 à huit ans de prison pour association de malfaiteurs, Josu Arkauz Arana a achevé sa peine lundi (Le Monde du 14 janvier). Redoutant une expulsion vers l'Espagne, il avait entamé le 10 décembre une grève de la faim et avait été transféré de la maison centrale de Saint-Maur (Seine) à Fresnes début janvier dans un grave état de faiblesse. Retenu lundi plusieurs heures à Fresnes à l'égard de la justice et malgré les démarches de ses proches, et notamment de sa femme - de nationalité française - Josu Arkauz Arana a été extrait vers 18 h 15 de la prison par des policiers français, à destination de l'Espagne.

Estimant qu'une fois la peine purgée, « le condamné doit être libéré dans l'Hexagone même », les défenseurs des droits de l'homme au Pays basque reprochent l'arrestation d'expulsion dérivée par le ministre de l'Intérieur, le premier de l'année. Il fait suite à sept décisions semblables en 1996. A court terme, deux autres militants basques condamnés en France pourraient connaître le même sort.

Michel Garicoix

Hébron : pression des colons juifs contre la conclusion d'un accord

JÉRUSALEM

de notre correspondant L'espoir de parvenir assez rapidement à un accord concernant le retrait israélien partiel de la ville arabe d'Hébron puis, d'ici à l'été 1998, de l'essentiel de la Cisjordanie occupée était encore très vague, mardi 14 janvier à Jérusalem. Pour autant, de part et d'autre, on appelait à une certaine prudence. Simple « difficulté de rédaction » ou divergences plus profondes concernant aussi bien les derniers détails techniques du redéploiement militaire à Hébron que la formulation d'une lettre américaine d'assurance concernant la nouvelle date-butoir des retraits israéliens de l'essentiel de la Cisjordanie occupée ? Une chose est sûre : alors que les parties discutent notamment de savoir si cette date serait juin 1998 ou, comme le réclame Israël, août 1998, moutent parallèlement toutes sortes de récriminations.

Tandis que les Palestiniens et, pour des raisons opposées, les colons juifs estiment et répètent à l'envi que les accords d'Oslo obligent Israël à se retirer « de 85 à 90 % » de la Cisjordanie occupée - à l'exception des colonies, des camps militaires et des routes les desservant, dont le sort sera débattu plus tard -, le premier ministre, Benjamin Netanyahu, a déclaré lundi soir : « Tout cela est faux. La vérité, qu'il est nécessaire pour moi de dire aujourd'hui, est

que les accords ne stipulent rien de précis quant à l'étendue des redéploiements ou des territoires. Les détails qui seront négociés découleront d'abord et avant tout de nos objectifs. Et je ne signerai un accord (avec les Palestiniens) que lorsque je serai convaincu que nos objectifs seront atteints. Je suis patient. »

Au cours des négociations qui ont duré, lundi, jusque tard dans la nuit, les Palestiniens ont demandé, outre les questions d'Hébron et des redéploiements futurs, que soient enfin mis en œuvre ou respectés les accords concernant la libération des prisonniers - ils sont encore environ 5 000 -, le respect du libre passage des biens et des personnes (arabes) entre les territoires de Gaza et de Cisjordanie et la mise en service d'un aéroport palestinien - construit mais interdit d'utilisation par Israël - dans la bande de Gaza.

Tandis que les deux parties poursuivent leurs discussions, les colons juifs, rendus furieux par la perspective d'un compromis qui, mis en œuvre, détruirait une fois pour toutes le rêve du « Grand Israël », se mobilisent et envisagent de multiplier les pressions sur les ministres, très divisés. L'accord, même s'il est paraphé par les négociateurs, ne pourra en effet être présenté à la Knesset que s'il est d'abord entériné par la majorité des ministres en exercice.

Patrice Claude

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 06 15 15 00 00

Cours relevés le mardi 14 janvier, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei 13118,20 +4,71 - 0,35

Hong Kong index 1289,20 +0,74 - 1,20

Tokyo, Nikkei sur 3 mois

13118,20 +4,71 - 0,35

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

Cours au 10h15

Paris CAC 40 2361,27 +1,45 - 1,97

Londres FT 100 2361,27 +1,45 - 1,97

Milan MIB 30 2361,27 +1,45 - 1,97

Zurich 2361,27 +1,45 - 1,97

Frankfurt Dax 30 2361,27 +1,45 - 1,97

Bourse EBS 2361,27 +1,45 - 1,97

Madrid Ibsa 35 2361,27 +1,45 - 1,97

Amsterdam CBS 2361,27 +1,45 - 1,97

Tirage du Monde daté mardi 14 janvier 1997 : 501 068 exemplaires

3.

REUSSIR les ADMISSIONS PARALLELES

• Sur DEUG, DUT, BTS

Écoles de commerce "Tremplin", "Profil", "Passarelle"...

• En année de Licence

HEC-ESCP-ESC

SCIENCES-PO

JOURNALESME (CFJ, ESJ, CESLA)

DECF

• En année de Maîtrise

ESSEC

EFB-CRPPA

IPESUP

18 rue du Cloître Notre-Dame

75004 Paris

01 43 25 63 30 3615 IPESUP

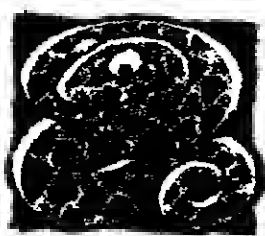
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVE (L20 1994)

سنة ١٤١٧ هـ

a Corse

MANAGEMENT
Un entretien
avec l'expert
canadien
Henry Mintzberg
page IV

MÉTIER
Le fiscaliste devient
un maillon essentiel
dans la gestion
des entreprises
page IV



Le Monde EMPLOI



DANS
« LE MONDE
EMPLOI »
DU 22 JANVIER
Se structurer
en dehors
de l'entreprise

ANNONCES CLASSÉES
de la page V à la page XII

MERCREDI 15 JANVIER 1997

INITIATIVES



Un nombre croissant
de jeunes diplômés
français va travailler
dans d'autres pays.
Parfois au nom
du refus du déclin

La tentation de partir à l'étranger

Pour l'instant, il ne s'agit que d'un mince filet, mais l'orientation est bien là. Au moment de leurs débuts professionnels, les jeunes pensent de plus en plus à partir à l'étranger. Soit définitivement, à supposer que l'on puisse être aussi catégorique, soit pour y acquérir une première expérience. Si le phénomène se confirme, il faudrait y voir une vraie rupture avec le passé. D'autant que, à la différence des pratiques traditionnelles, ces jeunes ne se positionnent pas comme des expatriés, c'est-à-dire comme des salariés rattachés à un groupe français, bénéficiant d'un statut, de conditions particulières, et d'une certaine sécurité. Nombre d'entre eux ne maintiennent pas de cordon ombilical avec la France, notamment de protection sociale, qui serait censée atténuer le risque. Ils préfèrent intégrer une société allemande en Allemagne, une multinationale américaine aux États-Unis, et ainsi

de suite. Leur plongée dans un modèle culturel ou économique différent, ils la veulent totale, ne serait-ce que pour donner toute sa valeur à la tentative d'immersion. De toute manière, en Europe au moins, la tendance générale est à la suppression des avantages accordés dans le cas de l'expatriation, pour cause de marché unique et de similitudes dans les systèmes de prise en charge. Plusieurs grands groupes français ont, par ailleurs, créé des filiales de droit étranger pour y rassembler leurs effectifs hors sol. C'est, pour eux, le moyen de réduire la pression des prélèvements obligatoires, mais également une façon de ne pas verser de sur-salaires, des primes spéciales et de ne pas participer au financement d'avantages en nature, le logement, la scolarité des enfants ou la voiture. Ce qu'on pourrait appeler la tentation de l'étranger prend aussi d'autres dimensions. Tandis que

leurs aînés étaient attirés par les États-Unis, et quelquefois des destinations plus exotiques, liées à l'histoire de la colonisation, les jeunes diplômés d'aujourd'hui veulent davantage tenter leur chance dans les pays d'Europe centrale ou orientale, et en Asie du Sud-Est, en Chine ou à Singapour. En fait d'eldorados, ils recherchent des zones qui sont appelées à se développer, qui connaissent des taux de croissance élevés et où tout est encore à construire. Ils veulent participer aux aventures de l'avenir, mais pourraient tout aussi bien s'intéresser à des régions plus inattendues qui possèdent un fort potentiel. Ainsi, par exemple, l'Irlande, qui est devenue le troisième partenaire européen pour l'emploi à l'étranger, la Norvège, qui manque de personnel médical, mais aussi le Danemark, les Pays-Bas et la Finlande, pour l'électronique. Pour

les anciens élèves des grandes écoles, une telle évolution se comprend. Elle est la conséquence logique d'efforts accomplis pour internationaliser les formations. Les stages à l'étranger sont devenus quasiment obligatoires, des cours et des séminaires sont conduits par des professeurs ou des spécialistes de provenance du monde entier, et la filiation bien française s'en est trouvée malmenée. Entre la constitution de réseaux internationaux et l'opportunité offerte à certains par la filière des CSNE (coopérant du service national en entreprise), dont on ne connaît pas le sort futur, lié à la disparition du service national, il est certain que des réflexes d'ouverture ont été pris. Ainsi à HEC, 20 % de la promotion 1995 a commencé par travailler hors de France, contre 10 % il y a encore à peine cinq ans. En revanche, qu'un mouvement du même ordre s'amorce timide-

▼ Des artisans français franchissent les frontières avec davantage d'entrain et de facilité
par *Francine Altzicovici*

▼ Stratégie gagnante pour les grandes écoles par *Philippe Baverel*

▼ L'avenir d'une filière convoitée : les CSNE par *Marie-Claude Belbeder*

▼ Aventure en charentaises pour les jeunes diplômés par *Catherine Leroy*

▼ Quitter l'Hexagone déprimé pour aller vivre la croissance ailleurs par *Lucinda Van Eckhout*

▼ Nouvelle destination : l'Europe du Nord par *Clarisse Fabre*

Lire pages II et III

et, bien sûr, l'hôtellerie ou la restauration. Des offres circulent qui seraient certainement mieux pourvues si un statut européen de l'apprenti était consacré, à l'image du statut de l'étudiant. Des stages européens se sont d'ailleurs développés, et les Compagnons du devoir ont élargi leur tour de France à l'Europe. Résultat, quelques jeunes professionnels retournent ensuite à l'étranger, parfois dans l'intention de s'installer.

Mais ce sont surtout les motivations qui semblent changer. Nés depuis la crise, ces jeunes qui partent, veulent aller vivre la croissance là où elle se trouve. En quête de projets, ils cherchent aussi des moyens d'espérer, de se réaliser. Certains vont plus loin dans le raisonnement, à entendre les professeurs qui constatent la rupture, jugeant la France bloquée, vieillie, assoupie dans le fatalisme et promise au déclin tranquille, ils tentent d'échapper à la torpeur ambiante. Leur fuite est « offensive » et s'appuie sur une stratégie dont ils ont décidé de rester maîtres, parfois dans l'idée de pouvoir peser ensuite sur les évolutions, une fois la démonstration faite.

Evidemment, on ne peut que se réjouir face à l'émergence de tels comportements qui tranchent avec la routine. Ils sont porteurs d'avenir, d'esprit de conquête et représentent une capacité d'adaptation, de flexibilité, diraient d'autres. En ce sens, ils sont aussi le produit du monde dans lequel nous vivons. Mais il faut également s'en inquiéter, puisque c'est le signe d'un désenchantement actif qui prive les entreprises et le pays des éléments les plus lucides et les plus réactifs.

Alain Lebaube

**Le Monde
Economie** le lundi *
**Le Monde
Emploi** le mardi **

Deux rendez-vous à ne pas manquer
pour vos opportunités de carrière

* daté mardi
** daté mercredi

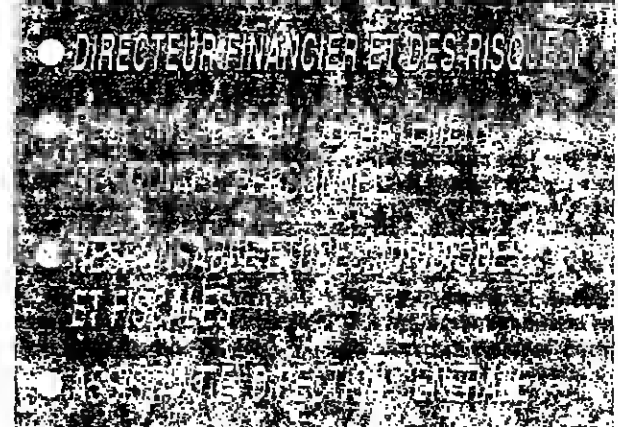
DIPLOMÉS D'UNE GRANDE ÉCOLE :
X, MINES, CENTRALE, TÉLÉCOM, ENA,
HEC, ESSEC ET/OU MBA...

Consultants,
voulez-vous donner
plus de tonus
à votre carrière ?

Rendez-vous en rubrique Conseil
et Audit, l'un des leaders mondiaux
du conseil en stratégie et en man-
gement a des opportunités à vous
proposer.

AT KEARNEY
<http://www.atkearney.com>

**Marquez l'avenir
de votre empreinte...**



Rejoignez une entreprise
dynamique et performante.
Page VII.

**CAISSE D'ÉPARGNE
DE PICARDIE**

Des artisans français franchissent les frontières avec davantage d'entrain et de facilité

Boulangers, pâtisseries ou coiffeurs, leur savoir-faire est un passeport précieux. Souvent, le processus est engagé au cours de l'apprentissage

Les jeunes diplômés de niveau V, titulaires d'un CAP ou d'un BEP dans les filières artisanales, passent-ils les frontières? L'absence de statistiques fiables sur le sujet ne permet pas de répondre nettement à la question. Néanmoins, les exemples ne manquent pas : dans la boulangerie, la pâtisserie et la coiffure notamment, domaines où le « savoir-faire français » est, semble-t-il, reconnu.

Diverses initiatives tendent d'encourager un mouvement de mobilité. Par exemple, l'opération Sesam (stages européens en alternance dans les métiers), lancée en 1990, qui a, jusqu'à présent, touché un millier de jeunes, presque tous français. Destinée prioritairement aux diplômés de niveau V, ce projet, inscrit dans le cadre du programme européen Leonardo, leur propose, en fin d'apprentissage, d'effectuer un séjour de huit mois à l'étranger – en fait essentiellement en Allemagne –, en contrat de travail chez un employeur, tout en suivant une formation complémentaire. Certains jeunes ne reviennent pas en France, du moins pas immédiatement. Entre 1990 et 1995, 28 % en moyenne ont ainsi poursuivi leur expérience pendant trois ou six mois, voire plus. Et « 4 % ou 5 % se sont installés durablement », estime Jean Bureau, directeur de Sesam.

De leur côté, les Compagnons du devoir ont élargi, il y a une quinzaine d'années, leur tour de France à un tour d'Europe, durant lequel des jeunes munis de leur CAP ou de leur BEP séjournent une année à l'étranger. Cent quatre-vingts optent pour cette

aventure chaque année. « Souvent, ceux qui ont fait cette expérience ont envie de retourner à l'étranger, voire de s'y installer », constate André Malicot, directeur de la formation.

Une trentaine de boulangers, pâtisseries, menuisiers et charpentiers travaillent ainsi à Cologne (Allemagne), où est implantée une Maison des compagnons. Mais on

s'expatrie. Ils ont déjà des problèmes pour aller chez un maître d'apprentissage à 50 kilomètres de chez eux. Pour André Malicot, « il y a quelques années, quand il y avait beaucoup de travail en France, les jeunes avaient une réaction de rejet à l'idée d'aller travailler à l'étranger. Aujourd'hui, ils se disent : « Pourquoi pas ? » ».

3 000 ou 4 000 francs par mois, nourri et logé. C'est minime, mais certains jeunes acceptent parce qu'ils savent qu'ils y apprendront l'anglais » et pourront ensuite exercer dans un autre pays.

Les jeunes Français disposent d'atouts. Ainsi, « l'Allemagne connaît une pénurie de main-d'œuvre qualifiée dans l'artisanat, où les jeunes étrangers sont tout à fait appréciés », assure Jean Bureau. « Bien souvent, on obtient des réussites quand le processus a été enclenché au cours de l'apprentissage », souligne René Doche, qui espère qu'un « statut européen de l'apprenti » verra le jour en 1997.

Cependant, des freins existent aussi. « Les jeunes de ce niveau n'ont pas la capacité de se projeter vers l'étranger parce qu'on leur a répété qu'ils étaient nuls, que l'apprentissage était une voie pour ceux qui étaient en échec scolaire », relate Jean Bureau. Le directeur de Sesam évoque aussi le décalage entre « les discours » en faveur de la mobilité et le « manque de formation et d'appui » de la part des pouvoirs publics. La connaissance de la langue peut aussi jouer. L'anglais n'est toujours pas enseigné au cours du CAP.

René Doche avance également des « barrières administratives », par exemple, l'absence d'équivalence de diplômes de niveau V. Des obstacles que l'on peut surmonter, estime André Malicot. Pour lui, « les hommes de métier s'accrochent mieux que d'autres à une langue étrangère parce qu'ils communiquent à travers le dessin, les outils, les gestes ».

Francine Aizicovici

Rêve américain

Dans « deux ou trois ans », promet-il, il s'envolera pour les États-Unis. Eddie, vingt-deux ans, diplômé d'un CAP et d'un brevet de maîtrise de pâtisseries, en rêve depuis longtemps. « En France, dit-il, les pâtisseries ferment, il n'y a plus beaucoup d'emplois, et les salaires sont faibles. » Surtout, le métier est « dévalorisé ». « L'époque dorée de la pâtisserie, les meringues qu'on va chercher le dimanche pour le thé, c'est fini. Les gens préfèrent acheter en grandes surfaces. » En revanche, aux États-Unis ou au Japon, il pense qu'il pourra « travailler avec passion », car le métier y est « reconnu ». « Beaucoup d'étrangers », observe Eddie, « viennent en France apprendre les bases de la pâtisserie, puis repartent chez eux et font fortune. » Pour l'heure, il exerce dans un palace parisien : « une bonne carte de visite ». Une bonne école, aussi : « Le chef pâtissier est extraordinaire. » Eddie travaille dix à douze heures par jour, pour 8 500 francs brut par mois.

rencontre aussi des tailleurs de pierre français en Grande-Bretagne, des maçons en Italie, des carrossiers au Canada, des pâtisseries et des couvreurs en Belgique et des boulangers au Japon.

Ces élan suffisent-ils à conclure qu'un réel mouvement existe ? Les avis sont partagés. Sesam constate que le taux de jeunes qui restent à l'étranger est stable au fil des ans. De son côté, René Doche, directeur adjoint de l'Assemblée permanente des chambres de métiers, estime que « ce mouvement est assez marginal, y compris à l'intérieur de l'Union européenne. Les jeunes de ce niveau n'ont pas très envie de

A la Société des pâtisseries françaises, dite la Saint-Michel, une association mutualiste qui s'occupe notamment du placement des pâtisseries, on est plus optimiste. Un quart des 1 200 à 1 500 offres d'emplois qui lui parviennent chaque année émanent de l'étranger. « Les jeunes sont de plus en plus attirés par l'expatriation », observe Denise Lousouarn, directrice. Il s'agit souvent d'offres d'emplois de chef pâtissier pour le Japon, le Moyen-Orient ou les États-Unis. Mais les débutants peuvent trouver un poste de commis en Belgique ou en Grande-Bretagne. Dans ce dernier pays, les salaires sont « de

ment de maintenir l'effectif actuel, mais de tenter de l'augmenter pour se rapprocher du plafond possible de 4 à 5 000. Cela supposerait des campagnes d'incitation auprès des jeunes, accompagnées d'une réorganisation du processus de recrutement, visant à le rendre plus transparent et démocratique, à travers la mise en place d'une sorte de Bourse nationale où pourraient se croiser l'ensemble des propositions des entreprises et des étudiants.

Interrogés sur ces perspectives, des élèves de grandes écoles de commerce déclarent, avec un assez bel ensemble, que l'année qu'il leur est désormais possible de passer dans une entreprise étrangère en cours d'études leur paraît une formule plus intéressante que ce volontariat.

Pour Damien L., qui est actuellement CSNE à Londres dans une filiale de la Générale des eaux, après des études d'ingénieur complétées par un master de gestion à l'Essec, la réponse est plus nuancée : « Ce volontariat peut être une porte ouverte vers l'étranger. Mais il faudrait qu'il permette un travail vraiment intéressant. Aujourd'hui, on s'accommode de CSNE souvent assez médiocres, en pensant que c'est toujours mieux qu'un service militaire classique. Dans un contexte de volontariat, les gens seront beaucoup plus exigeants sur la qualité de ce qu'on leur proposera. »

Marie-Claude Betheder

L'avenir d'une filière convoitée : les CSNE

Partir seize mois à Washington, Hambourg, Buenos Aires ou Athènes afin d'exercer une activité professionnelle en rapport avec ses études ; y disposer d'une indemnité suffisante pour vivre, versée par l'employeur ; combien au total ? Il n'y a pas de réponse simple, mais l'heure est venue d'en parler au passé...

Chaque année, environ 10 000 jeunes diplômés font des démarches pour obtenir un poste de « coopérant du service national en entreprise » (CSNE), mais ils ne constituent que la part émergée de l'iceberg : beaucoup d'autres renoncent à se porter candidats, jugeant qu'ils n'ont aucune chance d'être sélectionnés. Il est en effet peu probable que l'on fasse partie des élus si l'on n'a pas suivi des études poussées (70 % des CSNE ont au moins un niveau bac +3), de préférence brillantes, mais aussi, ce n'est un mystère pour personne, si l'on ne dispose pas de relations bien placées.

Une sélection est de toute façon inéluctable car le nombre des postes disponibles est limité. Il n'y en a eu qu'un peu plus de 3 200 en 1996 (sans compter quelque 2 000 jeunes effectuant à l'étranger un service du même type pour le compte des ministères des affaires étrangères, de la coopération ou de l'économie). Certes, ces jeunes hommes (il n'y a, à ce jour, pratiquement pas de femmes CSNE, bien

que rien ne s'y oppose) intéressent les entreprises car ils leur coûtent peu cher. Mais l'expérience prouve que le système ne fonctionne bien que si ces entreprises disposent, dans chaque pays concernés, d'une structure d'accueil capable d'épauler et de suivre le débutant qu'est nécessairement un jeune diplômé. Et la loi en a fait une obligation.

Pour Pierre Cretiez, directeur général de l'Agence pour la coopération technique, industrielle et économique (Actim) qui gère les CSNE, « toutes les enquêtes montrent que le nombre des structures d'accueil dont les entreprises françaises disposent à l'étranger ne permet pas de dépasser un effectif de 4 à 5 000 ». Pierre Cretiez n'hésite pas à se projeter dans l'avenir pour parler des CSNE, comme si ces derniers devaient survivre à la disparition du service national. Cette survie s'impose pour deux ou trois ans encore, du fait que la formule concerne des surtitulaires, incorporés avec retard. Mais la suite dépend de ce que décidera le Parlement quand il se prononcera sur le projet gouvernemental, et des décrets d'application qui seront pris dans la foulée.

Le service en entreprise a néanmoins toutes les chances de se maintenir à travers le volontariat. Selon le directeur général de l'Actim, celui-ci pourrait se traduire par des engagements de durée variable : vraisemblablement de 10 à 24 mois. L'objectif serait non seule-

ment de maintenir l'effectif actuel, mais de tenter de l'augmenter pour se rapprocher du plafond possible de 4 à 5 000.

Interrogés sur ces perspectives, des élèves de grandes écoles de commerce déclarent, avec un assez bel ensemble, que l'année qu'il leur est désormais possible de passer dans une entreprise étrangère en cours d'études leur paraît une formule plus intéressante que ce volontariat.

Pour Damien L., qui est actuellement CSNE à Londres dans une filiale de la Générale des eaux, après des études d'ingénieur complétées par un master de gestion à l'Essec, la réponse est plus nuancée : « Ce volontariat peut être une porte ouverte vers l'étranger. Mais il faudrait qu'il permette un travail vraiment intéressant. Aujourd'hui, on s'accommode de CSNE souvent assez médiocres, en pensant que c'est toujours mieux qu'un service militaire classique. Dans un contexte de volontariat, les gens seront beaucoup plus exigeants sur la qualité de ce qu'on leur proposera. »

Marie-Claude Betheder

Aventure en charentaises pour les jeunes diplômés

Intégrer une multinationale, partir en mission à l'étranger, beaucoup de jeunes diplômés en rêvent, qu'ils soient français, néerlandais, belges, italiens ou allemands. Pour autant, ils n'entendent pas confier leur destinée à la première multinationale venue. Ils ont des attentes, des exigences de l'égard de leur futur employeur. C'est du moins ce qui ressort d'une étude réalisée par White-way Research, une filiale du cabinet de recrutement international EMDs, intitulée « Europe Futur Business Leaders », qui détermine les attentes de quelque 5 362 jeunes diplômés et jeunes professionnels – moins de sept ans d'expérience professionnelle – à haut potentiel, vis-à-vis de 14 entreprises internationales du secteur de la grande consommation.

D'un point de vue général, l'étude relève que cette popula-

tion, fortement diplômée, ayant déjà une expérience de la mobilité internationale par le biais de stages ou de postes à l'étranger, est moins intéressée dans ses recherches d'emploi par un secteur d'activité que par des entreprises précises. Pouvoir mettre sur son CV un nom prestigieux est un passeport pour l'avenir.

Reste aux groupes à mettre en place des méthodes de recrutement susceptibles de ramener dans leurs filets les éléments prometteurs dont ils ont besoin pour leur développement. Parmi les ingrédients de cette politique de séduction, les jeunes tiennent au prestige de la marque : les entreprises de renom ayant des produits très connus sont souvent considérées comme des employeurs intéressants.

Les jeunes se préoccupent aussi beaucoup des perspectives de carrière que peuvent leur offrir les multinationales. Ils sont parti-

culièrement attirés par les sociétés susceptibles de leur procurer à la fois formation et expérience, et qui savent composer entre leurs besoins et les aspirations de leurs recrues. Les jeunes diplômés se révèlent particulièrement sensibles aux notions de « challenge » et d'« enrichissement personnel ». Ils recherchent également des groupes « leaders dans le domaine de l'innovation », qui leur donnent l'opportunité d'effectuer des voyages internationaux.

MARKETING INTELLIGENT

Petite curiosité, alors que les hommes disent attacher beaucoup d'importance aux questions d'éthique, ainsi qu'à la formation et à l'ambiance qui règne dans l'entreprise, les femmes se déclarent attirées par les compagnies qu'elles perçoivent comme ayant un « marketing intelligent ». Ainsi, selon l'étude, Coca-Cola a

une excellente réputation en matière d'approche marketing. Procter & Gamble est connu pour son management moderne et son sens de l'innovation, Johnson & Johnson pour son éthique, tandis que, dans ce domaine, BAT, une compagnie de tabacs, obtient le score le plus faible.

Si les jeunes diplômés sont attirés par les opportunités internationales, nombre d'entre eux sont cependant à la recherche d'un « confort culturel ». L'aventure, ils sont pour, mais sur des chemins balisés. Dans des entreprises dont ils connaissent le fonctionnement, le mode de management.

Cette attitude est particulièrement forte chez les jeunes Français qui plébiscitent Danone, LVMH ou L'Oréal, et seulement elles. « Peut-être font-ils le choix parce que ces entreprises connaissent bien leurs diplômés et les valorisent. Les jeunes Français

Stratégie gagnante pour les grandes écoles

L'engouement de leurs élèves pour l'international atteint des chiffres records

Citoyens du monde, les jeunes diplômés ? C'est en tout cas l'avis de Bernard Ramantsoa, directeur général du groupe HEC : « Pour eux, aller travailler à l'étranger, c'est naturel. » A telle enseigne que 19,6 % des 300 étudiants de la promotion 1995 ont débuté leur carrière hors de France, dans un autre pays européen, aux États-Unis ou en Asie. Un chiffre record puisqu'ils n'étaient guère plus de 15 % en 1994 comme en 1993. L'engouement pour l'international est à peu près aussi manifeste à l'Essec dont 15 % des diplômés commencent leur vie professionnelle à l'étranger, alors qu'ils n'étaient que 10 % il y a cinq ans.

Responsable de Science Po Avenir (service des stages et du premier emploi), Laurence Mathé-Dumaine relativise quelque peu l'attrait des élèves de l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris pour l'expatriation : « Bien sûr, dans l'idéal, ils souhaitent commencer leur carrière dans une société qui leur offre une perspective internationale, d'autant que leurs références ne sont plus limitées à l'Hexagone. Mais je n'ai pas le sentiment qu'ils aient vraiment envie d'aller s'installer définitivement dans un autre pays, à l'exception peut-être des étudiants de la section Économie et finance, très attirés par Londres. »

Il n'empêche : de l'avis de Jacques Lejeune, délégué « carrières » de l'association des anciens élèves d'HEC, « les jeunes générations sont plus attirées par l'étranger que leurs aînés ». Seul obstacle à ses yeux : « Les entreprises préfèrent expatrier des cadres confirmés, choisis en interne, plutôt que des jeunes débutants. »

« Quoi qu'il en soit, poursuit Bernard Ramantsoa, travailler à l'étranger constitue un passage obligé dans une carrière. Mais faire ses classes hors de France, c'est encore mieux. »

Jeune diplômée d'HEC et du Centre de formation à la profession d'avocat, Estelle, vingt-trois ans, en est si intimement persuadée qu'elle vient d'accepter, à l'issue d'un stage dans l'antenne parisienne d'un grand cabinet d'avocats américain, de rejoindre leur bureau londonien « pour sept mois, pas plus : je veux avoir la liberté de choisir ce que je ferai ensuite », prend-elle soin de préciser. Tout en estimant qu'on lui confiera « moins de responsabilités à Londres qu'à Paris », la jeune femme part pour remplir le double objectif qu'elle s'est fixé : « Justifier d'une expérience à l'étranger sur mon CV et parler anglais couramment. »

LES RISQUES-TOUT

Responsable des relations presse de l'Essec et de l'Edhec à Lille, Brigitte Fournier distingue pour sa part deux profils de diplômés candidats au départ : « Les risques-tout qui partent à l'aventure sans contrat en poche et qui trouveront un poste sur place, à Hong-

kong ou ailleurs ; et ceux qui s'en vont dans le cadre d'un stage bien organisé, et qui saisiront l'occasion de rester sur place si l'opportunité se présente. » « Risque-tout » ou non, les jeunes diplômés expatriés ne doivent pas s'attendre, de l'avis de Jacques Lejeune, à bénéficier, comme il était d'usage naguère, d'avantages annexes : logement, voiture de fonction, frais de représentation... « Ni même d'un salaire plus élevé surtout lorsqu'ils partent pour un pays voisin », ténchérat-on à l'Essec.

Diplômé d'HEC, en poste depuis un an au bureau milanais de Boscard Consultants, cabinet conseil, Florent, vingt-cinq ans, estime même que son salaire (l'équivalent de 200 000 francs brut) est « légèrement inférieur au niveau de rémunération auquel il pourrait prétendre en France ». « Pour moi, l'important n'était pas de travailler à l'étranger mais de partir en Italie parce que je souhaitais mieux connaître la culture et le mode de vie de ce pays. Surtout, je ne voulais pas commencer ma carrière à la Défense ! », confie le jeune homme qui avait déjà effectué deux stages dans la Péninsule.

PROGRAMMES D'ÉCHANGES

Les périodes de formation effectuées à l'étranger, en cours ou en fin de scolarité, apparaissent en fait comme autant de sésames pour qui veut débiter son parcours professionnel hors de l'Hexagone. Ainsi les grandes écoles ont-elles depuis longtemps développé les contacts et les programmes d'échanges.

A HEC, par exemple, le stage à l'étranger – deux mois accomplis en fin de deuxième année – est obligatoire depuis 1950, et tous les élèves suivent au moins un cours en anglais. L'école de Jouy-en-Josas a également mis au point un programme international de management (PIM) qui permet à 150 étudiants de suivre six mois de cours dans une université étrangère.

En outre, pour la première fois cette année, une quinzaine d'élèves ont opté pour le programme « Profil international » : deux expériences universitaires et un stage professionnel accomplis sur les trois continents.

HEC est aussi à l'origine de la naissance, en 1988, d'un réseau européen de formation – Community of European Management Schools (CEMS) – regroupant une douzaine d'écoles et d'universités et une quarantaine d'entreprises, dont le diplôme atteste, notamment, de la maîtrise de trois langues.

Dans le même souci de développer la formation en alternance à l'échelle du Vieux Continent, l'Essec (où le stage à l'étranger est aussi obligatoire) lancera en septembre, en coopération avec les universités de Mannheim (Allemagne), de Warwick (Grande-Bretagne) et la faculté de sciences économiques de Navarre (Espagne), une filière d'apprentissage européenne, dont bénéficieront une quinzaine de personnes.

Enfin, à l'IEP de Paris, Francis Verrillaud, directeur des affaires internationales et des échanges, estime que « chaque année, 350 à 400 élèves, sur un effectif total de 3 000, partent à l'étranger, en stage ou en séjour d'études. En retour, nous accueillons 700 étrangers ».

Accords avec des universités et écoles d'autres pays (Georgetown University à Washington, London School of Economics and Political Science notamment) et mobilisation du réseau des anciens constituent en principe les moyens les plus sûrs et les plus efficaces de garder ses contacts à l'étranger, dont dépendent les opportunités de stage d'une année à l'autre. Un enjeu capital, à en croire Francis Verrillaud : « Non seulement les séjours d'étude ou les stages professionnels réalisés hors de France sont la clé de l'intérêt des étudiants pour l'international mais ils constituent aussi un critère sérieux de validation (en termes de connaissance de la langue, de la culture) pour les entreprises. »

Catherine Leroy

Philippe Baverel

سجل من العمل

stratégie gagnante
sur les grandes écoles



Nouvelle destination : l'Europe du Nord

Les occasions sont réelles, en Irlande, en Norvège ou au Danemark

L'Irlande n'est pas qu'une île touristique, elle attire aussi certains jeunes diplômés en quête d'un premier emploi. « C'est désormais notre troisième partenaire européen en terme de placements, derrière l'Angleterre et l'Allemagne, explique Daniel Chenilhat, directeur de l'ANPE internationale à Paris. Une des raisons est que l'Irlande accorde des avantages fiscaux aux entreprises non européennes qui s'implantent sur son territoire. » Les grands noms de la high-tech ne se sont pas fait prier. Parmi eux : America On Line (service en ligne), Microsoft, Gateway 2000 et IBM.

L'Islande, « le climat en rebute certains qui, tant qu'à s'expatrier sur une plate-forme, préfèrent les tropiques ! » Certaines compagnies, comme Elf, ont leur siège à Stavanger, la capitale du pétrole, et la troisième ville de Norvège, ce qui ouvre également des perspectives aux commerciaux et aux administratifs.

La liste ne s'arrête pas là. Des postes de haut niveau dans l'électronique constituent un autre créneau au Danemark ainsi qu'aux Pays-Bas, tandis qu'en Finlande Nokia, groupe de renom, recrute en permanence des informaticiens.

Enfin, tous pays confondus, la formation française en hotellerie et restauration représente toujours le nec plus ultra aux yeux des pays du Nord, qui ouvrent leurs portes aux cuisiniers, serveurs et aux grands chefs, bien sûr.

Les Français ont-ils du succès auprès des recruteurs ? « Au préalable, il faut expliquer aux employeurs le système de formation dual typiquement français qui distingue l'université et les grandes écoles. Spontanément, ils ont tendance à se méfier des diplômes qui ne sont pas de l'université », explique le conseiller d'Eures. Quant aux candidats, ils doivent savoir s'adapter aux règles locales : une lettre de motivation dactylographiée – et non pas manuscrite dans ces pays qui n'ont pas recours à la graphologie –, dans un style sobre. Les pays du Nord n'apprécient pas beaucoup le langage fleuri et l'autocélébration des qualités, mais, d'après les professionnels du recrutement, ils répondent à toutes les candidatures.

Clarisse Fabre

Quitter l'Hexagone déprimé pour aller vivre la croissance ailleurs

Selon Patrick Lemattre, professeur à HEC, la génération de la crise développe une stratégie de fuite « offensive » vers l'étranger

Brestois, Stéphane Jan a quitté sa Bretagne natale à dix-huit ans pour rejoindre Paris et y faire ses études supérieures. Une fois son diplôme d'HEC en poche, il comptait poursuivre par Sciences-Po ou l'ENA. Mais après quelques mois sur les bancs de l'école de la rue Saint-Guillaume, il a finalement préféré partir vers d'autres horizons, hors des frontières de l'Hexagone. Destination ? L'Europe de l'Est. Depuis un an, il occupe à Berlin un « excellent poste d'observation ». Place d'antenne, il entend se servir comme tremplin pour trouver un emploi dans un pays au cœur de cette région du monde.

Depuis deux-trois ans, Patrick Lemattre, professeur du groupe HEC, voit ainsi de plus en plus de diplômés ou de jeunes managers se laisser tenter, comme Stéphane, par l'étranger. Quand ce ne sont pas les anciens pays communistes, c'est la Chine, Singapour, la Thaïlande, Hongkong ou le Canada.

« Au-delà des phénomènes de modes, les pays qui attirent les jeunes aujourd'hui se caractérisent par un fort taux de croissance, remarque Patrick Lemattre qui observe les évolutions socioculturelles et leur incidence sur le comportement individuel. Ceux qui partent n'ont pas forcément l'idée de faire fortune : ils veulent avant tout « vivre » la croissance. Leurs aînés ont connu celle des « trente glorieuses » et vécu des événements marquants comme Mai 68. La génération de la crise, née après 1974, qui arrive aujourd'hui sur le marché du travail, a, elle, pour seule perspective, la récession. »

DÉCLIN TRANQUILLE
En restant en France, Stéphane Jan aurait sans doute pu trouver un emploi intéressant. Aussi intéressant que celui qu'il occupe actuellement ? « Certainement pas, affirme-t-il. Les anciens pays communistes ont de réelles perspectives de développement. Sur les ruines de ces sociétés détruites, il y a des projets à construire. Leurs rouages sont empreints d'une grande opacité et rebute beaucoup de gens. C'est donc le moment d'y aller. » Entreprendre, vivre une aventure, voilà ce qui,

pour beaucoup, motive ces jeunes. Or ce n'est pas en France qu'ils peuvent se réaliser aujourd'hui, même si les chantiers à engager et les changements à impulser dans l'Hexagone ne manquent pas.

« Le seul problème, relève Stéphane Jan, est de savoir si les Français veulent évoluer. » A ses yeux, la France est en train de s'installer dans un « déclin tranquille ». « Dans l'esprit d'une majorité de Français, insiste-t-il, le changement n'est pas possible. Le mondialisme leur est tombé dessus et, face à cela, ils ont le sentiment de ne rien pouvoir faire. Alors, ils s'y résignent et s'y accoutument. Il y a une telle déprime en France, qu'il est difficile de trouver des ressorts. Ce fatalisme donne envie d'aller à l'étranger. »

Pour la génération de Stéphane, le déclin se produit d'autant plus facilement que l'international fait partie de sa culture. Les jeunes bénéficient aujourd'hui d'un enseignement internationalisé. Ils assistent à des cours en langues étrangères, à des séminaires animés par des professeurs venus des quatre coins du monde, travaillent sur des sujets dépassant les seules questions franco-françaises, côtoient dans leur promotion des étudiants étrangers, suivent une partie de leurs études et font des stages hors de l'Hexagone. « Et ils sont de plus en plus sollicités par des entreprises étrangères qui, dans le cadre de leur stratégie d'internationalisation, viennent désormais re-

cruter sur nos campus », souligne Patrick Lemattre.

Dès lors, partir travailler à l'étranger n'est plus, pour ces jeunes managers, un saut dans l'inconnu. Puisqu'à leurs yeux, la France se fige, se rétrécit, ils n'hésitent pas à franchir le pas. Surtout quand ils commencent à subir fortement la pression fiscale. « Un couple de jeunes cadres atteint très vite un seuil d'imposition élevé. Ce motif ne déclenche pas à lui seul l'envie de partir, mais peut être décisif au bout de trois ou quatre ans de carrière », constate le professeur d'HEC. De plus, ils savent qu'une expérience à l'étranger représente une valeur ajoutée facile à mettre à profit.

JEU DE GO
« Cette génération de la crise, poursuit Patrick Lemattre, n'a pas un mode de pensée linéaire. Les jeunes conçoivent le travail autrement que leurs aînés. Ils ont adapté le schéma de la flexibilité en le tournant à leur avantage : puisque la société française leur offre peu d'opportunités et de perspectives stables, ils se donnent la liberté de faire ce qui leur plaît. Pourquoi tracerait-ils des plans de carrière sur le long terme quand an leur ressasse l'avenir est imprévisible, qu'il faut savoir être réactif ? Adaptabilité et flexibilité : telle est leur devise. Ils sont les produits du monde dans lequel nous vivons et dans lequel ils ont été éduqués. »

Ces jeunes se construisent ainsi pas à pas, choisissent des sentiers différents, du moment qu'ils les guident vers une activité intéressante. « Ils ne prennent pas la fuite, ils changent simplement de stratégie, adoptant la philosophie du jeu de go : face à une société bloquée, ils se fixent d'autres perspectives. Leur fuite est offensive », analyse Patrick Lemattre.

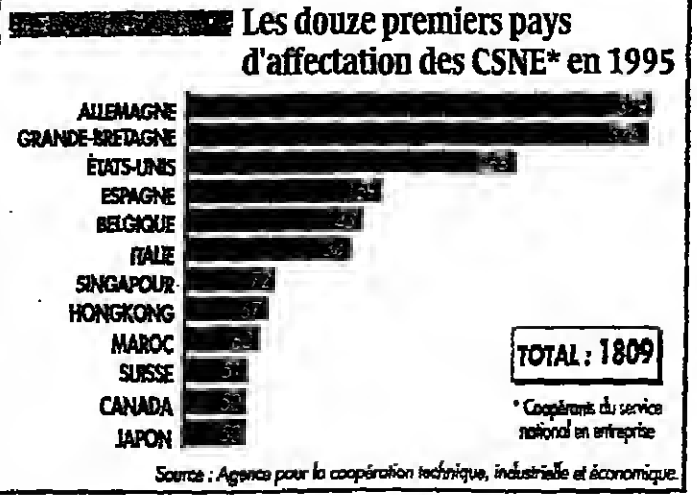
Stéphane Jan ne cache pas ainsi être parti à l'étranger par snif d'apprendre. Et il estime vraiment s'enrichir. S'il ne sait combien de temps durera cette expérience, il n'a pas perdu l'idée du retour au pays natal.

D'ailleurs, il n'y a rien qui ne le réveille davantage que les discours affirmant que l'Ouest breton – notamment – est une région condamnée qui n'a plus d'autres choix que de se reconstruire dans la villégiature. Mais « avant de rentrer, j'aimerais acquérir une autorité et une expérience suffisantes pour réussir à entreprendre et contribuer aux évolutions nécessaires. »

Pour l'heure, insuffisamment expérimentés, trop jeunes pour être reconnus, ces jeunes managers ont le sentiment de ne pas pouvoir agir. « Ils ont l'impression que leurs aînés s'accrochent au pouvoir et ne leur laissent aucune ouverture pour s'immerger dans la société, dans l'entreprise. C'est là d'ailleurs la raison première, à leurs yeux, du fort taux de chômage des jeunes, relate Patrick Lemattre. La génération des baby-boomers vit aujourd'hui un temps de latence entre l'emploi et la retraite, en fin de parcours donc. Alors que la génération de la crise subit, elle, ce sas en début de carrière, entre la formation et l'emploi. »

Pour lui, les responsables auraient tort de négliger le phénomène d'expatriation actuelle. « La France, l'Europe n'ont-elles pas besoin de leur esprit de conquête ? », interroge-t-il. Certes, le mouvement ne touche encore qu'une minorité. « Mais, ajoute-t-il, ces entrepreneurs pourraient bien finir par entraîner les autres. »

Laetitia Van Eckhout



2ème CYCLE

TITRE HOMOLOGUÉ PAR L'ÉTAT
NIVEAU II, (MAÎTRISE)

Thésaires de DEUG, BTS, DUT

L'ESAM vous propose une spécialisation en gestion, administration des entreprises et management européen

RENTREE : 24/02/97
RECRUTEMENT IMMÉDIAT

ESAM - ÉCOLE SUPÉRIEURE D'ADMINISTRATION ET DE MANAGEMENT
12, rue Alexandre Parodi
75010 Paris
Tél. 01 40 03 15 19

DEMANDE DE DOCUMENTATION : Adressez ce coupon à ESAM, 12, rue Alexandre Parodi 75010 Paris

NOM : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Le partenariat groupe ACCOR/ESAM.

L'entreprise ou co-créateur de la formation : Les directeurs des centres IBS, MONTELL, MERCIER, SORFEL, s'impliquent dans une démarche pédagogique innovante : recruter des étudiants en début de cursus, les accompagner et les former à leur secteur d'activité. Les intégrer à la suite d'une unité de formation. L'objectif est de rendre les étudiants opérationnels sur une fonction clairement identifiée par les centres : responsable de la gestion administrative et financière auprès du directeur d'un hôtel.

ACCOR

L'impossible entretien annuel

LES INFORTUNES DE L'APPRECIATION EN ENTREPRISE
de Gérard Layole
L'Harmattan, 126 p., 80 F.

Pour Gérard Layole, l'entretien d'appréciation est réducteur. En effet, il mélange allègrement les critères psychologiques et ceux relevant de l'observatoire, s'avère imprécis sur les objectifs poursuivis et sur la destination des informations collectées qui sont d'ailleurs « pratiquement inexistantes ».

Beaucoup d'entreprises naviguent entre des systèmes d'évaluation trop dépourvus et trop lourds, tentent de bâtir des grilles de critères universels dans lesquelles elles ont du mal à loger l'apport réel du salarié. En réalité, ces tentatives butent sur la part de liberté et d'imprévisibilité des acteurs, indispensable au fonctionnement d'une organisation.

On se réjouit d'une telle lucidité dans la critique, même si elle est trop systématique. S'il considère que l'« appréciation formelle des personnes est un principe fondamentalement inapplicable », l'auteur donne quand même quelques conseils à ceux qui voudraient persévérer dans cette voie. Il s'agit notamment de clarifier le but de la démarche, de la moduler en fonction des types de salariés, d'associer ceux-ci aux critères et aux modes de validation, tout en leur assurant que leur situation personnelle n'en sera pas affectée.

Manuel opératoire

DIX OUTILS-CLÉS DU MANAGEMENT
Les Éditions du Go-Go Presses du management, 284 p., 148 F.

Les principales méthodes qu'un manager doit connaître, même si l'on ne s'en sert pas : du benchmarking aux stratégies d'alliance en passant par l'empowerment, le reengineering, l'individualisation des rémunérations, etc. Les points essentiels, ainsi que les conditions de mise en œuvre, sont bien dégagés dans cet ouvrage collectif qui réunit les contributions de douze spécialistes. Les chapitres les plus intéressants concernent sans doute l'ingénierie juridique, qui « se présente comme une approche stratégique du droit », et le management des différences culturelles, qui concerne non seulement la conquête de marchés à l'étranger, mais aussi l'acceptation et la gestion de ces différences au sein de l'entreprise elle-même.

Daniel Urbain

RENCONTRES

■ **TRAVAIL.** « Réorganiser le temps de travail », c'est le thème du colloque organisé, le jeudi 23 janvier à Poitiers, par l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (Anact) et son agence régionale de Poitou-Charentes. A l'heure où le temps de travail est au cœur du débat social, de nombreuses entreprises s'interrogent sur les modalités d'action dans ce domaine : pourquoi s'engager dans une démarche d'aménagement ou de réduction du temps de travail ? Quels avantages en attendre ? Quels coûts ? Comment s'y prendre pour définir les besoins et anticiper les risques ? etc. Deux entreprises confrontées aux nouvelles exigences de leur environnement témoignent, et des experts répondront aux questions des participants. Contact : Anact Poitou-Charentes. Tél : 05-49-52-25-78.

■ **FORMATION.** L'Anacof (Association nationale des conseillers en formation continue de l'éducation nationale) organise, comme chaque année, ses journées professionnelles dont le thème sera pour 1997 : « Quelles valeurs aujourd'hui pour l'éducation permanente de demain ? ». La manifestation qui se tiendra les 30 et 31 janvier prochains, au château de Ferrières (Seine-et-Marne), devrait rassembler des responsables politiques, des chercheurs, des directeurs de ressources humaines et des universitaires. Contact : Anacof-Crétail. Tél : 01-43-04-93-93.

EMPLOI

■ **ACCUEIL.** Le Centre d'information et de documentation jeunesse (CIDJ) interrompt l'accueil du public du 2 au 27 janvier 1997. Toutefois, il maintient la consultation des offres d'emploi, les prestations de l'espace Voyages, un point de vente des publications et répond aux questions sur Fil Info Jeunes : 01-44-49-29-30, de 10 heures à 16 heures, et sur le 3615 CIDJ.

« Les courants anti-management se développent, mais rien ne change vraiment »

Dans un entretien au « Monde », l'expert canadien Henry Mintzberg analyse la crise de confiance actuelle

Impossible d'accuser Henry Mintzberg de suivre les modes. Ce canadien de 57 ans, spécialiste réputé de l'étude des organisations, qui enseigne à l'université Mc Gill de Montréal et à l'Insead, n'est pas un gourou volatil. Cela fait maintenant très longtemps qu'il dénonce régulièrement slogans et recettes de management, « tous ces livres, assène-t-il, que l'on fait manger aux patrons et aux cadres, comme on donne une soupe à des enfants ».

En 1987, il décide même d'abandonner son enseignement dans le programme de MBA (Master of Business Administration), estimant qu'il est absurde d'enseigner le management à des jeunes gens d'une vingtaine d'années qui n'ont pratiquement pas d'expérience en entreprise – ce qui est le cas pour les étudiants américains. En mars 1996, il est revenu sur cette décision afin de coordonner le lancement d'un programme innovant qui bouleverse les pratiques habituelles, auquel il a bien fait attendue de ne pas donner le nom de MBA.

Homme de mémoire, Henry Mintzberg admet le développement actuel et plutôt inhabituel de courants anti-management. « C'est vrai que beaucoup de gens se plaignent dans les entreprises. Pas seulement les ouvriers et les techniciens. Les cadres aussi. Mais pour autant les choses ne changent pas ».

Son inventaire de l'immobilisme français est, il est vrai, assez éloquent : « Les restructurations se poursuivent, le court terme reste privilégié, les PDG qui dirigent des

groupes et non des affaires, continuent à être parachutés, sans porter de ceux qui sont mis en examen... » Aux États-Unis, les niveaux atteints par les salaires des PDG lui apparaissent, par exemple, comme de « véritables scandales », surtout quand ils augmentent suite à un plan social qui a valorisé les actions en Bourse.

dans les entreprises, comme le font les énarques en France. » S'il sent dans la littérature managériale d'aujourd'hui une valorisation du capital humain, « c'est, explique cet ancien ingénieur, parce que les dirigeants sont allés trop loin dans la planification stratégique et les modèles tout faits », et que le balancier oscille désormais dans l'autre sens, vers les hommes.

Le pari d'un nouveau programme

Le management est une pratique, pas une profession. Voilà pourquoi le nouveau programme dirigé par Henry Mintzberg, qui s'intitule : International Masters Program in Practicing Management (IMPM), s'adresse à des cadres en milieu de carrière. Première originalité de ce cursus lancé en mars 1996 – et dont la deuxième promotion (35 étudiants environ) débutera en mai prochain – : c'est une formation en alternance. Deuxième point : la volonté de ne pas juxtaposer des disciplines, mais plutôt de travailler autour de la notion de « mode de pensée » managériale. L'enseignement qui se déroule dans cinq pays différents (Grande-Bretagne, Canada, Inde, Japon, France) comporte, entre autres, cinq modules. Le premier, ce sont deux semaines de réflexion sur le rôle d'un manager, le deuxième porte sur le management des organisations, le troisième sur le contexte dans lequel ces dernières évoluent, le quatrième sur les relations humaines et le dernier sur le management du changement. Côté du cursus : environ 210 000 francs.

Ces vagues de lui semblent pas pour autant annonciatrices d'un tournant décisif. « Il y a quinze ans, se souvient-il, l'avenir semblait aussi noir, on a pu croire à des changements importants en matière de management, et pourtant peu ou bogue. » Chiffre significatif qu'il aime rappeler : celui des 75 000 MBA formés chaque année aux États-Unis. « Ces promotions ne diminuent pas, alors que ces jeunes sont coupés de la réalité et vont se comporter en technocrates ».

Quand on lui demande combien de politiques de management il a vu se développer, il en compte trois. La première repose sur la valorisation du capital humain qui « peut prendre différentes formes. On a connu le management par la qualité totale, ainsi que celui lié à l'amélioration du cadre de vie professionnelle, puis, le dernier en date, l'empowerment (responsabilisation). La deuxième, c'est la planification et la troisième, la globalisation.

Maria-Béatrice Baudet

Le fiscaliste devient un maillon essentiel dans la gestion des entreprises

Désormais salarié en interne, il occupe une fonction-clé pour les stratégies des directions générales

Il a bien joué, l'image du fiscaliste d'entreprise, le oer sur ses déclarations et ses dossiers de contentieux. Bon nombre de patrons se sont même longtemps passés de tels professionnels, faisant le cas échéant, appel à un conseil extérieur lors de contrôles fiscaux. Aujourd'hui, la complexité et la multiplicité des impôts et des taxes auxquels sont assujetties les sociétés rendent indispensable

une participation active du fiscaliste à la gestion de l'entreprise. Les grands groupes internationaux renforcent leurs équipes de professionnels, et de plus en plus d'entreprises, passées à un certain chiffre d'affaires (2 milliards de francs), s'attachent les services de fiscalistes maison, soucieux de prévenir les contrôles, et surtout d'optimiser leur charge fiscale. « Hier, les entreprises subissaient l'impôt. Aujourd'hui, elles le gèrent », relève Frédéric Laureau, associé du cabinet Ernst & Young, qui, eo seize ans de carrière, a vu évoluer « la conscience fiscale » des entreprises. « Il y a quinze ans, les questions posées étaient essentiellement techniques, portant avant tout sur la façon de remplir les déclarations fiscales. Aujourd'hui, notre conseil revêt davantage une dimension stratégique ».

Et pour cause, quelle qu'en soit la nature, toute opération engagée par l'entreprise peut avoir une incidence fiscale. Incidence qu'il s'agit aujourd'hui d'évaluer et d'optimiser. Investissements, acquisitions, restructurations internes, projets commerciaux sont autant de dossiers qui requièrent l'éclairage d'un fiscaliste. D'autant que ces opérations s'inscrivent désormais dans un contexte mondial, rendant la question fiscale bien plus complexe. Avec le développement des zones franchées, le choix d'une nouvelle implantation, par exemple, n'est pas neutre. « La fiscalité est une donnée prépondérante lorsque l'entreprise détermine ses prix de transfert, c'est-à-dire arbitre entre ses différents pays d'implantation pour choisir celui où elle décidera de réaliser ses marges et donc de payer l'impôt », explique Frédéric Laureau.

Les fiscalistes ne sont plus considérés comme un obstacle à une gestion dynamique. S'ils ne deviennent pas un centre de profits, du moins offrent-ils un moyen de préserver les résultats de l'entreprise. Au-delà du suivi fiscal, ils sont appelés à accompagner les

responsables de l'entreprise dans leurs prises de décisions, leur présentant en amont le risque fiscal encouru et leur proposant des solutions aux problèmes posés. « Le positionnement de la fonction de l'organigramme dans l'entreprise reflète de façon flagrante l'évolution du métier », relève Thierry Montecatini, consultant au département Tax & Legal du cabinet de recrutement Michael Page. Jusqu'ici, les fiscalistes relevaient du service juridique. Aujourd'hui, la fiscalité est de plus en plus reconnue comme une fonction-clé gravitant autour de la direction générale : elle est rattachée à la direction financière ou au secrétariat général, quand elle ne constitue pas une direction autonome. »

ÊTRE À L'ÉCOUTE

Le profil de ces professionnels évolue aussi. Longtemps issus de l'administration fiscale, les diplômés d'une filière universitaire juridique ou économique, ou encore d'une école de commerce et d'un troisième cycle (DESS, DEA) de spécialisation en droit fiscal, sont aujourd'hui de plus en plus nombreux. « Hier, le fiscaliste devait avant tout bien connaître le code général des impôts. Aujourd'hui, explique Guy Renard, directeur fiscal du groupe Schneider, la technique reste essentielle, mais non suffisante. Le fiscaliste doit coller étroitement à la vie de l'entreprise. Il est, dès lors, amené à être souvent sur le terrain. » Il est appelé à travailler avec le directeur financier, le contrôleur de gestion, les patrons des établissements et des filiales de l'entreprise, mais aussi les responsables industriels, les commerciaux ou encore les responsables de la logistique, qui doivent également prendre en compte les contraintes fiscales dans leurs circuits de transport.

Le fiscaliste doit suivre les objectifs visés par chacun de ces opérationnels, afin de les éclairer sur les implications fiscales de leur choix

et le coût de celles-ci. « Son rôle est double : il doit non seulement optimiser les charges fiscales, mais aussi gérer les risques en s'assurant que tous les acteurs de l'entreprise ont une bonne compréhension des obligations fiscales », souligne Guy Renard. Nous devons « vendre » toutes les contraintes fiscales, l'impôt étant perçu par le management comme une charge gravant les résultats. Or cela, le fiscaliste ne peut bien le faire, affirme Guy Renard, « qu'en étant à l'écoute des acteurs de l'entreprise ». Maîtriser les risques suppose d'analyser leurs préoccupations respectives, afin de mener avec eux une réflexion conjointe en essayant d'aller le plus loin possible.

« La communication est une facette importante du métier », insiste Thierry Montecatini. Travaillant en interne avec toutes les directions opérationnelles de l'entreprise, les fiscalistes entretiennent également des relations permanentes avec l'administration fiscale des impôts. « Un contentieux, poursuit-il, peut en effet altérer l'image de l'entreprise. » Il est donc nécessaire d'avoir une bonne connaissance de la manière dont les autorités fiscales réagissent en cas de litige.

INFORMATISATION
Ces relations ne résultent pas de la seule peur du gendarme. « L'administration fiscale, aujourd'hui, a davantage une approche économique », témoignent Guy Renard et Frédéric Laureau, soulignant l'un et l'autre l'apport de l'informatique. « Si elle a souligné le rôle des fiscalistes, les libérant des opérations fiscales fastidieuses, dans celles liées à l'intégration, l'informatique permet aussi de dialoguer avec l'administration, qui a une vision plus claire des comptes des sociétés. » Transparente pour l'administration, la fiscalité de l'entreprise doit être d'autant mieux gérée.

Laetitia Van Eckhout

La technologie au service de la mémoire de l'homme

FONDATION ALTRAN POUR L'INNOVATION

Le premier Prix de la Fondation Altran pour l'innovation récompense l'innovation à fondement technologique au service de la mémoire de l'homme et du patrimoine de l'humanité.

Un jury de sélection soigneux en toute indépendance. Il rassemble des acteurs et observateurs de la recherche en Europe : universitaires, sociologues, économistes, académiciens...

Une dotation globale de 100 000 francs sera attribuée au(x) lauréat(s). La Fondation proposera en outre un accompagnement et un suivi personnalisés du (des) projet(s) primé(s).

PRIX DE LA FONDATION ALTRAN POUR L'INNOVATION

Informations, règlement, dossier de candidature (jusqu'au 21 février) disponibles sur demande au 01 44 09 10 00 ou par FAX au 01 44 09 60 84.

مركز الدراسات والبحوث

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 15 JANVIER 1997 / V

Dirigeants

Fonction Commerciale

FEHAP
Fédération des Etablissements
Hospitaliers et d'Assistance
Privée à but non lucratif

recherche son
DIRECTEUR

Basé Paris

Sous l'autorité du Président et du Conseil d'Administration, vous aurez pour responsabilités :

- de représenter le secteur privé sanitaire et médico-social à but non lucratif auprès des pouvoirs publics, des partenaires sociaux, des autres fédérations et des instances internationales
- de développer l'information et la participation active des établissements adhérents aux instances nationales et régionales de la Fédération, d'animer et de nourrir leurs réflexions collectives
- d'assurer le bon fonctionnement du siège, des Commissions nationales et des groupes de travail techniques et la coordination des Délégations régionales.

Dans cette fonction de haute responsabilité, vous ferez preuve d'esprit d'initiative, de capacité d'innovation et de diplomatie. Une expérience acquise dans l'orientation, la direction et la gestion d'activités d'intérêt général (secteur associatif, fonction publique...), une pratique de la négociation avec les pouvoirs publics et les partenaires sociaux sont requises.

Merci d'adresser lettre, CV, photo en précisant votre rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75378 Paris Cedex 08, sous réf. 44.4697 LM, portée sur lettre et enveloppe.

Mercuri Urval

Nous sommes un groupe de dimension mondiale, leader sur le marché en forte croissance des solutions de télécommunications (voix, données, image,...) destinées aux entreprises et administrations. L'importance de nos activités sur le marché français nous conduit à rechercher un

DIRECTEUR DE MARCHÉ «GRANDS COMPTES»
PARIS OUEST 500 KF +

Missions et Responsabilités

A la tête d'une équipe d'Ingénieurs Commerciaux confirmés, vous êtes chargé de développer un chiffre d'affaires d'environ 200 MF auprès de grands comptes nationaux et internationaux. Vous évaluez les potentiels de votre marché et définissez les stratégies commerciales adaptées. Vous dirigez l'activité de vos collaborateurs et êtes responsable du respect des plans d'action et de l'atteinte des objectifs. Vous vous impliquez personnellement dans les négociations au plus haut niveau. Attentif à l'homogénéité de notre offre, vous coordonnez l'action de nos agences régionales ou filiales à l'étranger auprès des clients à structure décentralisée. Vous êtes le garant du suivi des réalisations en relation avec nos équipes de Chargés d'Affaires et travaillez en interface avec la Direction Commerciale, les Régions, les Unités Produits et l'ensemble des entités du groupe.

Profil et Offre

A 35 ans environ, vous êtes de formation supérieure (Ingénieur ou ESC). Vous bénéficiez d'une expérience réussie en environnement high tech (offres complexes dans les domaines informatique, télécom ou équivalent). Vous maîtrisez l'approche des grands comptes et l'encadrement d'équipes commerciales. Homme d'analyse et de décision, vous êtes un leader reconnu tant par votre impact personnel que par votre capacité à fédérer les énergies. Nous vous proposons de jouer un rôle-clé dans notre développement. Nous vous donnerons les moyens d'exprimer pleinement votre potentiel. La dimension de notre groupe et son envergure internationale vous garantissent d'importantes perspectives d'évolution. Les entretiens avec la société auront lieu le 18 février.

Merci d'adresser lettre, CV et photo sous la référence 5928 à notre conseil : PREMIERE LIGNE - 54, avenue du Général Leclerc - 92513 BOULOGNE Cedex Fax : 01 46 05 00 34

PREMIERE LIGNE

Juristes - Ressources Humaines

Cabinet d'avocats français recherche un

Avocat en Droit des Affaires

Paris

Participant au développement du Cabinet, vous intervenez en tant qu'avocat auprès d'une clientèle française et étrangère sur des dossiers de droit des sociétés (constitution de sociétés, augmentation ou réduction de capital, fusions/acquisitions, etc.) et de droit commercial (rédaction de contrats d'achat/vente, accord de partenariat, etc.).

Agé d'environ 30 ans, Avocat, de formation juridique supérieure, vous avez acquis une expérience d'au moins 3 ans en droit français des affaires au sein d'un cabinet d'avocats et vous avez une certaine pratique et goût pour la plaidoirie.

Volontaire et rigoureux, vous possédez un bon raisonnement juridique et de réelles aptitudes rédactionnelles qui vous permettent d'intervenir tant en conseil qu'en contentieux.

Vous souhaitez développer ces compétences au sein d'une structure vous assurant autonomie et progression.

Merci d'adresser CV + photo + n° de tél + rém. actuelle à Stéphanie Dru, Michael Page Tax & Legal, 3 bis Bineau, 92594 Levallois-Perret Cedex ou de taper votre CV sur 3617 code MPAGE (Candidat : 447961) sous référence SD15627

MP Michael Page Tax & Legal
Le spécialiste du recrutement Juridique et Fiscal

IMPORTANTE SOCIÉTÉ de notoriété mondiale, opérant dans le domaine des services de hautes technologies, recherche

Juriste généraliste

Au sein du Département Juridique, vous assurez un rôle d'assistance et de conseil auprès des différents services opérationnels, notamment pour l'élaboration des contrats et accords nationaux et internationaux. Vous supervisez également les procédures de recouvrement de créances.

A 28 ans environ, titulaire d'un troisième cycle en droit commercial ou droit des affaires, vous possédez un bon niveau en anglais (écrit et parlé) et justifiez d'une expérience réussie de plus de 3 ans, qui vous permet de maîtriser la rédaction de contrats et accords complexes.

Le poste est basé à Paris.

Des perspectives d'évolution de carrière intéressantes sont ouvertes à un candidat de valeur.

Merci d'adresser, sous réf. JGP, en précisant votre rémunération actuelle, lettre manuscrite, CV et photo à notre Conseil, qui traitera votre candidature en toute confidentialité.

SM Conseil 3, RUE TREILHARD, 75008 PARIS

CLIFFORD CHANCE, cabinet international d'avocats, Paris Trocadéro, renforce son département fiscal et recherche un

AVOCAT FISCALISTE

Intégré à l'équipe en charge du droit fiscal, vous intervenirez auprès d'une clientèle internationale sur des dossiers d'opérations financières, de fusions-acquisitions et immobilières, en support des équipes juridiques. Votre langue de travail sera indifféremment l'anglais ou le français.

Avocat, vous possédez une formation juridique supérieure (DESS, DEA ou DJCE) avec une spécialisation en fiscalité. Vous possédez une expérience de 2 à 3 ans au sein d'un cabinet d'avocats d'affaires international en tant que fiscaliste.

Vous maîtrisez parfaitement l'anglais. Nous recherchons pour ce poste un candidat rigoureux et pragmatique possédant le sens des contacts humains et le goût du travail en équipe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la réf. ADF/LM à Clifford Chance, DRH, 112 avenue Kléber, BP 163 Trocadéro, 75770 Paris cedex 16.

CLIFFORD CHANCE

AMSTERDAM BANGKOK BARCELONE BRUXELLES BUDAPEST DUBAI FRANKFURT
HANOI HO CHI MINH CITY HONG KONG LONDRES MADRID MILAN MOSCOW NEW YORK PARIS
PRAGUE ROME SINGAPOUR TOKYO VARSOVIE BUREAU ASSOCIÉS BAHREIN

Toute l'équipe d'H&C Consultants et d'Ornicar

vous présente ses meilleurs vœux pour 1997 et vous fait part de sa nouvelle adresse à compter du 13 janvier :

28, rue de la Trémouille - 75008 Paris
Tél : 01 53 67 79 79 - Fax : 01 53 67 79 78
E mail : HC@MSN.COM

que nous choisissons les profils d'avenir

que nous sommes proches de vous

que nous analysons l'univers de l'entreprise

que nous nous réclamons d'une éthique

que nous travaillons avec rigueur

que nous encourageons l'expertise et le professionnalisme

10 ans que vous nous faites confiance, Merci à tous.

LES PROFILS D'AVENIR

هذا من الرحيل

Juristes - Ressources Humaines

■ LA SOCIÉTÉ : La Direction Juridique d'un grand Groupe de télécommunications recherche son :

Responsable Juridique international

■ LE POSTE : Rattaché au Directeur Juridique et Fiscal du Groupe, ce juriste international très expérimenté intervient dans les domaines suivants :

- les grands contrats, les accords de coopération et de partenariat, les joint-ventures, les prises de participation...
- la coordination des activités internationales des différentes entités du Groupe.
- l'animation d'une équipe de juristes internationaux au siège et dans les filiales.

Amené à traiter directement des dossiers internationaux de grande envergure, il travaille en étroite relation avec les responsables opérationnels des unités concernées.

■ LE CANDIDAT : A 40 ans environ, de formation supérieure en droit des affaires (DESS/DEA, DJCE) que vous avez complétée idéalement par un diplôme anglo-saxon (LLM, MBA), vous avez acquis au minimum une dizaine d'années d'expérience dans des fonctions de juriste international en entreprise et/ou en cabinet.

Votre maîtrise des opérations et des négociations internationales ainsi que vos qualités relationnelles et de manager vous permettront de faire progresser votre carrière dans un Groupe de premier plan. Un excellent niveau en anglais est indispensable pour ce poste.

■ Merci de contacter notre conseil Frédéric FOUCARD au 01 47 23 37 00 ou de lui envoyer un dossier complet sous réf. 3362/FMF à ROBERT HALF JURIDIQUE ET FISCAL, 39 avenue Pierre 1er de Serbie, 75008 PARIS, par fax au 01 47 23 38 00.

Norman Parsons



ROBERT HALF FRANCE.

LEADER MONDIAL DU RECRUTEMENT SPECIALISE AVEC PLUS DE 160 BUREAUX SUR 3 CONTINENTS

Notre groupe industriel de dimension internationale (4,4 milliards de francs de CA, 5 800 personnes) appuie son dynamisme sur un potentiel technique et humain de premier plan.

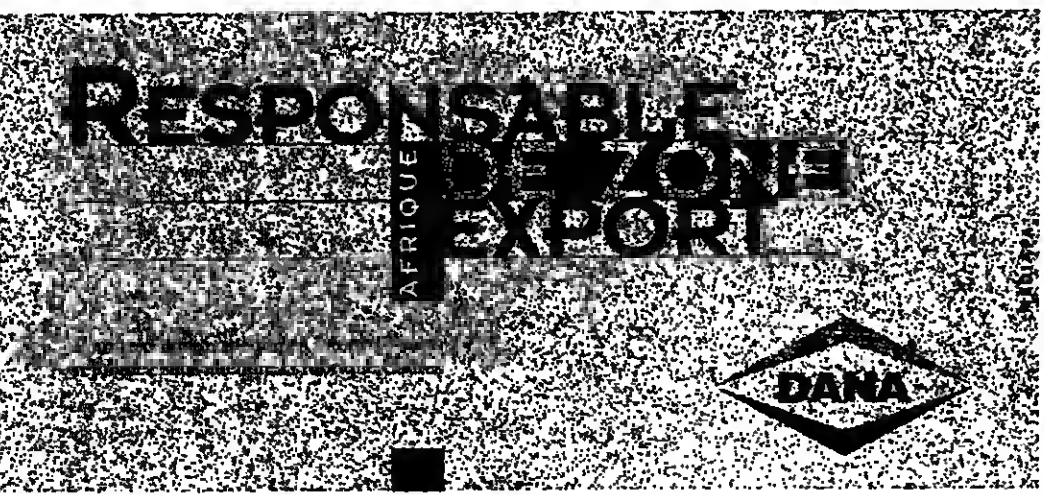
Directeur des assurances et du contentieux

Rattaché hiérarchiquement au Secrétaire Général du Groupe, vous prendrez en charge la gestion des risques et des assurances ainsi que la gestion des contentieux. Vous aurez également à gérer les affaires immobilières. De formation juridique supérieure, une dizaine d'années d'expérience dans ce type de fonction vous a permis d'acquérir la maîtrise de la gestion juridique des risques industriels majeurs et l'autorité nécessaire pour imposer votre expertise.

La pratique courante de l'anglais est nécessaire dans cette fonction.

Pour ce poste basé au siège social à Paris, merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 38615 à Press Emploi, 26 rue Solomon-de-Rothschild, 92150 Suresnes, qui transmettra.

Carrières Internationales



VALLEE DU RHONE

Au sein d'un important établissement de Recherche et Développement, la taille des contrats d'équipements ou de services à négocier pour notre Direction nous conduit à étoffer les effectifs du SERVICE ACHATS en recrutant :

2 JURISTES GESTIONNAIRES DE CONTRATS

Réf. JGC

A 25/30 ans environ, MAITRISE en Droit et DESS de Gestion spécialisé en Gestion des contrats, vous justifiez d'au moins trois ans d'expérience en Cabinet Juridique ou en Entreprise Industrielle. A partir des spécifications de besoins d'équipements exprimés par la Direction du Centre ou des Unités Opérationnelles, vous participerez à la mise en forme et la finalisation juridique des contrats.

Veillez adresser votre lettre de motivation avec photo et CV, sous la référence FD 96 12 JGC, à notre conseil SCOREMAN SA, Antélio C, pôle d'Activité des Milles, 13858 Aix-en-Provence Cedex 3.



SCOREMAN

Qualité OPQCM

AIX-EN-PROVENCE - PARIS - REIMS

FIELD OFFICE DIRECTORS

UNRWA, the United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East requires Field Office Directors to be assigned in one of the Agency's Fields of Operation (Lebanon, Syrian Arab Republic, Jordan, West Bank or Gaza).

As representative of the Agency, the Director is responsible for the administration of all UNRWA programmes, operations and resources. These include health, education and relief programmes for 350,000 to 1.35 million registered refugees in a given field. In addition he/she directs all programme support functions of finance, supply, transport, general administration and public information. The Director also promotes Agency objectives, assesses refugee needs, formulates responses to these needs and is in regular contact with senior officials of host countries and contributor nations to develop and maintain cooperation and support of a political, administrative or financial nature.

Requirements: Successful applicants will have at least an advanced university degree in political or social science, public or business administration or international relations and in-depth knowledge of Middle East geo-political realities and its socio-cultural divergences. Applicants also must have a minimum of 15 years of professional and managerial background, including at least 5 years at a senior level. Excellent knowledge of English is essential.

Remuneration: Posts are graded at the D-1 level. Depending on the duty station, annual net (tax-free) salary starting from \$75,000 (single) and \$82,000 (with dependents) plus fringe benefits package including home leave, education grant, pension fund, health plan, etc.

Applications may be sent by mail or fax before 31 January 1997 to: Chief, Recruitment & Staff Development Division (VN/41/96), UNRWA HQ Gaza. Addresses: P.O. Box 371, Gaza City, Fax No. (+072-7) 822 552, or P.O. Box 338, Ashkelon, Israel, or UNRWA Office Vienna, Vienna International Center, P.O. Box 700, A-1400 Vienna, Austria.

Normally many applications are received and UNRWA will only be able to respond to those applicants in whom it has a further interest.

UNITED NATIONS



NATIONS UNIES

Le siège européen d'un groupe américain, leader mondial sur son marché, contrôlant 25 Compagnies en Europe, au Moyen-Orient et Afrique, soit 6 milliards de F de CA et 5 000 personnes, recherche un

RESPONSABLE DES RESSOURCES HUMAINES

Bilingue anglais/français Paris La Défense

Sous la responsabilité du Directeur des Ressources Humaines, et dans le cadre d'une politique de croissance externe, sa mission consistera à :

- proposer et implémenter des programmes et des processus ressources humaines adaptés au besoin des filiales,
- proposer et mettre en œuvre des outils performants de gestion de ressources humaines et de carrières (détection des potentiels, plan de mobilité et de formation, gestion de la performance...) afin d'optimiser les ressources humaines dont les filiales disposent et de créer la fonction dans les nouvelles acquisitions,
- mettre en œuvre et faire évoluer la politique de recrutement en partenariat avec les Grandes Universités Européennes,
- gérer les expatriés,
- assister et conseiller les opérationnels en matière de droit du travail et réglementation...

Agé de 30 ans environ, diplômé d'une Grande École, il justifie d'une première expérience réussie de la fonction Personnel dans un contexte international et industriel de référence. Son excellente capacité relationnelle et sa motivation à occuper une fonction polyvalente et internationale (qui nécessite beaucoup de déplacements) lui ouvriront de réelles perspectives d'évolution au sein du groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la réf. 351/6/UM à NICOLE ANCESSI CONSEIL - 19, rue de La Trémouille - 75008 Paris, qui l'étudiera en toute confidentialité.

NICOLE ANCESSI

CONSEIL



Long, très long dans le service

DHL, numéro 1 mondial du transport express international

DHL WORLDWIDE EXPRESS est le leader international du Transport Express aérien de colis et documents en porte à porte, avec 40 000 personnes présentes dans 223 pays. En France, nous sommes 1 250 collaborateurs répartis sur 22 sites. Nous recherchons pour notre Direction des Ressources Humaines, un :

RESPONSABLE DU DÉVELOPPEMENT DU MANAGEMENT

Votre objectif sera d'assurer, en cohérence avec la stratégie et la politique Ressources Humaines, la définition et la mise en place du programme de développement du Management de DHL France.

De formation supérieure (Business School, MBA...), vous êtes issu d'un cabinet conseil en management ou possédez une expérience similaire. Votre connaissance du management, sa pratique quotidienne mais aussi ses problématiques font de vous un spécialiste reconnu.

Cette fonction amènera de nombreux contacts dans les différents pays d'Europe. L'anglais est indispensable.

Si vous souhaitez vous investir pleinement dans une entreprise dynamique sur un marché en forte progression, rejoignez-nous :

Merci d'adresser votre dossier de candidature, lettre de motivation et CV sous réf. FB/013 à DHL, Service Emploi-Recrutement, 21 Paris Nord II, BP 50252, 93957 ROISSY CDG.

DHL

WORLDWIDE EXPRESS

12/12/97

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 15 JANVIER 1997 / VII

Gestion - Finance

Marquez l'avenir de votre empreinte...

La Caisse d'Epargne de Picardie se place au premier rang des établissements financiers de sa région : 1 000 collaborateurs, des fonds propres de 1,5 milliard de francs et un total bilan de 34,3 milliards. Solidement implantée à travers 9 groupes et un siège basé à Amiens, elle agit sur les pôles économiques de l'Aisne, de l'Oise et de la Somme.

En étroite relation avec le Président du Directoire, vous avez en charge d'élaborer, de proposer et de mettre en œuvre la politique financière et d'engagements et d'optimiser la gestion des ressources et des emplois. Votre responsabilité s'exerce à un double niveau.

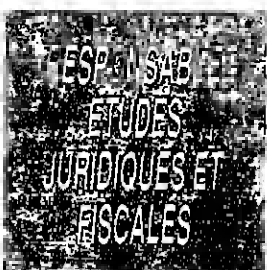


comptabilité, contrôle de gestion, fiscalité, recouvrement, engagements et risques dans le respect de la réglementation.

De formation supérieure financière, vos précédentes expériences bancaires ont prouvé votre capacité à vous intégrer dans une équipe dirigeante impliquant une vision transversale, à représenter la Caisse d'Epargne dans l'environnement professionnel et institutionnel. Vos qualités de management stratégique et humain doublées d'une excellente aptitude à la négociation vous permettant d'appliquer avec fiabilité et rigueur les dispositions financières, fiscales, comptables, juridiques et réglementaires, garantissant ainsi la sécurité financière.

Réf. DFR

En tant que membre du Comité de Direction Régional, appelé à faire partie du Directoire, vous contribuez à la définition de la politique générale et à sa mise en application. Au sein de votre propre Direction où vous animez une équipe de 35 collaborateurs, vous conduisez et réalisez les plans d'actions dans les domaines spécifiques tels que : gestion financière et trésorerie,



Au sein de la Direction Financière et des Risques, votre rôle dans la prise de décisions en matière juridique, fiscale et réglementaire s'inscrit dans les intérêts de l'entreprise et le respect du Droit.

Attentif à l'ensemble des dispositions légales et à leur évolution, vous étudiez celles applicables aux produits commercialisés et aux biens possédés et/ou utilisés par l'entreprise et conduisez des études et des analyses favorisant l'optimisation des contrats et des dossiers juridiques et fiscaux. Par

ailleurs, vous tenez à jour une base de données réglementaires et assurez la mise en place et le suivi des contrats et procédures.

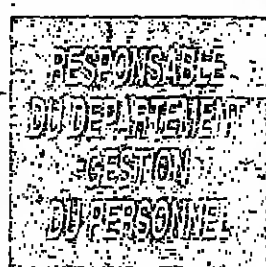
Une expérience similaire de 5 ans minimum, acquise dans le secteur de la banque ou des assurances, enrichit votre formation supérieure juridique et fiscale.

Rigueur, esprit d'analyse et qualités rédactionnelles complètent votre sens de la communication et de l'animation et votre maîtrise des outils informatiques.

Réf. REJ

Chargé de contribuer à la politique générale des Ressources Humaines, vous assurez, à la tête de votre Département, la gestion administrative et budgétaire du personnel en conformité avec les exigences réglementaires et les procédures internes.

Vos missions essentielles consistent à définir et mettre en œuvre des procédures administratives de gestion du personnel, garantir le traitement de la paie, élaborer et suivre le budget relatif aux charges salariales et aux effectifs. Vous intervenez auprès de la Direction de l'Entreprise pour l'informer, lui fournir les outils d'analyse (tableaux de bord, bilan social, suivi des effectifs et des charges) et les études prévisionnelles permet-



tant d'optimiser la qualité globale de la gestion des Ressources Humaines. Vous assistez également les responsables opérationnels pour les conseiller et les informer.

De formation supérieure, vous alliez à de solides compétences de gestionnaire, de maîtrise des outils informatiques, une expérience dans la fonction d'environ 10 ans dans une grande entreprise et une bonne connaissance de l'environnement réglementaire. La pertinence de vos recommandations, vos capacités à anticiper, votre sens de la communication et de l'animation d'équipe favoriseront votre investissement à long terme au sein de notre structure. Rigueur et esprit de synthèse sont essentiels.

Réf. RDG



Président, mener les recherches et en assurer le suivi ; assurer la responsabilité du secrétariat de la Direction Générale.

De formation juridique, vous avez une expérience similaire confirmée et maîtrisez les techniques de secrétariat et les outils bureautiques. Votre bonne connaissance de l'organisation renforce vos qualités d'adaptation, de disponibilité et de discrétion. Aisance relationnelle, autonomie et capacités rédactionnelles sont indispensables.

Réf. ADG



CAISSE D'EPARGNE DE PICARDIE

Pour ces postes basés à Amiens, merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence choisie à La Caisse d'Epargne de Picardie, Direction des Ressources Humaines, 2 boulevard Jules Verne, BP 0727 - 80007 AMIENS cedex 1.

Explorez l'inconnu. Une carrière dans le conseil en recrutement de haut niveau.

Il est probable que vous n'avez jamais envisagé d'évoluer vers le conseil en recrutement. Ce marché en croissance est l'un des rares à offrir autant d'opportunités de réussite. Notre produit est le plus innovant, le moins prévisible et le plus passionnant : les hommes.

Aujourd'hui le groupe Michael Page PLC leader européen et français du recrutement réalise un CA de 1 Md€.

Michael Page Finance est spécialisé dans le recrutement de cadres financiers pour l'entreprise, la banque et l'assurance.

Afin de poursuivre notre expansion, nous recherchons des auditeurs, contrôleurs de gestion, et financiers, débutant ou ayant une première expérience significative.

En échange d'un fort investissement et de l'adhésion à notre esprit d'équipe, nous vous proposons une formation complète à nos méthodes et la prise en charge rapide de missions de recrutement ; nous offrons pour cela une rémunération attractive et une évolution au sein de notre groupe.

Merci d'adresser CV + photo + n° de tél + rém. actuelle à Hubert de Préval, Michael Page Finance, 3 bd Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex ou de taper votre CV sur 3617 code MPage sous réf. HDP10017

Michael Page Finance
Le spécialiste du recrutement Financier

Etablissement financier appartenant au 1er groupe français d'Assurances Mutuelles recherche pour renforcer ses équipes un

Ingénieur Financier H/F

Rattaché au Responsable du Département Etudes, vous serez chargé d'effectuer des études financières tant dans le domaine de l'assurance (en particulier les analyses actif-passif) que celui de la finance.

De formation ingénieur ou actuaire, vous avez de préférence une première expérience réussie dans ces domaines, acquise au sein d'un établissement financier, d'une banque ou d'une compagnie d'assurances.

Ce poste situé au carrefour de la finance et de l'assurance, offre de réelles possibilités d'évolution dans ces deux secteurs.

Une rémunération attractive est attachée à ce poste, basé à Paris, pour un candidat de valeur.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + CV + prêt.) sous référence H1895, à COR'EX - 11, avenue Myron Herrick - 75008 Paris.

COR'EX
CONSEIL EN RECRUTEMENT

associé de

VUCHOT WARD HOWELL

Oda, filiale d'Havas Média Communication, (2350 collaborateurs, plus de 4 milliards de F de chiffre d'affaires) est la régie publicitaire des annuaires de France Telecom. Forts de nos succès et de notre expertise en matière d'annuaires, nous poursuivons notre croissance à l'international et recherchons aujourd'hui un :

CONTROLEUR DE GESTION - AUDITEUR H.F. INTERNATIONAL

Après une grande école de commerce ou d'ingénieur, vous justifiez de 5 années d'expérience (de préférence en cabinet d'audit) dans une fonction similaire : finances internationales, contrôle de gestion.

Votre maîtrise de l'anglais et de l'espagnol, associée à une mobilité pour de fréquents déplacements internationaux, vous permettront de mener avec efficacité votre mission auprès des filiales en relation avec le Directeur de l'International.

Vous serez en particulier chargé de :

- Définir en accord avec le groupe, les orientations budgétaires, les politiques fiscales, juridiques et comptables de nos filiales.
- Les assister sur les actions à mener dans ces domaines.
- Conduire les réunions budgétaires de ces filiales et préparer les réunions de la holding.
- Elaborer, contrôler et analyser le reporting vers la société mère.
- Déclencher les interventions nécessaires, mener les études spécifiques.

Merci d'adresser votre candidature sous référence AUD/Monde à Oda - Service Recrutement - 7 av. de la Cristallerie 92317 Sèvres cedex.



Banque Française filiale d'un important groupe étranger recherche pour sa salle de marchés un :

TRADER JUNIOR

Vos capacités d'analyse, votre sens des responsabilités, votre maîtrise de l'anglais et des outils Excel-Windows vous permettront de travailler sur les instruments de taux.

Une première expérience sur les marchés financiers est souhaitable.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre, CV et prétentions) sous référence 106196 à OCBF 7, rue de Madrid - 75008 PARIS qui transmettra.

Assurances du Crédit Mutuel

recrute des

Rédacteurs Sinistres Corporels

Véritable professionnel, vous justifiez impérativement d'une expérience dans une fonction similaire et possédez, si possible, une formation BAC + 2, DUT ou équivalent.

Ces postes basés à Strasbourg sont assortis d'une rémunération attractive.

Evoluez à notre rythme en faisant parvenir votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) à Henri KUNTZ - Assurances du Crédit Mutuel - 34, rue du Wacken - BP 373 - R 10 - 67010 Strasbourg Cedex. Réponse et confidentialité assurées.

125 من الزميل

Marketing - Communication

Chef de Produit Logiciels EMEA*

* Europe Middle East Africa

Opportunité exceptionnelle pour un professionnel du marketing de prendre en charge le développement de l'offre logicielle du leader mondial de l'automatisation des transactions bancaires.

400 KF +

LA SOCIÉTÉ

- ◆ Société américaine présente dans le hard et le soft.
- ◆ CA 400 millions \$, 2 500 personnes dans le monde, 5 filiales en Europe.
- ◆ Leader mondial de l'automatisation des transactions bancaires.

LE POSTE

- ◆ Sous la responsabilité du directeur marketing Europe, vous :
 - définissez la stratégie commerciale et marketing adaptée à chaque pays de la zone EMEA,
 - assurez auprès de nos clients et de nos équipes la définition et la promotion de notre nouvelle stratégie de développement logiciel,
 - étudiez les logiciels développés par notre société, analysez les besoins des clients actuels, les attentes du marché et les offres concurrentielles,

Paris
- contrôlez la mise en œuvre de vos préconisations et analysez les résultats en terme de CA réalisé, de parts de marché acquises et de qualité des produits,
- jouez un rôle d'interface actif entre les équipes de développement, les évolutions des besoins recueillis sur le terrain et prenez la responsabilité de la hiérarchisation des projets de développement.

PROFIL RECHERCHÉ

- ◆ Ingénieur + MBA + 5/10 ans d'expérience professionnelle réussie dans des fonctions de chef de projets ou de responsable marketing d'offres logicielles.
- ◆ Capacités commerciales et relationnelles, force de proposition, ténacité et énergie.
- ◆ Maîtrise de l'anglais obligatoire.
- ◆ Connaissances techniques pointues (Windows NT, UNIX, DOS, langage C), acquises dans l'environnement bancaire européen.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet et rémunération actuelle sous réf. 61205/LM à N.B.S. 44 rue du Colisée, 75008 PARIS, FRANCE.



NBS SELECTION LTD
a BNB Resources plc company



Paris • London • Aberdeen • Birmingham
Bristol • City • Edinburgh • Glasgow • Leeds
Manchester • Slough • Madrid



Autoroutes du Sud de la France

Chargé de communication

Mi-temps - CDD 1 an

Rattaché au responsable du service presse/communication interne, vous préparez et suivez les grandes manifestations internes et externes de la société. Vous gérez et contribuez au développement des relations presse et rédigez des communiqués et dossiers de presse.

Idéalement âgé de 28/35 ans, vous possédez une formation supérieure (bac + 5) ou un troisième cycle de communication (CELSA, I.R.C.O.M...). Disposant d'une expérience de 3 à 5 années au sein d'un service communication, vous avez notamment une bonne pratique de la presse écrite, parlée et télévisée.

Votre sens relationnel lié à d'excellentes qualités rédactionnelles, votre volonté d'intégrer une équipe jeune au sein de laquelle vous ferez valoir votre dynamisme, vous permettront d'envisager les meilleures opportunités.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 25001 à notre conseil Onoma, 29 rue de Berri, 75008 Paris.

Onoma

GRUPE COURTAUD

la Maison de Valérie

Four équipement de la Maison

Adjoint au responsable des relations extérieures et du développement H/F

DE FORMATION :
HEC, ESSEC,
ESCP...

Nous sommes une entreprise de vente par correspondance spécialisée dans l'équipement de la maison et les loisirs. Nous réalisons un chiffre d'affaires de 1,4 milliard de francs et notre effectif s'élève à 530 personnes. Dans le cadre de notre développement, nous recherchons pour notre siège social situé à Blois (41), un cadre à fort potentiel. Vous assurerez la responsabilité des Relations Extérieures et du Développement dans ses relations avec la presse. Vous aurez également pour mission de préparer et suivre les dossiers

de développement commerciaux et de coordonner les actions qui en découleront. Votre dynamisme allié à un esprit créatif et à d'excellentes qualités relationnelles seront des atouts essentiels pour ce poste. Des déplacements sont à prévoir.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature (curriculum vitae, lettre de motivation manuscrite, rémunération actuelle), sous la référence 97.02, à La Maison de Valérie, Madame Dominique Chelandon, Direction des Ressources Humaines, 41364 Vineuil Cedex.

RADIO FRANCE INTERNATIONALE

recherche

JOURNALISTE DIPLOME PARFAITEMENT BILINGUE PORTUGAIS pour ses émissions en langue portugaise à destination du Portugal et de l'Afrique lusophone

Outre une excellente connaissance de la vie culturelle et politique française et des pays destinataires des émissions, l'activité nécessite la maîtrise de l'outil informatique. Les candidats pourront être amenés à travailler la nuit. Une expérience radio serait souhaitée.

Candidats en règle vis à vis de la législation en vigueur. Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions à

RADIO FRANCE INTERNATIONALE - Direction des Ressources Humaines
104, avenue du Président Kennedy - 75016 PARIS

THEMA

Cabinet spécialisé dans les études sociologiques et marketing à dominante qualitative recherche

DIRECTEUR D'ETUDES

Formation : bac + 5, sciences sociales, lettres, philosophie. Maîtrise de l'anglais. Macintosh
Expérience : 5 années minimum
Mission : Direction d'études qualitatives et quantitatives, développement du secteur international
Évolution : association à terme

CHARGE(E) D'ETUDES SENIOR

Formation : bac + 5, sciences sociales, lettres, philosophie. Maîtrise de l'anglais. Macintosh
Expérience : 2 années minimum

Adresser CV + prétentions à THEMA, 76 bis rue Vieille du Temple - 75003 PARIS



Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs

Responsable Communication

Afin d'assurer
nos programmes
d'études concer-
nant la gestion à
long terme des
déchets radioac-
tifs, nous recher-
chons un(e)

Sous la responsabilité du Directeur du Centre, vous mettez en œuvre, accompagnez et supervisez toutes les actions de communication nécessaires à l'intégration régionale de l'Agence. Cela implique l'animation et la coordination des actions de partenariat, la gestion active des relations avec l'ensemble des acteurs politiques, économiques locaux concernés et l'accompagnement de toutes les opérations liées à cette intégration. Vous animez une équipe locale (supports, relations publiques, visite du centre...) et travaillez en relation étroite et constante avec la Direction de la Communication de l'Agence.

Bac + 4 (IEP, Droit, Sciences Economiques...). vous justifiez à 30/32 ans de 5 à 7 ans d'expérience acquise en totalité ou pour partie en Agence de Communication sur des dossiers d'implantation de sites. Votre connaissance du domaine de la gestion des risques et votre pratique des relations avec les collectivités territoriales représentent des atouts importants. Toutefois, c'est votre implication méthodique et votre diplomatie dans la durée qui seront déterminantes. Votre pratique de l'anglais est souhaitée.

Le poste, basé à Soulaire d'Huy (10), sur le Centre de l'Aube début 1998, sera précédé d'une mission d'intégration de quelques mois au siège à Chateaufort Malabry et sur le Centre de la Manche.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. C195AZ à Olivier Chaumette, OC CONSEIL, 3 rue E.A. Peugeot, Tour COROSA, 92500 RUEIL MALMAISON.

Le 1er janvier 1997, nous changeons d'année et Norman Parsons change de nom pour devenir...

ROBERT HALF FRANCE

Le groupe Robert Half International, coté à la Bourse de New York, est leader mondial du recrutement spécialisé depuis 1948 avec plus de 160 bureaux dans le monde. En France, nos consultants vous proposent un service spécialisé et personnalisé au sein de quatre divisions :

- Robert Half Finance et Comptabilité
- Robert Half Informatique et Multimédia
- Robert Half Juridique et Fiscal
- RHI Banque et Assurance

Robert Half France vous souhaite une année 1997 pleine de réussite professionnelle et personnelle.

39 avenue Pierre 1er de Serbie, 75008 PARIS

Tél. 01 47 23 37 00 - Fax 01 47 23 38 00

e-mail : norman@parsons.grolier.fr

site internet : <http://www.roberthalf.com>

Norman Parsons



ROBERT HALF FRANCE.

Agence de publicité spécialisée

recherche pour renforcer son équipe

CHEF DE PUBLICITÉ H/F GESTION DE CLIENTÈLE

- A 25-30 ans, de formation BAC + 2, vous avez une première expérience d'assistant trafic ou assistant chef de publicité en agence et vous souhaitez donner une nouvelle dimension à votre carrière.

- Nous vous proposons de rejoindre une structure en développement constant pour prendre progressivement en charge la gestion d'un portefeuille clients en étroite collaboration avec votre responsable de clientèle.

- Vous connaissez les contraintes liées à l'univers des agences : souplesse, réactivité, fiabilité et exigence.

- Vos qualités de rigueur, d'organisation, votre sens réel du travail en équipe et votre aisance commerciale sont vos meilleurs atouts de réussite dans ce poste basé à PARIS.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et rémunération actuelle (sous réf. n° 9062) à :

LE MONDE Publicité

133, avenue des Champs-Élysées - 75409 PARIS Cedex 08

education

communication

HEMIA

ETUDES

ETUDES SENES

CHEF DE PUBLICITE

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 15 JANVIER 1997 / IX

Marketing - Communication

Au cœur des décisions commerciales

un Responsable Etudes Marketing/Gestion HF

Doté d'une formation supérieure BAC + 5, type grande école de commerce, OESS gestion ou économie... rodé par une première expérience de 1 à 3 années, intéressé par l'utilisation de l'outil informatique, vous souhaitez poursuivre votre évolution dans un contexte à la fois stimulant intellectuellement et proche de la réalité des affaires.

Nous sommes un groupe industriel indépendant (1 500 personnes, CA d'1,4 milliard de francs), spécialisé dans le chauffage, la ventilation et la climatisation. Nous vous proposons de rejoindre, à Paris, notre service "marketing amont et gestion commerciale", actuellement composé de 3 personnes.

En liaison permanente avec les services internes (réseau de ventes, unités de production, recherche et développement, informatique...) et les principaux clients, vous serez en charge d'études et d'analyses très diversifiées, destinées à orienter les décisions commerciales, tant à long terme (stratégie, développement) qu'à court terme (activité conjoncturelle, prix, budgets commerciaux, etc...). La réussite dans ce poste vous ouvrira de réelles opportunités d'évolution vers des responsabilités d'encadrement. Vous serez heureux chez nous si vous partagez nos valeurs de simplicité, de rigueur, de pragmatisme.

Pour un premier contact, merci d'adresser sous référence 945 431 UM à notre Conseil SIRCA, 20 avenue de l'Opéra - 75001 PARIS en précisant votre rémunération actuelle.

atlantic
ça marche, tout simplement.

In 1971 INTEL introduced the world's first microprocessor, today more than 80% of all PCs worldwide are equipped with INTEL microcomputer components.

The INTEL Pentium® Processor has become the standard for today's PCs. More than 41 000 employees have as their aim to maintain the company's reputation for technical innovation and its market leadership position. Efficient marketing strategy programs are the key to our success. The European marketing group now wish to add a highly motivated marketing professional to their team.

intel

European Retail Training Manager

based in Munich/Germany- highly competitive salary

You will be responsible for defining, implementing and monitoring retail training programs which support the success of Intel's products in the consumer retail channel in Europe considering corporate strategy, objectives and messages as well as local needs. Working closely with the US based retail marketing team as well as the European field organization you will actively drive program implementation and help monitor effectiveness.

You will have a marketing or business degree, preferably an MBA and a minimum of 3 years' marketing experience in the European PC or related markets, ideally in connection with branding and retail training activities. You will offer proven ability to negotiate and drive programs with field organizations and the senior management of retail accounts. Creativity, a high energy level, excellent communication skills and a teamplayer orientation are essential qualities. Proficiency in PC technology together with fluency in English and at least one other European language, preferably French or German, is required.

We offer an interesting position providing scope for creativity and initiative, excellent opportunities for personal development together with an attractive compensation and benefits package, including profit sharing. Relocation assistance is available.

For further information please call Marlen Erber-Ludwig, telephone 00 49 89 13.06.820 or submit your full career details in English to our consultants.

Additional information on Intel and other job openings you will find in Internet : <http://www.intel.com>

Erber-Ludwig & Partner GmbH
Recruitment Advertising & Selection
Nymphenburgerstraße 148
D-80634 München
Fax : 00 49 89 16.17.11
eMail: erber-ludwig@t-online.de

Nous recherchons l'élite

Avec Java et Hot Java, Sun Microsystems a bouleversé la façon dont l'industrie et les utilisateurs perçoivent l'internet. Aujourd'hui, nous vous proposons de profiter, vous aussi, du succès de Sun en rejoignant, à Grenoble, notre équipe multinationale spécialisée en R&D Télécommunications.

RESPONSABLE MARKETING PRODUITS TELECOMS

Votre responsabilité : élaborer les meilleures solutions télécoms de demain et participer au championnat mondial de l'innovation.

A l'échelle internationale, vous définissez la stratégie marketing de nos solutions télécoms pour entreprises. La décision de développer un nouveau produit en adéquation avec la demande des professionnels vous incombera en propre.

Responsable du marketing mondial de notre centre de recherche, vous définirez toutes les actions marketing pour le développement et la promotion de nos produits.

Pour prendre la pleine mesure de cette responsabilité mondiale, réservée à un professionnel d'exception, vous possédez : diplôme d'une école de commerce et/ou d'ingénieurs - 3 à 5 ans d'expérience dans un poste similaire - disponibilité pour de fréquents déplacements internationaux - anglais courant.

Maîtrise du français et du marketing opérationnel, de préférence dans notre secteur d'activité, constituerait un plus.

Merci d'adresser votre candidature par voie postale, fax ou E-Mail à : SunSoft, Gille, Genes - 13, avenue Mirabeau Saurier - BP 33 - 78142 Vélizy Cedex. Fax : 01 30 67 53 00 - E-mail : Gille.GENES@France.Sun.Com

Sun
microsystems

Les Echos

Notre régie publicitaire Echos, filiale à 100 %, est l'un des acteurs majeurs de notre croissance et recherche :

UNITE CHIEF DE PUBLICITE RECRUTEMENT

Retraçable au Directeur de Publicité, vous aurez la responsabilité d'un portefeuille d'agences de cabinets et d'entreprises, ainsi que de démarcher l'espace publicitaire du quotidien Les Echos.

- Vous avez une formation supérieure de type ESC, et une expérience commerciale de 3 à 5 ans.
- Vous avez une aisance naturelle pour la négociation et aimez l'action commerciale sur le terrain.
- Vous êtes dynamique, rigoureux, accrocheur et avez le sens des responsabilités.

Siège d'emploi : CV, photo, lettre et coordonnées sous référence 970101, à l'adresse : Les Echos, 16, rue de la Bourse, 75001 Paris Cedex 01.

Notre rubrique d'offres d'emplois du vendredi

Le Monde

INITIATIVES LOCALES

est le rendez-vous hebdomadaire des cadres de l'administration.

Contactez Sacha LAUZANNE
au 01.44.43.77.34

Formation Professionnelle



AXES MANAGEMENT, spécialiste reconnu de la gestion publique, propose dans son programme de séminaires 1997, 165 sessions de formation, parmi lesquelles au premier trimestre :

Dans la filière "contrôle de gestion" :

LE CONTRÔLE DE GESTION DANS LES ORGANISATIONS PUBLIQUES (3 jours)
• Connaître les dimensions actuelles du contrôle de gestion
• Situer le métier de contrôleur de gestion dans une organisation publique
• Mettre en œuvre les différentes méthodes d'analyse des activités et coûts
Paris - 12 au 14 mars 1997

LES TABLEAUX DE BORD : INSTRUMENTS DE MANAGEMENT PUBLIC (3 jours)
• Définir la notion de tableaux de bord et en spécifier les champs d'application dans le secteur public
• Identifier les indicateurs pertinents par domaine de gestion
• Proposer des standards de représentation des informations
Paris - 24 au 26 mars 1997

LES COMPTABILITÉS ANALYTIQUES PUBLIQUES (4 jours)
• Présenter les nouvelles tendances de la comptabilité analytique dans le secteur public
• Situer les objectifs et les enjeux de la comptabilité analytique suivant les organisations publiques
• Assurer le passage de la comptabilité générale et budgétaire à l'analyse de gestion
• Choisir un modèle adapté à ses besoins
Paris - 18 au 21 mars 1997

Programmes détaillés, renseignements et inscriptions au :
Tél. : 01.40.01.01.33 - Fax : 01.40.01.04.14
AXES MANAGEMENT - SA au capital de 1 500 000 F
55 rue Traversière - 75012 PARIS



Agence conseil du Groupe BDDP, Média PA développe des stratégies d'action média, hors média et multimédia dans le domaine des Ressources Humaines. Nous recherchons pour notre service Etudes, Documentation et Planning Stratégique un(e) Assistant Chargé d'Etudes Stagiaire.

Au sein du service, vous serez chargé dans un premier temps d'organiser la documentation (essentiellement orientée vers les ressources humaines). Ensuite, en collaboration avec le responsable du service, vous interviendrez sur les études (quali et quanti) en cours et participerez à la réflexion stratégique sur les grands comptes.

Etudiant (ESC, IEP ...) en 2ème ou 3ème année, passionné par la communication, vous êtes rigoureux et bien sûr enthousiaste.

Vous bénéficiez impérativement d'une convention de stage.

Durée : 4 à 6 mois minimum

Merci d'adresser votre dossier complet en précisant sur l'enveloppe la référence 674 à Communiqué, 50/54, rue de Sully, 92513 Boulogne-Billancourt cedex ou par e-mail : mediapa@imaginat.fr

**Assistant
Chargé d'Etudes
Stagiaire**

Responsable marketing COMMUNICATION ET PARTENARIAT

En relation étroite avec la Direction Générale et les services concernés, vous aurez pour mission :

- d'identifier et de formaliser les principales expertises du centre,
- de produire les analyses marketing stratégiques, d'identifier les grandes évolutions du secteur, des principaux comptes et d'étudier la concurrence nationale et internationale,
- de gérer la base de données client,
- d'identifier et de mettre en œuvre les actions marketing pertinentes,
- de concevoir et de superviser l'élaboration des supports de communication : catalogues, brochures, lettres d'information en français et en anglais,
- de superviser l'utilisation de la charte graphique et de la faire évoluer,
- de développer une politique de partenariat tangibilisant l'offre de service,
- de revitaliser les relations presse nationales et internationales,
- de manager une équipe marketing ...

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée, en précisant sur l'enveloppe la réf. 672, à Communiqué, 50/54 rue de Sully, 92513 Boulogne-Billancourt Cedex.

Diplômé(e) de l'Enseignement Supérieur, formation type ESC ou Sciences Po, Bac + 4 ou 5, français ou anglo-saxon, vous avez une expérience confirmée du marketing des services B to B, et connaissez si possible le secteur de la formation continue et/ou du secteur bancaire ou financier. Anglais courant nécessaire.

هذا هو السجل

Conseil et Audit

CONSULTANTS

... soyez
vous-même
soyez
différent...



Jacques Comte
Consultant en France
et à l'étranger
Price Waterhouse Paris
Centre Paris
Expérience de
4 ans à l'Inspection Générale
d'une grande banque
internationale

Price Waterhouse Management Consultants

La diversité de nos missions et l'importance que nous accordons au travail en équipe nous amènent à privilégier des hommes et des femmes dont la forte personnalité enrichira nos équipes. Ils évolueront dans un contexte multinational, multisectoriel et multifonctionnel. Pour ces quatre postes, l'anglais professionnel est indispensable. Les postes sont basés à Paris et des déplacements ponctuels à l'étranger sont à prévoir.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous référence choisie à Catherine VERDIER-CRASSOUS, PRICE WATERHOUSE MANAGEMENT CONSULTANTS, Tour AIG, 34 place des Corolles, 92908 PARIS La Défense 2 (Courbevoie).

La force du réseau de PRICE WATERHOUSE (8 000 consultants) est au service de nos clients et de nos collaborateurs. Il permet le développement et le transfert de compétences. Nos experts issus de tous pays mettent en oeuvre les meilleures solutions possibles dans les contextes techniques et culturels les plus variés. En nous rejoignant, vous aurez l'opportunité, au sein d'équipes multinationales, de conseiller nos clients présents sur plusieurs continents.

BANQUE & FINANCE

Après une formation grande école de commerce ou d'ingénieur, vous avez acquis une expérience professionnelle réussie d'au moins 3 ans dans les métiers de la banque ou au sein d'une direction fonctionnelle de banque française ou étrangère de premier plan. Vous possédez un réel savoir-faire dans les domaines de l'organisation, du contrôle de gestion et des risques, des opérations de Banque Commerciale et/ou de Banque de Marché (dette/charge, titres, produits dérivés...). Vous interveniez sur des projets d'organisation, de définition et de mise en place de systèmes d'information et de gestion auprès de grandes banques françaises et internationales.
Réf. 11/BA

ASSURANCE

Diplômé d'une grande école (d'ingénieur ou de commerce), vous possédez 3 à 5 ans d'expérience acquise dans un cabinet de conseil ou dans une compagnie d'assurance à un poste opérationnel, informatique, commercial, de back-office production ou sinistres, d'organisation ou de contrôle de gestion. Vous interveniez sur des missions d'organisation, de pilotage de projets, de conception de systèmes de gestion, d'amélioration des performances commerciales, de maîtrise des coûts et des risques, de refonte des systèmes d'information.
Réf. 11/ASS

INDUSTRIE

Diplômé d'une grande école (d'ingénieur ou de commerce), vous possédez 4 à 7 ans d'expérience opérationnelle acquise en entreprise industrielle ou dans un cabinet de conseil, dans les domaines du contrôle de gestion industriel, de la logistique ou de la gestion de production. Une expérience de mise en place de progiciels (ORACLE, SAP, JDE, DBS, SSA...) serait un atout supplémentaire. Vous interveniez sur des missions d'organisation, de Business Process Reengineering, de gestion du changement et de conception de systèmes d'information et de gestion auprès de grands groupes industriels internationaux.
Réf. 11/IND

SÉRVICES

Diplômé(e) d'une grande école d'ingénieur ou de commerce, vous possédez 2 à 5 ans d'expérience opérationnelle acquise dans une entreprise de services - presse, audiovisuel, télécommunications, média, loisirs, transports - ou dans le département "services" d'un cabinet conseil. Vous avez développé un réel savoir-faire dans la mise en place de progiciels (ORACLE, SAP, JDE, DBS...) dans les domaines de la comptabilité, de la gestion financière, du contrôle de gestion... Vous interveniez sur des missions de Business Process Reengineering, de conception de systèmes d'information et de gestion, de mise en place de progiciels financiers auprès de nos clients.
Réf. 11/SER

Le Monde des Cadres

Changez votre environnement, 220 000 personnes dans le monde ont rejoint nos équipes pour l'année 1997. Nous sommes à la recherche de cadres expérimentés pour rejoindre nos équipes en France et à l'étranger. Les postes sont basés à Paris et des déplacements ponctuels à l'étranger sont à prévoir.

RESPONSABLE EXPORT

Rattaché au Directeur des Ventes, vous serez responsable de la conception et de la promotion de nos produits pour l'Afrique.

Pour ce poste, vous devez posséder une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le domaine de l'exportation, avec une spécialisation dans le secteur de l'agroalimentaire. Vous devez également posséder une maîtrise de l'anglais et de l'espagnol.

Après 3-5 ans de formation supérieure ESC, vous avez une expérience de 3 à 5 ans dans la distribution de produits agroalimentaires. Vous devez également posséder une maîtrise de l'anglais et de l'espagnol.

Outre le français, l'anglais est indispensable, une troisième langue est un atout.

Nous vous offrons une fonction variée, stimulante et enrichissante, une opportunité de carrière dans un groupe en croissance privilégiant la promotion et la formation de son personnel. L'un de travail en belle location Ouest de Paris.

Merci d'adresser vos lettres, CV et photo en précisant votre adresse postale à : Perfect Circle Distribution Europe, Service des Ressources Humaines, 51 Boulevard de la République, 75001 Paris.

Votre prochaine étape, consultant interne

POSTE BASÉ À BUC (PRÈS DE VERSAILLES)

General Electric (70 milliards de \$ de CA, 220 000 salariés, dont 50 000 en Europe) est l'un des premiers groupes mondiaux, aux activités diversifiées dans le domaine de l'industrie, de la haute technologie et des services. GE Medical Systems (GEMS), l'un des leaders mondiaux de l'imagerie médicale et de la radiothérapie, réalise en Europe un chiffre d'affaires d'1 milliard de \$ pour un effectif de 4 000 personnes. Nous recherchons pour notre département Organisation et Développement un

Programs Manager Organisation Development*

(réf. 4355MO)

Au sein de la division Ressources Humaines, vous êtes chargé(e) de la conception et de la mise en oeuvre de programmes de développement des organisations et de programmes de formation.

Pour l'ensemble de l'Europe, vous créez et animez des programmes dans des domaines variés tels que Leadership, Efficacité des équipes, Amélioration des processus, etc. Vous êtes aussi un conseiller des leaders et de leurs équipes opérationnelles.

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur, vous avez 5 ans d'expérience dans le développement des organisations et dans la formation dans un environnement international, au sein d'un cabinet de conseil ou d'une DRH. Vous possédez des compétences reconnues de consultant interne, de facilitateur et de formateur. L'anglais et le français sont vos langues de travail. Une 3ème langue européenne serait un atout.

Si l'opportunité de rejoindre une entreprise d'envergure mondiale, où les programmes de développement sont importants, vous intéresse, nous vous invitons à nous adresser votre candidature à : GE Medical Systems, Service des Ressources Humaines, 10 rue de la République, 92000 PARIS. Vous recevrez nos coordonnées confidentielles.

* Responsable des programmes de développement des organisations.



GE Medical Systems

Intéressé(e) par l'opportunité, merci de nous adresser votre candidature sous pli fermé, avec votre CV et photo, à : GE Medical Systems, Service des Ressources Humaines, 10 rue de la République, 92000 PARIS. Vous recevrez nos coordonnées confidentielles.

AGENCE D'INFORMATIONS FINANCIERES recherche :

CHEF DE PRODUIT MARKETING ET COMMERCIAL

En charge du développement du CA d'un service d'informations en temps réel spécialisé sur les valeurs de la Bourse de Paris. Mise en oeuvre et suivi de l'évolution des produits. Contacts au plus haut niveau dans la communauté financière. 27/30 ans. Diplômé d'une école de commerce avec bonne connaissance informatique et expérience commerciale. Esprit d'initiative, responsable et indépendant.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV) à : Mme Fontaine
OPTION FINANCE - 1, rue du Colonel-Pierre-Avia - 75503 PARIS CEDEX 15

Les Editions
Scientifiques
et Techniques
Consommateurs
France SA
recherche

Un Chargé d'études alimentaires H/F

Réf. PO Food

A 30 ans environ, de formation Bac + 4 minimum (universitaire scientifique), une expérience en technologie alimentaire serait un plus.

Un Responsable de tests comparatifs H/F

Réf. Technical Support

A 30 ans environ, de formation Bac + 3 minimum option électronique ou électromécanique, une expérience pratique de fabrication est un atout.

Pour ces 2 postes, vous êtes responsable d'une partie des tests comparatifs des produits concernés, vous déterminerez le schéma des tests, vous superviserez les tests dans les laboratoires et vous évalueriez les résultats. En fonction des données obtenues, vous rédigerez un rapport technique qui servira de base aux articles publiés dans nos revues. Bonnes connaissances de l'anglais et du travail sur PC.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite accompagnée d'un CV détaillé et d'une photo récente à ESTO, Service du Personnel - 4, rue d'Amsterdam - 75008 Paris, avant le 25 janvier 1997.

Le Monde des Cadres

Chargé d'Études Économiques

Cet établissement parapublic implanté en région Rhône-Alpes souhaite élargir les prestations qu'il offre à ses partenaires en intégrant son responsable de l'information économique.

Vous animez une équipe de 3 personnes chargées de préparer les études statistiques, d'assurer la veille économique, de réaliser les analyses sectorielles régionales ou nationales et d'en commercialiser les documents de restitution. Vous proposez aux clients des recherches spécifiques répondant à leurs attentes.

A 35 ans environ, vous avez idéalement complété votre formation d'économiste par un DESS de statistiques ou de marketing. Une expérience similaire acquise dans le conseil ou en entreprise vous a permis de prouver votre professionnalisme : autonomie, sens de l'analyse et qualités rédactionnelles.

Notre conseil vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature référencé 205/02/9, à ETHIKA - 7 rue Victor Hugo 69002 Lyon.

Ethika

CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

Origyn (2 700 personnes), filiale du Groupe Holderbank, premier cinématographique mondial, fabrique et commercialise des cinémas, bébés et granitats dans la moitié nord-est de la France. Afin d'organiser la gestion de nos archives et d'assurer le suivi nous créons aujourd'hui la fonction d'

Archiviste H/F Thionville

Rapportant au secrétaire général du groupe, vous êtes chargé de créer un service d'archives centralisées, depuis la conception jusqu'à l'implémentation physique.

Vous commencerez par recenser toutes les archives existantes, classées aujourd'hui en différents lieux et vous organiserez le transfert et l'implémentation.

Vous intégrerez ces archives dans une base de données et vous mettez en place les procédures d'accès.

Vous gerez ensuite la conservation, le classement et la communication des dossiers et vous entretenez pour cela des relations avec les différents services de l'entreprise et avec ses filiales.

Avec une formation supérieure d'archiviste, vous témoignerez l'implication d'une expérience réussie de plusieurs années dans la fonction. Vous maîtrisez la micro-informatique. Vous avez à d'excellentes capacités d'organisation et à votre rigueur de bonnes aptitudes relationnelles.

Si vous souhaitez vous investir dans ce poste à responsabilité ou vous pourriez mettre en valeur votre sens de l'initiative et votre dynamisme, adressez votre dossier de candidature (lettre de motivation, CV, photo et rémunération actuelle) sous référence CG 9608/91 à notre conseil : C.G.R.H., 24 avenue Victor-Hugo, L-1750 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg.



responsable des «achats-services» H/F

GRUPE PHARMACEUTIQUE
INTERNATIONAL PARIS

Nous sommes la filiale française (environ 2000 personnes) d'un très important Groupe Pharmaceutique International. Nos produits, issus de notre recherche, sont de notoriété mondiale.

Rattaché à la Direction de la division pharmaceutique, vous animeriez une équipe d'une dizaine de personnes.

Votre mission sera d'assurer dans le meilleur rapport qualité/prix et dans un souci de qualité optimale, nos achats de prestations hors production : manifestations extérieures, congrès, production de documents promotionnels, impression de protocoles, sous-traitances médicales, études de marché...

Agissant en conformité avec notre culture et notre stratégie générale Achats, vous serez le garant des règles et procédures que vous mettrez en place.

De formation supérieure, Ecole de Commerce, ou équivalent, vous avez une expérience d'Acheteur «Services et Prestations» (la connaissance du milieu pharmaceutique serait un plus).

Manager et négociateur, vous avez un bon niveau d'anglais.

Merci de bien vouloir adresser votre dossier de candidature (C.V. et prétentions), sous la référence VR 11, à notre Conseil qui vous garantira une stricte confidentialité.

2, rue Louis David - 75116 PARIS
8, rue Duquesne - 69006 LYON

COCEPLAN

TOULOUSE

Leader européen des systèmes d'air aéronautiques, LIEBHERR-AEROSPACE TOULOUSE répond aux évolutions de son secteur par une démarche marketing et industrielle innovante conforme aux exigences de la compétitivité internationale.

PME (400 p.) très réactive, nous bénéficions par ailleurs de l'essor d'un groupe industriel LIEBHERR (15.000 p.) présent sur tous les continents.

Pour accompagner notre développement, nous recherchons un

CHARGÉ D'AFFAIRES

Au sein du département Marketing-Ventes, vous optimiserez nos relations commerciales et conforterez notre présence auprès des clients qui vous seront confiés. Vous serez leur interlocuteur privilégié pour chaque projet dans toutes ses phases : initialisation, spécification et propositions en collaboration avec nos équipes techniques, négociations, rédactions des contrats...

Vous serez le garant des engagements contractuels et saurez fédérer l'ensemble de nos services internes pour apporter, au-delà de nos prestations techniques, le service qualitatif attendu par nos clients.

Enfin, vous contribuerez à notre développement sur des nouveaux marchés en participant à une veille marketing permanente. Diplômé d'une grande école de gestion, vous justifierez d'une expérience internationale dans la vente de systèmes industriels.

Votre pratique de l'anglais est bien sûr courante. Celle de l'allemand serait un plus.

Adressez votre dossier complet, sous référence C.A./L. à Dominique SPERTE CONSEIL - 104 avenue Jean Rieux - 31500 Toulouse.

LIEBHERR



Nous sommes l'un des premiers pôles français d'enseignement et de recherche en Management. Dans le cadre de la mise en œuvre de notre plan de développement 1995-2000, nous créons 5 nouveaux postes.

Enseignants Chercheurs confirmés

en Stratégie, Finance, Marketing,
Management Contrôle,
Comportement
des Organisations

Titulaire d'un Doctorat ou d'un PhD, vous justifiez d'une expérience pédagogique significative acquise au sein d'institutions d'enseignement du management, françaises ou étrangères.

Vos publications et la qualité de vos travaux de recherche vous ont permis d'acquies la reconnaissance de vos pairs au sein de réseaux internationaux.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre motivation, CV, photo et références) à :
M. Alain Dermoché - Directeur Général - GROUPE ESC NANTES ATLANTIQUE
8 Route de la Jonchère - BP 31222 - 44312 Nantes Cedex 3 - <http://www.escna.fr>



JEUNE INGÉNIEUR ASSISTANCE EXPORT - VALENCE (26)

Filiale du groupe LEYBOLD, premier spécialiste mondial des techniques du vide, nous recherchons un jeune ingénieur pour accompagner notre développement.

Au sein de l'équipe marketing et ventes basée à Valence et rattaché directement à son responsable, vous assurez le support technique à des unités commerciales de différents pays et le suivi des relations avec des clients. Vous avez aussi pour mission de contribuer à la création de produits et à l'interface avec nos services techniques, pour l'établissement de cahiers des charges notamment. Tout en étant essentiellement sédentaire votre activité peut impliquer quelques déplacements à l'étranger.

Vous avez un diplôme d'ingénieur (ENI ou équivalent), mécanicien de préférence, et, si possible, une première expérience professionnelle acquise dans un secteur industriel. Une bonne connaissance de l'allemand et de l'anglais est nécessaire.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M 968, à notre conseil, Hélène REFREGIER, qui étudiera votre candidature de façon confidentielle.

ERG HELENE REFREGIER CONSEIL
17, rue de la Baume 75008 Paris

Ecoute, expertise et enthousiasme !

Les mieux placés pour parler de nous, ce sont certainement nos clients à travers leur fidélité. En 4 ans d'existence, beaucoup de références prestigieuses nous ont déjà fait confiance. Ils ont apprécié notre positionnement de cabinet conseil en Ressources Humaines sachant traiter avec efficacité les outils de gestion : recrutement, évaluation, bilan de compétences... Un savoir-faire qui allie écoute, expertise et professionnalisme à tous les niveaux.

Aujourd'hui, dans le cadre d'un développement placé sous le signe de la qualité, nous recherchons un

CONSULTANT

Au sein d'une jeune équipe, vous prendrez la responsabilité de nos activités évaluation et bilan de compétences et assurerez de façon autonome des missions de recrutement. En liaison directe avec nos clients, vous démontrerez quotidiennement votre polyvalence, votre enthousiasme et votre sens du service. Vous contribuerez à fidéliser et développer nos acquis par votre professionnalisme et votre expertise. A 30 ans environ, vous êtes de formation supérieure (DESS de Psychologie ou équivalent) et justifiez déjà d'une expérience significative acquise en cabinet.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre motivation, CV, photo et prétentions) sous référence LMC à notre cabinet.

TANIS 16, Rue Félicien David - 75016 PARIS.



La Ville de Rennes recrute

UN(E) JOURNALISTE RÉDACTEUR EN CHEF

Le(la) candidat(e) retenu(e) aura pour mission essentielle d'assurer la rédaction en chef du magazine du District de l'agglomération rennaise, "District Info".

"District Info" : Mensuel, 24 pages, 170 000 exemplaires, distribution boîtes aux lettres.

Profil : Journaliste confirmé(e) ayant une bonne connaissance des collectivités locales ; le(la) candidat(e) devra justifier d'une expérience importante de la presse de proximité.

Qualités requises : Capacité d'animation d'une équipe rédactionnelle, bonne plume, curiosité, bonne culture générale, maîtrise de tous les stades de l'élaboration d'un journal.

Adressez lettre de motivation + CV (2 feuilles maximum) + photo et prétentions à

la Direction du Personnel de la Ville de Rennes, BP 3126
35031 RENNES Cedex, pour le 22 janvier 1997 au plus tard.

Vous êtes ingénieur,
découvrez votre Monde le lundi *

Un rendez-vous :

« Le Monde des ingénieurs »

- Secteurs de pointe
- Informatique/Réseaux télécommunications
- Ingénieurs-conseils
- Ingénieurs commerciaux

Carrières technologiques internationales
dont carrières européennes

* daté mardi

Conseil et Audit

Consultants en systèmes d'information bancaires et financiers

Nous cherchons 2000 consultants expérimentés pour travailler en tant que consultants en systèmes d'information bancaires et financiers. Vous serez affectés à des missions de conseil et de mise en œuvre de projets dans des banques et des sociétés financières. Vous serez en contact direct avec les clients et devrez leur proposer des solutions innovantes. Vous devrez également superviser l'implémentation de ces solutions et assurer le suivi de la mise en œuvre de ces projets.

Responsabilités :

- Analyse des besoins des clients
- Conception et mise en œuvre de solutions
- Supervision de l'implémentation de ces solutions
- Suivi de la mise en œuvre de ces projets

Nous vous proposons un poste de consultant en systèmes d'information bancaires et financiers. Vous serez affecté à des missions de conseil et de mise en œuvre de projets dans des banques et des sociétés financières. Vous serez en contact direct avec les clients et devrez leur proposer des solutions innovantes. Vous devrez également superviser l'implémentation de ces solutions et assurer le suivi de la mise en œuvre de ces projets.

DE LOG

Conseil en systèmes d'information bancaires.



Notre Groupe CAP GEMINI, leader européen des services et du conseil en systèmes d'information, recherche sur PARIS/UR, pour sa Division CONSULTING en fort développement :

CONSULTANTS SENIORS

Marketing/Vente

Vous intégrez notre pôle de conseil "marketing / gestion de clientèle" et jouez un rôle moteur dans le développement de cette activité, notamment en plan commercial. Sur la base d'une offre particulièrement novatrice, vous initiez et menez de nouvelles missions. Vous intervenez auprès des Directions Générales, Marketing et Commerciales des grandes entreprises, dans des secteurs d'activité très variés. Vous encadrez des consultants juniors sur vos missions. A 30/35 ans environ, de formation Grande École, vous possédez une expérience de premier plan acquise en cabinet de conseil (niveau senior ou manager) et/ou au sein d'une Direction Marketing en entreprise. Une bonne culture en systèmes d'information est un atout, sans être indispensable. Le poste est fortement évolutif.

Ressources Humaines

Intélocuteur privilégié des clients (DRH, DI, responsables...), vous comprenez les enjeux de l'entreprise (activité, organisation...) et contribuez à transformer son système d'information R.H. A 30/40 ans environ, de formation supérieure, vous disposez d'une solide expérience (3 à 7 ans) acquise idéalement en cabinet de conseil. Une expérience préalable en entreprise serait un plus. Des compétences en choix et intégration de projets R.H. seront appréciées.

Votre potentiel et votre personnalité feront la différence : fort engagement, leadership, créativité, tempérament commercial, sens du résultat. Nous vous offrons de réelles perspectives d'évolution dans un environnement pluridisciplinaire de haut niveau.

Pour obtenir des renseignements plus d'information, appelez le 09 36 68 48 08 (2,23 €/mn) en précisant la ref. "ES". Merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, rémunération actuelle) en précisant le poste choisi à MERCURI URVAL, 14 bis rue Darné, 75378 Paris cedex 08, sous la référence 59-47218/134 porte sur lettre et enveloppe.

DIPLOMÉS D'UNE GRANDE ÉCOLE :
X, MINES, CENTRALE, TÉLÉCOM, ENA, HEC, ESSEC ET/OU MBA...

We can make a
powerful contribution
to your career*

Reconnu comme l'un des leaders mondiaux du conseil en stratégie et en management, A.T. KEARNEY, 2 500 Consultants, 60 bureaux dans le monde, s'engage auprès des dirigeants pour assurer le développement de leurs entreprises et améliorer leur compétitivité.

Pour accompagner notre forte croissance, nous recherchons des hommes et des femmes à fort potentiel qui sauront démontrer leurs capacités d'analyse, de synthèse, de leadership et de créativité.



* Nous contribuons fortement à la réussite de votre carrière.

Managers

Vous avez une solide expérience du conseil et démontré vos qualités de leadership. Vous dirigerez et encadrerez des équipes pluridisciplinaires auprès de directions générales en France et à l'étranger. (réf. MA)

Consultants

Vous bénéficiez d'une première expérience réussie de 3 ans environ en entreprise ou dans le conseil. Impliqué dans des missions en France et à l'étranger, vous développerez vos compétences dans les domaines clés de l'entreprise : stratégie, fusion et acquisition, restructuration, organisation, systèmes d'information. (réf. CS)

Pour l'ensemble de ces postes, vous êtes parfaitement bilingue anglais et maîtrisez si possible une autre langue européenne.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence choisie à Aïx Guiraud, A.T. KEARNEY, 8 rue Victor Noir, 92200 Neuilly-sur-Seine.

AT KEARNEY

<http://www.atkearney.com>

senior PARTNER

UN DES LEADERS
MONDIAUX
DU RECRUTEMENT
PAR APPROCHE
DIRECTE (PLUS DE
25 BUREAUX SUR
LES 5 CONTINENTS)

Responsable du développement et de la gestion de votre portefeuille clients, vous mènerez, avec l'appui d'une équipe de recherche, des missions de recrutement de cadres dirigeants.

A 38 ans ou plus, vous avez prouvé, au cours d'une expérience réussie d'au moins 5 ans en tant que Consultant en recrutement et/ou en management, votre capacité à évaluer les hommes et les situations ainsi que votre esprit entrepreneurial.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. C7/1 à L.G. Services, 49, rue Yves Le Coz, 78000 Versailles.

Nous vous offrons le cadre d'une multinationale intégrée vous permettant de pratiquer votre métier de conseil au plus haut niveau.

Cadre

Négociation

Implantations Relais Radiotélécommunications

Opérateur Télécom de premier plan recherche pour le déploiement de son réseau mobile un Responsable National Négociation

Votre mission : vous intervenez auprès des grands comptes et sur les dossiers complexes. Vous négociez au niveau national avec des institutionnels, propriétaires privés, gestionnaires... l'autorisation et les conditions financières d'exploitation d'un site afin d'y installer un relais de radiotélécommunications. Par ailleurs, avec le soutien d'architectes et de juristes, vous êtes amené à assister dans leurs démarches les négociateurs locaux en leur apportant un soutien d'expertise, des orientations ainsi que des outils méthodologiques.

Votre profil : âgé de 30-40 ans environ, de formation supérieure (Sciences Po, Sup de Co...), vous possédez une expérience significative de 5 à 10 ans comme Ingénieur d'Affaires ou Négociateur de haut niveau, auprès de Grands Comptes privés ou publics, Administrations, Collectivités Locales... Habitué à évoluer dans un milieu technique, vos qualités sont le ténacité, l'esprit de persuasion et la diplomatie.

Merci d'adresser votre lettre + CV + rémunération souhaitée sous réf. PA1296C, à notre Conseil, RH PARTNERS, 365 rue de Valenciennes, 75015 PARIS et de consulter la définition de fonction sur le 3617 RH PARTNERS (3,48 €/mn).

RH PARTNERS